

## Avec ce numéro, supplément «Initiatives »

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14536 - 6 F .

**MERCREDI 23 OCTOBRE 1991** 

## **Une Europe** à dix-neuf

UN nouveau sigle européen est né, lundi 21 octobre, à Luxembourg : l'EEE. Enliééee depuis des mois dans des aujets techniques - droits de pâche, transit routler dens les Alpes, compensations financières, – les négocietions entre les douze pays de la Communauté économiqua européenne et lea sept membres de l'Association europáenne de libra-échanga ont finalement débuuché sur un accord global. Oubliés les marchandages de technocrates, c'eat soudain la perspective d'une nouvelle Europe qui s'ouvre avec le créetion de cet espace économique européen à dix-neuf.

La purtée de l'accord sere poutant dens l'immédiat relativement limitée. Le commerce antre la CEE et l'AELE e déjà été considérablement libéralisé at développé. La libre circulation des personnes, des biens, des merchandizes et des services, pilier du libre-échange à l'européenne, est déjà dans certains cas une réalité: Dans d'eutres domaines - ouverture des marchés publics, mouvements financiers, - plusieurs membres de la Et l'AELE na représente que trents-deux millions d'habitants; soit moins que l'Espagne, L'acopil 36 concrétisera surtout par l'adaptation des législations des sept membres de l'AELE à celles de le Communauté, quelquas transferts financiers et la mise en place de plusiaurs orgenismes communs.

A portée de cet accord, en revanche, est considérable à terme. La décision commune des dix-neuf pays intervient alors que les membres de l'AELE, loin-de renoncer à leurs candidatures à la CEE, se font de plus en plus pressants. C'est le cas de l'Au-triche, de la Suède, de la Fin-lande et même de la Suisse. Le rapprochement entre la CEE et l'AELE n'est donc pas un processus périphérique, mais s'inscrit bien dens le perspectiva de l'élargissement de la Communeuté. Au moment où les anciens pays communistes mani-festent eux aussi des souhaits d'adhésion de plus en plus vifa. Lorsque la Finlande ou les pays d'Europe de l'Est seront inté-grés, la CEE aura une frontière commune avec la Russia.

Les Douze ent appris, ces trois demières années, à eccepter le principe de la formation d'une Europe « géographique » greffée sur le noyau économique de la Communauté. La réflexion sur le proper de l'éleviers par et et sur rythme de l'élargissement et sur le contenu de cette nouvelle Europe reate pourtant embryonnaire. Un accord comme celui de Luxembourg permet de franchir concrètement une nouvelle étape vers un élargissement déjà pré-sent dens les esprits.

ALGRÉ l'omniprésence de Nile Grande Europe, les enjeux de l'approfondissement de l'union des Douze restent considérables. L'actualité récente e prouvé la difficulté de s'entendre, à douze, sur l'éleboration d'une politique agricole com-mune ou sur la définition d'une stratégie industrielle acceptable pour chaque pays et compétitive à l'échelle mondiale. Quant à la fameuse union politique, écono-mique et monétaire, elle o'a toujours paa fait l'unanimité des membres de la CEE, à moins de deux mois du sommet de Maas-

Lire l'article de PHILIPPE LEMAITRE page 21



Dénonçant les « bandes » qui « mettent en péril la République »

## M. François Mitterrand s'affirme résolu réprimer les violences des agriculteurs

M. François Mittarrand a condamné, mières, mais a jugé « sérieuses » les proposimardi 22 octobra, sur France-Inter, las tions qui laur sont faites par M. Bruno «bandes» d'agriculteurs qui, par leurs violances, « mettent en péril d'une certaine manière la République».

de l'ordre à «faire leur devoir». Il s'est montré plus compréhensif à l'égard des infir-

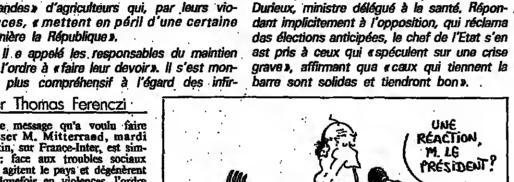
par Thomas Ferenczi

Le message qu'a voulu faire pesser M. Mitterraed, mardi matin, sur France-Inter, est sim-ple; face aux troubles sociaux qui agitent le pays et dégénèrent quelquefois en violences, l'ordre sera maintenu, ceux qui en ont la charge feront leur devoir, l'autorité du gouvernement pe sera la patience est terminé, a mainte-nant c'est assez». Le chef de l'Etat peut, certes,

compter sur «un premier minis-tre extrêmement énergique » et e résolu », mais des le moment où des « petits groupes activistes » amettent en veril d'une certi manière la République », il lui appartient d'intervenir personnellemest pour dosuer un coup d'atrêt. «Il n'est pas acceptable, affirme t-il, que ces bandes conti-nuent de brûler, de frapper, de

détruire, de casser.»

Lire la suite et les déclarations du président de la République pages 9 et 10





## La France va accroître fortement ses moyens de renseignement

Avec une hausse de près de 10 % du projet de budget de ses services secrets et l'autorisation donnée, pour 1992, à la marine nationale de remplacer son navire-espion, la France se lance dans un renforcement de ses muyens da renseigne-Lire page 28 l'article de JACQUES ISNARD

## Cinq Républiques ont boycotté la réunion du nouveau Parlement soviétique

La première réunion du Parlement mis en place après le coup d'Etat manqué du mols d'euût, le 21 octobre, a fait douter de la capacité de cet organe à devenir l'Assemblée constituente d'une nouvelle Union. Les députés, représentant théoriquement sept Républiques seulement sur douze, ont facuté, evec acepticisme, le président Gorbatchev ennoncer des mesures qu'il n'est plus en position de faire appliquer. Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE

## M. Hubert Curien critique l'accord franco-américain sur le sida

Dans un entretien accordé au Monde, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de le technologie, estime que l'accord franco-américain de 1987 fixant la répartition des bénéfices de la découverte du virus du sida capparaît anormalement favorable aux intérêts américains ».

D'autre part, trois anciens responsables de la santé ont été inculpés, lundi 21 octobre, dans l'affaire de la contamina-tion des hémophiles par le vivus du sida.

Lire l'entretien avec JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI page 12, et nos informations page 13

## M. Bush veut soutenir l'activité économique

allègements fiscaux, concernant particulièrement les classes moyennes, étaient à l'étude afin de soutenir l'ectivité économique. Une annonce qui intervient au moment où l'année fiscale 1992, commencée le 1- octobre, va être marquée par un accroissement du déficit budgétaire par rapport aux prévisions. Lire page 21 l'article de SERGE MARTI

«Sur le rif» et le sommaire complet se trouvent page 30

## Liban, la renaissance au ralenti

Le canon s'est tu, la vie économique a repris peu à peu mais la reconstruction n'a pas vraiment commencé

BEYROUTH

de notre envoyé spécial

Il y a un an, presque jour pour jour, les canons se taisaient au Liban, après l'écrasement, en quelques heures, des troupes chré-tiennes du général Aoun par l'armée syrienne. Libenais de toutes confessions: chrétiens, musulmans sunnites, chiites et druzes, tâtaient timidement la paix du bout des doigts, tout à l'émerveillement de ne plus recevoir d'obus (jusqu'à

Un entretien

avec M. Georges Kiejman

M. Georgea Kiejman, ministre délégué à la com-

munication, défend, dans un entretien au Monde, le projet de loi sur les quotas télévi-sés. Partisan d'une régle-

mentation « souple, respectée parce que raspectable » qui incite les chaînes à ne

pes ebandonner les émis-

sione de qualité, il pleide

pour una augmentation du

budget de l'audinvisuel

Lire l'entretien avec MICHEL COLONNA D'ISTRIA

SCIENCES 

MEDECINE

m L'effet de Gennes 🛎 Le

matin des mulécules . La mort et le sacré . Spot contre

les plaies d'Egypte

et YVES-MARIE LABÉ

page 25

5 000 par jour). Fiévreusement, ils mar : les plus débrouillards utili-commençaient à redécouvrir leur sent des combinés cellulaires, reliés en zones interdites oux adversaires.

Le canon s'est tu, oui, mais la vie économique a repris au ralenti et, surtout, la reconstruction n'a pas vraiment commence. On rapetasse un réseau routier guère entretceu depuis quiezc aes et très abîmé par les combats; l'eau et l'électricité ne sont distribuées qu'à 50 % des besoins; quant au télé-phone, c'est un véritable cauche-

propre pays, découpé jusqu'alors par radio à un centre qui, pour l'étranger, passe par Chypre ou ail-leurs. Côté immobilier, c'est pire. Sans doute entreprises et particu-liers raccommodent tant bien que mal leurs immeubles, s'ils peuvent l'être et dans la mesure de leurs moyens: l'Etat libanais rumé ne peut indemniser les dommanes de

Mais à Beyrouth, le centre-ville antrefois joyau du Proche-Orient,

LA BOUTTQUE

avec sa place des Canons, ses banques, ses souks, reste, depuis sa destruction en 1975-1976, un désert de ruines hantées par les rats, où le squelette des ossatures en béton voisine avec les arcades brisées des maisons de l'époque turque et des colonnes romaines qui ont miraculeusement survécu.

FRANÇOIS RENARD

Lire la suite et nos informations page 5

## Paix fragile au Cambodge

Les représentants des dixneuf peys perticipent à la paix au Cambodge, mettent la demière main, mardi 22 octobre, eux textes qui seront signés le 23. Une paix fragile puisque des combets ont eu lieu le 21, à la frontière de la Thatlende, entre des unités gouvamementales de Phnom Penh et des Khmers rouges. Pour l'essentiel, les quetre forces qui se disputent le pouvoir edmettent un mendet temporeire de l'ONU, en attendant des élections fibres au début de 1993.

Lire pages 6 et 7 le dos de JEAN-CLAUDE POMONTI

Quand la capitale chauffait sous le bicorne du préfet. Une exposition et un livre

par Frédéric Edelmann

Us champ de ruise epocatyptique, comme sorti du noir imagier de la dernière guerre : voilà Paris dans les années 1860, le Paris d'Heussmane, cette ville mutiléc, aux trésors effondrés, qui fit gémir tant d'écrivains, et plus simplement plcurer test d'hebitests perdus. Une maquette le montre, au pavillou de l'Arsenal, ce Paris qui fait Hugu s'écrier : « Guerre aux démolisseurs / ». Et il faut être soi-même un barbare (le préfet fut cotre autres suruummé « l'Attila de l'expropriatiou »), pour ne pas ressentir la désola-tion, la douleur de ces images, de ces habitudes, de ces secrets perdus, de cette ville et cette vie à jamais disparues. Est-ce le même sentiment d'horreur que

cclui qui cous a pris devent l'éventrement du vieux Bucarest par Ceausescu? Oui, si l'on s'en tient à l'image et aux ruines, à la comptabilité des églises, des hôtels particuliers ou de simples maisoes (15 373 de 1860 à 1869) qui ont été rasés à Paris.

Non, si l'on en croit, ce que l'on a toute raison de faire, l'ex-position de l'Arsenal et surtout le remarquable ouvrage qui l'ac-compagne, du à Jean des Cars et Pierre Piuon. Sur l'exposition, passons vite. Elle est trop rapide, trop pauvre en documents au regard de l'ampleur du sujet; sa muséographie high-tech, tempérée de quelques citations d'épo-que, perd toute signification sous uu badigeon fluo, ce que ne cumpeuse pas, et puur causc, une difficile lisibilité des réfé-



A L'ETRANGER: Algain. 4.50 DA: Merce. 8 DH; Turisle, 750 m.; Alemagon. 2.50 DM; Austriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada. 2.25 \$ CAN; Antilles-Réunion. 9 F; Côte-d'Indige, 465 F CFA; Danament., 14 KPD; Espagne, 190 PFA; (Alexa. 85 p.; Grèce, 220 DR; Haridge, 1.20.2; India. 2 200 L; Lusambourg. 42 FL; Norwige. 14 KPN; Payy'lant, 2.75 FL; Portugel, 170 ESC; Sylagel, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Edisse, 1,80 FS; USA (NY) 42 S; USA (NY) 42 S;

## L'éternel retour de l'exception française

par Laurent Cohen-Tanugi

ES réactions provnquées en France par le vein de la Commission européenne au rachat de l'avionneur canadien De Havilland par Aérospatiale et Aliena ont semblé ressusciter des temps qu'on croyait révolus : celui où un député de la majorité déclarait à ses opposants « vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires » ou celui, plus lointain encore, où l'nn s'imaginait que quelques coups de fil à la Maison Blanche suffiraient à faire atterrir le Concorde à New-Ynrk, L'« exception française », dont d'aucuns accusaient les anoées 80 d'avoir eausé la perte, est de retour, snus ses aspects les plus contestables : excès astionaliste, politisation, méconnaissance des réalités juridiques et institutionnelles communautaires.

Le premier de ees traits ne transpamit pas seulement dans le procès d'intention à l'adresse de Sir Leon Brittao, suspecté des plus noirs desseins à l'égard des entreprises publiques françaises, mais davantage encore dans le reproche fait à Jacques Delors de s'être abstenu. Comme si les membres de la Cammission (n fortori son président) étaient supposés favoriser les entreprises de leur pays d'origine, voire voter en fonction des intérêts nationaux ou des objectifs de ce pays, alors que la spécificité de la Commission dans l'architecture institutionnelle de la Communauté est tout au contraire – faut-il le rappeler? – d'incarner, face au conseil des ministres, notamment, l'indépendance et la neutralité « supranationale ». Reprocher à M. Delors de n'avoir pas fait ce qu'on a accusé M. Brittan d'avoir fait n'est malheureusement pas la seule de nos inconséquences dans cette affaire.

## Politique industrielle et politique de la concurrence

Que les entreprises concernées manifestent leur amertume et leur déception, quoi de plus naturel? Mais que l'échec d'un rapprochement entre entreprises devienne immédiatement une affaire d'Etat, mobilisant le gouvernement et la classe politique tout entière contre les « doctrinalres de la coneurrence », voilà qui nous fait retrouver le grand art de la politisation généralisée de toute chose et de l'étatisme triomphant, au détriment d'ailleurs des principales iotéressées. Les réactions italiennes semblent avoir été empreiotes de plus de sobriété.

de sobriété.

L'épisode n'en traduit pas moins un malaise profond, qu'il faut prendre au sérieux. La positio a française se justifie en ce que nous appréhendons cette affaire exclusivement en termes de politique industrielle, autre tradition natio-

nale, avee pnur enjeu nnn pas d'étroits mérèts hexagonaux, mais l'« Eurnpe de l'industrie », que Bruxelles anrait une fois de plus sacrifiée sur l'aotel da « juridisme ». L'objectif vient de ce que la « politique industrielle » de la Cnmmunauté repose principalement, en l'état actuel, non sur la constitution de « champions européens », mais sur la politique de la concurrence, rouage essentiel tant du « capitalisme rhénan » cher à Michel Albert que de son alter ego anglo-saxon. Les traités communautaires ne soufflent d'ailleurs mot ou presque de la politique industrielle, laquelle ne saurait résulter, dans la philosophie libérale qui anime la construction européenne, que d'une bonne régulation du marché, de la création d'un environnement favorable aux entreprises et d'une utilisation efficace des instruments de la politique commerciale commune à l'égard des pays tiers.

Encore faut-il souligner que le

Encore faut-il souligner que le droit contruunautaire de la concurrence est loin d'exclure toute forme de coopératioa entre entreprises, dès lors qu'il obéit concomitamment à l'objectif d'unification du marché européen, parfinis contradictoire avec les exigences de l'orthodoxie concurrentielle. Peut-être faut-il aller plus loin dans la définition d'une politique iodustrielle européenne, mais peut-oo reprocher aujourd'bui à la Commission de s'en être tenne aux termes de son mandat?

Car la réactioa française est d'autant plus paradoxaie que la décision qui nous occupe ne résulte pas du traité de Rome - à l'égard duquel on entendra de plus en plus plaider le vice du consentement, à mesure de la prise de conscience de son antinomie avec les traditions économiques oationales, - mais d'an réglement cammunantaire sur les concentrations adopté voilà moias de deux ans aprés avoir été négocié en grand détail par les exécutifs nationaux, avec le concours actif de la France.

concours actif de la France.

Conforme au légitime souci français de ne pas réduire la Communauté à une vaste zone de libreéchange et de laissez-faire, ce règlement vise à limiter les effets anticoncurrentiels des multiples opérations de concentration que la perspective da marché unique et la restrantetoration de l'écooomie
mondiale n'ont en effet pas manqué de provoquer depuis son adoption. Rares sant aujourd'hui les
opérations d'envergure sur le plan
international qui ne tombent pas
sous sa coupe. Il est toutefois assez
révélateur que oul ne se soit jamais
soucié ici des possibles effets antieooeurrentiels de certaiaes des
quelque einquante opérations de
concentration – concernant ou non
des entreprises nationales – au nondes entreprises nationales – au non-

sans dnute a-t-on fait confiance, pour protéger les consommateurs européens, à la perspicacité de Sir

Leon...

Dans ce but de régulation du marehé unique, la Commission s'est donc vu confier par les Etats le pouvoir de contrôler, au terme de procédures complexes, les opérations de « taille communautaire » et d'aménager, vnire d'interdire, celles d'eotre elles qui présenteraient un risque important pour la concurrence dans la Communauté. Les entreprises concernées doivent présenter un dossier substantiel sur la compatibilité de leur projet avec le droit communautaire, et il o'est pas rare que leurs concurrentes faspant rare que leurs concurrentes faspant valoir des argamments contraires auprès de la Commission, qu'il faut gérer soigneusement et en temps utile. Les décisions de celle-ci procèdent d'un raisonnement juridico-écoomique, noo d'arbitrages » politiques. Elles sont passibles du contrôle juridictionnel de la Cour de justice de Luxembourg (mais noa d'un « recours gracieux »), et soot eo outre largement débattues et critiquées en doctrine, contribuant sinsi à former une jurisprudence communautaire déjà très riebe en matière de cooccotratioas. Ea l'état, rien n'indique que la Commission o'alt pas agi eo cette affaire conformément ao règlement qui loi doonait compétence ou appliqué les critères d'analyse juridicn-économique propres à la matière.

### Réarmement idéologique

La validité de cette logique, volre l'aptitude d'un orgaoisme comme la Commission à administre le règlement sur les coocentrations sont de légitimes sujets de débat – encore qu'il soit pour le moins contradictoire de dénoncer simultanément la « politisation » du vote de la Commission et son « juridisme ». Les Allemands sont d'ailleurs aux antipodes des souhaits français lorsqu'ils évoquent la mise en place d'une agence sécia-lisée indépendante du pouvoir politique dans la Communauté. S'agissant des orientations futures de la Communauté, force est de constater que le « déficit démocratique » sévit d'abord à Paris plutôt qu'à Bruxelles ou Strasbourg: le grand débat natinnal sur l'Europe soubaité par M. Elisabeth Goigoo apparaît aujourd'bul plus urgent que jamais.

Le contexte général dans lequel cette polémique iotervient n'est pas indifférent. Il est, d'une part, celui d'une hostilité croissante de certains milieux économiques à l'égard de la Communauté à l'approche de l'échéance de 1993, d'autre part, celui d'un réarmement idéologique,

sensible tant à droite qu'à gauche, pronant le retour de l'Etat contre le marché, de la nation contre l'Europe et l'internationalisation, de la politiq ac (industrielle on politicienne) contre le droit, de l'industrie contre la finance, etc. Les deux phénomènes se nourrissent naturellement l'un de l'autre, conférant à cette résurgence de l'« exception française » une tonalité offensive à l'égard de ce qui s'identifie en définitive aux années 80.

nitive aux années 80.

Outre ce qu'elle a de manichéen, dans un climat politique de plus en plus morose, cette réaction idéologique fait commettre aux meilleurs esprits une grave erreur de perspective: compta tenn de nos pesanteurs culturelles et institutionnelles, les défis du marché unique et de l'Europe politique, de l'internationalisation et de la régulation par le droit (tant au niveau européen que national) demeurent bel et bien devant oous. Quels qu'aieot été leurs excès (essentiellement financiers), les monvements à l'œuvre an cours de la décennie écoulée représentent des tendances lourdes, qui oot pu'issamment contribué à moderniser le pays : leur tourner le dos nous condamnerait à l'isolement et au déclin. C'est en cela que l'« affaire De Havilland » est inquiétante, parce que les réactions françaises remettent en cause l'idée européenne en ce qo'elle a de plus esseotiel : le dépassement des nationalismes, l'iatégratioa par le droit et l'économic libérale, toutes choses que oous prescrivons d'ailleurs assidûmeat à nos voisins de l'Est.

Réponse aux attentes présumées de l'opinion? Mais alors ce concert de protestations o'est pas fait pour attenuer la confusion qui règne à juste titre sur les finalités de la Communanté, et l'hostilité moatante à son égard; la première mission de l'homme politique o'est-elle pas au cootraire la pédagogie? Coup d'éclat tactique dans le bras de fer latent sur la nouvelle répartition des pouvoirs dans la Communauté? Mais pourquoi avoir choisi alors un terraio si peu favorable quand la Commission prête si souvent le flanc au reproche d'empiéter sur les compétences légitimes des Etats?

La Communauté européenne a bien des défauts, mais dans les turbulences géopolitiques actuelles, à quelques semaines du sommet décisif de Maastricht, elle a'avait pas besoin de ce mauvais procès. A trop brader l'« Europe des marchands » et l'Europe du droit sur l'autel de nos mythologies nationales – fussent-elles projetées en Eurovision, – nous aurons bientôt définitivement lâché la proie pour l'ombre.

➤ Laurent Cahen-Tanugi est avocat international et écrivain.

## Du bon usage des crises

par Marcel Bleustein-Blanchet

PRES soixante-cinq ans de carrière qui font de moi le plus vieux publicitaire au monde encore en activité, j'ai acquis noe certaioe expérience des crises.

La montée da ebômage en 1936 et les graodes tempêtes sociales qui s'ensuivaient, l'arrivée dn Front populaire au pouvoir, la pénurie et le délabrement iodustriel provoqués par la guerre, mais aussi le conflit d'Algérie, la fio de la IV République, les deux ehocs pétroliers des années 70; j'en oublie peut-être. Car ces secousses pouvaient biea être d'origioe, de nature, d'ampleur différentes. Elles se ressemblaient toutes par les réactions qu'elles eotraînaient ebez les chefs d'entreprise.

En fait, il existe une pathologie de la crise. Elle se traduit chez les patrons par deux séries de mesures qui relèvent du réflexe conditionné. Arrêter la publicité, parce que c'est facile. Réduire les effectifs, parce que c'est commode.

Bien sûr, je ae méconnais pas l'ampleur des problèmes que peuvent reocontrer les eatreprises lorsque la coojooeture se gâte. Snrtout s'il s'agit de graods groapes qui oot pn, dans les périodes fastes, laisser s'alourdir leurs charges et se dégrader leur prodoctivité. Face à la tempête, je comprends que leurs dirigeants soient tentés de cargacr les voiles.

### Un autre type de management

Mais je vondrais attirer l'attention de toos sur le d'anger d'une politique à courte vue. Davantage : je voudrais affirmer lei avec force qu'il y a une culture de crise et qu'il faut savoir s'en servir.

D'une part, il est néfaste de ralentir les investissements publicitaires. Je ne prêche pas sculement pour mon saiat. l'ai trop vu d'eotreprises prospères qui, pour avoir abandonné leur part de voix en période difficile, oat abandoooé aussi lear part de marché à d'antres, plus malins ou plus courageux.

D'autre part, il oe suffit pas d'annuler une campagne on de

procéder à une vague de licenciements poar redevenir compétitif. Pas plus qu'il ne suffit de perdre do poids pour retrouver des muscles et du nerf.

Les crises font inévitablement, partie des aventures qu'une entreprise connaît au cours de soo existence. Elles sont à la fois prévisibles, passagères et renouvelables. Il faut donc les gérer, c'est à dire les anticiper, et quand elles sont là les assumer sans céder à l'affolement, aans oon plus les prendre comme préextes pour tomber dans la paresse d'esprit oo le règlemeat de comptes social:

La crise en réalité exige un autre type de management que celui qui prévaut en temps ordioaire : plus ioveatif, plus aerveux, plus, dynamique.

Ce n'est pas d'arrêter ni même de freiner la publiche qu'il s'agit, mais peut-être de changer d'approche et de discours. Ni de se contenter de supprimer des postes excédeotaires, mais de redynamiser les ressources humaines, en donnant aux collaborateurs de l'entreprise des raisons de croire dans l'avenir, à travers na aouveau projet, de nouvelles ambitions.

"Mon centre est enfoncé, mon alle gauche se dérobe, l'attaque l'a disait en substance, je oe sais plus quel grand général, Nous n'en sommes pas là, mais les raisons d'attaquer soat nombreuses pour les entreprises françaises. Il y a l'Europe qui se prépare. Il y a les pays de l'Est dout la libéralisation va ouvrir de gigantesques marchés. Qui sera capable de les cooquérir? Les entreprises qui auront laisse s'ablmer leur notoriété, dépérir leur force de vente, s'anémier leur management? Ou bien celles qoi auroot su, tout en procédant aux allègements indispensables, investir là et quand il fallait?

Poser la question c'est y répondre. Pour sa part, le groupe Publicis a d'ores et déjà installé des tours de guet de l'autre côté de feu le rideau de fer.

### Nouveaux besoins

J'ajoute qu'une catégorie bien particulière d'eotreprises voient leurs chances de succès se multiplier par dix lorsque les circonstonees géoérales soot défavarables. Ce sont les petites et les moyennes, existantes ou à créer. Leur agilité leur permet des retournements et des mitiatives qui me sont pas à la portée des grands groapes.

En temps ordioaire, ces entreprises-là sont na peu étouffées par les leaders qui occupent puissamment le terrain, c'est-à-dire à la fois les marchés et les tribunes publicitaires. Vienne la crise, et des possibilités nnuvelles s'offrent à elles, à la fais parce que les commandants des grands paquebots sont trop occupés à réduire la machine, et parce que

la conjoncture est en soi féconde. Car toute crise fait naître de nouveaux besoins et done développe des occasions. Les gens de marketing le savent bien. Bezu-coup d'idées, de produits ou de services qui n'auraient pas trouvé place en régime normal peuvent ainrs se développer avec un succès fnudrnyant. L'industrie de l'épuration est née de la prise de conscience d'une pollution galopante; les carburants sans plomb, les pots catalytiques, les moteurs silencieux aussi : le développement spectaculaire des activités de conseil trouve son origiae dans l'emprise croissante des procédures bureaucratiques et l'accumulation des jurisprudences; les crises pétrolières unt donné du travail et du chiffre d'affaires à toutes les entreprises spécialisées

dans les économies d'énergie, etc.

La nature a borreur du vide.

L'économie aussi. Quoi qu'il en soit, crise ou pas crise, il y a toujours eeux qui sont pressés d'arriver et ceux qui sont pressés d'attendre. Vous ne m'en voudrez pas de préférer les premiers aux secoads.

➤ Marcel Bleustein-Blanchet est président du conseil de surveillance de Publicis.

## BIBLIOGRAPHIE

## La « main invisible », gantée de fer...

LA GUERRE ÉCONOMIQUE MONDIALE de Bernard Esombert.

de Bemord Esombert.
Ed. Ohner Orbon, 302 p., 150 f.

Bernard Esambert persiste et

signe. Depuis une vingtaine d'années, il nous parle de « guerre èconomique» à travers articles et livres. En vniei un nunveau. Peut-être loi apparaît-il que la répétition est une figure de rhétorique indispeosable dans un monde où l'attentino s'éparpille. On peut en discuter. Le concept paraît biea enfoncé dans les têtes. Déjà, Adam Smith écrivait en 1776 : « Le commerce qui, naturellement, derrait être pour la nution un lieu de concorde et d'amitié est devenu la source la plus féconde des haines et des querelles. »

On peut également s'interroger sur la thèse selon laquelle cette a guerre » a servi de substitut à l'autre, plus sanglante. L'équilibre de la terreur atomique – qu'il évoque aussi, bien sur, mais en second rang – nous paraît nettement plus déterminaat.

Peu importe. Puisque Bernard Esambert se seat bien dans ce cadre de réflexion, pourquoi ne pas l'utiliser, même s'il est no peu vicillot? Car c'est le contenn qui compte, et il est très riche, L'histoire, la géographie, la pofitique, l'économie sont requises pour illustrer cette fresque des grandes batailles do commerce et de l'iodustrie. Il ne manque pas un bouton de guêtre aux «combattants» qui défilent, nation par nation. Une analyse de l'état des forces fine et pertinente.

De même, dans le siliage des métaphores guerrières, l'inspection des « armées» (les entreprises) et des « armées» (productivité, délocalisation, recherche, investissement, formation, cohésion sociale, etc.) est remarquable. Comme les développements sur la « cuirasse» (entraves mises par les nations aux importations, sous le couvert de belies déclarations libérales).

Etrange sensation à la sortie du livre. « Servitude et grandeur militoire », écrivait Vigny. Cruauté et finree do marebé, pourrait dire Esambert. L'ouvrage laisse uo goût amer: celui de l'absurdité de ces combats de titans, fruits d'un système où l'on confond la fin et les moyens, qoi profite aox forts et sécrète de plus ea plus d'exclus. La « moin invisible» est vraiment gantée de

Bernard Esambert veut s'accrocher à l'idée que, si les économies s'appuient les naes sur les
autres par le truebement du commerce international, a tous les
combottonts peuvent gagner en
même temps » (p. 34). Ce serait
trop beau. Daas une guerre,
comme daas an match, c'est
a que le meilleur gagne», ce qui

veut dire: « que les aulres crèvent » (Serge Latnuclie). Au reste, aotre auteur, à

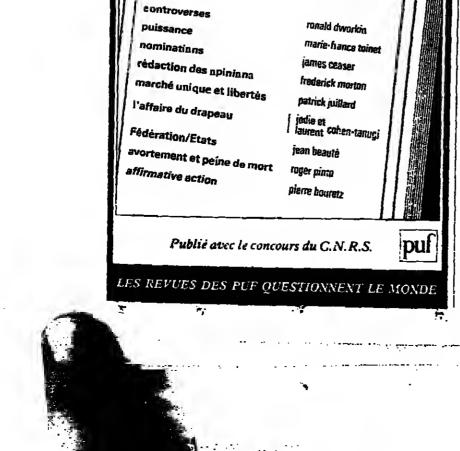
Au reste, aonte auteur, a maiotes reprises, montre qu'il est taut à fait conscient des ravages de l'« économisme », de l'« évon ngile de in compétitivité» (i), des eoûts bumains de la course à la réussite (2). Il critique le « pincage industriel» sur les pays du hers-monde, dénonce le « honteux chômage», demande que « l'on réduise un peu l'efficacité en vue d'une plus grande solidarité».

a La guerre économique ne se poursuivra pas jusqu'à lo fin des temps », écrit Bernard Esambert. Sans le dire, il ouvre ainsi la voie aux pionniers d'une autre société où brilleront davantage les écologistes, les artistes, les penseurs, qoi finiront par dire aux soutiers — indispensables — de l'économie, ea paraphrasant Shakespeare: a [i' y n plus de choses sous le soleil que dans toute votre industrie. »

(1) Titre d'un artiele de Riccardo Petrella dans le Monde diplomatique de septembre 1991.

(2) Lire à ce sujet le livre tout fraîchement publié de Nicole Anbert et Vincent de Gaulejac: le Coût de l'exerlence, Scuil,

\* Sur le même sujet vient de sortir chez Dunod un livre de Gérard S. Cohen: lo Guerre industrielle. Il est préfacé par Bernard Esambert (230 p., 159 Ft.



la Cour suprême

des Etats-Unis



Du bon usage des crises

والمراجع والمتحال والمتحال المواجع

THE PROPERTY THE

and the second

and the second

194 - Santa A.

; de fer...

**n** 

100

... - 4 gr - 4

.....

. - \*\* - \*

-32

## Une mission impossible?

Le nouveau Parlement soviétique, mis en place eprès le putsch manqué du mois d'août. e entamé lundi 21 octobre sa première session, à laquelle participaient les députés de sept Républiques seulement : deux sleves (Russie et Biélorussie) et cinq d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjäkistan et Turkmé-

de notre correspondent

La tâche est-elle trop lourde, le corps à moitié démantelé de l'ex-URSS trop abimé pour qu'on puisse espérer lui insuffier une nonvelle vie ? Le spectacle offert, lundi 21 octobre, à l'ouverture de la promière session de nouveau Soviet suprême n'est en tout cas pas de nature à rassurer les partisans d'une Union régénérée: le visage las, la mine sceptique, les députés de ce que M. Gorbatchev a appelé une « véritable Assemblée constituante » ont écouté dans un morne silence le président soviétique dresser l'impressionnant estalogue de tout ce qu'il faut, ou faudrant, faire pour éviter la « caustrophe » que serant, pour lui, la complète dissolution de l'URSS.

Mais cette « Assemblée constimière session on nouveau Soviet

Mais cette «Assemblée constituante a elle-même, à supposer qu'elle en ait réellement le désir, paraît bien mal année pour faire face à de telles responsabilités. Les couleus de sent Républiques seulement (sur les douze restant après le départ définitif des pays baltes) consent la tribune aux edtés du drapenu rouge frappé de la fancille et e qu'ou con de remplacement. Les sabsents», en tête desquels figure une fois de plus l'Ulchian; montre si encumerar que ce nomeau Padement, déjá manti de ponyons très restretus, en apparait tout differencement and

Cri d'alarme et appel à l'action

Dans l'une de ses deux Chambres, le soviet de l'Union, les trois quarts des députés sont russes. Et encore ne sont-ils pas assurés de rester. A en croire le quotidien moscovite l'Indipendant, le Parlement de Russie, qui doit se réunir d'ici une semaine, pourrait alors décider de retirer ses

M. Gorbatchev, ini-même, semqui pronnnça, avec une sobriété inhabstuelle, un discours qui, sur le fond, était pourtant un cri d'alarme et un vigoureux appel à l'action, avec, pour commencer, une mise en garde fondamentale. «Pour sortir le

la privatisation de l'économie et de la libération des prix, de « supprimer les barrières légales et administra-tives » qui entravent le développeblait gagné par la mornsité unes» qui entraprises, de «s'attaquer enfin à une réforme agraire radicale» qui pronnnça, avec une sobriété qui passe par la «suppression des habituelle un discours qui sur le kolkhones et les souchoces non renubles et du système des e commandes d'Etat » (c'est-à-dire des livraisons abligatoires); enfin, de « réorganiser tout le système » des

SONT

pays de la crise il nous faut résoudre une série de problèmes capitaux dont le principal est le sont de l'Etat soviétique: continuerons nous à marcher ensemble ou chaque République cherchera-t-elle son propre chemin, à ses risques et périls? Tant que nous n'aurons pas répondu clairement à cette question, tous les programmes ne restant

Répondre positivement à cette question suppose que soit signé-adici à la minovembre, selou le vou de M. Gorbatchev, un nouveau traité de PUnion.; Un espoir que . M. Guennadi Bourboulis, l'un des principaut conscillers de Bonis Elt-sine, juge «nalf».

A supposer pourtant que puissent être définies «les nouvelles structures de l'Union » qui permettent entre autres de conserver à l'URSS son rôle de « puissance mondiale », reste-rait à « accèlèrer les réformes écono-miques ». M. Gorbatchev dresse là en très ambiteux programme où il est question «d'enrayer l'effondre-ment du système financier et de sta-biliser le rouble», de faire «un saut décisif» en direction du marché, de

échanges extérieurs. En un mot de faire de toute urgence ce que besu-comp accusent M. Gorbatchev de ne pas avoir eu l'andace d'entreprendre

réprobateurs.

C'est beaucoup et pourtant c'est loin d'être tout. Car il faudrait aussi «maintenir la paix sociale» et s'attaquer à tous ces phénomènes négatifs qui choquent et inquietent le prési-dent soviétique, que ce soit « la com-mercialisation de la culture», l'invasion des films étrangers, la suppressinn-des subventions anx bibliothèques, aux musées, an sport. Et que dire de tous ces actes de mandalisme» contre les monuments d'un passé que les générations pré-sentes out le droit de connaître « tel qu'il était » (il s'agit entre autres du démantélement des statues de-

· L'assistance écoute tout cela sans la moindre réaction, mais des sour-cils se lèvent quand M. Gorbatchev passe à un sutre sujet de grave préoccupation : l'armée. Il rappelle qu'alors que le congrès des députés réuni en septembre avait convenu du principe d'une défense unique, certaines Républiques proclament désormais l'intention de eréer leur propre armée et entreprennent de «nationa-liser, voire de privatiser des éléments de l'armée soniétique».

M. Gorbatchev ne désigne pas les coupables mais tout le monde les connaît : l'Ukraine et l'Azerbaïdjan, qui se sont avancées en ce domain Mais lorsque le président soviétique menace de prendre contre les fautifs wdes mesures d'ordre constitution-nel», un murmure réprobateur par-court la salle où ni les Ukrainiens ni les Azéris ne sont pourtant représen

> « Organe de contacts »

Ces bruits de fond ont un sens très clair; M. Gorbatchev a parfaite-ment le droit de parler, mais a-t-il vraiment encore celni d'agir? De pius, comme le dira pius tard un député réformateur russe, M. Loubtchienko, le président soviétique ne commet-il pes une «grave erreur» en s'en prensut à l'Ukraine alors qu'il devrait ese mettre à genoux devant Leonid Kravtchouk », le président akrainien, pour que ce dernier envoic une délégation au Soviet suprême, puisque tout le monde suit bien que sans l'Ukraine «ce Parlement ne peut exister». D'ailleurs, selon le même Constantin Loubtchienko, ponrtant candidat de la Russie à la présidence du soviet de l'Union de ce Parlement, celui-ci n'en est pas vraiment un, mais plutôt « un organisme de préparation psychologique » en vue de la création d'« un nouvel espace politique communs. Rien d'autre, en fait, qu'un « nrgane de contacts interrépubli-

On est loin de l'« Assemblée constituante» dont nvait cru pouvoir parler M. Gothatchev. Et le rôle; de ce dernier y est tout aussi ambigu que sa présence dans les autres insti-tutions de la période de transition. Car si ce Parlement-lá est nouveau, le président soviétique a, lui, été élu par l'aneien Soviet suprême, et aucun vote n'est venu depuis réaffir-mer sa légitimité. Un dinnsaure aussi glorieux qu'il soit, peut-il lutter efficacement contre une modification du climat et de l'environnement?

JAN KRAUZE

BELGIQUE: les législatives du 24 novembre

## Les querelles communautaires dominent la campagne électorale

Le Parlement issu des élections du 13 décembre 1987 est séparé la semaine demière après avoir décidé quels articles de la Constitution pourront éventuellement être révisés par les nouvelles Chambres après le serutin du 24 novembre. Les querelles communautaires entre Wallans et Flamenda et les questions économiques vont de nouveau dominer la campagne électorale.

BRUXELLES

de notre correspondant

On se demandait encore, il y a

quelques jours, si « une crise à l'in-

térieur de la crise» - c'est-à-dire un vote de défiance à l'égard du gouvernement maintenn en place par le roi Baudouin après l'offre de démission présentée par M. Wilfried Martens le 4 octobre n'allait pas ajouter à l'imbroglio.
 Alors que la crise avait été ouverte par le départ de deux ministres de la Volksunie hostiles à des projets de ventes d'armes belges à l'étranger, la grogne s'étendait à presque tous les militants flamands des partis de la majorité, et pas seulo-ment les nationalistes. Finalement, quitte à régler les comptes plus tard, la sagesse l'a emporté, et les députés ont laissé aux ministres le temps nécessaire pour prendre certaines mesures de bonne gestion et pour mener à bien la procédure prévue pour une « réforme de l'Etat » toujours à l'ordre du jour.

d'un « fédéralisme d'union » (le Monde du 9 octobre) – est iuachevée et, pour qu'elle puisse se poursuivre, il faut que le Parlement sortant ait, en quelque sorte, fixé l'indre du jour du Parlement sui-vant en matière de révision constitutionnelle. Tous les articles de la Loi fondamentale inscrits sur cette liste ne sont pas nécessairement révisés, mais les articles ne peuvent l'être qu'à condition d'y figurer. Dans la liste établie la semaine dernière - près de la mni-tié d'une Constitution rédigée il y a cent soixante ans - certains sont repris da pragramme antérieur, réalisé seulement en partie. D'au-

Cette réforme - dans le sens

tres sont nouveaux, notamment -à la suite de la crise créée en avril 1990 par le refus du roi de mettre sa signature sous une loi autorisant l'avortement - celui qui pré-cise que « le Roi sanctionne et promulgue les lois ».

Si le publie ne s'intéresse que modérément à ce débat constitutinnnel, enmpliqué à snuhait et nuvert depuis langtemps, les vieilles querelles communautaires, qui semblaient en voie d'apaisement, risquent de s'envenimer, notamment en raison de la suren-chère des partis en Flandre, où les sociaux-chrétiens (CVP), traditionnellement mesurés, sont en passe de perdre la majorité. Alors qu'un modus vivendi s'était instauré sur le plan linguistique, le débat dérive maintenant vers l'économie, antamment avec la remise en question par des Flamands du régime national de sécurité sociale, dont la Wallonie profite davantage que la région du Nord.

### L'accord Sabena-Air France ajourné

Toujours sur le plan économi que, l'une des conséquences de la erise est l'ajnurnement d'un important accord entre Air France et Sabena. En échange d'une coopération commerciale, la compagnie française devait injecter près de 700 millions de francs dans le capital de son nouveau partenaire. L'actionnaire principal de la Sabena étant l'Etat, il fallait le sen vert du gouvernement. Le climat intérleur est tel que M. Jean-Lne Dehaene, ministre CVP des communications et possible successeur de M. Martens, n'a quait de lui être reproché en Flandre. D'autant plus que l'opération de recapitalisation s'accompagnait d'un «ancrage belge» essentiellement constitué par un apport du groupe Bruxelles Lambert et du francophone Albert Frère. Toutes composantes politiques et linguistiques confondues, le conseil d'ad-ministration de la Sabena déplore ce retard et demande au gouvernement en sursis de ne pas remettre en questinn « le seul projet de coopération industrielle qui puissse assurer la viabilité à terme de la Sabena ».

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

TURQUIE

## M. Demirel va former un gouvernement de coalition

M. Mesnt Yilmaz, premier ministre turc et dirigeant du Parti de la Mère patrie (ANAP), battu aux élections législatives dn dimanche 20 octobre (le Monde du 22 octobre), a présenté, hmdi, sa démission au président Turgut.

Il a accepté de rester en fonctinn jusqu'à la formation d'un nouveza gouvernement. M. Suley-man Demirel, vétéran de la politique turque, dirigeant du Parti de la juste voie (DYP), s'apprète à former son septième cabinet, mais les dernières estimations sor la

(les résultats définitifs devaient être comus dans la journée de mardi) indlquent que le DYP devia former une large coalition. comprehant plusieurs partis, s'il veut, comme il le souhaite, réviser

la Constitution. Une alliance avec le Parti populiste social-démocrate (SHP) de M. Erdal Inonu, qui semblait, au départ, être son partenaire le plus probable, ne suffirait pas pour obtenir les 300 voix (deux tiers du Parlement) nécessaires à l'adoption d'amendements constitutionnels.

M. Demirel a affirme qu'il consulterait les divers partis et n'a pas exclu une collaboration avec PANAP. « Nous sommes ouverts à tout, nous ne rejetons rien, » a-t-il

M. Yilmaz, de son côté, n'admet pas la possibilité d'une telle alliance. « Nous considérons que le peuple nous a donné le mandat de mener l'opposition, a-t-il déclaré. Nous voulons être un parti d'appositinn responsable et constructif. nous ne voulons pas faire partic d'une coalition. » - (Corresp.)

Un représentant du Sandjak fernnt avec l'accord des Etats baltes. - (AFP.)

D POLOGNE : le vote des ressor de Pologne en France. - L'ambassade de Pologne en France infineme ses ressortissants qu'ils peuvent voter aux élections générales du 27 octobre dans les bureaux de vote situés aux consulats généraux de Pologne à Paris, Lyon, Lille et Strasbourg, de 6 à 20 houres. Les électeurs sont priés de se munir d'une pièce d'identité attestant leur nationalité polonaise. Toute information relative au vote peut être obtenue

SUISSE : après les élections Le Conseil fédéral reconduit sans changement

de notre correspondant

Malgré l'avertissement que constitue pour les partis gouvernementaux suisses la poussée populiste aux élections générales do dimanche 20 octobre (le Monde du 22 octobre), il n'est pes question de remettre en cause « la formule magique» qui préside depuis 1959 à la formation du Conseil fédéral. Les quatre partis représentés en son sein perdent quatorze sièges mais disposent toujours d'une confortable majorité de 147 sur

200 sièges du Conseil national se répartissent ainsi : 44 radicaux (-7), 43 socialistes (inchangé), 36 démncrates ebrétiens (-6), 24 démocrates du centre (-1), 14 écologistes (+3), 10 libéraux (+1), 8 représentants du Parti des autnumbilistes (+6), 5 démocrates d'extrême-draite (+2), 2 députés du Parti du Travail (+1) - ancien-

Conseil fédéral sera danc recon-

duit dans sa compositinn actuelle:

deux radicaux, deux sacialistes,

deux démocrates-ehrétiens et un

démocrate du centre.

200 an Canseil national (Chambre nement communiste - et divers basse du Parlement fédéral). Le élus de petites formations. En attendant un second tour pour les sièces en ballottage, 37 des 46 fautenils dn Conseil des Etats (Chambre haute) ont déjà été attribués : 15 radicaux (+3), 14 démocrateschrétiens (-1), 4 démocrates du centre, 3 libéraux et l'indépendant. Les écologistes uns finalement mieux fait que ne le laissaient penser les premiers résultats. De leur côté, les socialistes n'nnt pas bougé d'un pouce.

BULGARIE

## Les griefs de M. Jivkov

L'ancien numéro un communiste bulgare, M. Todor Jivkov a donné, hudi 21 octobre, une version très particulière des circonstances dans esquelles il a quitté le pouvoir, ex

Au cours d'une conférence de presse convoquée à deux jours de la reprise de son procès pour détournement de fonds. M. Jivkov, qui a dirigé la Bulgarie d'une main de far pendant trente-cinq ans, a affirmé qu'il avait démissionné de son propre chef parce que M. Gorbatchev bloquait ses réformes depuis Mossou. «Gorbatchev ne faisait aute parcon, «Gorbatchev ne faisait que par-ler de perestrolka, alors que c'est moi qui en ai défini le concept», «Lil dit. — (Reuter, AFP.)

ci Le président Jelev à Moscou. Le chef de l'État bulgare, M. Jelion-Jelev, est arrivé, inndi 21 octobre, à Moscou pour une visite de travail, à l'invitation du président russe, M. Boris Etsine. C'est la première fois que M. Jeley, ancien chef de l'opposition démocratique bulgare, se rend à Moscon depris son élection. L'établissement de relations diploisse tiques resocted and figure at pro-gramme des entretiens - /Tass, OPL)

n. YOUGOSLAVIE : les suidats fédéraux évacuent la Slovenie. — Plus d'un millier de soldats fédéraux soit environ la moitié du dernier enntingent des troupes yougoelaves en Slovénie, se sont retirés, hundi 21 octobre, du territoire de cette République, a annoncé le ministre slovène de la défense, M. Janez Jansa. - (AFP.)

o Les Albanais da Kosoro nomment un « chef de gouvernement ». - Les Albanais du Kosovo, qui forment près de 90 % des deux millions d'habitants de cette province sons tutelle serbe, ant nomine un chef de gouvernement, le D' Bujar Bukoshi, a rapporté le journal en langue albanaise Skendija, cité, lundi 21 octobre, par l'agence Tanjug. Le D' Bukoshi, ancien secrétaire du principal parti de l'opposition albanaise, l'Union démocratique du Kosovo (UDK), a été désigné à ce poste par le «Parlement de la République du Kosovo», formé par les députés de l'ancienne Assemblée du Kosovo, suspendue sine die par la Serbie en juillet 1990, Les Albanais de Kosovo, qui réclament des tembre pour «une République du Rasove souveraine» à l'issui d'un référendum organisé dans la clan-

invité à La Haye. — Le leader des musulmans du Sandjak (sud de la Serbie), Salejman Ugljanin, se rendra le 24 octobre à L2 Haye à l'invitation du médiateur nécrian-dais de la CEE, Henry Wijnsendts, rapporte l'agence Tanjug. Diri-geant du Parti d'action démocratique, M. Ugljanin, a été invité. selon cette source, à «exposer les points de vue des musulmans du Sandjak dans le cadre d'un règle-ment pacifique de la crise yougos-lave». Les partis politiques des musulmans de Sandjak ont invité le reconstitut de cette régim de la la population de cette région de la Serbie, où vivent 200 000 musulmans, à se prononcer sur «l'autonomie politique et territoriale du. Sandjak». Ce référendum, qui doit se tenir entre les 25 et 27 octobre, a été qualifié lundi de « tentative de renversement l'ordre constitu-tionnel de la Serbie» par le gou-vernement serba. - (AFP.)

a Les accords de désarmement et l'indépendance balte. - Les seize pays de l'OTAN et les six anciens nembres de l'ex-pacte de Varsovie out réglé lundi 21 octobre le pro-blème que posait l'indépendance des Etats baltes pour l'application des Erais baltes pour l'application mates expulsés serait le chef des du traité de désarmement conven-tiennel. (CEE) récoé fin. 1989. Ils. (LEP. Router)

sont convenus que le territoire des trois Républiques n'appartient pas à la zone couverte par le traité. L'Union soviétique s'est cependant engagée à snumettre ses armements conventionnels qui y sont stationnés aux réductions prévues par le traité. Les inspections se

auprès des consulats de Pologne.

o NORVEGE : hait diplomates soviétiques expulsés. - Le gouver-nement norvégien a annoncé, lundi 21 octobre, l'expulsion de huit diplomates soviétiques en raison d' «activités incumpatibles avec leur statut». Selon le quoti-dien Astenpasten, l'un des diplo-



## M. Arafat affirme qu'il a «nommé M. Fayçal Husseini à la tête de la délégation palestinienne»

Dans une déclaration à l'aéroport de Tel-Aviv, lundi 21 octobre. avant de s'envoler pour Strasbourg où il doit s'adresser mardi aux parlementaires européens, le premier ministre israèlien, M. Itzhak Sha-mir, s'est déclaré, « étonné » par la présence à Madrid d'une « instance de référence » pour la délégation palestinienne à la conférence de paix sur le Proche-Orient. Il a qu'Israel ne participe à la confé-rence, vérifier que la représentation alestinienne à ce forum remplisse

les conditions fixées par l'Etat fat a précisé que M. Fayçal Hushébreu. « Nous devrons vérifier les seini – dont les Israéliens récusent noms et agir en conséquence », a4-il la présence à Madrid parce qu'il noms et agir en conséquence », 2-1-il bourg, M. Shamir, interrogé sur un gel éventuel des implantations juives eo Cisjordanie et dans la bande de Gaza, a esquivé la question en affirmant qu'il n'y avait pas « de territoires occupés ».

Au Caire, où il a rencontre mardi le président Moubarak, qui

le recevait pour la première fois depuis la guerre du Goife, M. Ara-

Les pays du Maghreb, sauf la Libye, observateurs

## Circonspection en Algérie

Après le Maroc et la Tunisie, et vingt-quatre heures evant la Mauritanie, l'Algérie e annoncé, dimenche 20 octobre, qu'elle avait « décidé de répondre positivement à l'invitation qui a été adressée aux Etats maghrébins pour prendre part, en tant qu'observateurs, à la conférence de paix sur le Moyen-Orient ». Des cinq peys de l'Union du Maghreb arabe (UMA), seule la Libye est opposée à toute particigation.

de notre correspondant

Selon le communiqué de l'agence officielle APS, la raison de la participation algérienne à la conference de Madrid se trouve dans le souhait de l'OLP que «l'Algèrie et les autres pays arabes frères » doonent à l'iovitation de soutien au peuple palestinien et à sa direction, pour assumer avec eux une part de responsabilité en ce moment historique particulière-

Même si elle ne témoigne pas d'uo enthousiasme débridé, cette décision était atteodue après la réponse favorable de l'OLP à l'iovitation des Etats-Unis et de l'URSS. Profondément, et de tout temps, pro-palestinienne, l'Algérie ne pouvait se permettre d'être plus intransigeante que les Palestiniens eux-mêmes. Pour autant, elle

de la force du « lobby sioniste ». Cette fois, pourtant, le théorème oe fooetionne plus, mais personne

oe s'est cocore donoé la peioe d'expliquer où était l'erreur.

Inversement, un autre dogme voulait qu'israël o'ait rien à refu-

ser à son protecteur américaio

doot dépendent sa survie. Cette fois eneure, les faits n'illustrent pas toujours la théorie. La presse

locale souligne ainsi chaque mani-festation d'indépendance de l'Etat

hébreu comme autant de preuves de sa mauvaise volonté vis-à-vis

du processus de paix, à laquelle

ter une explication. Elle se

Les jouroalistes ont pris du ecul, évitant d'utiliser le vocabu-

leire stéréotypé qui, auparavant, séparait les bonnes enoses des

mauvaises. Exemple de oes change

ments sémantiques, on dil - et oo écrit - « Israel » et ooo plus « l'en-

tité sioniste»; de même, M. itzhak Shamir n'est plus «le chef de l'ad-

ministration sioniste + mais le

GEORGES MARION

a premier ministre israèlien c.

eooteote de reodre froidement

compte des faits.

la présence à Madrid parce qu'il habite Jérusaiem-Est - serait le ence de la délégation et que M. Haydar Abdel Chafi serait le chef de l'équipe négociatrice. « N'oublier pas que j'ui nammé Fayçal Husseini à la tête de la délégation palestinienne», a-t-il souligné. M. Arafat a affirmé par ailjeurs que la lettre de garantie remise par les Elats-Unis aux inter-locuteurs palestiniens de M. James Baker était «inadéquate et insuffisante». Il a déploré que les Amérisante». Il a déploré que les Américains, en tant que «coparrains» de ces pourparlers, o'aient pas jugé utile de résabir au préalable le dialogue avec la centrale palestinienne, « alors que les relations entre l'URSS et Israèl ont été rétablies». Le chef de l'OLP était attendu à demeure eirconspecte, convaincue que la conférence de Madrid oe préjuge en rien de la suite.

Paris mardi pour s'y entreteoir avec le ministre aoviétique des affaires étrangères Boris Pankine sur les préparatifs de la conférence. La dernière visite de M. Arafat à Paris remonte au 29 août 1990 en pleine crise du Golfe. Le leader La rapide évolution des choses aura, co tout cas, permis de bous-euler quelques vieux elichés, teous, palestioien avait reneoutré M. Michel Rocard, alors premier hier encore, pour intangibles. Tra-ditionnellement, beaucoup d'Algériens considéraient que la politi-que américaine au Proche-Orient était dictée par Israel, la guerre du Golfe étant la dernière illustration Trois organisations palesti-

oiennes, dont deux des principales composantes de l'OLP, le FDLP de M. Nayef Hawatmeh et le FPLP de M. Georges Habache, ainsi que le mouvement islamiste Hamas, ont condamné la conférence de paix et appelé à la poursuite de la lutte armée jusqu'à la libération du sol palestinien. Dans un virulent compalestinien. Dans un virulent com-munique, rendu public lundi, les trois organisations ont également eppelé la population palestinienne des territoires occupés à une grève géoérele mercredi « en signe de refus des projets américains». Criti-quant implicitement la direction de l'OLP, elles ont affirmé que, face à ce projet, « les concessions gratuiles ce projet, « les concessions gratuites et faites à l'avance ont en fait remis du Conseil national palestirien et du Conseil central de l'OLP». A Téhéran, où les représentants de l'OLP sont de plus en plus isolés à la conférence internationale sur la Palestine narramée par l'iran, uo des plus irréductibles adversaires de M. Yasser Arafat, M. Ahmed Jebril, chef du FPLP-Commandement général, a déclaré lundi que les délégués palestiniens à Madrid s'étaient « eux-mêmes condamnés à mort », et a défié les Etats-Unis d'être « capables de les protéger, à Madrid ou ailleurs ». — (AFP, Reu-

## Un nouvel otage américain a été libéré par le Djihad islamique

M. Jesse Turner e été officielle cours d'une brève conférence de coopération (...) ainsi que unus les entre remis, mardi matio 22 octopresse, « très heureux d'être enfin gouvernements de leurs efforts pour l'assister dans cette opération humament rerois, mardi matio 22 octo-bre à l'ambassadeur des Etats-Unis, au siège du ministère syrien des au siège du ministère syrien des affaires étrangères, à Damas, où il était arrivé quelques heures plus tôt. Il avait été coofié aux forces syriennes, «quelque part au Lihan», par le Djihad islamique pour la libération de la Palestine, qui l'avait enlevé le 24 janvier 1987. Il doit regagner les Elats-Unis après une étape en Allemagne.

M. Turner, quarante-quatre ans, qui avait le visage pale mais parais-

presse, « très heureux d'être enfin-sori» et e remercié « tous ceux qui ont aidé à [sa] libération». Profes-seur, marié à une Libanaise et père d'une fille née pendant sa détention, cet Américain avait été kidnappé sur le campus du Collège universi-taire de Beyrouth, dans le secteur à majorité mosulmane, en même temps que trois de ses collègues, dont deux ont été relachés en 1988

Dens un communique, le secré

nitaire, particulièrement les gouve-nements d'Iran, de Libye et de Syries. M. Javier Perez de Carilar s'est aussi félicité de la libération de quinze détenus libanais par les l'espoir que « ce processus de libéra-tion continuera et que, dans le futur, des otages de toutes notionalités actuellement retenus quelque part De son côté, le Djihad islamique

taire général de l'ONU a remercié « les grospes au Liban de leur

Uo Italien; M. Alberto Molinari,

D'autre part, trois cent quinze

Libanais (dont trente femmes), neuf Palestiniens, deux Syriens, un Algé-rien et un Egyptien, sont encore détenus par Israel, dans la prison de Khiam, an Liban aud, quelques-uns

depuis six ans. Une cinquantaine de

Liberais sont, en outre, incarcérés en Israël même, selon Amnesty

International. Certains oot été

condamnés à des peines allant jus-qu'à vingt ans de prison. D'autres, comme Cheikli Abdel Karim Obeid,

soixante et onze ans, disperu le 11 septembre 1985.

enlevé le 20 janvier 1987.

## Huit Occidentaux encore détenus de l'arebevèque de Cantorbery.

Huit otages occidentaux sont encore détenus au Liban.

Quatre Americains: MM. Terry Anderson, quarante-trois ans, direc-teur régional de l'agence Associated. Press, enlevé le 16 mars 1985; Thomas Sutherland, soitante ans, doyen de la faculté d'agronomie de l'Université eméricaine de Beyronth (AUB), enlevé le 9 juio 1985; Joseph Cicippio, soixante et un ans, comptable à l'AUB, enlevé le 12 septembre 1986; Allan Steen, enseignant au Collège universitaire de Beyrouth, enlevé le 24 janvier 1987.

Deux Allemands: MM. Heinrich Strucbig, cinquante ans, et Thomas Kemptner, trente ans, membres de l'organisation caritative. ASME-Humanitas, disparus le 16 mai 1988.

Un Britannique: M. Terry Waite, cinquante-deux ans, envoyé spécial

## Bagdad admet avoir en in programme nucléaire à des fins militaires

Pour la première fois, Bagdad a d'armes atomiques, a acconcé, lundi 21 octobre, le chef de la septième mission de l'Agence intern tionale pour l'énergie atomique (AJEA) en Irak, M. Dimitri Perricos. etis [les trakiens] ont déclaré qu'ils avaient lancé un programme de recherches et d'études pour la sobricotion d'armes nucléaires, déclaration qui confirme les donnifes trouvies» par la précédente inspection, a déclaré M. Perricos. Selon lui, les autorités irakienoes ont affirmé que ce programme « n'autit comme objectif que d'être prêt, au cus où une décision politique serait prise, pour produire des armes atomiques ».

La sixième mission de l'AIEA. conduite début octobre par l'Améconduite debut actobre par l'Amé-ricain David. Kay, avait révélé que l'Irak était co possession d'une petite quantité de lithium 6, subs-tance utilisée pour la construction de bombes à hydrogène (le Monde du 10 octobre). Une prochaine mission doit se rendre à Bagdad le 10 novembre. — (AFP. Reuter.)

Rémis à Londres

## Des leaders chiites demandent

## des «zones de protection» dans le sud de l'Irak

Des leaders chites réunis à Lon-dres ent dénouée, lundi 21 octobre les « atrocités » commises par le regime de Bagdad contre des chites du sud de l'Irak et ont appelé la communauté internationale à créor dans cette région des « zones de pro-tection » comme celles établies pour

Du 18 au 20 octobre, la aconfé rence internationale chitte » regrou-pait des dizaines de leaders religicux et politiques de différents ont décidé de lancer « une grande munauté internationale la protection des sites sacrès qui sont détruits par le régime trakien ainsi que des dirigeants religieux et des chites qui sont persécués », a précisé un porte-parole de la conférenc. Il a affirmé qu' « au moins 300 000 réfugiés chittes dans le sud de l'Irak étaient en danger de mort, soit par la bombardements de l'armée iro-kiennen. Dénonçant l'aindifférencen de l'Occident face à la «barbarie» du régime irakico a l'égard des chines, il a affirmé "Sil y arait thirs cette reison une disaine d'Occi-

## un responsable du Hezbollah pro-iranien, enlevé en juillet 1989 au Liban sud, e ont pas été jugés. -

BIBLIOGRAPHIE

## rure come et cauchemar

Le 6 mars 1986, Aurel Cornea, ingénieur du son à Antenne 2, est envoyé eu Liben evec Hensen, Normandin et Rochot pour enquêter sur le sort des otagea captui-rés par le Hezbolish. Comme dans un policier aux multiples rebondissements, ils se trouvent tous les quatra piégés dans le bourbier moyen-oriental. Détenus par un groupuscule semi-ciendestin. le semaine de leur mission se prolonge ainsi de longs mois.

Souvenons-nous. A l'époque, les visages médiatisés de ces hommes de médias aient chaque jour sur le petit écren à l'heure des actualités. Cinq ans ont passé depuis, et le monde tel que nous l'avons connu a voié en éclats. L'actualité à sensation, obsolescente et fregile, est une cheusse-trepe que les écrivains, fussent-ils les mailleurs, terment plunot d'éviter. Et pourtant nous sommes saisis par le charme envoltant du récit inspiré par cet événement dramatique sans doute un peu oublié. L'euteur fait bien de nous le reppeler eulourd hui.

### Fox-trot a Beyrouth

Né à Bucarest en 1943, Tudor Eliad arrive en France, il y e une vingtaine d'années et publie plusieurs témoignages insolites sur la solitude singu-Père de l'émigré. Comme kil, Aurel Comes est roumen et connaît les inconforts de exil. Après sa libération de l'enfer libaneis, cet homme « sans qualités », si proche du personnege de Musil, confie son expérience à Eliad, son viell ami écrivain.

Ce demier métamorphose le ceuchemer en une suite de contes de Mille et Une Nuits où l'insolence discrète de l'humour trouve son écho dans le grondement manaçant de la tragédie vécue par des hommes enchaînés. Pour résister à l'usure des houres. les prisonniers écoute it les histoires de Cornes, puisées

s accust, lundi soir, dans un com-maciqué, israël « d'entraver les efforts de la communauté internatio-nale – pour un règlement global du dossier des otoges – ce qui menace de mettre un terme à nos gestes de bonne volonte». L'organisation pro-iranienne réagissait amsi au raid de représailles effectué, le matin même, par l'aviation israélienne contre le village de Jibéhit au Liban sud, qui visait des positions du Hezbollah oro-tranien. Le premier ministre israélien s confirmé, pour sa part, lors d'une conférence de presse, à l'aéropoit de

Tel-Aviv, avsot de s'embarquer pour l'Europe, que la libération de quinze détenus libenais s'inscrivait dans le cadre d'un échange global de prisonniers auquel les Nations unies œuvrent depuis le mois d'acht, «Je crois qu'il s'apit d'une mesure parmi une série de mesures sur lesquelles nous nous sommes entendus uver le secrétaire général de l'ONUs, a expliqué M. Itzhak Shamir, qui ne s'était jamais mon-tré aussi explicite sur ce sujet. — (AFP. AP, Reuter.)



coupées par le commentaire de Tudor Eliad qui fait éclater l'espece et le temps. C'est tantôt l'évocation d'un autre univers carcérai, cette Roumanie que l'otage n'a pes fini de bles pérégrinetions entre la mer Noire et la côte bretonne. entre Los Angeles et Londres, New-York, Moscou et Paris. quand ce n'est pas l'évasion dans l'imaginaire d'une gastronomie fabuleuse, elors que s otages ne mangent jamais

Pour obtenir une cigarette supplémentaire, mieux encore quelques bribes d'information au sujet de l'avenir incertain, Cornez interrompt son discours jusqu'à ce que les gardiens, fascinés par ce griot inhabituel, eccèdent à ses désirs impérieux. Sinistre ieu de cache-cache avec la mort qui rôde sur le pointe des

Mais ce qui lie davantage Comes le bon vivent à Eliad la désespéré, c'est l'smour qu'ils partagent pour le jazz. fusillades ponctue la nuit beyrouthine, les rythmes de Duke Ellington, de Benny Goodman et de Gene Krups, derniera fox-trots dans is capitale libanaise eselégée et meurtrie. bercent l'insomnie des cen-

Plus que le récit d'une prise d'otages et de son dénouement heureux, l'histoire d'Aurel Cornee et de ses trois cemerades, Hensen, Rochot et Normendin, eat tout d'ebord l'hietoire d'une eutheotique emitié, forgée dans l'adversité. Le livre de Tudor Eliad, au-delà du suspense à peine dilué sur les places de l'ettente angoissée. isse transparatire une mélancalle profonde qui per pudeur ne dit pas son nom, cette mélancolle si souvent cocultée par la panache de la plupart des déracinés.

## **EDGAR REICHMANN**

Almanach oriental ou les 291 nuits d'Aurei Comés, de Tudor Eliad, éd. Jecques Ber

LE BANQUIER QUI A LA NOTATION AAA/Aaa EST UN PÈRE POUR LES BÉBÉS DE CERGY.

•• Le Monde • Mercredi 23 octobre 1991 5

faire conte

Andrew Control of the Control

my make a me make

**的** 文文,其上下117

et canchemar THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

The age of the second of the second

au ralenti taux à l'étranger, notamment ceux de l'énorme disspora libanaise, avec ses 20 à 40 milliards de dollars d'actifs dans le monde entier, et on Tout a été raggusement haché, mitraillé, persoré par des projectiles de tout calibre : on se tirait charge.

Liban, la renaissance

aura sous les yeux un tableau bien noir de la situation. canon de campagne, de chaque Les explications ne manqueut Or, depuis la paix d'netobre 1990, le centre-ville suppure comme une plaie ouverte an cœur de Beyrouth, avec le risque de devenir un Harlem colonisé par les squatters, ce qui achèverait de couper en deux la cité, Pour l'instant, pas un engin n'a commencé à déblayer les gravats. Quant au tourisme, l'un des atouts du Liban dans les années heureuses, il est au point mort on pas. En premier lieu, tout se monde reste attentiste et prudent, même après un an de trêve, même si personne ne croit à la reprise des com-bats : les milices ont rendu à l'armée nationale leurs chars, canons et obus, bien qu'il reste, dans la mon-tagne et ailleurs, assez d'armes légères pour équiper deux ou trois divisions et, surtout, l'armée syrienne veille, de près et de loin, comme on peut le constater de visu. Mais, soupire derechef un industriel heureuses, il est au point mort ou presque, avec 80 % du patrimoine hôtelier détruit, le reste en mai de rénovation, et des candidats toulibanais, « nous avons cru deux fois à la fin des combats, en 1977-1978 ristes qui ont peur, bien à tort, avec la première paix syrienne, et en 1982-1983 avec la paix israèlienne, et deux fois nous nous sommes fait d'être retenus en otages ou agressés. Bien plus grave, et hien plus inquiétante que les destructions avoir, avec des reprises de l'écono-mie fulgurantes, suivies de rechutes non moins fulgurantes». physiques, la dégradation des mœurs, che à la guerre, pèse de lout son poids. «La corruption était endémique, elle devient épidémi-

### L'ombre de la Syrie

guerre, il y avait peu d'Etat, et per-sonne ne s'en pluignait, au contraire; aujourd'hui, il n'y en pres-Ensuite, la constitution d'un fonds international d'aide se fait que plus, au moment ou on en aurait bien besoin!» cruellement attendre; la reconstruc-tion du centre-ville, l'enfant chéri du richissime Libano-Saoudien une véritable mafia ; un groupe Rafie Harin, est bloquée par une bataille juridique et, surtout, l'om-bre de la Syrie plane, avec, en sil-grace, le problème de l'évacuation d'employés du téléphone a fait du téléphone sa propriété personnelle et les factures d'ean et d'électricité, calculées sur des tarifs ridiculement bas, comme les communications du pays par ses troupes en septem-bre prochain, en conformité avec téléphoniques d'ailleurs, sont plutôt les accords de Taëf, signé, comme on le sait, en septembre 1989. Enfin, les investisseurs éventuels, mal recouvries. A visa dire, avec un salaine minimum equivalant à 500 francs français, les 100 000 fonctionnaires libanais,

ablics ou privés, notamment dans l'infrastructure, n'out pas trouvé, jusqu'à présent, d'interlocuteur vala-ble au gouvernement : paa de «commissariat au plan», le Conseil de développement et de la recons-truction, qui en tiendrait lieu, man-quant de données pour ladite

Un tablean bien noir, et qui paraîtrait désepérant si des indices plus rassurants n'indiquaient que les conditions d'un réel redémarrage ne sont plus extrêmement éloignées. En envois de fonds par les 200000 Libanais travaillant dans le Golfe avant Finvasion du Koweit, l'attentisme des détenteurs de capi-

premier lieu, comme s'en félicite M. Michel El Khoury, l'homme le plus respecté du pays, président de la Banque du Liban, vestale de la monaie, la livre libanaise, dont la chute avail été absolument vertigi-neuse, a'est réappréciée de 30 % par rapport au dollar, au début de l'an-née, depuis le «pie» de 1 200 livres pour un dollar atteint l'an dernier, et surtout s'est stabilisée, ce qui a stoppé une spéculation échevelée à certains moments.

Bien plus, les capitaux extérieurs commencent à rentrer timidement, de 800 millions à 1 milliard de doilars, qui sont venus renforcer les réserves de devises de la banque centrale, qui, avec son stock d'or resté intact pendant le conflit, dépassent 4 milliards de dollars.

Le port de Beyrouth, cœur du pays, totalement ravagé il y a un an, déponillé de tout, des grues aux boutons de porte, a vu son activité multipliée par six depuis décembre, retrouvant son niveau de 1980 : les bigues des cargos out pu décharger les conteneurs, dont le trafic atteint 50 % de celui du port de Marseille, tandis que les recettes douanières, vitales pour un budget au déficit vertigieux, se rétablissent rapide-

Le système bancaire, très développé, est resté pratiquement intact, et, comme le souligne M. Georges Achi, président de l'Association des banques, en seize ans de guerre, u'a jamais failli à ses engagements vis-à-vis d'une banque étrangère. S'il prête beaucoup à l'Etat, qui lui fait placer ses bons du Trèsor (+ 58 % sur les huit premiers mois de l'année), il prête également an secteur privé (+ 42 %), ce qui fait dire à beaucoup, dont le président de la Banque du Libon, que le redémar-rage est moins lent qu'on ne le dit. rage est mons lent qu'on ne le dit.

Fait significatif, la production de drogue en provenance de la vallée de la Bekaa, contrôlée par les Syriens, qui rapporta jusqu'à 7 milliards de dollars en 1985, est en très nette régression, du fait de l'arrêt des combats qu'elle finançait et de forte pression des Frate-Unis pur la forte pression des États-Unis sur la Syrie. Restent les problèmes lan-cinants de la remise sur pied de l'administration, de l'aide exté-rieure, du rétablissement des infra-

de la reconstruction de l'immobilier et de la présence syrienne. Sur tous ces sujets, M. Marwan Hamadé, ministre de l'économie, a des idées et des projets plutôt cohé-rents. Ce Druze, fils d'une Fran-çaise et conseiller éconté du leader de sa confession, M. Walid Journ-

structures, des structures d'accueil,

blatt, ancien journaliste, considéré et respecté, aussi à son aise dans le Golfe qu'à Paris on à New-York, pour une fois, n'utilise pas la langue de bois communément pratiquée. La mafia des services fiscaux? Il faut, selon lui, f... à la porte la majorité des employés de ces ser-

L'aide extérieure? Deux à trois milliards de dollars, comme on a rêvé, c'est trop: quelques centaines de millions de dollars suffiront, et elles vont arriver, en provenence des pays du Golfe, amorçant la pompe des capitaux privés. Le réta-hlissement des infrastructures? Hamadé est partisan de privatiaer le téléphone, sans monnpole, bien que le débat soit vif sur ce sujet, le risque étant de voir l'Etat se priver de ressources appréciables. Le ministre s'y refuse, en revanche, pour la production d'énergie électrique, dont l'utilisation et l'orientation sont trop délicates et relèvent de la puissance publique.

Les structures d'accueil? D'iei cing à six mois, la puissante firme américaine d'ingénieurs conseils Bechtel déposera ses conclusions, dont le Conseil de développement et de la reconstruction fera usage pour répondre aux propositions de l'étranger, notamment des Italiens qui voulsient accorder 700 millions de dollars de crédits pour l'achat de matériel, et les ont gardés. La reconstruction du centre-ville, bloquée par l'opposition de nombreux propriétaires et ayants droit, qui se voient proposer des actions d'une société à créer pour l'édification d'un complexe digne des pharaons, avec des capitaux extérieurs, mais qui ont peur d'être floués? Une loi pourrait prochainement être votée, déclarant l'opération d'utilité publiciaire de litiges d'une rare com-

### Des projets sédnisants

La présence syrienne? Pour M. Hamadé, il faut dépassionner le problème, et négocier un accord économique avec la Syrie, en bonne conomique avec la Syric, en bonne voie d'ailleurs, même si le grand voisin demeure prudent. Pour le ministre, il est nécessaire de reveuir à l'aniou douanière libano-syrienne, a l'aniou douanière redoutable pour le Liban.

Ces projets sont séduisants, trop pent-être, aux yeux de ceux qui voient le Liban vendu aux Syriens par les Etats-Unis, soupçonnant leur grand voisin de vouloir reconstituer la «grande Syrie» de iadis, et pe la «grande Syrie» de jadis, et ne croient pas à l'évacuation de ses troupes en septembre prochain.

C'est possible, mnis e'est aussi ignorer que l'essandrement de l'URSS, si active auparavant au Proche-Orient, et le retour triom-phant des Etats-Unis dans la guerre du Gnife, unt rebattu tnutes les cartes, surtout si la conférence de paix, réunie fin octobre, réussit à débloquer la situation dans cette zone brûlante. Le président Assad est trop intelligent pour vouloir tuer la poule aux œufs d'or que serait un Liban reconstruit, riche de ses ser-vices et de ses intermédiaires mondialement réputés, ouvert au monde extérieur par aes banques et ses hommes d'affaires.

Que la Syrie reste «socialiste» ou se libéralise, elle aura besoin du Liban, dont d'autres atouts entrent en ligne de compte : une dette exté-ricure quasi négligeable, un secret bancaire plus épais qu'au Luxem-bourg et en Suisse, et que les Israé-liens n'out pu percer, en 1982, pour obtenir les comptes des Palestiniens, un port en eau profonde et au ser-vice rapide, contrairement à celui du port syrien de Lattaquié, où les bateaux attendent des jours l'achè-vement de formalités tracassières. Ajoutons-y un climat merveilleux, la fraîcheur de la montagne à une heure de la chaude Méditerranée, la gentillesse de l'accueil, la pratique de l'arabe, qui séduisaient tant les gens du Golfe: iriez-vous

Il est tout à fait possible qu'au Liban les conditions d'un redémarrage se réunissent lentement, avec une subite percée, Le meilleur signe est que des Libanais de la diaspora se hasardent à visiter à nouveau leur pays, pour y faire des affaires certes, mais, aussi, pour l'aider : à Beyrouth, on a vu très récemment M. Samir Traboulsi.

que», avec creation d'une Bourse de commerce, alimentant l'Hinterland, avec des millions de tonnes d'échanges de céréales à partir du port de Beyrouth, est en gestation. Quant aux Français, très présents dejà avec la filiale de la BNP et la Banque franco-libanaise, dirigées par deux personnalités remarquables, MM. Henry Tyan et Farid Raphael, ils poussent timidement quelques pions : le Crédit lyonnais, échaudé il y n deux ans par la fail-

Les Americains, interdits de

séjour par leur gouvernement, com-

ment, et les Saoudiens s'impatien-

teut du hloeage de l'opératinu centre-ville. Un très ambitieux pro-

jet de marché de «livraison physi-

1 23

lite de la Banque Trad, où il a laissé des plumes, se prépare à revenir, et on a vu la firme de courtage FINACOR, numero un français et européen sur les marchés interbancuires, déléguer son directeur géné-ral, M. Michel Roche, pour créer les conditions de functionnement d'un véritable marché des changes à Beyrouth, place autrefois réputée pour les transactions sur les devises Un coup de poker, dira-t-on?

Mais comment dooter d'un pays qui a subi les dominations assyrienne, babylonienne, perse. romaine, arabe et turque et a survéeu pour prospérer, le dernier miracle étant qu'il n'ait pas explosé après quinze années d'un conflit atroce, où les puissances étrangères se battaient par Libanais interpo-

FRANÇOIS RENARD

Le séjour du président Hraoui à Paris

## M. Mitterrand accepte le principe d'une visite officielle au Liban

ministre, il est nécessaire de reveuir à l'uniou douanière libano-syrienne, avec un « «marché commun» pour à se rendre au Liban en visite offinate de la commun de la commune de la commun de la commune de la com clargi à d'autres paya, le eas échéant. Sans doute, il y aurait des gagnants et des portions le constant des pagnants et des portions le constant des partiers le constant des portions le constant des partiers de la constant des partiers de la constant de l gagnants et des perdants, la concurrence de l'agriculture et de l'économie syrienues pouvant s'avérer de était «la meilleure rencontre» qu'il avait one « jusqu'à muinte-

MM. Hraoui et Mitterrand se sont entretenus durant quarante-cinq minutes en tête à tête, entre-tien élargi à leurs ministres au cours du déjeuner. Selon l'Elyste, il a été question des conditions du redémar-rage de la vic quotidienne an Liban

lesquels le gouvernement et les entreprises françaises auront un rôle à jouer, avant la reconstruction proprement dite, avec l'implantation de nouvelles usines, le renouvellement du matériel, etc.

Lors d'un entretien des ministres libanais et français de la défense, MM. Michel Murr et Pierre Joxe, le Liban a demandé à la France de contribuer à la remise en état de son armée qui est en cours de reconstitution et dont le matériel a été en honne partie détruit ou endommagé pendant les seize années de consiit dans ce pays.

## **AFRIQUE**

ZAIRE: après la révocation du premier ministre

## Nouvelles scènes de pillages à Lubumbashi

La ville de Lubumbashi, capitale de la province minière du Staba (sud-est), a été le théâtre de nouvelles scènes d'émentes et de pillages, menées par des militaires et des civils, dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 octobre, a-t-on appris à Kinshasa. Les liaisons aériennes avec Lubumbashi ont été suspendues.

que a, soupire un bon connaisseur du Liban, ajoutant : « Avant la

Les services fiscaux sont devenus

même si beaucoup d'entre eux gar-dent des attaches avec la campagne

vivre sans quelques « à-côtés» et,

de toute façon, selon un autre connaissem, tous ees fonctionnaires sont des achômeurs déguisés».

Aiontons-y le tarissement des

dues.

Le ministère belge des affaires ét rangères à confirmé que des etroubles » avaient bien en lieu à Lubumbashi, mais ils auraient été elimités, semble-t-il. à des magasins ». Il n'y a pas eu, apparement, de victimes parmi la centaine de Belges, résidant à Lubumbashi, qui out été rassemblés dans l'école beige de la ville. Huit cent cinquante militaires belges se trouvent encore au Zaïre, notamment des parachutistes, stationués dans la parachutistes, stationnés dans la ville minière. L'escadron de reconpaissance et les membres de la compagnie de para-commandos qui sont sur place n'ont pas été engagés dans les incidents, selon un porte-

six trés en deux jours. - Selon la police, trente-six personnes an moins out été tuées et vingt et une autres blessées, lors d'affronte-ments dans les gheitos noirs de Jobannesburg, du Cap et de la province du Natal, samedi 19 et dimanche 20 octobre. Ces uouvelles victimes portent à plus de deux cents le nombre de personnes tuées, depuis la signature d'un accord de paix entre les princi-pales composantes de l'opposition et le gouvernement, le 14 septem-

MOZAMBIQUE : secord sur le Bujumbura. Selon les autorités, la processus de paix. - Le gouverne-police, qui s'était rendue à Mabayi ment mozambicain et la Résis-tance nationale du Mozambique d'entraîner les villageois à « la (Renamo) out signé, voudredi guerre interethinque», s'est heurtée 18 octobre à Rome, sous l'égide à une bande d'hommes armés de du gouvernement italieu, nn lances, de flèches, de machettes, a pratique pose tristement et accord a qui fice le cadre institut de houes et de gourdins. Il rois crument le problème de l'avenir des tionnet deuts lequet devre se dève personnes ont été arrêtées. — droits de l'homme au Maghreb.

Ces événements surviennent alors que la partie de bras de fer, engagée depuis près d'un mois, entre le président Mobutu et les partis de l'opposition, vient de conneître un nouveau reboudissement : le premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, nonmé le 30 septembre, a été révoqué, londi, par ordonnance présidentielle. L'annonce de ce limogeage a été marquée par des manifestations de rue, plusieurs centaines de jeunes défilant notamment devant les ambassades de France, de Belgique et des Etats-Unis, pour protester contre le «soutien» que les gouvernements occidentanx sont accusés d'apporter an chef de l'Etat. accusés d'apporter au chef de l'Etat. - (AFP, Reuter.)

Renamo s'engage à mettre fin aux combats et à agir par la voie politique dès la signature d'un cessezie-sen, qui devrait intervenir « avant la fin de l'année», selon un porte-parole italien. — (AFP, Reuter.)

u BURUNDI; quatre morts dans le Nord-Ouest. – La police a tué trois villageois et en a hlessé trois autres, samedi 19 octobre, à Mabayi, dans le nord-onest du Burundi, tandis qu'un homme d'origine rwandaise était lynché par la population, a-t-on appris, lundi, de sonree officielle à

## TUNISIE

Des abus ont été commis «à titre individuel»

affirme le Comité supérieur des droits de l'homme

M. Rachid Driss, president du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CSDH), a indiqué, dimanche 20 octobre, que des violations des droits de l'homme ont été commises « à titre individuel ».

Se référant aux conclusions d'un rapport d'enquête que lui avait commandé, en juin, le président Ben Ali, il a présisé que ces agissements « ne sont pas conformes à la politique de l'État et aux directives du président de la République ». Composé notamment de passonalités indépendantes le passonalités indépendantes le personnalités iudépendantes, le CSDH avait été créé à l'initiative de M. Ben Ali pour « faire la lumière» sur des plaintes faisant état d'exactions policières, en particulier à l'encontre de détenns

M. Driss a affirmé qu'en revanche les plaintes de plusieurs familles, selon lesquelles certains des leurs en prison auraient été victimes d'abas, « n'ont aucun fondement comme le prouvent les témoignages des détenus euxmêmes et ceux des médecins». A propos des «doléances des familles qui demeurent un certain temps dans l'ignorance du lieu de détention de leurs proches parents », il a insisté sur la nécessité de permettre aux familles d'avoir des nouvelles de leurs proches et aux avo-

D'autre part, la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme a « condamné énergiquement ». dans un communique publié, ven-dredi, l'exécution, début octobre, de trois islamistes tunisiens, membres do mouvement intégriste Ennhadha, en la qualifiant de a pratiqué moyenageuse s. L'Orga-nisation marocaine des droits de l'homme a condamné aussi cette exécution, estimant que cette

LE BANQUIER **ALÀD A IUQ** LES ACTIONNAIRES LES PLUS SOLIDES FAIT JOUER LES SPORTIFS D'ARRAS.

BIENTÔT, VOUS POURREZ VOUS AUSSI EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

## L'ACCORD DE PARIS

L'infortuné Cambodga va-t-il enfin connaître la paix? C'est ce à quoi un ensemble de prassions et d'incitationa, à la suite de négociations sans fin, a'efforcent da parvanir denuis des mnie. Mareradi 23 oetobra, à Paris, en présence de M. Francois Mitterrand et du secrétaire générel des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, des quatre factions qui se disputent le pays – nationalistes sihanoukistee et de M. Son Sann, Khmars rouges et réglme de Phnom-Penh. - de leurs protectaurs vietnamiens et chinois, des cinq membres permenents du Conseil de sécurité de l'ONU, dee aix membree de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est), de l'Australie, de l'Inde, du Japon, du Laos... et de la Yougoslavie, un eccord de palx eere signé en grende pompe. Il prévoit un processus de réconciliation, sous la supervision de l'ONU, pour préparer des élections libres et démocra-

Les principes sont louables. Reste à en assurer la réalisation. Ce sera d'autant plus délieet que les haines sont profondes, anciennes et tenaces. Et que les Khmers rouges, les principeles vietimes d'un accord qu'ils ont été contraints d'entériner, ne menifestent guère d'enthousiasme à le respecter. Ils ont déjà tenté d'orgeniser le rapetriement force dena leura zones de réfugiés entassés dans les eamps sous leur contrôle. L'autorité de l'ONU, la diplomatie du prince Sihanouk - qui sort grandi de la négociation en tant que président du Conseil national suprême (CNS) et seule personnalité acceptable par tous et de stature internationale - ne seront pas de trop pour convaincre communistes et enciens communistes è abandonner un système et un mode de pensée

Toujoura eat-il que, malgré toutes ces difficultés, jamais, depuis vingt et un ans, le Cam-bodge n'aura été aussi près de la paix. Après trois conflits qui, en un demi-siècle, ont ravagé la péninsule indochinoise, il est temps que Cambodgiens, Lactiens et Vietnamiens puissent, enfin, commencer à reconstruire leur peys, trop longtemps le champ dos des rivalités entre Grands.

## Un objectif ambitieux : réconcilier les frères ennemis

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

C'est le 18 mars 1970, avec la destitution de prince Nerodem Sihannuk par nne Assemblée rebelle, que le Cambudge a pinngé dans la guerre. Certes, il y avait quelques années déjà que les Vietcongs et Nord-Vietnamiens, pour contourner le dispasitif militaire américain et sud-vietnamien, utilisaient la piste Ho-Chi-Minh, dense réseau de routes de forêt traversant le bas-Laos et l'Est cambodgien.

Le prince, chef d'un Etet sans moyens militaires, n'y pouvait mais. Il inférait que, par cette présence, la guerre du Vietnam mnrde sur snn rnyaume, estimant - à la fais lucide et pessimiste - que ce risque, si grand fut-il était encore le moindre. Vingt et un ans après, au bout d'un lung calvaire, les principaux prntagnnistes dans le ennflit dnivent conclure, mercredi 23 netnbre à Paris, un accord de paix sous les auspices des Nations nnies.

En se débarrassant de leur orince et en proclamant la république, les bnurgenis et militaires de Phnnm-Penh, encouragés par les Etats-Unis, unt alors fait définitivement basculer le Cambodge daos la guerre. Troupes américaines et sud-vietnamiennes intervieoneot dans l'est du Cambodge pour tenter de rédnire les ceotres de commandement enoemis et de couper la piste Ho-Chi-Minh.

### Plus d'un million de morts

Du coup, les troopes commnnistes vietoamienoes vont se répandre dans les cempegnes pour y nourrir une iosurrectioo autochtone dirigée par un nnyau de fanatiques ; les Kbmers rouges. Le Cambodge est vite à feu et à sang. Les troupes républicaines du fatar maréchal Lon Nni s'en prennent, les premières, aux commnoautés vietnamienoes du pays, dont plusieurs sont vietimes de

Villes encerciées par une guérilla sans merci, bombardements souvent avengles, l'ancien « protectorat chétif's de la France est vite ruine. Le 15 anût 1973, sur ordre du Cnagrès, les bombarde-

assez confiants pour renvoyer leurs parrains vietnamiens, pour lesquels ils n'ont gnère de sym-pathie. Phunm-Penb tumbe entre leurs mains le 17 avril 1975, deux semaines avant la

Les relations frontalières ne cessent de s'envenimer avec le Vietnam. Nnn sans s'être assu-rés l'appui de Moscou, les Viet-namiens finissent par occuper le

rille des Khmers rouges. Au bout de quelque temps, les républicains de M. Snn Sann (FNLPK), le prince Sibannuk, réfugié à Pékin, et les Khmers rouges s'allient. Cette coalition Cambodge. Leurs traupes y necupe le siège du Cambudge

aux Netions nnies et benéficie de divers appuis, en particulier de la Thatiende, par laquelle transitent les armes destinées anx maquis. Les Khmers rouges disposent de la guérilla la mieux organisée et la plus disciplinée. Mais, après une affensive contre les eamps de la chalitina sur la frantière thallandaise (1984-1985), les Vietnemiens

peuvent commencer à rapatrier

une partie de leurs 200 000 sol-

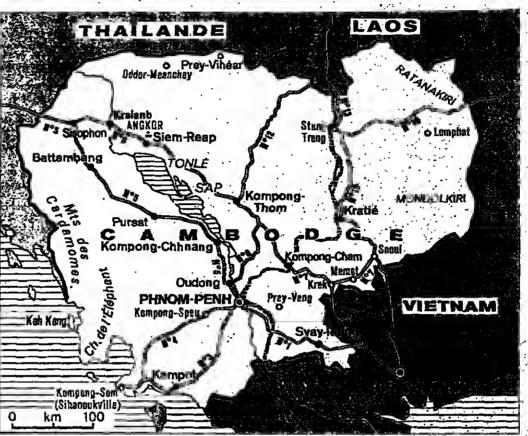
data stetionnés au Cambodge. Sous la pression internatinnale, notamment en raison des changements intervenus dans la diplnmatie saviétique, Haooī retire le gros de son corps expéditinnnaire en septembre 1989, ainrs que des négneietinns, amorces denx ans auparavant. demourent dans l'impasse.

### Une elite décimée -

Le régime et l'armée de Phoom-Penh, appuvés par un novau de Vietnamiens, vont tenir le coup. Les Khmers ronges, qui n'ont change ni de direction ni d'ambitions, s'organisent des 1988 on vue d'uce phasé de lutte politique qu'ils ugent inévitable. Le conflit se découe en avril 1991 quend Péicin décide de normaliser ses relations evec Hano?. Le plan de paix, mis au point eo novembre 1990 per les cinq membres perde l'ONU, servira de base au règlement international ennoncé à New-York en septembre.

Les Khmers, pour la première fois, penvent sanger à voir s'éloigner le typhon qui les a happes voilà plus de vingt ans. Mais le bilan est rednntable. Ontre les destructions matérielles, inn parle de 800 000 nephelins et d'un million de veuves. Avec un revenu annoel par tête inférieur à 200 dallars, le Cembadge est Pun des dix pays les plus pan-vres de la planète. L'élite a eté décimée : les deux tiers des enseignants et la muitié des étudiants auraient été, par exemple, victimes des Khmers rnuges. En nutre, na compte pins de 300 000 réfngiés en Thailande et environ 200 000 personnes déplacées au Cambodge, sur une population estimée à quelque huit millions de personnes.

JEAN-CLAUDE POMONTI



Le Cembodge est un pays de 181 035 km², dont la population est estimée à 8 millions d'hi Ancien protectorat français, plongé en 1970 dans une guerre qui l'a dévasté, démographiquement et économiquement, le Cambodge est essentiellement agricole : ses principales richesses sont le riz, le caoutchouc et la pêche. Sa capitale est Phrom-Penh, les autres villes importantes étant Battambang, Kompong-Cham et le port de Kompong-Som.

ments américaios prennent fin. A compter de cette date, l'issue de la guerre ne peut plus faire

Beneficiant de l'aval da prince Sibannuk, les Khmers rouges se mantrent de plus en plus pressants. Phnom-Penh et ses aleniours immédiats, où se sont réfugiés près de trois mil-linns de gens, soit plus du tiers de la populatinn do pays, ne sont plus ravitaillés que par convois fluviaox remontant le Meknng, nu par avinn. Les Khmers rouges se sentent même

victoire communiste au Vicioam. Bilan de cinq ans de com-bats : six cent mille morts.

On connaît la suite. Métianta, xénophobes, les Khmers rouges vident les villes, abolissent la mnanaie, ferment les éenles, brûlent les librairies, foot la chasse aux iotellectnels. Ils se lancent dans de vastes travaux d'irrigation avec inconsequence et, sans doute, avec l'ambition d'occuper à des travaux forcés l'ancienne proputation nrbaine. On évoque le chiffre d'un mil-linn de gens assassinés, marts à la tache on de maladie. Entretemps, au sein de l'Angkar, l'nr-gadisatinn des Khmers rouges, les purges se multiplient.

Avec l'ancien allié vietnament sur la frontière contestée entre les deux pays, où de dars accrochages out très vite lieu. Le prince, qui a regagné Phnom-Penh au lendemaio de la victnire, s'y retrouve prisonoier et dnit renoncer à ses fonctions, fictives, de chef de l'Etat des 1976. On dit même que sa vie ne sera épargnée par M. Pni Pot qu'à la demande pressante des Chinnis, uniques alliés des

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALQUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
TR. (1140-85-25-25
Télicopieur 40-65-25-99
ADMINISTRATION:
1, MACE HUBERT-BEUVE-MÊRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (9140-85-25-25

et Phoom-Penh tombe entre leurs mains des le 7 janvier

pénetrent le 25 décembre 1978

prince Sibannuk la veille. Un quart de million de Cambudgiens se réfugient sur la frontière thallandaise. Les Vietnamiens metteot en place de nnavelles antarités, recrutées nntamment parmi des dissidents qui ont reussi à échapper aux purges de M. Pol Pot.

### Pressions internationales

C'est le cas de M. Chea Sim, actuel président de l'Assemblée nationale de Phonm-Penh, nn mier ministre. Le régime de Phonm-Penh, qui berite d'un pays ruine, n'obtient la reconnaissance que de ses princres meotirs, le Vietnam, l'URSS, les pays de l'Est. Et de l'Inde. Les Chinois se vengent de deux façons. Avec un succès plutôt limité en tentant d'infliger une « leçon » militaire aux Vietnamiens. En nourrissant en outre, sur la frontière entre la Thailande et le Cambodge, la gué-

LE BANQUIER QUI A DE TRÈS **BONS RÉSULTATS** TRAVAILLE POUR LES ÉCOLIERS DE SORGES.

BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.



L'ALBUM 91

La sélection de ses mellleurs dessins EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



ATTORIO DE PARIO

& freres ennemis

The second second second

Sugar and the second

and the second

Ce Monde





VOLALLER RETOUR. DEPART DE PARIS

ANTILLES 2600 F

an bikini. et c'est tout!

lagon salé

coco socité de quoi réver toute la journée... surtout, ne pas déranger!

## SUR LA PAIX AU CAMBODGE

## Les Khmers rouges, le régime de Phnom-Penh...

Longtemps coalisées contre le régime de Phnom-Penh, qui s'est organisé pendant dix ans (1979-1989) sous la protection d'un corps expéditionnaire vietnamien, les trois formations politico-militaires de la résistance ont connu des fortunes

· LES RHMERS ROUGES. armés par la Chine, disposent de la guérilla la plus forte : neuf à treize mille combattants, selon les estimations les plus sérieuses. Pré-sents dans toutes les provinces (à l'exception, peut-être, de celle de Svay-Rieng), ils sont confrontés à de sérieux problèmes de communication. En outre, hormis quelques chars, ils n'ont reçu de leurs pro-tecteurs chinois que des armes

The Grant

2 1 T

.

- 7

1.5

化电路型

10.00

· 17: 👣

La direction de mouvement oe semble guère avoir été modifiée depuis l'occupation du Cambodge depuis l'occupation du Cambodge par l'armée victuamienne. Malgré les démentis des Khmers rouges, M. Pol Pot paraît rester la forte personoalité du mouvement et M. Khieu Samphao n'en serait que le préposé aux relations loternatio-nales. M. Ta Mok demeurerait l'un des chefs de querte comme M. Son Sen, qui represente, en compagnie de M. Khieu Samphan, les Khmars rouges au sein du

S'adossant, comme les deux autres mouvements de guérilla, sur la frontière thaïlandaise, les la frontière thaïlandaise, les Khmers rouges disposent de bons repaires dans les chaînes des Cardamomes et de l'Eléphant. Leur dispositif sur le reste du territoire est plus léger, sauf dans la région de Kompong-Thom. Depuis le retrait du corps expéditionnaire vietnamien, ils o'ont pas marqué de points décisifs.

. LES SIHANOUKISTES ont LES SIHANOUKISTES ont leor propre mouvement, le FUNCINPEC (Front uni national pour un Cambodge indépendant, oeutre, pacifique et coopératif) et une petite armée, l'ANS (Armée nationale sihanoukiste), commandée par l'un des fils de Norodom Sihanouk, le prince Ranariddh. Longtemps aidés par les Elats-Unis, Singapour, la Malaisie, et la Franca, ils sont surtout présents dans le nord-ouest (province d'Oddar Meanhey) et dans le centre du dar Meanhey) et dans le centre du Cambodge. Mais ils ont toujours manqué de moyens militaires et ne comptent que quelques milliers de combattants.

. LE FNLPK (Front national

de libération du peuple khmer), présidé par M. Son Saun, s'est éta-hli, au départ, sur les restes du régime républicain. Ses forces comptent quetques milliers d'hommes, peu disciplinés et pré-sents surtout sur la frontière thaïlandaise, dans le nord de la province de Battambang. La direction du Front est divisée, ses chefs

militaires contestant la présidence de M. Son Sann. Avec l'aide homanitaire d'un organisme spécialisé des Nations unies et d'organisations non gouvernementales (ONG), les trois mouvements administrent les camps ou sont regroupées environ 360.000 personnes, prés de la frootière cambodgienne. Les maquisards recrutent leurs partisans dans ces camps, où la population semble avoir diminué ces der-niers mois. Les Khmers rouges ont

l'initiative de regagner leur pays sans attendre un règlement. • LE RÉGIME DE PHNOM-PENH (République populaire du Kampuchéa, devenue, en 1989, l'Etat du Cambodge) possède une armée de trente à quarante mille hommes ainsi que des forces régio-

procédé à des tapatriements forcés

dans les zones qu'ils contrôlent. En outre, des réfngiés ont pris

s'appuyait encore, voilà trois mois, sur un noyan d'experts et de militaires vietnamiens. Le régime contrôle les villes et an moins 80% de la population.

C'est un système de parti prique doot le numéro deux, M. Chez Sim, passe pour l'homme fort. Le premier ministre, M. Hun Sen, est la personnalité la plus en vue, mais ne semble pas contrôler un parti dont le rôle est prédomi-nant dans l'administration. L'as-sise du régime a été, au moins an départ, constituée par des cadres communistes ayant échappé aux purges de M. Poi Pot en se réfugiant au Vietnam.

Depuis deux ans, le régime a amorcé sa libéralisation. Le bouddhisme a été promu religion officielle et plusieurs secteurs de l'économie ont été privatisés. Une petite mais influente communauté chinoise, assez bien acceptée, contrôle le commerce tandis qu'une plus importante minorité qu'une plus importante minorité vietnamienne, moins hieu intégrée, joue un rôle économique vital. Phuom-Peob ne hénéficie pratiquement plus, depuis des coupes sombres dans l'aide soviétique,

## Plus de vingt ans de guerres et de massacres

1970

18 mars: destitution du prince Sihanouk par le général Lon Nol, qui devient chef de l'Etat.

1975

17 avril : les Khmers rouges prennent Phnom-Penh après cinq années de guerre.

9 septembre : le prince Sihanouk regagne le Cambodge, où il est vir-tuellement prisonnier des Khmers rouges. Il démissionne de ses fonctions de chef de l'Etat le 5 avril 1976. Les Khmers rouges proclament la République démocratique du Kampuchéa, dont M. Khien Samphan est le chef d'Etat et M. Pol Pot le premier ministre.

1977

31 décembre : Phnom-Penh rompt ses relations diplomatiques avec Hanoï à la suite de violents accrochages frontaliers.

1978

25 décembre : intervention militaire vietnamienne au Cambodge. L'armée de Hanoï chasse les Khmers rouges de Phnom-Penh le 7 janvier 1979. En moins de quatre ans an pouvoir, les hommes de Pol Pot auraient fait périr plus d'un million de Cambodgiens. Le 11 janvier, d'anciens Khmers rouges, réfugiés au Vietnam en 1977-1978, proclement la République populaire du Kampuchéa (RPK).

1982

21 juio : les adversaires de Phnom-Penh (le prince Sihanouk, M. Son Sano et les Khmers rouges) forment une coalition sous la présidence de l'ancien monar-

1984-1985

Pendant la saisoo seche (novemhre-avril), les forces vietnamiennes et de Phnom-Penh s'emparent des principales positions militaires de leurs adversaires à proximité de la frontière thailandaise.

1987 -

2-4 décembre : première rencon-tre à Fére-en-Tardenois (France) entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh. Les deux hommes se reverront du 20 au 22 janvier 1988 à Saint-Germain-en-Laye.

1988

25 juillet : rencontre à Bogor (Indonésie) des quatre factions

5 avril : le Vietnam annonce le retrait total de ses troupes du Cambodge dans un délai de six mois. Le 30 avril, la RPK devient l'Etat du Cambodge.

On y prend goût

2-3 mai : le prince Sihanouk et dis que les Khmers rouges annon-M. Hun Sen se rencootrent à Dia-karta et donnent leur aval à la coovocation de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge (CIPC).

30 juillet-30 août : réunion de la CIPC sous la coprésidence de la France et de l'Iodonésie. Elle se solde par un échec. 26 septembre : fîn do retrait «total» vietnamien du Cambodge. Dans les semaines qui suivent, les

guerillas, notamment khmère rouge, occupent plusieurs secteurs-frontaliers de la Thailande, obli-geant Hanoï à renvoyer discrète-ment des unités.

1990

21 février : le prince Sihanouk et M. Hna Sen s'entendent, à Bangkok, sur le principe d'une intervention de l'ONU.

18 joillet : Washington retire son soutien à la coalition opposée au régime de Phnom-Penh.

28 août : les cinq membres per-manents du Conseil de sécurité de l'ONU proposent un «cadre» de

Début septembre : visite secrète à Chengdu (Chine) des principaux dirigeants vietnamiens. 9 septembre : accord à Diakarta sur la formation d'un Conseil

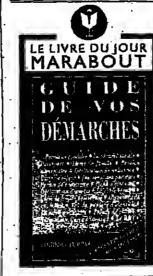
oational suprême du Camhodge (CNS) de donze membres (six (CNS) de donze membres (six représentants de Phnom-Penh, deux des Khmers rouges, deux du FNLPK de M. Son Sann et deux des sihanoukistes). A FONU, où le pays était représenté par la coalition opposée à Phnom-Penh, le siège du Camhodge est déclaré vacant.

26 novembre: les Cinq propo-sent un plan-cadre de règlement qui prévoit une intervention de l'ONU, y compris dans l'adminis-tration provisoire du Cambodge.

1991

le mai: uo appel au cessez-lefeu lancé par les coprésidents de la CIPC est accepté par les quatre

2-4 juin : lors de la rénaion du CNS à Djakarta, le prince Siha-nouk et M. Hun Sen s'entendent sur l'organisation du Conseil, tan-



Le Monde ARTS a SPECTACLES

23-26 juin: à Bangkok, puis à Pattaya (Thailande), le CNS s'entend sur une reconduction dn cessez-le-feu et l'arrêt de l'aide militaire étrangère aux quatre factions. Le prince Sihaoouk devient le revendique le siège du Cambodge A . FONU.

16-18 juillet : lors de la réunion du CNS à Pékin, le prince Sihanouk en devient le président après avoir renoncé à toute fonction au sein de la coalition opposée à Phnom-Penh. Le CNS décide de s'installer en novembre à Phnom-

10 août : à l'issue de nouvelles discussions, en Chine, Vietnamiens et Chinois affirment souhaiter la normalisation de leurs relations.

## Le Monde

Le Monde • Mercredi 23 octobre 1991 7

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION: PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Edité par la SARL le Monde Dozée de la société :

Capital social : 620 000 F

Principeux associés de la société Société civile « Les rédacteurs du Monde : Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avid 75902 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F Téléfex : 46-62-91-73. - Société Ehale la SARL *le Moude* et de Médias et Régies Europe SA

Imprimerie
du « Monde »
12, c. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au ]1] 40-66-29-33

**ABONNEMENTS** , place Hubert-Beave-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-60-32-90 SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS LUXEMB.-PAYS-BAS 3 mois .. 1 123 F 890 F 1 560 F 1 620 F 2 086 F

ETRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois

6 mois 🗆 1 an 🗆

150 F

Code postal: Pavs: Venillez avoir l'abligeance d'écrire tous les noms prapres en capitales d'imprimerie

## Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants Par Alain FOURMENT

Édition Éole

Localité :

Distributeur Distique -

LE BANQUIER "ÉMETTEUR SOUVERAIN" **AU JAPON TRANSPORTE** 

BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

LES HABITANTS

DE DIJON.

## **AMÉRIQUES**

ETATS-UNIS: l'élection présidentielle de 1992

## Deux candidats à l'investiture démocrate veulent rajeunir l'image de leur parti

rager par les taux de popularité du présidant - républicain -Georga Bush, que la presse qua-lifie de « stratosphériques », l'encian gouvernaur da Californie, M. Jerry Brown, a, pour la troieième fois de aa carriara, annoncé, lundi 21 octobre, sa candidature à l'invastitura du Parti démocrata, en vue da l'élection présidantialle da 1992. Parmi les neuf personnalités démocrates entrées en lice jusqu'à présent, MM. Bill Clinton et Bob Kerrey font figura da candidats « atypiques », déterminés à réconcilier leur parti avec les jeunes et la classe moyenne.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le gouverneur de l'Arkansas, M. Bill Clinton (quarante-cinq ans), et le sénateur du Nebraska, M. Bob Kerrey (quarante-huit ans), représentent la nouvelle génération du parti. Pour eux, la bataille de 1992 peut être un galop d'essai pour la présidentielle de 1996, elle est aussi l'occasion de faire entendre de nouvelles voix dans un parti fatigué, dont l'image est celle d'une formation démodée, divisée et sans

D CHILL: le droit d'asile ne sera pas accordé à M. Honecker, - L'an-cien numéro un de la RDA, M. Erich Honecker, n'obtiendra pas l'asile politique au Chili, tant qu'il sera l'objet d'une action en justice en Allemagne, a indiqué, lundi 21 octobre, le président l'atricio Ayl-win, au cours d'une conférence de presse conjointe avec le chancelier allemand Helmut Kohl, en visite officielle à Santiago. Ce dernier e faits pour obtenir l'extradition de M. Honecker, réfugié en URSS et accusé par son pays d'être responsa-ble de la mort de quelque 200 Alle-mands de l'Est. - (AFP, AP.)

□ GUATEMALA : reprise des négociations de paix. - Le gouvernement et les représentants de la guérilla du Guatemala devaient entamer, lundi pourparlers de paix consacrés à la pourparlers de paix consacrés à la Congrès, qui reprend ses travaux le question des droits de l'homme, a le novembre.

Etat du Sud (l'Arkansas eompte moins de trois millioos d'hebi-tants). Bill Clinton veut regagner deux électorats qui abandonnent les démocrates: le Sud, précisément, qui e plébiscité George Bush en 1988, et les jeunes, de plus en plus nombreux à voter republicaiu. Bili Clintos s'est taillé une réputation nationale en mettant sur pied dans l'Arkansas un des systèmes d'édu-cation les plus solides du pays : salaires élevés mais tests de compétence pour les enseignants; bourses et autres facilités pour les étudiants mais retrait du permis de conduire pour ceux qui séchent les cours. C'est un bilso qui compte à l'heure les Etats-Uois observent avec inquiétude les performaces de plus en plus attristantes de leurs

> Virage à droite?

Mais cela n'aurait sans doute pas suffi à faire du démocrate de Little Rock, capitale de l'Arkansas, une personnalité nationale. Depnis 1985, Bill Clinton a aussi pris la tête d'un mouvement de recentrage Parti démocrate, Il est l'un des dirigeants du «Conseil pour une souvelle direction démocrate» Obmocratic Leadership Council, DLC), organisation qui entend aiguillonner les apparatehiks du Comité national démocrate, la traditionnelle, et très symbolique,

gouvernement. Ces discussions se

tieodroot peodant quatre jours à Mexico, ou de précédentes négociations sur le même sujet n'avaient pas permis de trouver un terrain d'entente. - (Reuter.)

□ MEXIQUE : prochain dépôt d'un

projet de loi pour la prévention de la torture. - M. Carlos Salinas de Gor-

tari, président du Mexique, a

la torture. Un projet de loi sera déposé qui prévoit de lourdes sanc-

tions à l'encontre de ceux qui recou-

rent à ces méthodes. Scuis les aveux

reçus par un juge d'instruction en

présence de l'avocat de la défense

scront pris en compte. Par ailleurs,

la commission nationale des dmits

de l'homme, qui avait proposé ces

modifications, sera institutionnalisée

Ces projets seront débattus devant le

direction du parti. A entendre les militants du DLC, le parti n'aura de chances de regagner la Maisos Blanche que lorsqu'il n'apparaîtra plus comme un collectif de groupes d'intérêts (les Noirs, les femmes, les syndicats etc.) et redeviendra le porte-parole d'use mythique

Cele suppose d'abendonner les vieilles recettes de l'Etat-providence (gros impôts pour gros programmes sociaux), de prôner une certaine discipline budgétaire et de limiter les programmes préférentiels réser-vés aux minorités. En langage politique «traditionnel», cela s'appelle un virage à droite pour reconquérir cette «classe moyenne», qui s'es-time opprimée par le lisc et vit comme une menace la mostée en force des minorités ethniques. Elle se reconnaissait dans les toiles de Norman Rockwell - « soo » peintre réaliste de l'Amérique profonde – pas dans l'exotique patchwork mul-ticulturel en gestation sur la côte ouest et dans les grandes villes. Défendus par une partie du monde des affeires et par des groupes d'intérêt comme l'association pour la liberté du commerce des armes (National rifle association), les militants du DLC se veuleot le

courant «moderniste» du parti, Bob Kerrey, de son côté, est un peu plus atypique encore. Lui aussi veut incarner la nouvelle généra-tion, lui aussi se défie du courant populiste traditionnel démocrate et de l'image «antibusiness» qui colle

au parti. Mais son message est plus sophistiqué, voire un tantinet nébu-leux : George Bush serait. dit-il, le dernier des présidents de la généra-tion de la guerre froide et, comme tel, devrait céder la place à une génération de responsables suscep-tibles de mieux préparer l'Amérique à gagner une «guerre écono-mique» déjà engagée.

Personne n'a très bien compris ce que cela voulait dire et l'impact sur l'électorat n'est pas garanti, mais comme Bob Kerrey a un profil avantageux et une personnalité chaleureuse, la couverture médiatique e été substantielle. Le journaliste du New York Times à Lincoln, capitale du Nebraska, a risqué une comparaison avec John Kennedy. Bob Kerney siège au Sénat depuis 1989; il e été gooverneur du Nebraska après avoir fait fortune en lançant une chaîne de restau rants et une autre de centres de remise en forme. Comme Bill Clinton, le sénateur

o'e pas d'idées très arrêtées es politique étrangère. Bob Kerrey a voté contre l'engagement américain dans la guerre du Golfe mais les républicains – notamment le vice-président Dan Quayle – auront du mal à lui intenter un procès en patriotisme : Bob Kerrey est us heros de la guerre du Vietnam, où il a perdu une jambe, et sa bra-voure au combat lui a valu une des olus hautes décorations militaires

**ALAIN FRACHON** 

## CANADA

## Victoire des sociaux-démocrates aux élections en Saskatchewan

MONTRÉAL

de notre correspondant

Le Nouveau Parti démocratique (NPD, social-démocrate) a remporté haut la main les élections générales tenues lundi 21 octobre en Saskatchewan, aux dépens du parti conservateur de M. Graot Devine, as pouvoir depuis seuf ans dans cette province de l'ouest du Canada.

En obtenant 55 sièges et plus de 50 % des suffrages exprimés, les sociaux-démocrates dirigés par

M. Roy Romanov ont balayé la ptovince, y compris les régions rurales traditionnellement acquises feire élire que dix dépotés. Le Parti libéral a un seul élu : son chef, M= Lynda Haverstock.

La Saskatchewan est la troisième des dix provinces du Canada pas-sée aux mains des néo-démocrates. En Colombie britannique, le NPD et son chef, M. Mike Harcourt, ancien maire de Vancouver, out fecilement remporté la majorité absolue de 51 sièges (41 % des suffrages exprimés) eux élections do 17 octobre, Le Parti libéral a sociel (droite, su pouvoir seos interruption depuis seize ans) o'e conservé que sept députés.

M= Rita Johnstoo, premier ministre sortant, et quatorzo de ses ministres ont été battus. En Ontario, la province la plus riche du Caoeda, le NPD conduit par M. Bob Rae avait pris le pouvoir en septembre 1990, détrônant les libéraux de M. David Peterson.

Tous ces gains se sont principa-lement réalisés aux dépeos des conservateurs (au pouvoir à Ottawa depuis 1984), accusés de mettre en péril les acquis sociasx par ailleurs modifier sensiblemen le cours des négociations constitu-tionnelles, actuellement dans une ase critique au Canada.

## DIPLOMATIE

Les pourpariers entre les deux Corées

## Nouvelle rencontre entre les premiers ministres de Séoul et de Pyongyang

Lea premiars ministres de Corée du Nord et du Sud se rencontrent mercredi 23 octobre à Pyongyang. Il s'agit de leur quatrièma aérie d'entratione en treize mois, après une interrup-tion depuis février, à l'initiative da l'Etat communiste. Entre temps, les deux pays ont été admis, an eaptembre, aux Nations unies, et le climat international, en Asie comma alllaurs, s'aet, pour l'aesentiel,

Les deux chefs de gouvernement oot, par le passé, défendu uoe approche différente: M. Von Hyongmuk, de Pyongyang, met en avant la nécessité de signer un traité de nonagressioo militaire et politique; et M. Chuog Won-sbik, pour Séoul, favorise l'idée d'une coopération entre le Sud et le Nord. Cette divergence subsiste, mais, cette fois, le représentant de l'Etat méridional propose des modalités concrètes d'ouverture com-

du jour de cette nouvelle rencontre cotre les deux chefs de gouvernesignature de l'accord international sur la sécurité nucléaire, avec les inspec-tions qui en sont le corollaire, à un retrait de toutes les capacités atomi-ques américaines entreposées au Sud.

ques américaines entreposées au Sud.
Or le 27 septembre. M. Bush a annoncé que Washington était disposé à éloigner du territoire de son allié toutes les armes nucléaires à courte portée basée sur terre et sur mer. Récemment, la presse américaine a isdiqué que les États-Unis seraient prêts à aller plus loin, et à retirer, par exemple, leurs engins transportés par avion. Les propositioos, en ce domaine, du trère ennem méridional pourraient donc être moins irrecevables que par le passé pour Pyongyang.

— (AFP, Reuter, UPL)

L'élargissement de la CEE

## Les Pays-Bas appellent l'ouverture des négociations dès 1992

La Commuoauté européence doit entamer des 1992 les négocia-tions préalables à l'adhésion de la Suède et de l'Antriche, de sorte que ces pays puissent entrer dans o CEE d'ici à 1996, a déclaré undi 21 octobre le premier minis-tre néerlandais, M. Ruud Lubbers, dont le pays assure actuellement la présidence tournante de la Com-

«Les négociations préparatoires doivent commencer des l'an pro-chain », a estimé M. Lubbers, à Bildt, a Rien entendy, elles ne se concluront pas immédiatement. Mais au moins « que la Suède et l'Autriche deviennent membres de la CEE » entre la conférence intergouvernementale de Maastricht (en décembre prochain) vante vers 1996. \*

M. Lubbers a exprimé le souhait que la Suède puisse rapidement participer aux négociations sur la commune européence afin de dégager un concept de neutralité qui soit plus proché du futur que du passé. D'autre part, M. René Felber, cooseiller fédéral suisse pour les affaires étrangères, e affirmé lundi que la Suisse enten-dait demander son adhésion à la option mais le but de la politique européenne de la Suisse », a-t-il déclaré à l'issue des négociations de Luxembourg entre la CEE et l'AELE (voir en pages économ ques). - (AFP)

## Le projet de défense européenne ne doit pas affaiblir l'OTAN

déclare M. Dick Cheney

Le secréteire américaio à le défense, M. Dick Cheney, a estimé fundi 21 octobre que le projet d'ar-mée européenne ne devrait pas s'af-firmer aux dépens de l'OTAN.

«Nous craignons que, quelles que soient les forces assignées à la nouvelle entité, elle ne soient puisées dans les forces déjà affectées à l'OTAN », a-t-il dit à la presse, «Nous pensons qu'il s'agirait d'un affaiblissement de l'OTAN, et cela ne servit par sone a-t-il sinté. serait pas sage», a-t-il ajouté.

M. Chency a tenu ces propos à l'issue d'une visite d'une semaine en rissie d'une visité d'une semante en Italie, pendant laquelle les ministres de la défense de l'OTAN se sont entendus pour réduire de 80 % les stocks d'armes mucléaires en Europe. Selon lui, les Ents-Unis n'ont pas d'objection à ce qu'une force euro-péenne agisse hors du territoire de

l'OTAN, mais des conflits pourraient éclater si sou champ d'activité devait être l'Europe de l'Ouest même. « Il nous est facile de soutenir la proposinota est jaine le state de proposi-tion d'une entité basée en Europe qui pourrait de temps à autre éprouver la nécessité de déployer des forces hors du cadre de l'OTAN», explique le secrétaire à la défense, «La seule question qui se pose, poursuit-il, c'est de savoir si les forces qui y seront affectées auront un double comman-dement. Notre problème, c'est qu'un mécanisme soit créé en concurrence avec l'OTAN.»

Le secrétaire général de l'OTAN, M. Maofred Woerner, a emboîté hindi le pas à M. Cheney en décla-rant qu'une future force européenne ne devrait pas avoir de mission à remplir sur le territoire de l'Alliance atlantique. — (Reuter.)

## JEAN-ANDRE LEBLANC HONGKONG Les «boat people» récidivistes seront rapatriés

au Vietnam

lundi 21 octobre entre Hanot et la Grande-Bretagne sur le question des « boet people » vietnamiens de Hongkong, li concarne les 322 immigrants illégaux récidivistss (double backers); ceux-ci seront, selon diverses modalités, rapetriés

courant novembre. Les discussions se poursuiven sur le cas de près de 60 000 eutres Viatnamlans arrivés à Hongkong, et que Londres refuse, pour la plupart d'entre eux, de coneldérer comma das réfugiés. Une politique de rapatriement force, antrepnae unilatéralement par Londres, avait soulevé de vives protestations de la communeuté internationala, et e été

Un accord est, par ailleurs, survenu, an mere 1988, entre la

Vietnam et la Grande-Bretagne pour des repetriements de volon-taires ; 10 000 e boat people » sont ainsi rentrés chez eux. Cer-tains des migrants, installés dans des cemps de fortuna dans la colonie britanniqua, ont menacé de procéder à des suicides collectifs s'ils étaient contraints de rentrer au Vietnam. - (AFP, AP, UPI.)

A TRAVERS LE MONDE

## MADAGASCAR

## L'attitude de la France « déçoit » l'opposition

Le chef du egouvernement de transition a eutoproclemé par la mouvement d'opposition las Forces vives, M. Albert Zafy, a feit pert, lundi 21 octobre, eu cours d'une conférence de presse à Paria, de la « déception » du peuple malgache, e surpris a per la réaction « trop modérée » du gouvernement français après le « mastré le 10 eoût per la gards présidentielle contre les manifes-tants qui tentaient de s'approcher. pacifiquement du palais présiden-

Invité par le groupe des Verts du Parlement européen, M. Zafy, accompagné da trois « ministrea une série de visites qui le mêne européen - à Bruxelles, Berne et Lyon, l'objectif de ce voyage étant d'obtenir la ereconnaissance » du «gouvernement de transition» et In «soutien international» à l'organisation d'un référendum «avant janvier». Dans un premier temps, les Forces vives ont l'in-tention de réunir, dès la 3 novembre, une conférence nationale equi durera au maximum six ou sept jours », et qui sara chargéa d'e examiner le projet de Constitu tion s dont slies disposent. Le professeur Zafy e dit espérer être reçu par M. Roland Dumas, Interrogé sur l'intantion des Forces vives de faire traduire en justice le président Dicier Ratsiraka, le e premiar minietre bis» e astimé que celui-ci ele mérite bien ». eJe ne comprends pas du tout l'inquié-tude des socialistes français face à notre décision de faire juger le « ministre bis des financaa ». M. Evarist Merson.

LE BANQUIER RESPECTÉ POUR SON RATIO COOKE **OUVRE UNE SALLE AUX MUSICIENS** DE RENNES.

BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.



## Les déclarations du président de la République sur France-Inter

## «Il faut désormais que ceux qui ont la charge de l'ordre fassent leur devoir»

mardi 22 octobre, de 8 heures à 9 heures, l'invité d'une émission spéciale de France-Inter.

Interrogé sur son état d'esprit et sur l'état du pays, le président de la République a d'abord indiqué que, personnellement, il se portait « très bien » : « J'ointerais, a-t-il ajouté, que cela marchat aussi bien pour tous les Français.» Il n'a pas contesté l'existence d'une certaioe "sinistrose" dans l'opinion publique: "On le dit et on o raison.
C'est évident. Si moi je m'interroge chaque jour pour tenter de com-prendre les raisons de cette crise psychologique, mais qui repose sur des difficultés économiques et sociales, c'est que la réponse mèrite -examen. Les Français ont besoin . d'espèrer, donc ils ont besoin d'es-pèrance, e souligné M. Mitterrand. D'autre part, ceux qui tiennent la barre, qui sont à mes côtés, sont solides et tiendront bon. »

La France traverse-t-elle une «crise da pouvoir», une «crise de la démocratie», une «crise d'autorité» ou une «crise de régime»? « Beoucoup, oujourd'hul, répond M. Mitterrand; confondent la réa-lité et ce qu'ils souhaitent. Beau-coup révent de crise, spéculent sur une crise grave. Je pense que les Français sont assez raisonnables et riaicus soni assez ruisonnanes et assez sages pour comprendre qu'il y a de très grands objectifs qui méritent qu'ils se rassemblent sans tomber dans un pessimisme qui

A propos des revendications des iofirmières, M. Mitterrand a

«Au lleu de prendre ses respon-sabilités au vu de la dégradation du système de soins et d'envisager

des réponses d'urgence, concernant notamment les salaires et les effec-

coordination et les autres syndicals

«un travail écrasant» car «on leur en demande beaucoup, souvent trop»: «Il incombe à tous ceux qui concourent au service de santé, de veiller, dit-il, à ce que les infir-mières aient leur dû. » Le prési-dent de la République a ensuite remarque que l'oo ne ponrrait juger des propositions du gouver-nement qu'à la fin de la «négo-ciation sociale» en cours, que e est à répondre « aux besoins immédiats » que «s'attaque le ministre de lo santé », que les propositions que celui-ci fait sont «sérieuses», notamment en matière de création de postes, car e de toute manière il en faudra au cours des années prochaines beaucoup plus ».

Le ebel de l'Etat s'est aiosi étonné que certains puissent dire que le gouvernement ne propose «rien». Il y voit le résultat d'une e compétition», d'uoe « surenchère entre les neuf organisations qui oégocient avec M. Bruon Durieux.

Elargisseot son propos pour viser explicitement eles agriculteurs », M. Mitterrand a estimé que le fait de dire «il faut que le gouvernement nous donne » est gouvernement nous donne » est « une façon de raisonner étrange. » Selon lui, « il foudrait dire : il faut que les autres Français nous donnent ». Et d'ajouter : « Faudrait-il une augment ott on générole des limpois? (...) Faudrait-il casser une politique économique qui commence à remplir son office?

Invité à commenter le comportement des forces de l'ordre, le 17 octobre, à Paris, à l'encontre des infirmières, M. Mitterrand e

très surpris du jeu du gouverne-

ment qui au lieu d'apporter des

solutions concrètes tente de discré-

diter les organisations représenta-

que la société leur devait, il réitère aujourd'hui le même type de dis-cours alors que la situation s'ag-

M<sup>me</sup> Mireille Cez

(Coordination nationale infirmière):

« l'us de discours, mais des actes »

et de faire porter le chapeau de ses que la société leur devait, il rélière erreurs à la coordination, nous a déclaré mardi Mme Mireille Ccz, présidente de le ecordinatico grave. Nous ne voulons plus de dis-

qualifié de « déplorable » l'incident doot avaicot été vietimes, ec jour-là, des manifestantes. Après avoir assuré qu'« aucun ordre gouvernemental n'est venu pour que les infirmières fussent frappées», il a ajouté: « On soit blen quel immense service les infirmières rendent des vices les infirmières rendent des vices les resoit quotides. inmense service les infirmières ren-dent dans leur travoil quotidlen (...), leur gentillesse, leur dévoue-ment.» Constatant tootefois que « les forces de l'ordre sont harcelées de toutes parts», le chef de l'Etat a estimé: « Ce harcèlement finit par les époiser moralement et physique-ment: (...). S'il y a brutalité, elle est regrettoble, mais on peut lo compandre et excuser ceux qui s'u comprendre et excuser ceux qui s'y laissent aller à condition de leur faire les observations nécessaires.»

### « Pas de lieux interdits pour un ministre»

Revenant alors sur les manifes-tations paysannes, M. Mitterrand a affirmé : « Vous avez des agriculteurs qui font une manifestation très importante à Paris, dans le colme et même dons la bonne humeur. (...) Lorsque, oprès coup, après que certoines mesures ont été prises, [il apparaît] des bandes, des groupes qui pratiquent la brutalité, la violence, qui veulent tout casser, ce n'est pas toleroble. Pendont deux semaines, le gouvernement a usé de patience. On n'entre pas d'emblée dans un choc frontal avec des gens qui sont dans l'ensemble de braves gens, de bons profession-nels, de bons Français. Mais lors-qu'un certain nombre d'entre eux se détochent de lo mosse pour mener des oventures de violence individueile, ou [formet] de petits groupes activistes, la patience finit par s'user. C'est le cas. »

Le président de la République a alors expliqué que e'est pour leur dire « C'en est assez l » qu'il a réuni, samedi 19 octobre, à l'Ety-sée, le premier ministre, les minis-tres de la justice et de l'intérieur, et pour leur iodiquer que leur autorité, celle de l'Etat, celle de la République, risquent d'être mises en cause : «Il n'est pas acceptable que des bandes continuent de brûler, de frapper, de détruire, de casser. (...) Il fout désormais que ceux qui ont la charge de l'ordre, police, gendarmerie et justice, fas-sent leur devoir », précise-t-il.

des reponses à ingenice, conternant notamment les salaires et les effec-tifs, M. François Mitterrand essaie de créer un affrontement entre la coordination et les autres syndicals n'avaient ni le sort ni lo situation Interrogé sur la responsabilité des dirigeants agricoles, le prési-dent de la République a expliqué que leur rôle doit « consister à recommander le calme à tous leurs

l'heure actuelle, l'ordre public, a-t-il déclaré. Ils nuisent à l'ensemble des citoyens. Ils mettent en péril, d'une certaine manière, la Républi-que, et moi, je ne l'accepte pas.»

A propos des consignes données aux ministres de ne plus se dépla-cer sans l'accord de Matignon, M. Mitterrand a précisé : « Je sou-haite que les ministres sortent là où ils ont des obligations. Il faut qu'ils se rendent désormais là où rendez-vous est pris. Mais il fallait mettre fin à une sorte de désordre. Bien de ces manifestatians étaient parfaitement instiles en l'état présent des esprits.

» Le premier ministre va donc exercer son contrôle. Mais à partir de maintenont, croyez-moi, les ministres vont repartir à leur tra-vail en France. Il n'y pas de lieux intendits pour un ministre et d'ail-leurs pour personne. La liberté de circulation doit exister pour tout le monde et d'abord pour le gouverne-

Insistant sur les causes de la erise des milieux agricoles, erise des milieux agricoles, M. Mitterrand a expliqué qu'il y a « des ogricultures » et que « les situotions sont très différentes ». « Le revenu des ogriculteurs s'est accru, dans l'ensemble, d'une façon tout à fait raisonnable, quelquefois même importante (...) Ce sont essentiellement aujourd'hul les éleveurs (...) qui souffrent beaucoup.

» Mais je veux leur dire ceci; pourquoi cette colère contre le gou-vernement? Quelle est lo responsavernement? Quelle est lo responsa-bilité du gouvernement? Choque fois que cela o été nécessaire, il o engagé et poursulvi le diologue avec vous. Il o déjà consenti beau-coup de crédits répartis ici ou là de foçon importante. Il y o un point limite. Vous savez combien de fonds publics ou de tronsferts sociaux se font vers l'agriculture en général? Quelque 153 ou 154 mil-liards de francs. Cet argent d'où vient-il? Il ne vient pas du gouvernement. Il vient des ressources publiques. Il vient des impôts. Il vient des autres contribuables. Il y o bien un moment où il faut que cela s'arrête!

» El quand on examine les maux qu'il foudroit guérir, à quel moment le gouvernement en a-t-il été responsable? Est-il responsable de la pluie, de la sécheresse, du soleil, des inondations? Est-il responsable du fait que les consamma-teurs achètent moins de vionde aujourd'hui qu'Us ne le faisaient dans les années précédentes? Est-il

responsable du fait qu'il y ait une libération dans l'ensemble des pays de l'Est et du centre de l'Europe et que ces pays-là demandent l'accès à notre marché, que nous consen-tons d'ailleurs avec une extrême prudence? Pourquoi s'adresser au gouvernement qui défend les agri-culteurs? Il y a des situations différentes. On s'étonne parfais que dans certaines régions au il n'y o pas d'élevage, il y a aussi des agri-

A propos des conséquences de la

culteurs qui cassent. »

production et le revenu des agriculteurs français, M. Mitterrand a ajoulé : « On peut dire : « adressez-vous à Bruxelles ». Mais les chiffres sont les chiffres. La France contribue à la politique communautaire agricole. L'Etat donne de l'argent des contribuables pour 53 milliards. Mais il revient de la Communauté 4 ou 5 milliards de plus qu'il n'en part de France. Au total,

Lire la suite page 10

## Un plaidoyer pour l'Europe

A tous ceux qui doutent da Europe ou se métient d'elle, à ceux qui la voient divisée, impuissante devant la crise yougoslave, qui la croiant incepabla da aa réformer vers davantaga d'intégration, à ceux qui critiquent les «technocrates» de Bruxelles ou redoutent le poids excessif dont l'Allemagne pèsera dans la Communauté, le président/da la République a opposé mardi une ferme profession de foi : la construction majeur de sa politique, parce que ele France aura d'autant plus d'influance dens la monda qu'alla jouera son rôle dans l'Europe», parce que c'est e capital pour les Français » et qu' eils grandiront avec l'Europe ».

Il n'en démordra pas, quels que puissent être les revers. Même si les Douze rataient la prochaine étape, s'ils ne pervenaient pes à s'entendra, début décembre eu sommet de Maastricht, sur les projets d'union monétaira at d'union politiqua, il «ne faudrait pas désespérer», il faudrait poursuivre les efforts jusqu'à eparvenir à convaincre », e effirmé : M. Mittarrand. Il a fait prauva d'allieurs d'un certain optimisme à propos de cette échéance, bien que l'accord ne soit pas encore acquis sur l'u*n*ion politiqua et notamment sur la perapactiva d'une politique étrangère et de défense commune européenne.

A deux reprises, le président a rappalé qua la Grande-Bretagna du temps de M- Thatcher n'avait

pu faire obstacle aux avancées de la construction aurapéenna at qu'elle avait « toujours du céder devant l'évidence». Elle finire una fois encore par se rallier, estime-« conditions particulières ». Peutêtre est-ce présenter un peu trop l'epproche française comme le saula voia possible. Beaucoup d'Européana ont an effat tandance à penser ces temps-ci que la bonne voie est celle du compromis et qu'il ne s'egit pas pour les uns seulement de se rallier, maia pour tous, y compria la France, de composer.

L'un des pointa sur lesquels la Grande-Bretagne s'oppose aujourd'hui le plus vivement à la France et à l'Allemagne est leur projet de défense européenne que Lon-dres voit comme un affaiblissement de l'Alliance etlantique, « li ne s'agit pas de balancer cette alliance per-dessus l'épaule », affirme M. Mitterrand, tout en déclarent en substance qu'il faut préparer une relève car on ne remette éternellement aux États-Unis pour sa sécurité.

Quant au danger d'una suprématie allemande sur lequel il était interrogé, il ne le nie pas. Mais mieux vaut encadrer le voisin alletaire, semble dire M. Mitterrand quand il demande, et c'est par là qu'il termine : « Croyez-vous que sans l'Europe l'Allemagne n'exis-

M. Mitterrand et les agriculteurs

Suite de la première page

Cet avertissement s'adresse, bien entendu, aux agriculteurs, à l'égard desquels le président de la Répu-blique use d'un ton particulière-ment sévère. Il ne peut admettre que la liberté de circulation soit entravée et que les membres du gouvernement ne puisseot se déplacer comme ils l'eotendent. M. Mitterrand les iovite au contraire à multiplier les déplace-ments, qui seront désormais coordonnées par l'bôtel Matigoon. Quant aux dirigeants des organisa-tions agricoles, ils sont priés de recammander le calme à leurs

Le chef de l'Etat est plus com-préhensif à l'égard des infirmières, dont il estime les revendications légitimes. Il n'hésite pas toutefois à les mettre en garde contre les

le journal mensuel de documentation politique après-demain

LE SPORT ET L'ARGENT

Sovoyer 60 F támbres à 2,50 F ou châquei à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 76014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement armosi (60 % d'économia), qui donne droit

tentations de surenchère, apporte son soutien au ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, dont les propositions sont jugées e sérieuses », et va jusqu'à « excuser » les forces de l'ordre qui, «harcelées », se sont laissées aller à des brutalités déplarables le 17 octobre à Paris.

Bref, ponr M. Mitterrand le

temps est venu de la fermeté. Il o'est pas question de céder à ceux qui réclament des élections anticipées et qui le spéculent sur une crise grave ». Le président de la République de nie pas le climat de a sinistrose », mais « ceux qui fien-nent la barre sont solides et tien-drant ban ». Il s'agit seulement pour eux de se faire mieux com-prendre des Français. Tel est le deuxième volet du message prési-dentiel : après la repression, l'ex-plication. M. Mitterrand a suprès de lui « un bon gouvernement », qu'il s'efforce « d'appuyer selon [ses] moyens ». Il approuve en par-ticulier la politique de M. Bérégovoy, qui scule permettra, à terme, de lutter contre le chômage et de donner à la France la possibilité de « jouer son rôle » Mais ce gouvernement, de toute évidence, of coovainc pas l'opinion. «S'il s'est fait mal comprendre, il faut qu'il s'explique davantage», affirme le

> La «responsabilité éducative » 'des médias

Certes, Me Cressoo assume son impopularité « pour servir le pays » es « gouverner, ce n'est pas plaire ». Il o'en est pas moins indispensable de dissiper le mécontentement ambiant, « Il faut que la France ait confiance en elle. » L'intervention du président de la République sur l'antenne de France-Inter fait partie de cette stratégie de communi-

cation. L'effort doit contiouer. On attendait avec intérêt les propos du président de la République sur les médias, lui que l'on sait fort irrité par certaines émissions de

Prudent, il s'est contenté de rappeler la «responsabilité éducative formidable » des moyens audiovisuels et de souhaiter que ceux-ci recherchent «un peu moins» le sensationnel. Il a cité avec malice les propos d'uo journaliste qui, apprenant que le sommet francoitalien de Viterbe s'était bien passé, se serait écrié : «Alors il n'y o rien à dire?». Cette anecdote est, à elle seule, assez révélatrice du malentendu qui contioue d'opposer le chef de l'Etat à la presse...

Reste le traisième valet des déclarations présidentielles : la réaffirmatico du grand dessein eurapéen. L'Europe est « une grande chance a pour la France, répète M. Mitterrand. C'est elle qui a assuré les progrès de l'agriculture, tout en étant profitable à « l'ensemble des Français », c'est elle aussi qui peut permettre à la France de peser sur les affaires du mande. Voilà pourquoi le président de la République accepte de laisser dans l'Histoire le souveoir d'un homme qui ne fut pas seulement « Européen » et « socialiste », mais « Européen parce que socia-

On aurait aimé entendre le chef de l'Etat s'exprimer aussi sur d'autres sujets : les drames de la transfusion sanguine, l'état de la majorité et le choix de ses alliances futures, la pression du Front national, la question du mode de scrutin, qu'il o'e fait qu'aborder. Le président de la République saura certainement trouver d'autres occasions pour mettre «en perspective », et oon pas seulement « en scène », selon une distinction qui -lui tient à cœur, ses orientations.

LE BANQUIER **DES VILLES** FAIT LE BONHEUR DES PÊCHEURS DU VERDON.

BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

- Le projet de defense eurig see don pas affaiblir IV

DIPLOMATIE

recht les promiers mirling de Secoli et de l'yongian

## Les déclarations du président de la République

« Les progrès immenses de l'agri-culture en Europe, mais aussi en France, sont dus à l'organisation de l'Europe, du marché commun. de l'Europe, du marché commun. S'il n'y avait pas cette organisa-tion. les agriculteurs qui, du coup, seraient alignés sur les prix mon-diaux, perdraient la moitié de leur revenu. Ils sernient réduits vrni-ment à la misère. De telle sorte que l'Europe, l'Europe communau-toire, et la politique du gouverne-ment français ont assuré à l'im-mense majorité des agriculteurs des movens de vivre qui sont impor-

» Mais il y n des maladles, inhé-rentes à l'heure actuelle à la fonction, à savoir que les besoins ne sont pas les mêmes, que de plus il serait necessaire de rassembler un certain nombre d'exploitations pour pouvoir produire mieux, produire dovontage. Davontage, pas tou-jours. Ca dépend du produit. Quel-quefois on produit trop, on a trop produit dans un certain nombre de matières, parce que, d'une part, on n des prix garantis, e'est-à-dire que les produits qui sorient us content us exploitation sont automatiquement achetés.»

### «Un bon gouvernement»

Puis, a poursuivi le chef de l'Etat, il arrive un moment où ceux qui beneficient de ces dispositions européennes se disent : éh bien! puisque tout cela est automatique-ment acheté, je vais en produire duvantage. Puis il arrive un moment, blen entendu, où il n'y a plus de consommateurs et où il n'y a pas d'acheteurs extérieurs, où on ne peut plus exporter ses produits. Alors, on tourne en rond, on stocke. Mais le stockage, cela coûte cher. L'achat pour rien, cela coûte cher, il faut quand même y mettre un peu de raison. Ce n'est pos facile de mener cette Europe à douze. Mais au total, elle est très culteurs, mais à l'ensemble des

ini de se préoccuper directement de toutes ces questions, M. Mitterrand e répondu: « il faut que je m'occupe de beaucoup de choses. J'ai la chance d'avoir auprès de moi un premier ministre extrêmement énergique, résolu, qui o beaucoup de song-froid et un gouvernement dont je pense, pour en avoir connu quand même deju quelques-uns, que e'est un bon gouvernement. S'il se fait mai comprendre, eh bien l'il faut qu'il s'explique davantage. Et je commence à le faire, voyez, avec lui.»

### «L'Europe est une grande chance pour la France»

A prapas de la eanstructian

A prapas de la eanstructian enrapéenne, M. Mitterrand a affirmé: « Je suis de ceux qui pensent que l'Europe est une grande chance pour la France. La France sera d'autant influente, prospère et rayonnante dans le monde qu'elle jouern son rôle dans l'Europe, et ce rôle sera conforme à l'histoire, un rôle déterminant.» Sans nier l'inquiétande suscitée parfais par la conforme à l'histoire. quiétude suscitée parfais par la perspective du marché unique, M. Mitterrand s'est vouln rassurant: « Nous sommes parmi les grands de l'Europe. Il y a actuelle-ment douze pays, il y en auro davantage plus tard; nous sommes l'un des quatre grands. Pourquol? Parce que nous avons derrière nous des siècles et des siècles, une répu tation, un prestige. Nous apparais-sons aujourd'hui comme l'un des pays menés le plus roisonnoblement, qui ont surmonté le mieux beaucoup d'aspects de la crise éco-

M. Mitterrand a alors rappelé que le rendez-vous de Maastricht, en décembre, était destiné à défi-nir eune politique, une diplomatie commune, une monnaie commune ». « Le problème de lo défense de l'Europe, et-il précisé, s'est greffé sur l'ensemble de ces tentatives, tentatives qui réussissent, qui devraient réussir, sur lesquelles ulteurs, mais à l'ensemble des nous appliquons toute notre rançais.»

Interrogé sur l'opportunité pour grande puissance, elle est la pre-

mière puissance commerciale du monde, elle devrait être normale-ment à comparaison possible avec les Etais-Unis d'Amérique sur les plons industriel et technologique. Nous sommes aujourd'hui une telle force montante qu'il est normal qu'on se dise : est-ce qu'on va dépendre de la sécurité des autres? Ne vaudrait-il pas mieux se doter des moyens d'assurer notre propre défense? Et comme beaucoup sont rétients, nous avons été deux — en réalité trois, ou quatre, parce qu'il ne faut pas oublier l'Espagne - à dire : on va eréer un premier noyau d'une force de sécurité euro-

A propos de l'institution d'une mounaie unique, M. Mitterrand a estimé que celle-ci était en bonne voie. Il a espéré qu'elle serait «ou point avant la fin de siècle, en

Evoquant ensuite les réticences britanniques à l'égard d'une britanniques à l'égard d'une défense cammune enropéenne, M. Mitterrand a rappelé que les Britanniques étaient réservés sur étout ce qui signifie pouvoir de suprannt ionolité à l'Europe. Me Thatcher, a-t-il dit, a toujours été une partenaire sérieuse, coriace mais elle a toujours du ééder devant l'évidence. Lo difficulté actuelle mésente cironstancielle actuelle, présente, circonstancielle, tient au fait qu'il existe un système de défense, ouquel nous tenons, l'OTAN, cette alliance qui a pro-duit ses effets depuis la guerre froide, et qui a permis d'éviter d'autres guerres et de préserver un certain équilibre», «Il ne s'agit pas de buloncer par-dessus l'épaule cette alliance».

La proposition franco-allemande de création d'un corps d'armée européen est «l'amorce d'un nouveau moyen de défense qui peu à peu prendra de l'Importance car on ne peut pas imaginer que les Etats-Unis seront toujours au premier rang pour défendre l'Europe ». « Nous sommes dans l'alliance même si nous ne sommes pas dans le commandement intégré », a preuve d'nn aptimisme mesuré pour le sommet de Maastricht : «Je ne sais pas ce que la Grande-

Bretagne fera, si elle se ralliera aussiibt, où si elle sera là avec des conditions particulières. Je ferai tout pour, avec quelques autres, tout pour, uvec quesques autres, pour que l'union politique, l'union économique et monétaire soit décidée avant la fin de cette année 1991. » En cas d'échee, estimc M. Mitterrand, « il faudra que nous repartions d'un bon pied pour eonvninere nos partenaires, en regretiant de perdre des années, ce qui serait très dommageable pour

Interrogé à propos da l'impuis-sance de l'Europe des Douze dans la crise yougoslave, M. Mitterrand a souligné que l'Europe «n'a pas d'unité politique»: « Le traité de Rome et l'ensemble des textes déjà adoptés n'ont jamais compris de diplomatie commune. Là, il s'agit de prendre une décision commune. » e Dons une eertnine manière j'y crois quand même et je manière j'y crois quand même et je ne négligerai rien pour cela. Les Français grandlront avec l'Eu-rope. » La etisc yaugaslave «démontre la nécessité de ne plus perdre de temps ». Citant à l'appui lc corps d'observateurs et la cour arbitrale présidée par M. Robert Badinter, le président de la Répu-blique a assuré: «Il ne faut pas dire que l'Europe n'ait pas été utile. Tout cela est en place pour apaiser les passions. On ne peut pas intervenir militairement dans un pays contre le sentiment de ceux qui y combattent. On ne peut pas faire la guerre en Yougosla-

M. Mitterrand a commenté la convocation de la conférence de Madrid sur le Proche-Orient en disant notamment : « Aujourd'hui les pays arabes et Israël se rencontrent sous parrainage des Améri-cains et des Russes, cela a toujours été comme ça. On commence à se dégager de cette double tutelle, Aucun pays d'Europe occidentale n'est présent dans ces négociations, mes prédécesseurs depuis 1947 n'ont jamais pu obtenir que lo France fut présente.

### « M. Bérégovoy a raison...»

M. Mitterrand e enfin précisé qu'il n'entend pas auperavant ren-coutrer M. Yasser Arafat : e Je ne voudrais pas qu'avant l'ouverture de la conférence il pulsse y avoir telle ou telle intervention qui pour-rait créer un doute, une suspicion. Rien ne doit être fait qui pourrait entrepris. Je le verrai à la première occasion. Il est normal que la

la poix, ceux qui sont mêlés aujourd'hui à la négociation. Le président de la République e réaffirmé sa confiance dans e une politique économique sage », dont politique economique sages, total il « persiste à eroire qu'elle est bonne et qu'il faut la continuer» et qui « fait que la France est située par l'OCDE parmi les deux premiers poys industriels enpables d'assurer leur eroissance ». Sclon M. Mitterrand, « M. Pierre Bérégo-poy a roison d'être le lutteur numero un de erre le lutteur numero un des confèrences entre ministres des finances pour obtenir une baisse des taux d'intérêt », mais «ce n'est pas commode de le faire seul».

Il e souligné que « le déficit budgétaire est environ de 90 milliards de francs » et que la France est « l'un des pays les moins endettés du monde industriel ». Constatant qu'eil y n des corporatismes», le chef de l'Etat a expliqué que les revendicatians sociales daivent être prises en compte, mais e sans mettre par terre les finances publi-ques». « Je veux bien tout ce qu'on veut, a-t-il dit, mais pas renverser une politique qui peut mettre la France à niveau pour le grand marché européen de 1993/s

### «Le monopole n'existe plus»

Interrogé sur le paysage andiovi-suel dix ans après la «libéralisa-tion» des ondes, M. Mitterrand a affirme qu'il y avait un « progrès comptable tout à fait remarquable», les stations de radio étant passées de 20 à 1 800, et les chaînes de télévision de trois à sept, sans compter les chaînes câblées. « Le monopole n'existe plus, la liberté d'expression est totale, le moyen de parler s'est lar-gement étendu et la liberté de par-ler est intégrale», a ajouté le prési-dent, en considérant que « les moyens d'expression audiorisuels pourraient être un peu plus éduca-tifs, pourraient, peut-être, un peu moins chercher le sensasionnel ». moins chercher le sensasionnel».

A propos des résultats des sondages, le chef de l'Etat a indiqué qu'il en assumait «toujours la responsabilité». Au sujet du premier ministre qu'il s' « efforce d'appuyer selon [ses] moyens», M. Mitterand a dire qu'il « préfère quelqu'un qui assume l'impopularité pour servir le pays et exécuter la politique dont elle a la charge à quelqu'un qui s'effondrerait ou qui se diviserait en souries de toutes sortes pour plaire à tout le monde. Gouverner, ce n'est pas plaire». verner, ce n'est pas plaire ». Remarquant que M= Edith Cresson «ne préténd pas» à une caudi-

dature élyséenne, le président a sonligné qu'il avait « beaucoup de successeurs potentieis » qu'il « regarde vivre ». « C'est normal, a-t-il ajouté. De toute saçon, j'en aurai un.

Abardant rapidement, en fin d'émission, l'éventnalité d'une réforme électorale, M. Mitterrand a affirmé que « les modes de serutin sont généralement injustes » : « Il n'est pas normal qu'il y aiu vingt-einq conseils généraux de gauche sur plus de cent et deux conseils régionaux de gauche sur vingt-deux en métropole. Ce n'est pas une male pas juste, ce n'est pas une vrale répartition, a-t-il indiqué. Le mellleur mode de scrutin, à mes yeux, c'est cehui qu'on a réussi à imposer pour le vote municipol. Celui qu'avait préconisé Jean Poperen, le ministre des relations avec le Parle ment. On ne peut peut-être pas le mettre partout, mais e'est le meil-leur. L'absence de proportionnelle punit trop sévèrement des gens qui méritent d'être représentés et d'autre part simplifie, à l'excès, la divi-sion de la France en deux camps. La France mérite d'être gouvernée et il ne faut pas avoir, non plus, des assemblées trop instables.

«Quand Pietre Mauroy dit, et je suis d'accord avec lui, a précisé le chef de l'Etat, qu'il faut trouver un système mixte, cela me paraît rai-sonnable.» «Je ne sais pas du tout spirable. » « se he sais pas au tom s'il existe une majorité parlemen-taire pour cela, a glissé M. Mitter-rand, concluant que « e'est le Par-lement qui fait la loi ».

Interrogé sur la trace qu'il sou-haite laisser dans l'Histoire, « Mitterrand l'européen le ou « Mitter-terrand le socialiste?», le président de la République a répondu : «Si on disait les deux, on verrait juste. Je suis européen beaucoup, parce que je suis socialiste (...) Je suis européen aussi par viocation.» Il a ajauté: «La France a une voca-tion universelle. Je ne voudrais pas que la France s'enferme derrière ses frontières; elle vaut mieux que cela. Voilà pourquol je veux que la France, autant que possible avec son génie propre, inspire l'Europe et accepte la compétition.

M. Mittercand a conclusion et

et accepte la compétition »

M. Mitterrand a conclu en déclarant; ell faut que la France ait confiance en elle. Je m'efforce de contribuer à cette confionce pour traverser la période actuelle qui est difficile à troverser. On jugera auce résultats. Si les résultats pour la sont base comme le le souhaite. sont bons comme je le souhaite, olors la France considérera que cette période à été bénéfique, aussi difficile qu'elle soit. S'ils ne le sont pas, c'est que notre diagnostic n'a pas été le bon.»

## MM. Dray et Mélenchon en accusation

## L'ancienne direction de Frères des hommes dénonce une mainmise partisane sur l'association

politique ou sauvetage d'une nasocietion humenitelre proche de la faillite? Depuis l'été, Frèrea des hommea connaît une crise sans précédent, ponctuée d'invectivea entre l'encienne et la nouvelle direction, d'appels pressants aux adhérents et aux donateurs, de règlements de comptes qui menacent l'existenca même de cetta ONG (organisation non gauvernnmentale), créée il y a vingcinq ans, sans attache politique ni confessionnelle.

Depuis quelques années, les ONG de dévelappement connaiesent des difficultée. L'argent des donateurs va aux opératiann d'urgance (cetsetrophes naturelles ou de pro-motion de le recherche médicale (Téléthon) de préférence aux aetians, moins médiatiques, de solidarité internationale. Frères des hommes perd plus de 2 millione de francs par nn. Dspuis quelques années, le nambre des donataurs (quetre-vingt mills) et des adhérents (cinq cents) est en chute libre. Des employés sont licenciés.

Devant la crise, les administrateurs as dérobent. Recruté quelquee mais plus tôt comme directeur de la communication, M. Claude Denrey, proche de M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur (PS) de l'Essonne et enimateur de la Nouvelle école socialiste (NES), fait entrer au conseil d'administration quatre de ses amis politiques. Ce sernit l'emarcs d'une apéretion de récupération partisane.

Digean, encienne présidente, et nan comité de soutien. Elle auralt trouvé son accomplissement, selan M- Digeon, à l'issue de ca qu'elle dénance camme des irrécularités de procédure, lors de l'assemblée générale, les 15 et 16 juin demier, en Avignon.

## Une OPA politique

Si ee que Ma- Oigeon eppelle le «coup d'Etst » n'est pee le résultet d'une OPA politiqus, cele y reasemble fart. Opportunément créées dann l'snnés, cinq équipes locales de Frères des hommes - Massy, Lona-le-Saunier, La Rachs-nur-Yan (situéns dans trois dépertements dant les fédératione accialistes cont dirigées par la NES), Créteil-Thiais et Verneuil - arrivent à l'asnemblée générale porteuses d'une centaine de mandats, dont trente-six d'adhérenta de la Nouvella école socialiste du député de l'Essonne, M. Julien Dray, et de M. Mélenchon.

A le suite d'une « utilisation démagagique des difficultés économiques », dit M→ Digeon, ils « déberquent » l'ancien bureau et prennent le pouvoir. Frères des hammes est désormals dirigée par une équipa de sapt pernannes, dont cinq sont membres de la NES, devenue en août, après fusion avec le courent de M⊶ Marie-Noëlle Lienemmn. député da l'Ennonne, ln Gauche socialiste.

Ls nouveau président, M. Albert Lagrée, a toutefois randu sa carta da militant accipliste à sa eaction de

dénancés par M=- Béetrice Messy. C'sst ce buresu qui assure directement la gestian, eer les trais encienn cedres adminintratifs de Frères des hommes nant partis. L'un e danné sn déminstan, et les deux autree, en « fin de mission », ont été renvavés, « il y eura sans daute d'autre iicencisments » permi les vingt-trois saleriés, prévaisnt les nauveeux dirigeente, leur nombre dépendant du rendement du prochain appsi de

### Un fiasco complet

Or le fiesca risqua d'étre complet. Les donateurs et les edhérents sont désorientés par les sollicitations rivales de le nauvelle directian et du comité de soutien de l'ancien bureau. Pour en découdre, une prochaine essemblée générale est prévue à la mi-décembre à

Le nauveeu bureau nie farouchement toute accusation de coup de force politique et auvra les eamptes. Sur un budget de 20 millione de francs, 3 millions seulement iraient eux peys du tisrsmonde, le reste étant versé à une structure européenne ou dépensé en salaires st frais généraux. «Le budget ne servait qu'à faire tourner une grosse machine, dit M. Danray. Le « clash » sctuni opposs, en fait, des gens qui voulaient transformer l'association en comité d'experts, et d'autres pour qui Frères des hommes doit pouvoir vivrs avec plus de cinq cents adhérents et se réapproprier une véritable ligna. »

HENRI TINCO

## **EN BREF**

o M. Leron devient président du or M. Léron devient président du groupe socialiste au conseil régionn Rhône-Alpes. - M. Rager Léron, député de la Drôme, a été désigné comme président du groupe socialiste du conseil régional Rhône-Alpes, après la démission de M. André Vianès, qui s quitté le PS pour rejoindre l'Espace Nouvelle Gauche (le Monde du 16 octobre). M. Gérard Lindeperg, coordannateur nstional du perg, coordannateur national dn courant racardien, devient le porte-parole du groupe. Celui-ci ne eampte plus que quarante trois membres, M. Vinnès et quatre autres conscillers régionaux socialistes ayant décidé de sièger désormais sous l'étiquette Majorité présidentielle. – (Bur. rég.)

□ Dissessions an sein da PS des Ardennes. – Dans une lettre adressée sax deux cent quatrevingt-six adhérents de la section socialiste de Charleville-Mézières (Ardennes), le premier secrétaire, M. Bernard Boarbanze, mau-M. Bernnrd Bonrbanze, mau-royiste, a annoncé, landi 21 octo-bre, sa démission, épilogne d'un long conflit avec un élu municipal fabiusien. M. Lucien Bauchart, fabiusien, premier secrétaire fédé-ral, a lancé un appel « au caine et à la responsabilité des militants », afin que « l'unité se fasse et se ren-farce. Le moire de le ville force». Le meire de la ville, M. Roger Mas, mauroyiste, a décinre que cetta démission est e un cas grave, qui [l']inquiète pour le Parti socialiste». - (Corresp.)

□ Use précision de M= Roudy (PS). - Après la publication, dans nos colonnes, d'un article sur la constitution des listes socialistes paur les élections régionales (le Monde du 15 octobre), M= Yvette Roudy, député du Calvados, chargée des droits de la femme au secrétariat national du PS, fabiusienne, précise qu'elle a déposé, le 12 octobre, « au nom des femmes socialistes, toutes ten-dances eonfondues », une motion signée par de « nombreux responsables de premier plan » en faveur de la représentation des femmes sur les listes électorales et qu'elle a étudié etoutes les listes en discussion », mettant « systémotiquement de côté toutes celles, sans distinction de tendances, qui ne présen-taient pas 30 % de femmes éligi-

## Election municipale en Corse-du-Sud

## Partielles perpétuelles...

de notre correspondent Dimanche 20 octabre, les

deux cent douze électeurs inscrits sur la liste de la commune de Cesalabriva étaient convoqués pour le second tour de la hultième élection municipale partielle en vingt-trois mois. Dans ce paisible village ins-

tallé sur la route nationale entre Ajaccio et Bonifacio, les électeurs devaient pourvoir au remplacement de quatre conseillers municipaux démissiannaires. Pour le huitième fois, les démisslannairen ont été réélus. Ils sont tous des opposants déclarén eu maire, M. Jssn-Pisrre Césari, un avocat réputé, qui fut, il y a vingt-six ans, le premier maire régioneliste élu dans l'ile. Leur revendication depuis près de deux ans est d'obtenir deux postes d'adjoint.

Aucune dérogation au scénerio. Après chaque partielle, le conseil municipal de Casalabriva refuse la demande. Les quatre opposants démissionnent, provoquant un nouveeu nerutin partiel. Dimanche, le dépouillement de l'urne a été sans surprisa. Seuls cinq électaurs nvaient eccompil laur devoir. Las quatre conseillers démisslonnairen ant été réélus ils ont obtanu trois voot, Les deux autres suffrages se sont portés sur des candidats soutenus par le premier megistrat de la commune. Dans les jours qui viennent les nouveaux élus pourrelent encore démissionner. provocuent une neuvième élection pertielle.

Les opposents sont déterminés à bloquer le systèma, même n'ils affirment que cles partialles ne sont pas une finelité, mais un moyen d'alerter les autorités compétentes sur la dyafonctionnement de la communa et l'injustice de la

répertition des posten d'edjoint». e Nous estimons avoir la meiorité au village, nous espérons que le conseil des ministres, seul habilité à le faire, pronancere le dissalution du conneil municipel, explique Lucien Bartoli, porte-parole des contestataires. Alors la démocratie paurra s'exprimer dans une élections municipale compiète. »

Ls maire, quent à lui, déclare : e Avec ma majorité au consell municipal nous accomplissons l'essentiel de la gestion communale qui est reconnue et admise par l'autorité de tutelle. Ces démissions à répétition démontrent un vide juridiqua. Le légisisteur devrait s'orienter vers une réforme tendant à empêcher la démission d'un élu municipal dans un délai raisonnable. »

Sans opposition solide depuis plus d'un quart de siècle, M. Céanti sveit accepté en mars 1989 de eampaser unn liste d'union avec les contastatairea du village auxquels il avait proposé d'occuper cinq des onze sièges du conseil municipal. A l'époque, il avait obtenu 107 des 137 suffrages exprimée, mais les contastataires avaient fait mieux avec un total variant de 117 à 124 voix. Dès lors ils sont devenus des opposents. L'un d'entre eux, en accord avec ses amis, n accepté de ne plus démissionner « pour observer L'évolution de nos adversaires de l'inténeur du conseil municipal », expliqua Lucien Bertoll, qui affirme ; e Notre revendication est d'obtenir les postes de premier et deuxième adjoint dans l'équipe de M. Césari, faute de quoi les quatre élus démissionneront pour la huitième fois »... Tous les espoirs sont permis

MICHEL CODACCIONI



M. Méhaignerie dénonce les « méthodes de voyou » de M. Madelin

de notre correspondant

Ouverte sur le thème de l'union, Ouverte sur le thème de l'union, l'élection des sept représentants de l'Ille-et-Vilaine au nouveau conseil natinnal de l'UDF, qui dnit se réunir les 9 et 10 novembre à Paris, s'est achevée, vendredi 18 octobre, sur fond de rupture entre M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, et M. Alain Madelin, vice-président du PR et de l'UDF. Le premier n même quitté la salle evant le vote en déclarant à l'adresse du second qu'il ne vouà l'adresse du second qu'il ne vou-lait plus travailler « avec des gens qui utilisent des méthodes de

A l'origine de ce coup de colère du président du CDS, le passage en quarante-hnit heures de deux cent cinquante à quatre cent trente deux du nombre d'adhérents en PR dans ce département où le CDS en enmpte trais cent soixante-dix-huit, les clubs pers-pectives et Réalités cent quatre-vingt-treize, les adhérents directs mixente-sepi el le Perti redicel douze. Arrivés en car de Dinard, Bsin-de-Bretegne et Redon, les nouveaux adhérents du PR s'inquiétaient, en entrant dans la salle des congrès, de la remise de leur toute nouvelle carte par la secré-teite de M. Madelin, Sur 492 votants et 486 suffrages expri-més, le CDS e obtenu 191 voix et trnis sièges, le PR et ses amis 297 voix et quatre sièges.

La surprise est également venue de Dinard evec la présence très remarquée de M. Marius Mallet, qui fut secrétaire fédéral du PR de 1977 à 1983 evant de conqué-ir le mairie de Dinard en mairie de rir la mairie de Dinard en mais 1989 avec le sontieu du Parti socieliste. La question est de savoir si les sortants de la mairie de Dinard, et notamment le prési-dent du conseil régional, M. Yvon Côte d'Emeraude....

CHRISTIAN TUAL

o M. Le Peu met en doute les «compétences» de M. Schwartzen-« compétences » de M. Schwartzenberg. — Commentant l'annonce de la candidature du professeur Léon Schwertzenberg eux électinns réginnsles dans les Alpes-Meritimes (le Monde daté 20-21 octobre), M. Jean-Marie Le Pen, qui conduira la liste du Front national dans le dépertement, s déclaré samedi le par suit que M. Schwartzenne suis po octobre sur KMC. «Je ne suis pas sûr que M. Schwartzen-berg ait les mêmes compétences en politique qu'en médecine. C'est un candidat tapiste, un candidat socia-liste, c'est tout dire.» M. Bernard Tapie e affirmé qu'il était nécessairc « de fnire contrepuids à [l'] image [de M. Le Pen] avec un homme de grand talent, reconnu mondialement paur ses compétences et ses valeurs».

And property and the second of the second of

 $u=(i,t)^{-1/2}$ 

The same of the state of

in the Paris

Service of the service of 2.11 - 1.12 E Company of the Company 

 $c_{ab} \in \mathcal{P}^{A^{1},H}(B^{2^{-1}})$ 

The second secon

Réuni à Paris les 26 et 27 octobre

## Le congrès du RPR adoptera un programme de gouvernement

Le congrès statutaire du RPR se tiendra les 26 l'instauration du quinquenat. Il constitue la contriet 27 octobre à Paris. Les quelque mille quatre cents délégués (membres du conseil national et représentants des fédérations) seront appelés à voter sur « le projet du Rassemblement », qui définit le programme qu'un gauvernement d'aiternance mettrait en œuvre. Ce projet, que présen-tera M. Alain Juppé, secrétaire général, s'inspire notamment dee travaux des états-généraux de l'opposition. Bien que ce projet ne traite pas des Institutions, M. Chirac devrait proposer dimanche un « toilettage » de la Constitution et notamment

Le projet du RPR soumis eu cangrès s'articule eutaur de dix thèmes, accompagnés chaque fois d'esquisses de solution sous la formule explicite : « Ce que naus ferons. » Ce sont les suivants ;

1) Insécurité. - Répression plus sévère des crimes et délits; création d'une peine incompressible, substitut de la peine de mart; développement de l'ilotage; créa-tion d'une «garde nationale» qui complétera l'action de la police et de la gendarmerie; plan d'urgence pour accroître les moyens de la justice; réforme du Conseil sapérieur de la magistrature, qui sera nommé par des institutions indé-pendantes et non plus par le président de la République.

 Immigration. - Réteblissement de la loi Pasqua-Pandraud; regroupement familial réservé aux étrangers titulaires d'une carte de résident de long séjour; certificat d'hébergement contrôlé pat les maires; réforme du Code de le nationalité; rappel que le droit de vote est indissolublement lié à la citoyenneté française.

3) Mnsde rnral. - Maintien d'une politique agricole enropécane; réduction des charges fis-cales et sociales de l'agriculteur; développement de l'installation de PME en zones rurales et maintien de services publics

M. Juppé: «Il serait bon

de redonner

la parole aux Français»

M. Alain Juppé, secrétaire géné-ral du RPR, invité par le Club de

la presse d'Eurape I lundi

21 octobre, s affirmé qu'il n'atten-dait « rien » des déclarations que

devait faire M. Mitterrand mardi,

la main » et n'evait plus «le res-

bution du RPR à un éventuel programme commun de l'opposition. Les déléqués, avant d'entendre le discours de clôture de M. Chirac, devront également adopter le nouveeu « logo » du RPR qui représente une croix de Lorraine stylisée, sur fond tricolora, remplaçant le bonnet phrygien très figuratif qui servait d'image de marque au mouvement depuis sa fondation le 6 décembre 1976. Le sigle et la dénomination « Rassemblement pour la République » seront conservés, mais l'accent sera mis davantage sur le mot « rassemblement».

4) Environmement. - Renforcement des sanctions financières et pénales contre les pollueurs; participetion eccruc des associations eux décisions; répartition de l'habitat social dans toute le cité.

5) Chômage. - Réductinn des gaspilleges publics on favorisant fiscalement l'investissement et l'épargne: baisse des impôts et des charges des entreprises et amélio-ration du pouvoir d'achat des salariés; poursuite des privatisations; garantie à tous les jeunes d'une qualification professionnelle; déveoppement des emplois de proxi-

5) Education. - Développement du soutien scolaire, revalorisation de l'enseignement professionnel, de l'enseignement en alternance et de l'epprentissage; antonomie accrue aux établissements; organisation du partenériel entre établisse-ments, entreprises et collectivités locales à l'échelon régional; amé-lioration du statut moral et matériel des enseignants; garantie aux parents du libre choix de l'école et mise à égalité des enseignements public et privé; référendum sur un plan pour l'éducation.

7) Famille. - Transformation de l'allocation parentale d'éducation en un véritable revenu pour les familles de trois enfants et plus;

de maternité: diversification des modes de gardes d'enfants.

8) Santé et retreites. - Libre choix du praticien; égal accès de tous à une protection sociale complémentaire; accroissement de la responsabilité du médecin généra-liste; réforme de l'hôpital public; maintien de la retraite par réparti-tinn à campléter par l'épargne; organisation de la retraite à la carte à partir de soixante ans; possibilité d'un système de retraites par points.

9) Défense. - Modernisatinn de la force de dissuasion; organisation à l'horizon 2000 d'une armée professionnelle svec ses conséquences sur le service militaire; effort budgétaire maintenu tant que les superpuissances n'auront pas démantelé leurs arsenaux stratégiques.

10) Europe. - Accroissement du rôle des institutions politiques, Parlement, Conseil européen et conseil des ministres; instauration d'une monnaic commune et d'une politique commune de défense et de sécurité; maintien des décisions eu niveau national pour en priver « les bureaucrates de Bruxelles »; préparation, le plus rapidement possible, de la future adhésion à la CEB des pays européens démocratiques, notamment des nouvelles démocraties de l'Est.

Devant les représentants des Cours constitutionnelles de onze pays

## M. Chirac plaide pour «l'Europe du droit»

M. Jecques Chirec e reçu à ble des libertés fondamentales et du dîner, landi 21 octobre, à l'Hôtel respect de l'Etat de droit». de Ville de Paris, les présidents et membres des Cours constitutionestimant que celui-ci svait « perdu nelles de onze Etats européens, qui consacreront leur neuvième confé-rence, en mai 1993 à Paris, à «la sart nécessaire pour engager le pays sur la voie du renouveau». Le protection des droits de

député de Paris e ajouté : « Je sou-hoite un changement contre l'im-mobilisme. Il serait bon de redon-En présence de M. Rabert Badinter, président dn Canseil ner la parale aux Français. » M. Jappé n'est dit prêt pour des élections anticipées sans toutefois les souhaiter puisque, a-t-il rappelé, «cela ne dépend que du président de la République». constitutionnel, M. Chirac a souligné que cette Cour constitution-neile en France nvait tenu le rôle de e gardien vigilant de l'équilibre des pouvoirs et garant indispensa-

Il e cstimé que « le danger venait moins de la multiplication des règles juridiques que du déficit de droit » dans les sociétés occidentales. Il e invité les représentants des onze Etats participants à développer leur contribution à la présence du droit dans la constitution de l'Europe en s'inspirant de la philnsnpbie des draits de

Pour lui, « le projet de l'Europe du droit doit permettre de promou-voir l'humanisme. »

POINT DE VUE

## La grande attente des élus locaux

par Dominique Perben

Le coneeil des ministres a n'atteindra pas tous ses objectifs. edopté, mercredi 9 octobre, deux projets de loi portent sur les conditions d'exercice dee mandats locaux le Monde des 10. 11 et 20-21 octobre). M. Dominique Perben, RPR, exprime son opinion eur ces

'INTENTION eet banne. encienne et pertagée per tous ceux qui posent sur la vie publique un regerd serein. Meis il ne faut pas se tromper d'abjectifa. En précentent cee mesures concernant les élus, le gouvernement e tort de les lier explicitement eu climet délétère qui entoure depuis quelques mois la vie publique. On surait pu souheiter à un tel projet, dant le nécessité ne feit pes quentian, d'être lencé saun de meilleures auspices.

De qual e'egit-il en réelité ? Quelles sont les vraies difficultés à résoudre ? J'en vois, pour ma part, quatre de nature assez différente. D'une part, il existe un vériteble déficit dene le rennuvellement des élus, notamment dans les communes rurales, qui composent à elles seules plus de 80 % de l'effectif total. D'autre part, les différences de situations professionnelles entraînent trop d'inéga-lités dans l'eccès à la vie publique et les conditions d'exercice des mendets. Cele e deux coneéquences : une augmentation du nombre des inactifs parmi les élus et une sous-représentation des salariés du secteur privé,

### Un travall urgent

Ensuite, l'ebsence quest totale de formation sérieuse d'élus appeés à prendre des décisions considérables au nom de la collectivité constitue un anachronisme. Pourquoi accepterait-on pour les respansebilités d'Intérêt général ce que l'on n'accepte pas dans la geetion des sffeires privées ? Enfin, le niveau actuel des pensions de retraite est un pur scan-dale, lorsque l'on sait que l'exer-cice d'un mandet de maire, par exemple, même dans une commune rurale, représente l'équiva-lent d'une deuxième activité pro-fessionnelle, si on le mesure au tempe pessé, à le diepaniblité rsquise st à la diversité des

C'est donc à un urgent travail d'organisation matérielle et pratique de l'exercice des mendsts locaux que nous sommes appelés. Dene lee prajeta du gauvernement, un seul point est vraiment clair : l'harmonisation des indem-nités, qui me paraît justifiée. Mels

le dispositif envisagé pour l'instant

pour deux raisons.

Il est evantageux pour les élus des petites communes, et ce n'est que justice. Mais, dans la pratique, le ministre de l'intérieur l'e reconnu publiquement, cas élus chnielssent très enuvent de ne pae se verser les indemnités euxquelles ils not droit. On voit mai paurqual ils se vereereient dee' indemnités plus élevées. Dans une très large part, cette juste rééva-luation, laissée à la charge des communes, ne sera pas eppliquée.

Par ellleure, pour les autres élus municipaux, notamment ceux des communes movennes, les effets conjugués de la fiscalisation et de la rééveluetian samme taute modsste dss indemnités n'entreînerant aucune modification substentlelle de la eltuetian actuelle. Ces élus, le plus souvent adjoints au maire chargés à part entlère de secteurs techniques, sociaux ou culturels, demeureront les laissés-pour-compte de notre système. Il faudra, dans le discussion perlementelre, nuvrir ce débat, il faudra aussi poser le problème d'un juste retour vers les petites communes des recettes fiscales récupérées par l'Etat.

L'autre sapect, assez lisible, du projet du gouvernement, est celui de l'effirmetion des draits nauveeux, selon une terminologie beaucoup utilisée par ce gouvernement, qui lui sert généralement à rappeler des évidences qu'il ne seit pae argeniser ou qu'il ne peut financer. Droits à la formation, à l'autorisation d'ebsence et à sa compensation financière, à la réintégration dans l'entreprise, à une retraite décente. Qui ne s'en réjouirait ? Mais, ces droits affir-més, tout reste à faire, c'est-àdire à prévoir le perticipetion financière de l'État, sans laquelle le système restera lettre morte. On eure noté d'ailleurs que le ministre de l'intérieur e'est déclaré k personnellamanı favoreble » à cette participation de l'Etat. Cela signifie donc que le gouvernement n'y eet pae décidé. Alurs que

If y e une grande attente des service de le collectivité mieux reconnue. Or, sans vouloir dés-nbliger quicanque le maine du mande, ce prajet ve décevair, parce qu'il est inachevé, qu'il pose de bonnes questions auxquelles il ne répond pas et qu'en préten-dant servir à la transperance de la politique, il cublie que la politique ne se réhabilitera que par sa capa-cité à régler les problèmes.

M. Dominique Perben est nocrétaire général edjaint du RPR, député de Saône-et-Loire, maire de Chalon-sur-Saône, pré-sident de l'Association nationale

I<sup>es</sup> vols de la journée. Paris/Madrid - Paris/Barcelone.

Pour gagner une matinée sur une journée.



Un homme d'affaires, c'est toujours pressé. Avec les 1° vols de lu journée, à 7 h 25 au départ d'Orly Sud pour Madrid et pour Barcelone, vous êtes servis. Et bien servis! Un personnel style, un confort de voyage parfait, vous avez tout, même l'avantage de gagner une matinée sur une journée.

Iberia, la compagnie qui va vers les hommes d'affaires.

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyage ou le 3615 IBERIA.

Paris 7h 25\*10h 30 14h 05 16h 40\*\*20h 15 Madrid 9h 15 12h 20 15h 55 18h 30 22h 05 7h25~ 10h35 17h15 20h30

Barcelone 9h00 12h10 18h50 22h05

## Un entretien avec M. Hubert Curien

«L'accord franco-américain de 1987 sur le sida apparaît anormalement favorable aux intérêts américains », nous déclare le ministre de la recherche et de la technologie

Après l'annonce per le Chicago Tribune (daté 20 octobre) que le virus du sida découvert à l'Institut Pasteur pourrait être à l'origine du test eméricein de dépistage du sida (1), M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, estime, dans l'entretien qu'il noue e accordé, qu'a à la lumière de ce que l'on sait eujourd'hui », l'eccord franco-américain sur le sida de 1987 « epparaît enormelement favoreble aux intérêts américains y

« Etiaz-voue Informé de la teneur des documents dant fait état le Chicago Tribune dans ses ment les interprétez-vous?

- Je n'étais pas informé de la teneur des documents que le Chi-cago Tribune e publiés le 20 octo-bre, ce qui ne veut pas dire que j'ai été surpris par ce que j'y ai lu. L'histoire de la découverte du virus du sida est jalonnée par la succession des preuves concernant ce qui s'est récliement passé dans le labo-ratoire de M. Robert Gallo, et que nous soupçonnions, tova. Ce qui m'étonne le plus, c'est la progression fulgurante des méthodes qui permettent aujourd'hui de reconstituer ce qui s'est passé il y a six ans dans ce laboratoire.

» L'article du Chicago Tribune de dimanche dernier contient toute une série de révélations. Je ne retiendrai paa les plus incroyables et m'en tiendrai aux faits scientifiques. S'ils sont avérés, les détails révélés hier sont tout à fait surprenants et éclairent les déclarations des uns et des autres d'un jour nouveau.

» L'information principale de cet article concerne l'analyse faine pour la commission d'enquête du NIH . National Institute of Health) des différents échantillons dont dispo-sait M. Robert Gallo lors du dépôt du brevet sur les tests de diagnostic du sida. Il faut se rappeler que cette commission d'enquête à été constituée il y a près de deux ans afin de répondre aux investigations d'une autre commission d'origine parlementaire constituée par le représentant Dingle.

s Asin de mettre au point son test pour détecter la présence dans le aang d'un patient d'anticorpa anti-side, M. Robert Gallo avait besoin d'une grande quantité de virus. Il aurait donc utilisé pour ecla un virus qu'il dénomma HTLV-III/B. Le NIH e essayé à 'aide de techniques sophistic d'amplification génique (le PCR) d'identifier l'origine du virus ainsi

L'article du Chicago Tribune indi-que qu'à ce moment-là, il n'existant dans le laboratoire de M. Robert Gallo que trois sources de virus : le virus en provenance du laboratoire de M. Lue Montagnier, nummé LAV. Un autre virus appelé MOV d'origine incertaine et dont aucune trace ne se trouverait dans les archi-ves du laboratoire Gallo qui, ana-lysé par le NIH se révélerait être du LAV français. Enfin, troisième pos-sibilité, un pool de prélèvement de dix donneurs atteints du sida. Or l'analyse faite par les experts ne retrouve dans cc pool aucune séquence virale correspondant au fameux HTLV-III/B.

» En bref, la conclusion de l'ar-ticle du Chicago Tribune est que le virus HTLV-II/B ne peut être que

» Si les informations publiées dimanche sont exactes, il apparat que les tests de diagnostie brevetés par le NIH ont été mis au point avec le virus de l'Institut Pasteur et que l'on s'interroge sur les raisons exactes qui ont conduit ce virus à être présent dans les échantillons et dans le pool d'échantillons de virus supposés américains. Mais bien évi-



demment, il est nécessaire de dispo-ser de la totalité des documents officiels américains pour pouvoir

Vous étiez la semaine dernière an voyaga officiel aux Etats-Unis. A-t-il été question avec vos homologues américains d'une renégociation de l'accord franco-américain de 1987?

l'aborde ce sujet chaque sois que j'ai l'occasion de rencontrer mes homologues américains, le m'en auis entretenn il y a une semaine evec M. Allan Bromley, conseiller scientifique du président Bush et il y a quelques jours avec M. Curley, ambassadeur des Etats-Unis en France.

» Je leur ai dit que les informa-tions publiées récemment, notamment dans vos colonnes, evalent radicalement changé les données du problème telles qu'elles apparais-saient en 1987. Je ne vous cache publication officielle des informa-tions révélées par la presse.

» A cela, ils m'ont répondu fort honnètement que s'ils comprenaient ma préoccupatinn, les procédures légales devaient suivre leur cours aux Etats-Unis, et que ce n'est qu'après la publication du rapport d'enquête que les autorités améri-caines pourraient prendre position officiellement. Mes interlocuteurs out tout à fait admis la légitimité de mes interventions é la lumière de tous ces faits nouveaux. Enfin, ils m'ont donné des assurances sur les délais de publication de ce rap-port qu'ils attendent pour la fin de l'année ou au plus tard dans les premiers jours de 1992.

- S'il est effectivement établi que c'est une souche française, qui a servi à la mise au point du test de dépistage américain, cela doit-il conduire selon vous à une renégociation de cet eccord? Cuelles seralent les implications financièrea de cette nouvelle

- Il est évident que si le brevet américain est fondé exclusivement sur une souche virale fournie par l'équipe du professeur Luc Monta-gnier (alors même que l'Institut Pas-teur avait spécifié explicitement que ces échantillons n'étaient destroés qu'à un usage scientifique, à l'exclu-sion de tout usage industriel) un réctamen des termes de l'accord de 1987 s'impose. Quelles que soient les raisons pour lesquelles le virus d'origine française s'est retrouvé dans les éprouvettes américaines les apports des uns et des antres doi-vent être revus à la humière de ce que l'on sait amourd'hui.

» Les implications financieres sont subordonnées aux implications scientifiques. Elles découlemnt de la reconnaissance par le NIH et le gouvernement américain des contri-butions réelles de la recherche fran-

ricaines vous ont-elles informé des progrès des différentes enquêtes en cours? - Quel que soit le canal par lequet nous avons interrogé les automés américaines, leur réposse e

autornes américaines, leur réponse e été invariable : « Une procédure est en cours et aucune information sur cette procédure ne peut être donnée avant la conclusion de cette der-nière. » Nous pouvous bien com-préndre cette position même si notre impalience est justifiée.

- Regrettez-voue aujourd'hui les termes de l'accord passé en 1987 entre les gouvernements eméricain et français?

emericain et français?

En 1987, dans une atmosphère de polémique aigné, cet accord pouvait apparaître comme un moindre mals. Les procédures engagées étalent runeuses et discréditaient l'image de la recherche. L'accord avait de plus le mérite de clore cette affaire sur une reconnaissance de paternité de la déconverte du de paternité de la déconverte du virus au bénéfice de l'équipe du professeur Luc Montagnier.

»A la lumière de ce que l'on sait aujourd hui, cet accord apparaît ormalement favorable aux intérêts américains. En fait, si nous avions en connaissance des informations dont nous disposons à présent, les problèmes se seraient posés autre-ment et des procédures longues et coûteuses auraient pu être évitées. On peut cependant s'interroger aur les informations que possédaient récliement à cette époque le NIH et le DHSS (Départment of Health. and Social Services).

- Cette affaire a-t-elle selon vous contribué à raientir la recherche sur le side?

- Elle ne l'a pas accélérée. - Compte tenu de la concurrence de plus en plus grande entre les chercheure et des qui entourent leurs recherche comment faire en aurte qu'à l'avenit pareille effaire ne se

- La compétition scientifique entre les équipes de chercheurs est saine et fait progres valorisent leurs découvertes et se préoccupent de l'avenir industriel de leurs inventinns est une arche très positive et que nous

» Ce qui est criticable, ce sont les tations ou tentatives de queigues très rares chercheurs visant soit à inventer des résultats soit à s'attribuer le mérite des inventions de lenra collègues. Ces mœurs sont détestables et il est nécessaire de moraliser les pratiques. Il semble que ces faits sient pris une réelle împortance ontre-Atlantique au point que le NIH a créé à l'initiative du Parlement un Office pour l'intégrité scientifique (OSI).

» La sinte des événements déterminera, je l'espère, le niveau des responsabilités dans l'affaire qui noes préoccape aujourd'hui et les plicités dont leurs auteurs ont pu bénéficier. Les inodalités d'évalua-tion de la recherche et des chercheurs que les grands organismes français ont mises depuis longtemps en place sont, me semble-t-il, m antidote au poison de la tricherie,

Propos recuellis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCH!

(1) L'Office américain pour l'intégrité acaentifique (OSI) de l'Institut américain de la santé (NIH) a publié un communi-qué, indiquant que le rapport dont fait état le quotidien américain ene fournit

## Les immigrés vieillissent, eux aussi

été des « travailleurs immigréa ». Que deviennent-ils à l'heure de la retraite? Privés de leur légitimité sociele leurs bras -, lâches par leurs enfants qui ont adopte les valeurs de le société française, ou vivotant en célibetaire dans un meublé, ila nourrissent l'angoisse ultime de mourir et d'être inhumé loin du pays

M. Smail, quatre-vingts ans, n'e jamais quitté le foyer d'immigrés où il e passé une bonne partie de sa vie, et dont il est à présent le doyen. Il refuse la placement en maison de retraite, craignant de ne pas pouvoir y respecter les mourra en France car, soupira-t-il, «l'Algérie c'est fini». Mohamed. un autre octogéneire algérien, vit dans un taudis : après trente-cinq ans de trevail, il ne touche ni retraite ni pension et voit vanir ela catastrophe pour nns gosses ». Situations dramatiques, visages pathétiques fixés dans un reportage de l'émission « Rencontres » de FR3 projeté lors du deuxième cullinque du Comité d'aida aux Maghrébins âgéa de Frence (CAMAF) qui vient de se tenir à

Les immigrés, aux aussi, visitles sent. Ils sont quelque 700 000 âgés de plus de sobante-cinq ans, de nationalité étrangère ou français par acquisition. Contrairement à une idée reçue, il s'agit pour les deux tiera de personnes originaires de pays d'Europe : Italiens. Espagnols et Polonais, installés en France depuis des lustres. Mais lee Maghrébins vont prendre la relève avec l'arrivée à l'âge de la retraite des vagues massives d'immigration des années 50 et 60. Déjà, 12 % des réaidents des foyers d'immigrés sont des retraités, et la question se pose de la transformation de certains de ces foyers en maisons spécialisées.

Jusqu'à très récemment, le sort des vieillards immigrés n'intéressait personne. On a vecu longtempa dana l'illusion du retour. Les intéreasés eux-mêmes na répèlent-ils pas qu'un jour ils rentreront pour vivre dans la petite maison que, tout au long de leur vie, ils ont consenite la-bas? Un

jour éternallement ettandu, toujours repoussé, qui ne se lève jamais pour la plupart. «Les immigrés agés ont toujours été ignorés non seulement par les politiques migratoires françaises, mais dans l'imaginaire social », constate la politologue Catherine de Wenden.

Même aujourd'hui où l'évidence de l'enracinement est reconny. cette catégorie n'apparaît dans le débet public qu'en termes néga-tifs : meladie, coût social, « problèmes supplémentaire lié à l'immigration. D'où la nécassité du travail de velnrisation de cetta rie et de sensibilisation des politiques publiquas qui cam-mence à être mené. Le CAMAF réunit depuis 1989 des gérontologues, des juristes, des travailleurs sociales, des psychologues et des socininguas. Des bénévoles de l'association visitent les personnes agées, accompagnent les handicapés, des animations et des per-manences sont organisées dans certains hopitaux comme Charles Foix a lvry-sur-Seine.

### Les Portugais et les Chinois

Mais la tâche est veste et complexe. Les situations à traiter sont diverses et doivent l'être « sans misérabilisme ni apitniamant ». camme l'e sauligné M. Omar Samaoli, anthropologue et psychologue, président et fondateur du CAMAF. Taus les Meghrébins retraités ne sont pas des cas sociaux. Ainsi cet Algérien qui partage sa vie entre son pays natal, où vit sa famille, et Paris, où il e travaillé pendant trans ans et où il revient « fake ses ria qui lui font fête à cheque retour. Ce type de vie tentre deux» n'est pas rare, mais pourrait se trouver menacé par l'application stricte des accords européens at la généralisation das contrôlas par informatique aux frontières, s'est inquiété M. Pérny Laveeu, professeur à l'institut

d'études politiques de Paris. A l'opposé, les services d'urgence commissent des cas scandaleux de marginalisation extrême, lorsque maladie, solitude et carences administratives se conjuguent. Le vie irrégulière, l'illettrisme et, parfois, le travail illégal aont de sérieux handicaps à l'heure de la « reconstitution de l'heure d'heure de l'heure d'heure d'heure d'heure d'heure d'heure d'heure d'he

cerrièra » et de le collacte des points de retraits. Le docteur Zoubida Dillali, qui soigna lea détressas da la rue pansianne nour Médecins du monde a'est dit edésespérée» par eces viellards qui se retrouvent dans la rue sans couverture sociale et parfois sans papiers après trente ans de travail

La questinn des pensions et retraites, les perhologies liées au déracinement ne se limitent évidemmant pas aux Maghrébins. Les Portugais, première commu-nauté étrangère par la nombre en France, vivent aussi le drame du retour mythique et l'incompréhension, voire la rupture, avec leurs enfants français. Leur couverture sociele eat parfnia dériaoire, notamment pour les anciens travalleurs ruraux ayant vécu au Por-tugal avant la généralisation de la sécurité sociale. Le socialogue Albano Cordairo, analyse démographique à l'appui, a pronostiqué un «pepy boom » portugeis en France pour l'horizon 2000.

Aussi diserèts et non moine lourde est la situation des vied-lards chinois arrivéa en France avec la vague des rélugiés du Sud-Est asiatique depuis la fin des années 70. Pour eux, la déchirement a'est produit à un âge déja svencé, et le déphasage a'avère total. Habitués à une société où l'ancêtre personnifie le sagesse et inspire le respect, ils viellissent dans un pays qui isole et occulte

Une contradiction que vivent à leur marière les Maghrébins et les Noirs d'Afrique, comme l'ont reppelé lors du colloque du CAMAF M. Kofi Yemgnane, aacrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration, et M. Amadou Moustapha Diop, enseignent aux Lan-gues orientales. Vieillir loin de son pays, sans même pouvoir assumer le rôle valorisant du grand-père, est une souffrance indicible.

Mais la mome journée du préretraité sénégalais en France, entre ticket de tiercé; fauilletons américains et discussions de bistrot sur le pays, les femmes et le temps passé de l'usine, at-alle grandchose à envier au quotidien de la plupart des retraités français? PHILIPPE BERNARD

Après la suspension des négociations

## Les infirmières attendent de nouvelles propositions du gouvernement

représentant les infirmières attendaient de nouvelles propositions du ministre de la santé, M. Bruno Durieux, avent de reprendre mercredi 23 octobre les négociations. Celles-ci n'ont pes permis d'eboutir à un accord en dépit de dix heures de discussions dans la nuit de kındi 21 à mardi 22 octobre.

Le ministre de la santé, M. Bruno Duricux, a proposé, lundi 21 octobre, aux syndicats et nreanisations représentatifs des infirmières, de nouvelles mesures. Les créations de postes sont portées à 4 500 sur trois ans - soit I 000 de plus que ce qui était annoncé samedi - « pour compenser la réduction du travail de nuiti à trente-six heures et rémédier aux insufficances d'effectifs ».

Le problème des dimanches et jours fériés sera traité sur une base

O Décès du directeur de la plumuscie et da médicament. - On a appris, landi 21 octobre, le décès de Marie-Thérèse Funei, directeur de la pharmacie et du médicament auprès du ministère de la santé, M. Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, a rendu hommage à sa «hante compétence et son seus du service public». La maladie l'avair contrainte à interrompre son activité depais quelques semaines, précise-t-on au ministère de la santé.

[Née à Gap (Hautes-Alpes) le 10 sep-tembre 1942, Me Funel avait rejoint le ministère de la santé il y a deux ans et denn, après une carrière au ministère de l'économie et des finances.]

a Ethique médicale sux Entretiens de Rachi. - Les sixièmes Entretiens de Rachi ont lieu les mardi 22, mercredi 23 et jeudi 24 octobre au Cen-tre Rachi-Cuej à Paris, sur les thèmes d'éthique médicale : «Nonassistance à personne en danger». M Centre Rachi : 30, bouleverd de Port-Roysl 75005 Peris. Tél. : 43-31-75-47.

trimestrielle et non plus annuelle. Le premier dimanche ou jour férié travaillé dans le trimestre donne-rait lieu à une majoration de 33 % à 100 % des suppléments de rémunérations (ils passeraient ainsi de 150 é 200 francs).

Le ministère prévoit également nne reprise de l'ancienneté à 100 % pour les infirmières avant quitté l'hôpital pour des raisons familiales ou personnelles ainsi que le développement de la pro-motion professionnelle. Ces propo-sitions complètent celles déjà pré-sentées le 19 octobre (le Monde du 22 octobre) 22 octobre)

Lundi, les organisations syndi-cales et professionnelles n'étaient plus que huit, et non neuf, à la lable des négociations, L'UNASIIP-(Union nationale des associations et des syndicats infirmiers et des nouvelte séance de négociations.

« Nous souhaitons parler des condi-

tions de travail alors que l'ensemble des intervenants ne veut parler que des salaires », a déclaré M. Heari du Roure, président da PUNASHF.

A l'issne des discussions, la coordination nationale infirmière a indiqué qu'elle romprait les négociations «en l'absence de propositions nouvelles d'ici mercredi » et a confirmé son appel à une opéra-tion « zéro infirmière » dans les hôpitaux. M. Bernard Désormière. de la CGT-Santé a souligné « les points de convergence » entre la Coordination, Force ouvrière et la CGT, notamment à propos des salaires et des effectifs.

100

-dife Civitation and

dentalità.

Plusicurs syndicats, dont la CFDT, CFTC, CGC, ont fait des contre propositions à M. Durieux.

«Nous demandons notamment le infirmicra de France) avait passage à trente six heures hebdo-annoneé, le matin même, son madaires de nuit ce qui suppose la mtention de ne pas se rendre à la création de 9 000 postes supplémentaires », a précisé M, Marc Dupout, de la CFDT

## Polémique sur l'origine des incidents du 17 octobre

a vivement dénoncé, lundi 21 octobre, «la manière dont le manifestation des infirmières e été réprimée», le jeudi 17 octo-bre, et «les méthodes de maintien de l'ordre employées», le préfet de polica de Peris. M. Pierre Verbrugghe, a pré-senté, kindi 21 octobre, sa version des faits devant le Conseil de Paris.

« Rompant evec les engagements présiables formels de sea organisateurs de e'en tenir à un rassemblamant statique place Vauban, cette coordination a voulu forcer les berrages de police pour se diriger vers la rive droite», à l'aide notamment d'un véhicule de aonorisation.

Alors que M. Jacquies Chirac éviter les débordements « d'une manifestation mal contrôlée». Il n'y a eu de la part de le police n' y a eu de la part de le police ni cherge ni emploi de bâton de défense et aucun coup n'e été porté contre qui que ce soit, a précisé le préfet de police.

La coordination affirme pour sa part que la camionnette de sonorisation dont parle la préfet de police est restée immobile et n'a pas tenté de forcer le bar-rage de posce. C'est seulement après les incidents que le véhicule transportant un blessé est passé, avec l'accord des gendarmes mobiles, de l'autre côté du barrage. Le reporter du Monda présent sur plece confirme cette version des faits de même qu'il a vu des manifes-D'où, selon le préfet, l'interventents recevoir des coups de bon des forces de police pour metraque,

property with action was morned by a con-

المام المام المام المام المعالم المعالم المعالم المعالم المام المعالم المام المعالم المام المعالم المام المعالم المام المعالم المعالم المام المعالم المام المعالم المام المعالم المام المعالم المعالم المام الما

The second interpretation

firmieres attendent

opositions du gouverne

## Le professeur Jacques Roux et les docteurs Robert Netter et Michel Garretta ont été inculpés

Le professeur Jacques Roux. ancien directeur général de la santé, le docteur Robert Netter, encien directeur du laboratoire national de la santé, et le docteur Michel Gerretta; encien directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) ont été inculpés, lundi 21 octobre, par le juge d'instruction Sabine Foulon, chargée de l'affaire de la contamination des hémophiles par le virus du

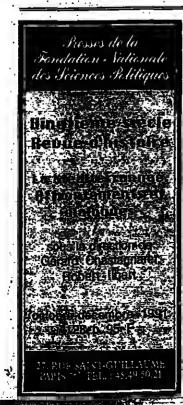
Aprés le dépôt de plusieurs plaintes au cours des années 1988 et 1989 par des particuliers visant notamment l'Association françaises des hémophiles, le Comité consultetif d'éthique, le CNTS et le Laboratoire national de la santé, M= Sabine Foulon, juge d'instruc-tion au tribunal de grande instance de Paris, a procédé à trois inculpations. Celles de M. Michel Garretta, ancien directeur général du CNTS, est fondée sur la loi dn 1º août 1905 sur des fraudes et sur les mesures relatives à la sécurité des consommateurs qui pré-voit que a les produits et les ser-vices doisent dans des conditions normales d'utilisation, ou dans d'autres conditions raisonnablement, prévisibles par le profession-nel, présenter la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre et on peut légitimement s'altendre et ne pas porter atteinte à la santé des personnes ». M. Garretta est accusé de ne pas avoir retiré du marché ou fait détruire des pro-duits « corrompus et toxiques au cours des années 1984 et 1985 » et de ne pas avoir souligné les ris-ques inhérents à l'utilisation de ces produits m précisé les précautions à prendre. Il est passible d'une peine de six mois à quatre ans de prison et une amende de 2000 francs à 500 000 francs.

Pour leur part, le professeur Roux et le docteur Netter out été inculpés de non-assistance à per-sonne en danger. Ils sont accusés de ne pas être intervenus à temps

## Une réaction du ministère de la santé

Réagissant à la publication dans nas colannes (in Monde ou 22 octobre) de la note consacrée à la « morbidité virale transfusionnelle », adressée an ministère des affaires sociales, le 11 août 1989 per le docteur Michel Gerretta. per le docteur Michel Gerretta, ancien directeur général du CNTS, le ministère de la santé, dans un communiqué publié lundi 21 octobre, a estimé qu' ail ne faut pas crèer un climat d'affolement dans la population », car e fort heureusement, les consequences d'éventuelles infections par le virus de l'hépatite n'ont rien à voir en gra-vité avec celles causées par le virus

La France, ajoute le communi-qué, a été « le premier pays au monde à mettre en place le dépis-tage de l'hépatite. C». « Toutes les propositions faites par le CNTS en 1989 pour renforcer la sécurité transfusionnelle on été appliquées ou l'étaient déjà», ajonte le minis-



Le professeur Roux, immédiatement après avoir pris connaissance de sou ineulpation, e estimé celle-ci « parfaitement lnadmissi-ble » et destinée à « couvrir la responsabilité des ministres ». e En face du drame des hémophiles contaminés dès les années 1983 et les années suivantes, j'ai pris les décisions et fait au gouvernement les propositions qui relevaient de mes responsabilités de Directeur général de la santé», indique-t-il dans un communiqué transmis par les sains du Perti communiste dont il est membre du comité central. Il ajoute que «s'agissant du dépistage systématique du sida chez les donneurs de sang et de l'inactivation du virus par chauf fage des produits sanguins, (il) s'est. heurlé en permanence aux minis-tères qui avaient le pouvoir de déci-der et qui refusaient de donner les moyens financiers pour la mise en grages des dispositions à presulte y curre des dispositions à prendre ».

### «La responsabilité des ministres»

Il conclut que « le premier ministre, M. Laurent Fabius, le ministre des affaires sociales, Mª Georgina Dufotx et le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, ont retardé censément la signature des textes nécessaires. Je ne pense pas avoir, à aucun moment, failli à ma mission de défense de la santé publique et avoir négligé aucun argument pour convaincre de la nécessité et de l'urgence des décisions à prendre, Les conflits perma-nents avec le gouvernement ont d'ailleurs été la cause de mon départ à la fin de l'année 1985. Je considère que mon inculpation est destinée à couvrir la responsabilité des ministres et, en même temps, à jeter un écran de fumée sur les pro-jets de remise en cause du système

pour faire cesser la diffusion du français de transfusinn sangulne: sang contaminé. Ils risquent des Fai la conscience en paix. Il faut sang contaminé. Ils risquent des peines de trois mois à cinq ans de prison et une amende de 360 à l'intérêt des hémophiles et des autres transfusés, dans l'intérêt de autres transfusés, dans l'intérêt de la justice et de la prévention de la santé publique».

Pour sa part, le docteur Netter s'est déclaré e profondément indi-gné» par son inculpation estimant qu'il avait l'onpression d'être «le lampiste». Enfin, dans son com-nuniqué, Ma Charvet estime que ce qui est reproché enjourd'hui eu docteur Garretta, c'est e la mise en œuvre de décisions prises, le plus dizaines de responsables impliquès dans la politique transfusionnelle et autant que lui concernés. Il ne peut que prendre acte de cette décision et considère que seule la comparution dans les mêmes conditions de l'ensemble des personnes concernées permettrait un réel débat ». Le docteur Garretta réaffirme par aillears «être solidaire des décisions qui ont été prises à l'époque, à par-tir des informations disponibles et

dans leur contexte ». Au nom de l'Association fran-caise des hémophiles, M. Francis Graeve, président d'houneur de l'association et aucien préfet, a déclaré à l'AFP qu'il était e norsoit pas le seul inculpé, ell s'agia d'une affaire criminelle et les responsabilités concernant l'année 1985 sont accablantes », estime-t-il.

Au cours du Club de la Presse d'Europe 1, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, e demandé que l'on recherche e les responsabi-lités à tous les niveaux, médical, administratif ou politique, sans s'arrêter». Quent à M. Pierre. il e effirmé luudi 21 octobre l'Etat et les compagnies d'assurances concernant l'indemnisation des victimes du sida après une contamination sanguine devait être mise en place « sans délai ».

## Une nouvelle dimension

par Franck Nouchi et Jean-Yves Nau

PRONONCÉES eu terme d'une longue instruction, les incullongue instruction, les incul-pations des trois principaux res-ponsables administratifs en placa en 1985 conferent une nouvelle dimension à l'affaire des hémophiles contaminés par le virus du side. Et si ces inculpations ne préjugent en rien de futures décisions de justice, elles n'en accroissent pes moins l'impression que ce drame pourrait prendre la dimen-sion d'un scandale. Si tel était le cas, où devrait-on situer les res-La longue et complexe enquête

judicieire indispensable à la recherche de la vérité a suivi l'action entreprise Il y e plueleurs années par un petit groupe de victimes réunies au sein de l'association des polytransfusés. Commencée dens le slience de l'instruction, elle e, ces demiers mois, et plus encore ces demières semaines, coîncidé avec la révélation par la presse de nouveaux documents, de nouvelles mises en cause. C'est dans ce contexte que le docteur Michel Garratta avait démissionné en juin demier des fonctions qu'il occupait à la tête du Centre national de transfusion sanguine depuis 1984.

La «volonté de transparence» exprimée tardivement per le gou-

vernement n'aura fait que précipiter les événements. La transmission à le justice du repport incomplet - demandé à M. Michel Lucas, ehef de l'Inspection générala des affaires sociales, aura-telle influé sur les décisions de Mrs Sabine Foulon, juge d'instruction? En toute hypothèse, la publication de ce document devait permettre de disposer de nouveaux éléments mettent mieux en lumière l'étendue des responsabilités, y compris politiques.

L'engrenage dès lors était en place. Ainsi a'explique que le docteur Robert Netter ait aujourd'hui le sentiment de jouer le rôle du « lampiste ». Et, de le même manière, que le professeur Jacques Roux, membre du comité central du PCF, puisse juger son inculpation einadmissible » et souligner les responsabilités, à ses yeux, du premier minietre de l'époque, M. Laurent Fablus, de M- Georgina Dufoix, (ministre des affaires sociales) et de M. Pierre Bérégovoy (ministre de l'écono-

Poarra-t-on fixer la limite des responsebilités à cet échelon intermédiaire entre médecins prescripteure et respansables palitiaues?

## **EN BREF**

Une interdiction provisoire a été prononcée à l'encontre de conseil de l'ordre, réuni lundi 21 octobre en séance extraordinaire et en formation disciplinaire. L'interdiction provisoire e été décidée en raison « de faits gravement répréen mison we fuit par une expertise précèdemment ordonnée par le conseil de l'ordre», précise an communiqué de l'ordre des avocats. Un comité d'administrateurs a été désigné pour assurer la gestion du cabi-net de M. Bernier.

large de Boulogne-sur-Mer. - Unc importante quantité de résine de cannabis a été saisie dans la nuit M. Robert Bernier, bâtonnier de du dimanche 20 au lundi 21 octol'ordre des avocats de Dijon, par le bre à bord d'un cargo allemand au large de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). La quantité de stupéfiants einsi saisie serait de 10 à 15 tonnes. Le Tamito a été arrai-sonné alors qu'il remontait le chenal de la mer du Nord vers l'Allemegue, selon la directiau di nord vers l'Allemans, septimembres de l'équipage, composé de Britanniques, d'Allemands, de Françàis, de Néerlandais et de Yougoslaves, ant été interpellés.

Louis Mermaz, qui exerce la sij».

M. Louis Mermaz, qui exerce la sij».

Télevage, n'a pas tardé à réagir à sur les ventes de yearlings dans le l'activa judiciaire en cours en monde entier», le Syndicat des éleveus et le PDG de l'Agence français, de Néerlandais et de la dressant à ses services, le veurs et le PDG de l'Agence français, de Néerlandais et de l'activa judiciaire en cours en monde entier», le Syndicat des éleveus et le PDG de l'Agence français, de Néerlandais et de l'activa judiciaire en cours en monde entier», le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier», le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier», le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier», le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa judiciaire en cours en monde entier », le Syndicat des éleveus et l'activa et l'activa de l'activa et l'activa et l'activa et l'activa et l'activa et l'activa et l'activa et

**JUSTICE** 

Le réquisitoire au procès Chaumet

## Des peines d'emprisonnement ont été requises contre les joailliers faillis

Cinq ens d'emprisonnement, dont trois avec sursis, ont été requis, lundi 21 octobre, contre le joaillier failli Jacques Chaumet per le substitut général Christien Mellattée devant la 11. chambre du tribunal correctionnel de Paris, Trois ans, dont deux avec surais, ont été requis contre son frère Pierre. Si le tribunal suit le parquet, les frères Chaumet pourraient donc théori-

quement retourner en prison. Les échenges à mi-voix, les demi-avenx susurrés, la sourdine du bon ton ont volé en éclats. On s'était assoupi devant un feuilleton presque aimable. On s'est réveillés devant un tribunal correctionnel qui juge des délinquants. Ils ont, les Cheumet, ruiné de simples vies. Comme tous ceux qui s'as-seoient sur les mêmes bancs de bois, ils ont semé le malbeur, menti, trompé, méprisé des vic-times, qui n'étaient pas toutes des habituées de la chronique mondaine et n'ant pas toutes aussi aisément rebondi que la princesse de Beauvan-Creon, le eber confière Reza ou le roi du Maroc.

Déjà la semaine dernière, quel-ques parties civiles avaient rappelé comment certains perdirent dans la faillite toute une vie de travail. On cita l'exemple d'une comécontrainte à cet âge de travailler encore, après que, sur les conseils de M. Puel de Lobel, coinculpé, elle eut vendu tous ses biens pour prêter aux Chaumet. Moins dramatiques certes, des lettres furent lues à l'audience, qui expliquent l'achamement dont a paru faire preuve M. Alexandre Reza, justement : les Chanmet n'étaient certes pas des tendres pour leurs confrères plus récemment apparus sur la place, n'hésitant apparen-ment pas à manœuvrer pour faire interdire eux concurrents potenticis l'accès à le Biennale des anti-

quaires de Paris. Mais ce u'était rien. Il restait mais de n'etant nent in restant aux Chanmet à s'enteudre jeter leurs vérités à le figure de le bouche du substitut général Mel-latiée. Ce fut feit méthodique-ment, en fil d'un réquisitoire qui

commença par fustiger leur e aveu-glement», pour continuer par leurs giement », pour continuer par leurs « manæuvres, leurs mises en scène, leurs machinations », et terminer par ce qui fut « méprisable et ignoble » : avoir reçu certaines sommes « sur le tard, jusqu'à un mois de leur faillite, en sachant qu'ils ne pourraient jamais les rembourser ».

Sous l'orage, les Chaumet restè-rent silencieux et impéuétrables. Tout au long de leur procès-fleuve, ils s'étaient d'ailleurs montrés figés, impassibles, répondant sans zèle, à mots comptés, aux ques-tions posées et à elles seules. Etait-ce le silence du remords? Le substitut général sembla en douter, qui regretta de n'evoir pes entendu ele moindre mot de regret

à l'égard des victimes ». e Leurs explications ont pris un tour presque mondain, remarque-t-il. On a eu l'impression qu'ils se justifiaient comme des chefs d'entreprise en difficulté, qu'ils se sentaient étrangers à leurs turpinules, Comme si tous ces délits s'étaient commis en debare d'eux Orand commis en dehors d'eux. Quand leurs affaires ne vont plus, c'est la faute au destin. Pourtant, les Boucheron, Van Cleef et autres joail-liers prestigieux, qui ont du aussi avoir leurs difficultés, on ne les a pas vus devant le tribunal correc-tionnel, eux. De qui se moque-

### Accablantes révélations

ques accablantes révélations du substitut général : tons deux, la semaine dernière, avaient assuré au tribunal se verser des salaires d'environ soixante 10 0000 francs par personne et par mois. En fait, M. Mellottée révéla que pour l'anen incluant les primes et avantages divers, multiplier ce ebiffre par trois pour approcher de la vérité. « C'est correct, ironisa-t-il, pour les dirigeants d'une société dont les créanciers sont spoliés.»

« Pierre Chaumet, conclut le substitut général, vous avez tout approuvé, tout laissé faire, et tout fait vous aussi. Mais vous accompagnez votre frère un pas derrière : je requiers trois ans d'emprisonne-ment, dont deux avec sursis, un

« C'est vous le plus coupable car, disons-le, c'est vous le plus intelligent. Par quel nveuglement d'or-gueil nvez-vous pu tendre toute votre intelligence vers la commis-sion de ces invraisemblobles délits? A cause de vous, aujourd'hui, pour beaucoup de gens, bijoutier est synonyme d'escroc. Vous avez tout détruit, tout trahi, tout sali.» Et de requérir cinq ens d'emprisonnement, dont trois avec sursis, 1 mil-lion d'amende et vingt ans de fail-

Les complices, eux, avaient eu droit à des réquisitions nuancées. Clémentes pour les trois anciens employés de la joaillerie, Jacques Perruchon de Brochard, Guy Bertrand de Puyraimond et Guy Thion de la Chaume, dont «la marge de manœuvre était nssez étroite » : pour chacun d'entre eux, deux à six mois d'emprisonnement avec sursis et 50'000 francs d'amende. Plus sévères pour Ray-mond Puel de Lobel, le publici-taire qui attira encore des prêteurs chez Chaumet plusieurs mois après evoir lui-même saldé son propre compte : un an avec sursis

et 200 000 F d'amende. Plus rigoureuses eucore paur l'avocat cannois Gérard Benau, autre pourvoyeur des Chaumet : deux ans avec sursis et 300 000 mille francs d'amende. Enfin, dix-huit mois evec sursis et 60 000 francs d'amende ant été requis contre Cleude Opresco, employé de la Banque régionale de l'Ouest, accusé d'avoir détourné vers la joailletie des fonds de ses

La défense, qui devait s'exprimer mardi et mercredi, jugera sans aucun doute ces réquisitions sévères. Le substitut général, dans son adresse finale au tribunal, l'a volontiers reconnu, et en a livré sans mystère la raison : «Même si ce n'est pas l'usage, transportez-vous un instant au niveau inférieur, à ces chambres où l'on juge la délinquance ordinnire, a-t-il lancé. Nous summes tous respunsables d'une certaine morale commerciale. De voire jugement dépend la crédi-bilité de la justice tout entière.»

DANIEL SCHNEIDERMANN

Le monde hippique face au dopage

## Six autres inculpations d'entraîneurs de chevaux de courses à Chantilly

auraes ont été inculpés d'einfractions à la législation sur les substances vénéneuses et interdites», le 15 octobre, par M- Catherine Semet, juge d'instruction au tribunal de Senlis (Oise). Cette nouvelle vague d'inculpations confirme le ministère de l'agriculture, eutorité de tutelle, dans sa volonté d'améliorer et les contrôles entidopage et le trensperence en cette

Cette nouvelle série d'inculpa-tions succède à celle qui a touché, cet été, une dizaine de pharma-ciens et d'entraîneurs appartenant eu Gotha des courses de galop et de l'élevage des pur-sang (le Monde du 4 septembre). Tous les entraîneurs se voient reprocher par la instica d'avair utilisé, sans ordounence, des médicements interdits ou des produits dopants. Ils ons été inculpés d'« infractions à la législation sur les substances vénéneuses et interdites ».

S'agissant de M. François Bou-tiu, entraîne ar des écuries de MM. Stavros Niarchos, armateur gree milliardaire, et Jeen-Lne Legardère, PDG du groupe Hachette, l'inculpation succède logiquement oux réquisitions prises à son égard, fin eoût, par le par-quet de Chantilly. Membre émi-nent du comité du Syndicat des entranieurs, M. Jacques de Chevi-eny est une personnalité célèbre parmi les inculpés, qui comptent aussi MM. Erwan Charpy, Arnaud de Moussac, Jean-Yves Artu, et Philippe Laloum.

Le ministre de l'agriculture,

Six entraîneurs de chevaux de contre le dopage ». Objectifs fixés par le ministre : «Assurer une plus grande transparence» et « adapter si nécessaire certaines dispositions existantes.»

### « Code de bonne conduite»

Au cabinet du ministre de l'egriculture, on explique qu'il s'agira de préciser un « code de bonne conduite ». Il est notamment envisagé de créer un livret sanitaire sur lequel seraient inscrits tous les traitements vétérinaires administrés à chaque cheval. Il est aussi question de promouvoir l'applica-tion au cheval de courses de la loi Bambuck, adoptée le 28 juin 1989 pour lutter contre le dopage. Mais le décret d'application de cette loi aux chevaux de courses n'a pas encore été pris, commente-t-on du coté du ministère de la jeunesse et des sparts. Autent dire que les autorités de tutelle sont désireuses d'aller beaucoup plus loin dans l'amélioration des contrôles anti-dopage. Une table ronde réunis-sant les responsables des courses concernés sera organisée, le 25 octobre, sous l'égide du minis-tère de l'agriculture. Professionnels dn monde des conrses, vétérian monde des conrises, veteri-naires, juristes et scientifiques se sont déjà penchés, le 27 septembre à Laval, sur «le contrôle antido-page chez le cheval». Après cette réunion, le secrétaire général de la Fédération nationale des sociétés de canrses, M. Gilles Delloye, estime que «si le prix à payer pour améliorer noire image de marque, c'est de renoncer totale-ment à l'usage des anabolisants – avant, pendant et après les courses – nous le ferons, pour ne plus être suspectés d'en faire un usage abu-

pur-sang à Deauville) ont fait connaître, fin septembre, une décision qui marque, elle eussi, un changement de cap important. Les deux organismes ont annoncé l'institution, dès 1992, d'un « contrôle systématique des animaux présentés dans les ventes françaises, concernant les produits anabolisants ». Ce qui traduit, ajoutent-ils, la volonté d'instaurer « une éinpe décisive dans l'instauration d'une image nouvelle des courses et de l'élevage » et « d'organiser une vérirenouveau de notre institution ».

**ERICH INCIYAN** 



## L'Europe des cinéastes

Des réalisateurs de toute l'Europe réunis pour défendre la liberté de création

BEAUNE de notre envoyé spécial

Prestigiouse affluence de cinéastes en Bourg, gne, du 17 au 21 octo-bre : sous les auspices de l'ARP se deroulzient les premières journées confunctographiques de Beaune, aux-quelles étaient ronviés des réalisa-teurs de toute l'Europe, et des représentants officiels des Etats representants officiels des Etatsconcernés, de Bruxelles et de Strasbourg. Créée, à l'initiative de
Claude Berri, pour défendre les
iotérêts des réalisateurs-producteurs
- ce que sont aujourd'hui la plupart
des cinéastes français, - FARP est
aujourd'hui un groupe de pression
actif sous la houlette de son «stratège» Pascal Rogard, délégué général.

Annaud, Chatilliez, Jugnot, Lelouth, Miller, Oury, Rappeneau, Tavarnier Varda, Zidi et une trentaine d'autres (avec Depardieu en guret star) ont accueilli quarante-cinq réalisateurs de vingt-quatre nationalités européennes. Dans les cuves de Bourgogne, bien sûr, mais cussi lors d'une série de colloques qui se révélérant plus fertiles que ne le sont habituellement les réunions de ce genre. Appuyé sur la relative bonne santé de leur cinématographie. les Français ont souvent tendance à donner des leçons à leurs collègues. Ils ont cette fois surtout

Et les multiples témoignages sur les relations avec la télévision, la langue de tournage des films et leur diffusion en version originale ou scus-titrée, le statut de l'auteur ou l'essor de la vidéo, ont décrit des

L'Italie à Annecy

ANNECY

de notre correspondant

cinéma italien d'Aonecy, qui se sont terminées dimanche 20 octo-

bre, ont censacré Condominio de

Felice Farina, Condominio pour-

rait se traduire par Chronique

ne pas y toucher, le film aborde

avec frooie et émotion les

constantes du quotidien banlieu-sard la solitude, l'éloignement du

pays la délinquance, la pauvreté, la méliance à l'égard de la société bien installée et de ses services

publics L'amour s'y noue aussi

tendrement qu'il se défait cruelle ment, dens cet univers peu fait

« Condominio nous a favorable-

meat impressionnét par sa construction et le plaisir qu'a pris Felice Farina à le tourner », a

déclaré la présidente du jury. C'est une opinion partagée par un grand

combre de participaots, puisque le

film a reçu le prix du public et celui du CICAE (Art et Essai). Les

autres récompenses sont allèes à

Anionio Falduto pour Intelore Celler (prix special du jury) et à Fabio Carpi pour l'ensemble de son travail. Hors compétition. Ciusappe De Santis invité d'hon-

tégrale de son œnvre, a reçu l'hommage de la ville d'Aanecy

ju festival qui a projeté l'in-

peur les contes de fée.

1

Les neuvièmes Rencontres du

rapports de force variables, même si la toute-pnissance hellywoodienne dessinait sa menace dans la plupart des interventions, même si le souci de préserver la diversité de création formait le socia commun de préserve formait le socie commun des préoc-

Décrivant le vide réglementaire qui a succèdé aux lois répressives dans leur pays, les cinéastes des pays de l'Est out trouvé à Beaune des propositions d'aides pour l'élaboration de nouveaux cadres juridiques, tandis que dans les couloirs se promiter des proposites. ques, tandas que dans les coulons se nousient des projets de coproduction. Des Aoglais décrivant les ruines de leur cinéma livré aox seules lois du marché par Mª Thatcher et qui trouvent teur principal soutien daos les télévisions, aux Néerlandais ou aux Autricbiens qui se plaignent de subir les exigences de ces chaînes, alors que les Beloes ou les Espagnols déplorent cu contraire leur manque d'investissement, une image contrastée, mais relativement complète, se dessinant

### Une évolution stratégique

En apostrophant directement M. Doudelinger, commissaire caropéen chargé de la communication et de l'audiovisuel, pour obtenir des assurances sur des points précis. Claude Berri donnait aux cinéastes change peri donnan sux cheaste de force que peut instaurer une profession vis-à-vis des décideurs politiques – et, en marge des débats. Pascal Rogard annonçait airsi l'in-

Croc-Blane est d'abord un livre,

l'histoire d'un loup de l'Alaska et de

ses rapports avec les buncairs, aux-

quels il finit par s'identifici. c'est

une histoire triste. Il est la méta-

phore de Jack London, aveaturier et

écrivain social, auteur de ce chef-d'œuvre sauvage et onirique, donc difficile – siooo impossible - à

reprisenter. Pourtant, régulièrement,

au mement de quelque vacances,

sort un film qui s'appelle Croc-Blane Celui de Randal Kleiser est le

quatrième, et dans la zone nord

vont biemôt commencer les congès de la Toussaint.

exotiques, et ne parle jamais · direc-

tement - de sexe Jack London est

classe «pour enfants» - en matinée, les salles parisiennes projettent le

film en version française. On le lit beaucoup, c'est vrai, pendant la pra-adolescence, l'âge de tous les tour-ments, des pulsions les plus vio-

lentes. Croc-Blane n'est pas Lassie, ce que semblent oublier les diffé-

rents cinéastes qui ont donné son nom à leur film.

Parce qu'il promène ses lecteurs dans des paysages très lointains, parce qu'il raconte des aventures

CROC-BLANC

dei Randal Kleiser

**ARCHITECTURE** 

d'Etat, pour n'avoir pas imposé à

M6 le respect de ses engagements en matière de quotas. Position

offensive il est vrai, facilitée par le

soutien quasi constant d'un ministre

de la culture et d'un Centre du

cinéma que les participants étran-gers ont en grand nombre déclaré envier aux Français.

Les participants des Rencontres devaieot adopter une résolution

demandant que la culture soit inté-grée au traité de Rome, afin que les responsables de Bruxelles ne puis-

sent plus traiter les films comme une marchandise ordinaire. Au-dela de l'appel à la création de salles réservées à l'exploitation de films européens en version originale et à

la mise en place d'un organisme de promotion internationale de ces

mêmes films. !'«appel de Beaune» traduisait une evolution stratégique - ici aussi synchrone de la position de la Rue de Valois.

Après avoir beaucoup ferraillé

pour chercher des alliés dans d'au-tres pays afm d'obtenir une régle-

mentation plus favorable de la CEE,

il s'agit plutôt de s'adresser directement à Bruxelles pour que les déci-sions prises « redescendent » dans

différentes capitales oationales hos-tiles ou indifférentes à la protection

de leur cioematographie. En filigrane se dessinait ainsi la oécessité de constituer une grande puissance

cain, fante de quoi la résistance

française o'aurait été ou'un barouc

dents. On y voit-une louve se sacri

Indien, puis tombant aux mains

combat, pois récupéré par un autre

orphelin, chercheur d'or celui-là, en

compagnie de Klaus-Maria Bran-

dauer, menoisier illettre et tacitume - il a beau faire, on ne peut pas y croire, et d'ailleurs, il ne se donne

Le dernier des Croc-Blanc, produit

par Walt Disney et approuvé par la SPA, est fair pour rassurer tout le monde : les paysages soot gran-dieses, les gens meurent hors champ.

les yeux des loups phosphorescents dans la nuit sont impressionnants,

les péripéties bien calculées pour

qu'on n'ait pas le temps de s'en-niver. Les combats de chiens sont

filmés dans un ralenti qui les trans-

forme en curieuse danse amoureuse, les méchants qui ont des têtes de

mechants, sout punis. Its out acusei-gué la haine» au loup, qui, sans eux, serait, c'est bien connu, un vrai cha-

ton. A la fin les deux orphelins, l'animal et l'humain, qui ne peuvent plus vivre l'uo sans l'autre, restent ensemble dans leur cabane en plein

milien d'un magnifique paysage éco-logique. Le film ne dit pas s'ils

**COLETTE GODARD** 

pas un mal feu.

**JEAN-MICHEL FRODON** 

face au rouleau compress

Les deux orphelins

Quatrième version du chef-d'œuvre de Jack London

## Haussmann le castor impérial

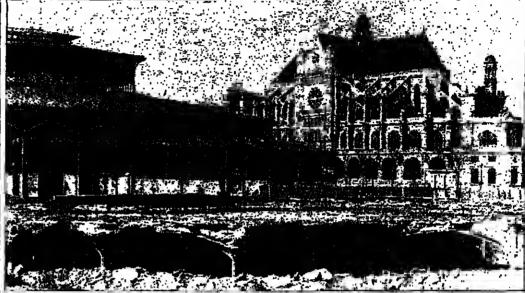
Malgré tout, eela vaut mienx que rien, et rendons grâces à l'Ar-senal de célébrer cet anniversaire de la disperition d'Haussmenn qu'on aurait ettendu à Orsay (!). L'ouvrige de Jean des Cars et Pierre Pinon restitue, au contraire, le tout et le détail de l'immense épopée qui, sous la main sans fai-blesse du préfet, conduit à trans-former profoodément la capitale

d'éclairage, de mobilier urbeio,

plus à la ville d'antan, si large-meot médiévale eocore par ses meot medievale eccore par sea rues étroites, ses coupe-gorge, ses cloaques. C'est déjà le Ville lumière. Et c'est aussi, masquant ses cicatrices, un nouveau Paris qui s'impose, où alterneut quar-tiers de pierre franche et bour-geoise et villages indolents, quar-

livre publié sous la direction de Françoise Hamon et Charles Mac-Callum. Une trace qui est aussi uoe sorte de préfece au même Haussmann, en ce que Visconti, néoclassique à l'origine, évolue, de pompes en circonstances, jusqu'à donner la matrice stylistique d'une bonne part de l'architecture hauss-

La moirie du dix-neuvième La metrie du dix-neuvieme arrondissement a croisé elle aussi l'époèe des transformations de Paris, avec une exposition charmante, toujours gentiment bricolée, et qui reste dotée – encore d'un beau catalogue aur les Folies, Tivolis et autractions, autremeot dit sur tout ce que les friches, ban-



Les Halles (1854-1870) de Baltard en 1972, avant leur destruction :

pour lui donner un visuge dont même les sinistres balafres de l'après-guerre (le massacre du trei-zième arroodissmeot, la destruction des Halles, etc.) n'auront pu véritablement altérer la beauté. Une beanté raide et compassée. sans doute, mais certainement lumineuse, et où l'on perçoit, eu-delà de l'immensité des travaux engagés, l'idée d'oo bien public qui dépasse de très loin la seule tier pour porter à manger à son petil. Et le petit, devenu orphelin s'en aller tout seul dans la neige. On le retrouve » chien » de traîneau d'un gloire d'un souverain.

### Dix-sept années de chantier

D'ailleurs, parle-t-on de Napoléon III lorsqo'on évoque les trans-formations de Paris, de ce Napoléon le Petit qui, pourtant, avait tracé de sa propre main l'essentiel des grands travaux de son règne? C'est le nom d'Haussmano qui revient pour définir les dix-sept aonées de chaotier que conout aonées de chaotier que eonout
Paris, de 1853 à 1870, Jusqu'à
masquer l'œuvre de ses prédécesseurs, les préfets Chabrol et Rambuteau, ou celle de ses successeurs,
qoi, il est vrai, n'eurrent guêre
d'autre choix que de poursuivre
ou achever les percées et projets
du baron. Et jusqu'à rassembler
sous son seul bicorne le travail
d'une pléfade d'architectes, d'ingénieurs, de techniciens de tout poil. nieurs, de techniciens de tout poil. C'est miracle si les noms d'Alphand (les Buttes-Chaumont), ou de Baltard (feu les pavillons des Halles) n'ont pas rejoint dans la torpeur de la mémoire collective Deschamps, Michal on Belgrand, les autres bras droits on gauches de Siva-Haussmann, dieu de la destruction... donc de la construc-

Cette célébration centenaire permet ainsi de faire renaître et de réorganiser le tout et le détail de ce haut moment dans l'histoire de l'urbanisme. Les mécanismes financiers, en premier lieu, sans lesquels rien n'aurait été possible : l'endettement certes, mais surtout l'investissement, le pari sur l'ave-nir, avec un corollaire rassurant, si nir, avec un corollaire rassurant, si l'oo peot dire. Haossmeno, en effet, qui permit tant d'opérations immobilières, qui engendra tant d'affairisme et de spéculation, se comporta lui-méme, sur le plan financier nu moins, de façon tout à fait régulière. Rien à voir avec le portrait-chorge qu'eo fait Zola dans Au Bonheur des Dames sous les traits du bayon Hartmann. Zola qui charge l'homme, Zola qui charge l'homme, Zola qui décrit l'eofer des travanx incessants lour et nuit, mais Zola eussi sants, jour et nuit, mais Zola eussi qui reconnaît l'importance des

### Une formidable infrastructure

Car en plus des avenues tracées, qui fondent un modèle internatio-cal d'urbanisme (avec ses qualités et ses insuffisances), en plus des modèles architecturaux qui vont définir pour longtemps l'allure moyenne de l'immeuble parisien, en plus des grandes réalisations, comme l'Opéra de Garnier, ou d'iostitutions aussi diverses que des églises, des prisoos, des casernes, des théâtres. Haussmann et son équipé, vont donner à Paris une formidable infrastructure de canaox de réservoirs, d'égoots,

tiers nches et quartiers d'artisans. | lieues ou jardios de la capitale Le nom d'Haussmann va alors euront pu produire d'attractions et passer eu purgatoire. On voue le démolisseur eux gémooies, oo oublie le constructeur. Puis les fougueux analystes du vingtième siècle assigneront de façon simpliste aux boulevards haussman-niens le rôle de vides sanitaires anti-émeutes, voire de tirs à l'ou-vrier. En fair, si Haussmann a créé «haute».

les conditions urbaines de la répression, il a créé eo même temps celles des manifestations de masse. Qui fait l'œuf, qui fait la

L'exposition Haussmann oe doit pes être prise scole, pour elle-même. Elle doit être l'occasion de visiter et revisiter, ou rez-de-ch sée de l'Arsenal, l'histoire et l'ac-tualité de l'urbanisme et de l'architecture parieiens, eo rupture parfois avec les tracés du baron, plus souvent dans leur prolonge-ment. Les projets et réalisations présentés changent régulièrement, soot expliqués el airement, de façon concise, d'où la fréquenta-tion de plus en plus fidèle du public. Hors l'Arsenal, il y a, en outre, les expositions de la Ville de Paris et de sa délégation à l'ac-tion artistique. Ainsi, voici Louis Visconti, qui meurt en 1853 lorsqu'Haussmann entre en fonctions et qui est oé en 1791.

### Le bicentenaire de Louis Visconti

Ce biceotensire de l'architecte do nouveau Louvre, de tant de fontaines, d'immeubles et de fêtes éphémères est célébre à la mairie du sixième arrondissment. On y trouve des documents spiendides présentés un peu à la va-comme-je-te-pousse, mais auraient-ils trouvé autrement des crédits pour sortir des cartons? Une trace, de ls qualité du cotalogue Hauss-mann, en sera laissée à travers un

d'amusements. C'est l'espace public, éventnellement le jardin public, et ses fonctions qui se défi-nissent ici derrière les jeux, les rires, les cris du peuple ou de la

Et comme nous en sommes trois pas, on jettera un œil dans la rotonde de La Villette, place Stalingrad, qui consacre une boucle émouveote à « La coostruction privée à Paris de 1876 à 1899 ». C'est après Haussmann, ca o'est plus Haussmann, mais ça reste

## FRÉDÉRIC EDELMANN

(t) Le Musée d'Orsay a cependant organisé un cycle de conférences et, le 19 octobre, un débat sur «l'ailisation des concepts baussmanniens dans la ville actuelle» précède par la projection du film Paris, noman d'une ville, de Stan Neumann (conseiller : François Loyer), diffusé prochainement sur la SEPT.

pavillon da l'Araanal, 21, bd Morland, 75004 Parle, Tél.: 42-76-33-97. Jusqu'su 5 janvier 1992. L'ouvraga, qui porte le même titre, est publié sous la direction de Jean des Cars et Plerre Pinon, avec la collabora-tion de nombreux spécialistes. Editions Picard, 368 p., 320 F.

➤ » Louis Visconti », mairie du sodème arrondissment. Jusqu'au 10 novembre. L'ouvrage corres-pondant est publié par la délé-gation artistiqua à la Ville de Paris. 268 p. 290 F.

> Folies, Tivotie et attractions s, per Gillas-Antoina Langiois, Ed. DAAVP, 216 p. 240 F.

Paris » 1876-1899. Rotonde de La Villette, place de Stalingrad. Jusqu'au 17 novembre.

## Hormis la musique omniprésente, sirupeuse, imutile, celui de Randal Kleiser n'est pas pire que les précé-GÉRARD DEL RIC

## ARNOLD SCHOENBERG Gurrelieder

Margaret Price. Reinhild Runkel, Gary Lakes, Falk Struckmann, Hans Hotter

Kent Nagano

direction. Orchestre da l'Opéra da Lyon Orchestre Philharmonique de Montpellier

> Miroslav Kosler Chœur de la Radio de Prague

Chœur d'hommas da Prague

Stanislav Bogunia Coproduction Opéra de Lyon/

Orchestre Philharmonique de Montpelller

9 novembre 20 h 30

40 28 28 40

MARKE OF PAPIS

e Céline Samie, pensionnaire de la conédie-Française. - La comédienne Céline Samie, élève stagiaire à la Comédie-Française denuis avril 1990. n été engagée comme pensionnaire Formée au Conservatoire national supérieur d'art dramatique à Paris, Céline Samie a notemment joué dans les Médecins de Molière, mis en scène par Diario Fo. Elle est la fille de Catherine Samie, doyen de la Comédie-Française.



23 ET 25 OCTOBRE QUATUOR **TAKACS** 

Intégrale des Quatuors de Bartók

prix 75 F les 2 concerts 120 F au lieu de 150 F LOC 42 74 22 77 2 PL DU CHATELET PARIS 4º

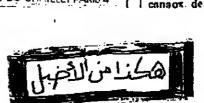
## Une école d'art au Fresnoy

Une ambitieuse école supérieure d'art doit être instellée au Frasnoy, sur la commune de Tourcoing (Nord). Cet anelsn centre de loisira populeires (menègea, cinéme, deneing, piscine) est fermé depuis les années 70. La région Nord-Pas-de-Calais et le ministère de la culture ont décidé d'y loger « un centre artistique et audiovi suel de formation, de producsion ». Le président de l'association da préfiguration est M. Michal Delebarre, ministre de la ville et vice-président du conseil régional,

Un concours d'architecture a été lancé. A l'issue d'un premier tour, deux équipes restent en pista : celle de Bernard Tschumi (le parc de La Villette) et celle de Pierre Du Besset et Dominique Lyon (l'immeuble du Monde, sue Falguière). Le leurégt sera désigné en décembre. L'essociation a également missur pied une manifestation

« Laa erta étonnants » - au cours de lequelle, jusqu'au 23 octobre, le public est convié à voir des « œuvres mutantes», à le croisée du epactacle, des arts plastiques, de l'écriture et de la musique, le tout relevé d'une solide pincée de technologie. Mett Mullicen trafiqua las

imagas de synthèse jusqu'ici utilisées par les scientifiques et les pilotes de chsese; Alein Fleischer présente ses écrans aléstolres ; Stephen Teylor Woodrow tente de « court-circuiter l'art officiel» à partir de peintures vivantes → ; Denial Harvey - dont les œuvres ont souvent été utilisées per Peter Greenawsy - et Heather Ackroyd proposent des sculp-tures végétales. La future école du Fresnoy e pour ambition de former demein ces «jongleurs de l'invention plastique et audiovisuelle ).



## Jambes à leur cou dans la prairie

Chez Gilles Bouillon, Labiche retrouve la force du mouvement

patinoire et le parcours du combat-tant», dit Gilles Bouillon.

tanto, dit Calles Boullon.

La vitesse o'est pas quelque chose d'abstrait. C'est, par exemple, le battement du cœur. Ou le tie tac de la montre (la montre, objet de la seule plaisanterie typique idiote-labichienne de la pièce:

a-Non, ne me rendez pas ma montre, gurdez-ln - Muis elle

punk - Chambas en méforme, - il a confié le rôle principal à Philippe

Uchan, qui nous donne un héros rood et falot sans envergure of révolte. C'est d'autant moins com-préhensible que Vincent, dans la

sième rôle à Patrick Pineau, qui aurait été certainement un Fantasio

efficace et bors convention. Du coup, la pièce manque totalement de rythme, les scènes se succèdent

comme dans un collage sans relief, et les ecteurs font ce qu'ils peu-

vent. François Clavier cabotine

ontregeusement; le conplé Fabienne Trieottet (Elsbeth) et Madeleine Marion (la gouvernante)

nc pent, dens ces conditions, convaincre.

► Juaqu'au 15 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. De 90 F à 120 F. Tél.: 47-21-18-81,

ême distribution, confic no troi-

Un collage sans relief

de notre envoyé spécial

coude ». C'est le mot, proche d'un cri d'extase, de Kleist à la vue d'une marionnette. Illumination : Kleist vient de découvrir le « centre de gravité», comme il dit, de l'ac-teur de théâtre. L'âme de sa dynamique. Son œil s'est errèté eu coude, l'une des articulations du geste. Avant tout la marionnette est une figure en mouvement. Et «figure», ici, c'est eussi bien la silhouette, le corps, que la parole – comme dens « figure de réthorieomme dens « ligure de rethori-que». C'est par ce même joint, anatomique et mental, qu'Antonin Actaud, frappé par le mouvement décomposé du danseur balineis de l'Exposition colooiele, l'imaginera

source d'énergie du drame pur. Saisir la vraie portée du théâtre d'Eugène Labiche, c'est le profiler dans la grande eventure d'une drameturgie du mouvement. Le meturgie du mouvement. Le conse-poursuite du Chnpenu de paille d'Italie, les percuteurs déclenchés par le quiproquo et le coquel'ane des vaudevilles, tout cela n'est chez Labiche que l'élan idéal du geste, le signe de vie. Débloquer l'inanimé. Un versant de l'ert de Labiche peut être marqué par des verbes commençent par « dé » : dégourdir, débusquer, dépanner, dégourdir, débusquer, dépanner, décaper, etc. Délivier.

Gilles Bouillon, actuel directeur du Centre dramatique régional de

oux Amondiers de Nonterre

Lugard Commence

The second of the

e de la companya de l

1900 - 19

5-7-2

The state of the s

\*\*\*

And Burnery and

y Miller and Article

in the second

Une œuvre du jeune Musset - il avait viogt-trois ans queed il a

justement, par la jeunesse de son style et celle de ses protagonistes. Fantasio, ou la frénésie d'un jeune

homme criblé de dettes décidé à

l'aventure héroïque pour briser ta

monotonie d'nne vie enchâssée

dans l'ennui et le boisson.

D'étranges et constantes résonances

sur l'état de la jeunesse contempo-raine qui lui donnent un attrait

On était sûr que Jean-Pierre Vin-cent, dans la foulée d'un Scapin

voyou et violent, nous donneraît à

entendre Fantasio dans sa vivacité

et dans son acuité. Hélas! Dans un

décor d'opérette vienooise post-

Tours, s'attache souvent à explorer cet acte essentiel du comédien : le saut de l'inanimé à la vie. Et, comme dans deux arts de mouvement pur, la musique et la danse, il y a sur scène un appel du mouvement poussé à bout, accéléré – comme si l'accélération réamorçait presse de lact, une délicatese de sentiment, qu'il est très difficile d'acculrir, sans ce secours y. comme si l'acceleration réamorçait l'inspiration, l'expiration. A l'allègro vivace, su prestissimo, de la musique, à l'entrechat et aux jetés-bettus de la danse, répond, eu théâtre, une rapidité de réponse du geste et de la parole que relance, notamment, le quiproquo.

C'est pourquoi Gilles Bouillon e souvent mis en scène deux vird'acquérir sans ce secours ».

Le bonheur rare de cette présen tation du Phis heureux des trois tiont qu'à la bonne entente Labiche-Bouillon se joignent deux phénomènes. Primo, le décor de Nathalie Holt: par l'entithèse-accord de couleurs et de substances concrètes, elle édifie un fragment C'est pourquoi Gilles Bouillon e souvent mis en scène deux virtuoses du malentendu, da pseudo: le Shakespeare des Comédies, et Marivaux. Sur sa lancée, il présente eujourd'bni le Plus heureux des vois, l'œuvre souvent tenue pour la plus sensible de Labiche (eu sens d' «émulsion sensible»), en ce qu'il n'y a dans cette pièce, justement, of quiproquo ni course-poursuite à proprement parler, C'est le fond de train en toue libre. A toute vitesse Labiebe « décolle, décontracte, dénoue» l'existence même, par un heurt d'ectes gratuits, « Entre la patinoire et le parcours du combatd'univers surréel, plein, mûr, dont la splendeur fait table rase du ter-restre. Cette construction déconstruit, dénature, dé-situe, si bien que a l'âme dans le coude qui sautait aux yeux de Kleist apparaît ici net-tement détachée. Le sol du théâtre est une prairie,

Vert nature, clair. Non que la pièce ait lieu dehors. Mais telle poésie, tels rappels d'un temps perdu, suscitent la vision d'une prairie. C'est Rimbaud, sa mère seule en l'ab-sence du père : « Madame se tient sence du père: «Madame se tient trop debout dans la prairie, » Dominant l'herbe, un effrootement d'imaginations de visages, d'architectures, dans des rouges de freques de Pompéi, et dans le délire des salles de bal de la Pétersbourg impériale, eo 1900, Les acteurs apparaissent ou disparaissent d'un feaversent ce mensonge. coup, traversent ce mensonge comme les fauves du cirque traver-sent le cerceau de papier, comme l'aoge de Cocteeu traverse les

Secundo: il y e la troupe des comédiens de Gilles Bonillon, qui louait ici, à Tours, ce printemps 1991, la danse sauvage des médecins de Monsieur de Pourceaugnae: Pascale Siméon, Gérard Herdy, Médicia Méller Philippe Car Véronique Müller, Philippe Cara son art personnel, soo ame singulière. Mais ils sont aussi accordes, vifs, entreprenants, qu'un merveil-leux orebestre de chembre, ou qu'un grand quinze de rugby. Acteurs actifs, vintuoses d'exploits.

L'Histoire racontera, éblouie :

a Il étnit une fois, à Tours, un
théâtre qui chauffait terrible. Et le
TGV, quand il ne s'offrait pas un
apprice, metinit Tours à
une heure de Pariss. MICHEL COURNOT

▶ Théâtre Louis-Jouvet, 12 rue Léonard-de-Vinci, mardi, mar-credl, vendredi, samedi à 20 h 30, jeudi à 19 h. jusqu'au 24 octobre. Tél.: 47-64-48-64.

## **NOTES**

**Pour Micheline Presle** 

LA NUIT DE VALOGNES à la Comédie des Champs-Elysées

Un jeune auteur, Eric-Emma-mel Schmitt, nous evait surpris en écrivant pour Niels Arestrup et ses élèves une pièce, Ecrit sur l'eau, totalement atypique et risquée, mise en voix des inquiétudes de l'époque (à l'affiche en Théâtre de la Renaissance). On ettendait donc la Nuit de Valogues — se première pièce Valognes – se première pièce, ehronologiquement – avec une vraie curiosité. D'autant plus que son ambition était énorme : b'vrer un épilogue définitif à Don Juan, sous la forme d'un procès mené par ses victimes.

Première mauvaise surprise : la légèreté de nombreuses répliques, leur ton ouvertement «boulevar-dier», à le feçon, en mienx, d'Anouille. Le sujet est trop grave, trop difficile, trop important pour être traité à si gros traits. Et surtout on ne peut croire que le héros de légende se repente de ses crimes d'amour pour se ranger dans un couple improbable avec une ingénoe...

Seconde mauvaise surprise : le Seconde mauvaise surprise: le ôle de Doo Juan e été confié Mathieu Carrière, qui ne parvient pas une seule fois à justifier le choix du metteur en scène, Jean-Luc Tardieu. Mince, trop mince, ténor léger sans épaisseur, il est «beau», gentil, bien élevé, bref inacceptable dans ce personnage.

Troisième meuveise surprise direction d'acteurs de Jean-Luc Tardieu - qui a par ailleurs ima-giné quelques solutions vraiment réussies dans sa mise en scène, est proche de la correctionnelle. Comment une actrice telle que Danièle Lebrun, si souvent excellecte, peut-elle aiosi eller à le pêche au succès, en clins d'œil appuyés à la limite de la vulgarité que ce justifie pas son rôle de femme légère?

II y a pourtant da ns cette Nuil peu caveloppante une boone oou-velle : la forme irreprochable de Miebelioc Presle. Duehesse eu soir de sa vie, malicieuse et déci-dée, elle mène le jeu evec rigueur et conviction. Elle scule est juste. Meis, étant seule, à ce niveeu d'engagement, elle paraît curieu-sement décalée par rapport à ses camarades, qui ne paraissent à eucun moment cepables de le rejoindre.

Du merdi au vendradi à 21 hnuran. Le namedi è 18 heures et 21 heures. De 100 F à 250 F. Tél. ; 47-20-08-24.

## Un divertissement

réussi

PETER PAN au Casino de Paris

Créée à New-York en 1954 dens unc mise en scène de Jérôme Robbins, le comédie musicale *Peter Pan* est enfin pré-sentée à Paris dans une nouvelle mise en scène d'Alein Mercel. Trente-sept ans et trente millions de spectateurs eprès, la capitale peut s'émerveiller joyeusement des tribuletions drolatiques du héros de légende dans son «pays

Quand oo anra regretté que l'orchestre se réduise en fosse à trois synthétisenrs à tont feire, une batterie, une basse et une guitare qui sonnent par moments comme un orchestre de bal, on dira tout le bien de ce spectacle au rythme tenu et à l'interprétation impeccable. Peter Pan, c'est Febienne Guyon, Cosette des Misérables version Hossein, pas-sée par Une chambre en ville et Cnts, une présence de tous les instents et une graode habileté vocale. Elle chante et elle joue bien. Tout aussi en voix, mais plus retranchée au plan dn jeu, Nethalie Lhermitte est Wendy, la grande sœur puis la jeune mère. Très drôle, et moins en voix, est Bernard Alane, pourtant succulent capitaine Crocbet.

Les décors sont plan-plan, les costumes à l'avecect. Cele o'a aucune importance. La mise en scène est vive et les chorégraphies de Molly Molloy pleines d'esprit. Les enfants hurlent de joie, les parents chanteot à l'uoissoo le grand eir, Je suis un coq, cocorico. Bref, tout le moode est enchanté. Au premier sens du terme.

**OLIVIER SCHMITT** 

Juaqu'au 14 janvier. A dis. A 14 h 15 les mercredia. A 17 heures et 20 h 30 les samedia. A 14 h 15 et 19 h 15 les dimanches. De 125 F à 220 F. Tél.: 49-95-98-98.



CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

• Le Monde • Mercredi 23 octobre 1991 15

Loc. Tél.

**QUATUOR** ALBAN BERG intégrale **Johannes Brahms** 

MARK MORRIS CHAMPS-ELYSÉES DANCE GROUP Dido and 47-20-36-37 14 h à 18 b Aeneas H. PURCELL Loc. Caleses 11 k à 19 h MARK MORRIS Dir. : Marc MINKOWSKI

Ensemble Vocal et Instrumental LES MUSICIENS DU LOUYRE

MURRAY programmes différents les 4, 12 et 18 novembre



RENS. LOC. PLEYEL 45-61-06-30

**Anton Webern** Michael Jarrell **Bernd Alois** Zimmermann Peter Eötvös création française

Ingrid Ade Pierre Strauch

Ensemble Intercontemporain direction Peter Eötvös

28 octobre - 19h L'Auditorium/Châtelet 40 28 28 40

en coproduction avec le Châtelet

## DIAGONALES

intact.

((D) EMANDEZ les pin's l », « Demandez les briquets l ». A l'entracte de Jésus était son nom, les ouvreuses vendent dec breloques à l'effigie du héros de la soirée. Le public du Paleie des congrès pense évidemment aux merchands du temple, contre qui le Christ poussa une dec rares colères de sa vie. Pour prévenir l'objection, l'interprète de Jésus fait mine de chasser lee ouvreuses. La cohérence du spectacle paraît sauve, et le jeu de ecène profite aux ventes de colifichets. Telles som les lois de la communication moderne, sansiblement distinctes de l'enseignement évangélique : péché étalé est doublement pardonné, le simulacre vaut la réalité, et la contradiction renforce le

Si seulement il suffisait de le savoir I Hélas, se méfier de la logique marchende aboutit à y succomber plus aveuglément. A propos des ratonnades d'octobre 1961 danc les rues de Paris, un excellent catholique da mes amis, qui ne plaisante pas evec les droits de la personne mais qui a fait de le lucidité une nouvelle vertu théologale, e cru malin de ricener : « Allons donc i c'est l'auteur d'un livre sur la question qui fait mousser la chose i » Et les deux cents assassinats impunis? *e Peuh I,* dit-il, ravi ; pub d'éditeur, voilà tout!

La publicitá aurait-elle pourn jusqu'eux défiances qu'elle suscite?

C'est l'opinion aombre du cinéaste Wenders, auteur de Jusqu'au bout du monde (sortie le 23 octobre). « Toute la culture visuelle est envahie per la publicité, dit-il. Les images nous VENDENT des choses, elles ne nous montrent plus nen ». (Amenne 2, 20 octobre).

De ce point de vue, les idées suivent le sort des images. Les mots sont déviés et dévoyés au gré des spots. Les « débats » tels qu'ils se multiplient à l'écran et sur la place publique sont aux confrontations d'idées ce que sont à la musique les mozarteries des standards téléphoniques et des ascenseurs : un fond sonore.

La pensée devenue ambiance décoretive : les marchands jouent de cette dérive. Ils sentent bien que le serinage des marques de lessive ou de cosmétiques, nos chères mamana et épouses risquent de s'en lasser. En Europa

## **Marchands** du temple

eoring » haut de gamme. Fiat vole au secours de l'Institut, Paribee se flatte d'inecnre le Bibliothèque nationale parmi ses œuvres de charité, divers champagnes se vantent de faire mousser le « bonne » littérature. Invitations sur papier glacé, escouades d'hôtesses bon genre, badges, oriflammes : la culture n'a jernais été à pareille fête l

Voue êtes contre? C'est que vous êtes brouillé avec votre temps, an retard, mai dans votre peeu, archaiqus. Souriez, que diable l Cela veut tout de même mieux que le goulag, non?

Pardon : j'oubliais que le repoussoir marxiste n'existe plus. Les zélateure de ln si merveil-leuse civilisation du « marché» vont devoir a'en pesser. Car on dit « marché», désormeis, vous avez remarqué? «Capitalisme» rimait trop evec son affreux contraire, le communisme. L'allergie aux « ismes » risquait de nuire au veinqueur sans combat du duel idéologique du siècle. « Marché» vous a un air plus inoffensif. Que redouter d'un mot qui évoque des éventaires de légumes soua le soleil ? Elle est belle, elle est belle ma batavia...

. Combien de temps le « marché » va-t-il survivre à l'autre système, comment l'appelez-vous déià?

Pour lec prophètes qui prolifèrent en cea temps de bascule historique, les jours du gagnant sont aussi comptés que ceux du vaincu. Personne ne voit comment l'idéologie américaine de la repecité, du greed, seuverait l'humanité. Il nous faudra forcément une morale planétaire - pardon : une « éthique », e'est plus chic, D'eprès le théologien Hans Kong (Projet d'éthique planétaire, Seuil), le néo-capitalisme s'écroulera à son tour. La survia de l'espèce supposera la paix entre les religions.

En attendant, le « marché » ee dépêche comme aux Etats-Unis, on commence à voir gleser les budgets des marques vers le « spongens dans le temple des consciences. Il e ef-

force de vendre son semblant de morala sous laquelle se devine le fameux précepte jugé ignoble quand l'edversaire d'hier y recourait (avec moins de malice, il est vrai) : la fin justifie les moyens.

Comment contrecarrer cette «ingérence» evant liquidation et inventaire? Au fait, on e du mal, depuis quelque tempe, evec ce mot bizarre d'«ingérence». Tantôt le loi le donne pour un délit; tantôt, nos humanitaires voudraient en faire un devoir opposable à tous les gouvernants, démunie de préférence. Peuvres auteurs de dictionnaires l

A qui noue en prendre pour rester propriétaires de nos pensées, de nos émotions?

Pulsque le « marché » n'est qu'une pratiqua sans fondateur ni doctrine, puisqu'il n'ast plus contesté faute de concurrent, et qu'il récupère d'avance toute rébellion, peut-être ne reste-t-il qu'à lutter chacun pour soi, en bout de chaîne, contre ses effets les plus visibles at les plue salissants

Avec les moyens frêles des cetacombes, des illuminés de le désaliénation prônant le boycott individuel des nutocollants, des démarchages à domicile, des cadeaux mensongers, des entractes de cinéma, des fournitures scolaires affermées et autres vêtements-tracts. lle euggèrent divers trucs pour échapper aux affiches lancinentes du métro, aux spots télévieée, à leure imitationa sol-disant rédactionnelles, aux injonctions partout tapies...

Ce progremme e de quol faire eourire les marchanda, par son ingénuité minuscule et désarméa. Maie, après tout, le mouvement écologiste a commencé ainsi. C'est d'une autre forme de pollution qu'il e'agit, celle des âmes. L'avenir dépend de notre intégrité mantale, autant que de le sauvegarde de l'environnement.

J'al eu vant qu'une poignée de rebelles conscients de ces menaces avalent déja pris le maquis de la dignité. Si vous désirez connaître leurs enelyses, leurs recettes, ou leur faire connaître les vôtres, vous pouvez vous adresser au Publiphobe, 56 bis, rue Escudier, 92100 Boulogne-sur-Seine.

Ce sera peut-être grace à eux si ln culture cesse de conforter, comme elle l'a fait si souvent, ce qui la nie.

## THEATRE DE LA RENAISSANCE

20, bd Saint-Martin 75010 PARIS (Mº Strasbourg-St-Denis)

**"ECRIT SUR L'EAU"** 

Niels ARESTRUP

10 DERNIERES

Un peintre doit représenter des hommes, de la naissance à la mort, privilège ou malédiction ? Depuis des millénaires, il tente d'atteindre l'harmonie. DIEU attend.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Se Monde ARTS et SPECTACLES

Nons publions désormais le mardi les films qui seront

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi

qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Specta-

à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.

cles » du mercredi (daté jeudi).

betta, 20- (46-38-10-96).

Pavois, 15- (45-54-46-85),

95-40).

(43-37-57-47).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.): Elysées Lincoln, 8 (43-59-39-14); Grand

**DANNY LE CHAMPION OU MONDE** 

(Brit., v.l.) : Lucernaire, 6- (45-44-57-34) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-

51-65) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

OANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.)

Publicis Saint-Germein, 8: (42-22-72-80); Les Trois Saizec, 8: (45-61-10-60); v.f.: UGC Opéra, 9: (45-74-

LA DISCRÈTE (Fr.) : Epée de Bois, 5-

LES DOORS (A., v.o.) : Grand Pavois,

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-

Pol., v.o.); Saint-André-des-Arts I. 6-(43-28-48-19); Denlert, 14- (43-21-

FISHER KING (A., v.o.) : Gaumont Les

FISHER KING (A., v.o.); Gaumont Les, Helles, 1. (40-29-12-12); Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33); Action Rive Gauche, 5. (43-29-44-40); 14 Juillet Odéon, 6. (43-25-59-83); La Pagode, 7. (47-05-12-15); Gaumont Ambasseda, 8. (43-59-19-08); George V. 8. (45-62-41-46); 14 Juillet Bastilla, 11. (43-57-90-81); Gaumont Alésia, 14. (43-27-84-50); Biernvente Montparnasse, 15. (45-44-25-02); UGC Mailot, 17. (40-68-00-16); v.f.; Rex, 2. (42-36-83-93); Pathé Français, 9. (47-70-

83-93); Pathé Frençais, 9 (47-70-33-88); Fauvette, 13- (47-07-65-88); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Gaument Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler II. 18- (45-22-

47-94)": Le Gambette, 20 (48-36-

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6-

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de

HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) ; Denfert, 14- (43-21-41-01) ; Seint-Lambert, 15- (45-

HIDDEN AGENOA (Brit., v.o.): Utopia,

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) ; Epêa da 90is, 5- (43-37-57-47) ; L'Entrepôi, 14- (45-43-41-63).

JACQUOT OF NANTES (Fr.)": Lucer-

JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94); George V, 8- (45-62-41-46); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); Paramount Opére, 6-

147-42-56-31) : Mistral, 14- (45-39-

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v o.): Cinochea, 6- (46-33-10-82). Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

UFE IS SWEET (9rt., v.o.) : Europa Panthéon (ex-Refler Panthéon), 5- (43-

MADAME 90VARY (Fr.): 14 Juillot Parnasse, 6- (43-26-58-00).

MILLER'S CROSSING (\*) (A., v.o.) \*
Erce de Bois, 5- (43-37-57-47) : Saim-Lambert, 15- (45-32-91-68).

MISERY (7 (A., v.o.) - Cinoches, 6- (46-

NEUF SEMAINES ET DEMIE (1) (A., 7.0) . Studio Galande, 5- (43-54-72-71) : Grand Pavois, 15- (45-54-

NIKITA (Fr) Les Montparnos, 14 (43-

NUIT ET JOUR (Fr.-Bel -Surs.) : L'Emrepòr, 14 (45-43-41-53).

POINT SREAK (7 (A., vo.) : UGC Biar-

ritz, 8: (45-52-20-40); v.f.: Pathé Fran-çais, 9- (47-70-33-88).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinoches,

PROSPERO'9 800KS (Brit. Hol., v.o.) : Gournant Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6- (43-26-

RAGE IN HARLEM (A., v.o.) : Forum

Orient Express, 1- (42-33-42-26) : Images d'allours, 5- (45-87-18-09).

RAOSAHEB (Ind., v.o.): Utopia, 5- (43-

ROSIN OES BOIS PRINCE OES VOLEURS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28) ; Gournont Opéro, 2- (47-42-60-33) : USC Odéon, 6- (43-75-80-30) : Banké, Maringan

(48-33-10-82).

32-91-68).

54-15-04).

07-20-49).

27-52-37).

6- (46-33-10-82).

28-84-65).

5- 143-26-84-651

naire, 6- (45-44-57-34).

Bois, 5- (43-37-57-47).

OELICATESSEN (Fr.) : Ciné Seaubou 3. (42.71-52-36); UGC Triomphe, 6. (45-74-93-50).

### CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREO Les Archives du film présentent : le Des in fabuleux do Désmée Clary (1941), de Sacta Guiry, 19 h; Donne-moi tes yeux (1943), de Socha Guiry, 21 h. Rires au Peradis (1951), de Mario Zampi, 18 h ; Nous irons à Monte-Carlo (1951), de Jean Boyer, 20 h.

### CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Hommaga à la Wenner Bros : les Aventures de Robin des Bois (1939, v.o. e.t.f.), de Michael Curtiz et William Keighley, 14 h 30 ; Pale Rider 11995, v.o. e.t.f.), de Clim Eastwood. 17 h 30 : Couleur pourpre (1985, v.o. e.t.f.). de Steven Spielberg, 20 h 30,

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2, grande galerie, porte Saint-Eus-tache, Forum des Halles

(40-29-34-30)

L'Empire des media: Jeune Public: Spot Nescafé, Bons Baisara de Russie (1964) de Terence Young, 14 h 30; Actualitée anciennes: Ecleir journal, 16 h 30; Carte blanche è Edwy Plenel: les Hommes du président (1976) d'Alan J. Pakula, 19 h 30; Histoire de la radio: les Radios libres (1982) d'Olivier Landau, Solitaire à micro ouvert (1983) de Julius Arnédé Laou, Cerbone 14, le film (1982) de Jo Melberg et J.-F. Gallotte, 20 h 30 ; Festival cinéma express : le

### LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinoches, & (46-33

LES AMANTS OU PONT-NEUF (Fr.) Gaumont Les Halles, 1• (40-28-12-12) Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) Espace Saint-Michel, 5• (44-07-20-49) 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Bretagne, 6 (42-22-57-87); La Pegode, 7. (47-05-12-15); Geumont Champs-Elysées, 8. (43-58-04-67); Seint-Lazare-Pasquier, 8. (43-87-35-43); 14 Juillet Bastille, 11. (43-57-90-81); Les Nation. 12. (43.43-04-67); Fauvette Bis, 13. (47-07-55-88); Gaumont Alé-sia, 14. (43.27-94-50); Sept Pamas-siens, 14. (43.20-32-20); 14. Juillet Beaugrenelle, 15. (45.75-79-79); Gaumon1 Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18- (46-22-46-01).

AN ANGEL AT MY TABLE Inco-zelandala, v.o.) : Lucernaire, 6- (45-44-

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

L'AUTRE (Fr.) : Pathé Heutefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-

AY CARMELA ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (43-35-30-40).

SACKORAFT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex. 2 (42 36-83-93) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; Fauverte 9is, 13: (47-07-55-88) ; Gaumont Pernasse, 14: (43-35-30-40) ; Pathé Wepler II, 16- (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20- (48-39-

LA BANDE A PICSOU (A., v.f.) : Re 2: (42-36-83-93); Cnoches, 8: (46-33-10-92); UGC Triomphe, 9: (45-74-93-50); Républic Cinémas, 11: (48-05-51-33); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95); Denfert, 14: (43-21-41-01). nbert, 15- (45-32-91-68).

BARTON FINK (A. v.o.) Forem Horizon, (\* (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2\* (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) : UGC Danion, 5- (42-25-(42-71-92-36); USA Danion, 9-(2-25-10-30); UGC Chambs-Byséos, 8-(45-62-20-40); La Bastalle, 11- (43-07-49-60); Escunal, 13- (47-07-29-04); Mistral, 14- (45-39-52-43); Sept Par-nassiens, 14- (43-20-32-20); 14- Julio Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79). LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : La Saint-

Germain-des-Prés, Salle G. de 9eaure-gard, 6- (42-22-97-23) ; Les Trois Bal-rac, 8- (45-61-10-60)

## PARIS EN VISITES

**MERCREDI 23 OCTOBRE** 

« Exposition « Munch et la France » au Musée d'Orsay », 11 h 15, sortie RER Musée d'Orsay, côté quei (D. Bouchard).

« La vie quotidienne au temps des Romains aus arènes de Lutées et aux thermes de Clumy » (limité à 30 per-sonnes), entrés Musés de Cluny, 6, place Paul-Painlevé (Visite pour les jounes – Monuments historiques).

s Eglisas at hôtels du faubourg Poissonnière », 14 h 30, métro Pois-sonnière (Paris pittoresque et inso-

« Façades d'immeubles remarqua-bles. Rive gauche », 14 h 30, métro Jussieu (A nous deux Paris). e Hôtels et jardins du Marsis. Place des Vosges s. 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurection du Passé). « L'8e Saint-Lours, du 17 siècle à . nos jours s., 14 h 45, métro Pont-Ma-de (D. Fleuriot).

« Centenaire de la mort d'Heuse Centenaire de la mort d'Hauss-mann. Exposition : Paris-Hauss-mann, le pari d'Haussmann » (Imité à 25 personnes). 15, pavillon de l'Ar-senal, 21, boulevard Morland (Monu-

s Le grand collectionneur Ernast

Oonon s. 15 heures, 9, rue Elzévir (Approche de l'art). La peinture médiévale imberme au

Louvre », 18 h 30, entrée des groupes, passage Richeliau (M.-G. Lebland).

## **CONFÉRENCES**

30. avenue Corentin-Cariou (sallo Jean-Poinlevé), 17 haures : • Etincelles et ondes. Les débuts de la TSF (télégraphie sans fil) de 1890 à 1930 », avec P. Brenni. Accès fibre (Cité des sciences et de l'industrie). Sorbonne (amphithéatra Oescartes), 17. rue de la Sorbonno, 18 h 15 : « Mustons des gènes et maladies d'origine générique », par Jean Frézal (Mouvement de la res-ponsabilité scientifique).

148, rue Raymond-Losserand, 19 h 30 : s S'ouvrir à la vie par les rèves et la méditation », par C. Ris-

BOYZ'N THE HOOD (") (A., vo): Gau mont Les Halles, 1- (40-26-12-12) Gournont Opéra, 2- (47-42-60-33); Gau mont Ambassade, 9 (43-59-19-08) v.f. : Miramar, 14 (43-20-89-52). LES BRANCHES OF L'ARBRE (Fr. Ind. v.o.): 14 Juillet Partiesse, 6 (43-26 58-00).

LE CERCLE DES POÈTES OTSPARUS (A., v.o.) : Denlert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Cinoches 5- (46-33-10-82); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

LE CHOIX D'AIMER (A., v.o.) : George V, 6- (45-92-41-46); UGC Bierritz, 8-(45-62-20-40); v.f.: Pathé Impérial, 2-47-42-72-52) : UGC Montpar (45-74-94-94). CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V.

8- (45-62-41-46). LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) Forum Orient Express, 1- (42-33-42-25); George V, 8- (45-62-41-46). Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20). CROC-BLANC (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1• (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 8• (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Ely-

## LES FILMS NOUVEAUX

A PROPOS D'HENRY, Film sméricain de Mike Nichols, v.o. ; Gau-mont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; mont Opére, 2º (47-42-60-33); Ciné Sesubourg, 3º (42-71-52-38); UGC Centon, 6º (42-25-10-30); Gaumont Ambessede, 6º (43-59-19-08); UGC Siarritz, 9º (45-62-20-40); Gaumont Alésis, 14º (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrarelle, 15º (45-76-79-79); Bierwende Montpernesse, 15º (45-44-25-02); UGC Maillot, 17º (40-68-00-16); v.f.: Rex, 2º (42-38-83-93); UGC Montpernesse, 6º (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9º (47-42-58-31); UGC Lyon Bastile, 12º (43-43-01-68); UGC Gobelins, 13º (45-81-94-95); Geumont Convention, 15º (48-28-42-27); Pathé Clichy, 16º (45-22-48-01).

L'AMOUR AVEC DES GANTS. Fim insilen de Maurizio Nichetti et Guido Mantil, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-26-59-83) ; George V, 6 (45-82-41-45) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; 14 Juillet Bassillet Sansillet Callet Callet Callet Sansillet Callet Ca Triomphe, 9: (45-74-93-50); 14
Juillet Bastille, 11: (43-6780-81); Sept Pamessiers, 14:
(43-20-32-20); v.f.: UGC Opéra,
9: (45-74-95-40); USC Lyon Bestille, 12: (43-43-01-59); Fauvatta, 13- (47-07-55-88); Les Montpernos, 14- (43-27-52-37); Mistral, 14- (45-39-62-43); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

FIERRO L'ÉTÉ DES SECRETS. Film canadian d'André Melancon : Latine, 4º (42-78-47-86) ; Epée de Bols, 5- (43-37-57-47); Cosmos, 6- (45-44-28-80); George V, 8- (45-62-41-46).

JUSQU'AU BOUT DU MONDE. Film franco-germano-eutraliem de Wim Wendera, v.o. : Forum Hori-zon, 1• (45-08-57-57) ; Seim-An-dré-des-Arts ( 6• (43-26-48-18) ; UGC Denton, 6• (42-25-10-30) ; Gaumont Ambessade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-48); Max Linder Panorams, 9 (48-24-98-88); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Encurial, 13 (47-07-28-04); Gaumont Pamasse, 14 (43-35-30-40); Kinopanorame, 15- (43-06-50-50); v.f.; Path4 Wepter II, 18- (45-22-

47-94).
MON PÊRE CE HÉROS. Firm français de Gérard Lauzier : Forum Horizon, 1: (45-08-57-57) ; Rax, 2: (42-36-83-93); UGC Odéon, 6- (42-26-10-30) ; Pathé Martgman-Concorde, 9: (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8: (43-67-35-43) ; UGC Blamitz, 6: (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9: (47-70-33-88) ; UGC Opéra, 9: (45-495-40) ; Les Nation, 12: (43-43-04-97) ; UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59) ; Feuvette, 13: (47-07-55-83) ; Gaumont Alésia, 14: (43-20-89-52) ; Pathé Montipanasse, 14: (43-20-12-08) ; 14 (43-20-89-52); Pathe Montpar-nasse, 14- (43-20-12-08); 14-Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Mailing, 17- (40-68-00-16); Pathe Cachy, 16- (45-22-46-01) ; Le Gambetta 20- (46-38-10-96).

Concorda, 8º (43-59-82-82); UGC Normandie, 8º (45-63-19-16); v.f.: Rex, 2º (42-36-83-93); Bretagne, 6º (42-22-57-97); Pathé Français, 8º (47-70-33-88); Fauvatta, 13º (47-07-56-88); Gaumont Alésia; 14º (43-27-84-50); Pathé Montpamesse, 14º (43-20-12-06); Gaumont Convention, 16º (48-29-42-27); Pathé Clichy, 18º 145-22-48-01); La Gamberta, 20º (48-26sées, 8- (47-20-78-23) ; UGC Biarritz, 9sées, 9: (47-20-78-23); UGC Biarritz, 9-(45-92-20-40); v.f.: Gaumont Les Halles, 1: (40-28-12-12); Rex, 2: (42-36-83-93); UGC Mompenasse, 8: (45-74-94-94); UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); Publicis Champs-Elysées, 9: (47-20-76-23); UGC Biarritz, 9: (45-62-20-40); Paremount Opére, 9: (47-42-56-31); UGC Lyon Bestille, 12: (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95); Gaumont Alésia, 14: (43-27-94-50); Miranner, 14: (43-20-89-521);

49-01) ; La Gambetta, 20- (46-36-10-96). LE ROI DES ROSES (All., v.o.) : Epide 94-50] ; Miramar, 14- (43-20-89-52) ; de Bois, 5- (43-37-57-47). UGC Convention, 15 (45-74-93-40); UGC Madtot, 17 (40-68-00-16); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gem-

SAILOR ET LURA (7 (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71). SEXE MENSONGES ET VIDEO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5. (43-26-18-09).

LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A. v.o.): UGC Triempha, 8 (45.74-93-50); Les Montparnoa, 14 (43-27-52-37); Grend Pavols, 15 (45-54-48-58-48-68)

SIMPLE MORTEL (Fr.) : Lucemaire, 6

LA TENTATION DE VENUS (Brit., v.o.): 14 Juillet Odéon, B (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-92-82); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50); Germont Parresse, 14 (43-18-31-18)

TERMINATOR 2 (1) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Pathé Marignen-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Normandie, 8- (45-63-18-16); La Bastille 11- (43-07-48-80); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); 14 Juliet Beaugranelle, 15- (45-75-79-79); v.f.: Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26); Rex Re Grand Rex), 2- (42-36-83-93) : UGC Montpartesse, & (45-74-94-94) : UGC Montpartesse, & (45-74-94-94) : Pathé Marignen-Concorde, & (43-59-82-82) ; Paramount Opéra. 9-(47-42-56-31) ; Paramoum Opéra, 9-(47-42-58-31); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastile, 12 (43-43-01-59); UGC Lyon Bastile, 12 (43-43-01-59) : UGC Gobelins, 13- (46-61-94-95) : UGC Gobelins, 13- (45-81-84-95); Mistral, 14 (45-38-52-43); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnesse, 14. (43-20-12-08); UGC Convention, 16. (45-74-93-40); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Wapler, 18- (45-22-46-01); La Gamberts, 20- (46-36-10-96).

THE INCIAN RUNNER (7 (A., v.o.) Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38) ; UGC Rotande, 8- (45-74-94-94) ; UGC Normandia, 8. (46-63-18-18); UGC Convention, 16- (45-74-93-40); v.f. UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95).

THE VOYAGER (All.-Fr.-Gr., v.o.): UGC Denton, 6- (42-25-10-30); Studio 28, 18- (46-06-36-07). THELMA ET LOUISE (A., v.a.) : Forum

Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; George V, 8- (45-62-41-46). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.): Ché Beaubourg, 3- (42-71-52-36); La Berry Zèbra, 11- (43-57-51-55).

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.): Club Gaumont (Publicis Matignori), 8 (43-59-31-97); Seint-Lambert, 15 (45-32-TOTO LE HÉRO9 (Bel.-Fr.-All.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Rotonde, 6 (46-74-94-94).

TROUBLES (A., v.o.): 14 Juliet Oddon, 6- (43-25-59-83); Gournont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); 14 Juliet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); v.f.: UGC Montper-nasse, 6- (45-74-94-94); UGC Opéra, 9-

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46).

URGA (Fr.-Sov., v.o.): Germont Les-Holles, 1- (40-29-12-12); Germont Opéra, 2- (47-42-60-33); Pathé Haute-fauille, 8- (48-33-79-39); Publicis Champs Elysées, 8 (47-20-76-23): 14 Judet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nation, 12 (43-43-04-67): UGC Gobe-

MISSISSIPPI MASALA (A. v.o.) : Lucarnaire, 6 (45-44-57-34) : L'Entrepot, 14: (45-43-41-63). lins, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Les Montpar-MOHAMED BERTRAND-DUVAL (Fr.): nos, 14- (43-27-52-37); Pathé Wepler E, 18- (46-22-47-94). Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2. (47-42-LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA LA MORT O'UN MAITRE OF THE (Lisp , v.o.) : Espace Saint-Michel, 5- (44-

MER (Pr.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Porthé Hautefeulle, 8- (46-33-79-38) : Pethé Marignen-Concorde, 8-(43-59-82-82) ; Pethé Français, 9- (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bestile, 12- (43-43-01-59) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) : Gaumoni Conventio (48-28-42-27); Pathé Cichy, 18- (45-22-46-01).

LE VOLEUR D'ENFANTS (Fr.-h. Esp.) : Pathé Hautofeuille, 6 (46-33-79-38) ; George V. 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). VOYAGE SUR JUPITER (Can.) : Cinaze, 19- (42-09-34-00).

Y A-T-IL UN FUC POUR SAUVER LE PRESIDENT ? (A., v.o.): UGC Norman-dia, 8- (45-63-16-16); v.f.: UGC Montparnesse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) : UGC Gobe Hns. 13-45-61-94-95).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

LES SÉANCES SPÉCIALES AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavols; 15-

(45-64-46-95) mer., jeu., sam., jun. 16 h 30 ALEXANDRE NEVSKI [Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (46-32-91-68) mer. 19 h. ven. 17 h. ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.): Républic Cinémas, 11- (48-05-61-33) mer. 22 h, dim., lun.

19 h 10. ASTÉRIX LE GAULOIS (Fr.) : Le Berry AS I ENGA LE ISAULOTS (Fr.): LE Berry Zebre, 11\* (43-67-51-55) mer., lun., mar. 13 h 45, sem., dim., lun. 15 h. BAGDAO CAFÉ (A., v.o.): Saint-Lam-bert, 15\* (46-32-91-68) mer. 19 h. ven., lun. 21 h. BARRY LYNDON (Brit., v.o.): Grand Pavoia, 15 (45-54-49-95) mar. 21 h 15.

21 h 15.

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (tramen, v.o.): Utopia. 5: (43:28-84-65)
mer., jeu., som., mer. 16 h 10.

BÉRUCHET OTT LA BOULLE (fr.): Skudio Galanda, 5: (43-54-72-71) mer.

9RAZIL (Bric., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) mer. 20 h 20 dim., lun. 20 h 10, jeu.; ven., sam. 16 h, mar. LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.): Studio des Ursutines, 5- (43-26-19-09)
mer., dim. 16 h.
CHET BAKER, LET'S GET LOST (A.)

v.o.); Ciné Basubourg, 3\* (42-71-52-36) mer, 10 h 35. LE DECALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.): Rafter Medicis Logos salla Louis-Jouvet, B. (43-54-42-34) mer., avec.

LE DECALOGUE 2. TU NE COMMET-TRAS POINT DE PARJURE IPO. v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) mer. 12 h Jouvet, 5- (43-54-42-34) mer. 12 h. DOUZE HOMMES EN COLÈRE (A.. v.o.): Reflet Logos I, 5- (43-54-42-34)

mer., ven. 12 h. OROWNING BY NUMBERS (Brit. v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38) mer. 10 h 40. mer. 10 h 40. EASY RIDER (A., v.o.) : Epée de Bois. 5- (43-37-67-47) mer., ven., mar., 22.h. EMMANUELLE (") (Fr.) : Studio Galanda, 5- (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

FANTASIA (A.): Républic Cinémas, .13-(48-05-61-33) mer., sam., dim. 17.h, km. 13 h 50.

LA GLOIRE DE MON PERE (Fr.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) mer., dim. 14 h. mer., exn. 14 n. HOMICIDE (A., v.o.): Studio des Ursu-lines, 5- (43-26-19-09) mer.; jeu., ven.,

HUSBANOS (A. v.o.); Accerone. 5: (48-33-86-85) mer. 19 h 50, saro; 22 h; dim. 19 h 10, km; 16 h 40. bert, 15 (45-32-91-68) mer. 15 h, dim: 18 h.

In SED WITH MADONNA (A., v.o.): Grand Pavols, 16- (45-54-46-85) mer. 17 h 30, ven. 16 h 30.

JULES ET JIM (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) mer., von., mer. à 12 h.

JUNGLE FEVER (A., v.o.): Images d'affleurs, 5 (45-87-18-09) mer. 19 h, jeu. 18 h, ven. 14 h, 18 h, sam: 22 h, dim. 18 h, 20 h, krr. 14 h, 20 h. LOUTA (Brit., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer., mar. 21 h, dim. MAMAN, J'AJ RATE L'AVION (A., v.f.) : Seint-Lembert, 15- (45-32-91-68) mer., dim., mar, 17 h.

METAL HURLANT (A., v.o.): Grand Pavois, 16. (45.54-46-85) mer. 19 h 45, sam. 0 h 30. LE MIROIR (Sov., v.o.) : Deafert, 14-(43-21-41-01) mer. 19 h.

LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.): Reliet Logos II, 5- [43-54-42-34) mer., jeu., ven., sam., mar. 12 h 10. NEW JACK CITY (\*) (A., v.o.) : Studio 28, 18- [46-06-38-07] mer., jou. 19 h,

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TETE (A., v.o.) : (mages d'eilleurs, 5-(45-87-18-08) mer., ven., (un. 22 h, obert, 19 h. 2007: 19 n. PEAU D'ANE (Fr.): 14 Juillet Pamasee, 6- (43-26-58-00) mer., sam., dim., lun., mar. 14 h 05, 16 h 06, film 10 ma

près.
PIERROT LE FOU (Fr.): Les Trois
Luxembourg. 6- (46-33:97-77) mer.,
ver., dim., mar. 12 b.
OUARD HARRY RENCONTRE SALLY
OUARD HARRY RENCONTRE SALLY

(A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer. 21 h, jeu., dim. 19 h. RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.):
Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) mer.

SIO & NANCY (\*) (A., v.o.): Ciné Beau-bourg, 3: (42-71-62-36) mer. 10 h 50. STRANGER THAN PARADISE (A.-All, v.o.): Utopie, 5° (43-29-84-95)
mer., ven., dim., mer. 22 h 10.
SWEET MOVIE (\*\*) (Fr.-Can., v.f.): Studio Gelande, 5° (43-54-72-71) mer.
19 h 10. TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS

(Fr. Bel.) : Seint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 17 h, km, 13 h 30. TINTIN ET LE TEMPLE OU SOLEIL (Fr.-Bei.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer., Jun. 13 h 30. 37-2 LE MATIN (\*) (Fr.) : Studio des Ursulines, 5· (43-28-19-09) (version Intégrate) mer., jeu., ven, 21 h 10, lun., mer. 19 h 16.

12

12.00

Rim

(m2) - 1, v

CAY

4 ....

1531 ---

FERTING.

**\*\*** 

(m. 1122)

tion than

Wash Bur

Sec. 25.

 $\mathbb{Z}(\nabla_{\mathbb{R}^{n}}, x_{n+1}, y_{n+2})$ 

12.2

\$ . . . .

tion .

**6**2:=:-

Eng.

POINT DE ...

5--

1

mar. 19 h 16; TU Mt TURBI (tt., v.o.): Le Berry Zèbre, 11; (43-57-51-66): mer., jeu. 21 h 15. VERAZ (Fr.-Esp.-tr., v.o.): Le Berry Zèbre, 11: (43-57-51-55): mer., lun, 15 h, sem. 16 h 30. WARLOCK (A.; v.o.): Grand Pavola, 15- (45-54-46-85): mer., ven. 13 h 45, mar. 16 h 30: YEELEN (malien, v.o.): Images d'all-leurs, 6- (45-67-18-09): mer., mer. 20 h, den. 22 h, lun. 16 h.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer, 17 h, mar,

LES GRANDES REPRISES A PROPOS OF NICE (Fr.) : Saint-Andri-des-Arts II, 6- (43-26-80-25). BLONDE VENUS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5- (43-25-72-07). EASY RIOER (A., v.o.) : Cinoches, 6-146-33-10-82). EVE (A., v.o.): Action Christine, 8- (43-

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Lixembourg, 6- (46-33-97-77). GRANO CANYON (A.) : La Géode, 19-(40-05-80-00). LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Parnesso, & (43-26-58-00).
MINNTE AND MOSKOWITZ (A., v.o.):

Action Christine, 6 (43-29-11-30).
MODERATO CANTABILE (Fr.): Europe Perthéon (ex-Reffet Penthéon), 6 (43-LE NIO DES GENTILSHOMMES (Sov., ·v.o.) : Cosmos, 8 (45-44-28-80). LE PEUPLE SINGE (Fr.-Indon.) : Grand PINK FLOYD THE WALL (Bot.-A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). LES QUATRE FILLES DU DR MARCH (A., V.o.) : Les Trois Luxembourg, 6-(45-33-97-77) ; Les Trois Balzec, 8-(45-61-10-60). THE SERVANT (Brit., v.o.) : Reflat THE SERVANT (Brit., v.o.); Reflat Logos I, 6- (43-54-42-34); Reflet Logos I, 6- (43-54-42-34); Hysées Lincoln, 8- (43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20); v.f.; Saint-Lazara-Pasquier, 6- (43-67-35-43).

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT

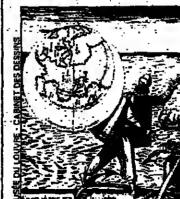
VAN GOGH (A., v.o.) : Lucema (45-44-57-34).

(45-44-57-34).
LA VIEILE FILLE (A., v.o.): Les Troia Lusembourg, 8- (46-33-97-77).
YOYO (Fr.): Le Champo - Espace Jacques Tati, 5- (43-54-51-60).
ZÉRO DE CONDUITE (Fr.): Saint-André-des-Arts II, 6- (43-28-80-25).

## Claude SEIGNOLLE LE BERRY TRADITIONNEL

MAISONNEUVE ET LAROSE

## Voyage avec Colomb



par Edwy Plenel

Le feuilleton de l'été disponible en un seul volume

NUMÉRO SPÉCIAL 30 F EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## L'effet de Gennes

Touche-à-tout génial et médiatique, le dixième Prix Nobel de physique français fascine tout autant le public que ses collègues et ses étudiants

E BOUDIN sauvage s's pas fini de hruire de la der-nière pirouette de Pierre-Gilles de Gennes. Tenu de mais de maître par son épouse, ce bistrot d'Orsay, rendezvous des gastronomes et des cher-eheurs, vs cossaître de manière isdirecte un surcroît de renommée grace aux académiciens suédois qui ont courosné sos mari Prix Nobel

Une recosnaissance que beaucoup attendaient. « C'étali un des espoirs qui me restaient, confesse le ministre de la recherche, Hubert Curien. J'ai ce la recherche, Hubert Curien. Tal toujours le regret de ne pas avoir vu Jacques Friedel, physicien du solide récompensé par le Nobel. Mais, avec Pierre-Gilles de Gennes, e'est presque un de ses élèves qui est couronné. Un superbe physicien. Un homme gour-mand de science, qui fait des greffes d'idées et qui a cette faculté rare d'in-troduire un autre mode de culture troduire un autre mode de culture dans une culture pour faire avancer

Ce goût de la culture mixte est use des forces de Pierre-Gilles de Gennes. Us petit plus qui, au-delà de ses qualités, lui s permis de se transformer es un touche-à-tout. génial, en une véritable star de la science mondiale dost la losgue silhouette d'étudiant a souvent hanté les campus américains.

« C'est un physicien qui sait autre chose », dit de Ini Pierre Papos, PDG de l'IFREMER et professeur à l'Ecole de physique et chimie, Il est curieux de tout et capable de devenir en un rien de temps un spécialiste d'une discipline que quelques mois auparavant II ne connaissait guère, « Il sait de la chimie. Il sait de la biologie, et je connais peu de scienti-fiques qui aient une culture aussi large qui ne soit pas un vernis » « C'est us hamme de son temps, mes. II sou vraiment que son travail serve au progrès, sans pour autant courir après les evets. « Us souci de l'applicatios isdustrielle dost témoigne son rôle de cosseiller seientifique chez Rhône-Pouleuc, aux côtés d'un autre Prix Nobel célèbre, Jeas-Marie

Pas étosasse dans ces cosditions qu'on ait dit de lui, ce que le comité Nobel, peu enclin à l'emphase, a pourtant repris, qu'il était une sorte d'Isaae Newton de son temps. « C'est une expression du lyrisme nordique des académiciens suedois, dit-il, l'œil hicu un tastinct goguenard. Newton avait une stature très au-dessus de celle des chercheurs d'aujourd'hui. A dix-huit ans, il avait inventé le télescope. A vingt ans, compris l'optique interférentielle et, quelques années

plus tard, la gravitation et le moive-ment des planètes. Mais e'était un type insupportable, un individualiste farcené. Ce temps-là est fini. La recherche est désormais un travail collectif, et c'est, je crois, un défaut du Nobel que de metre en avant une seule personne et non une équipe.

### Une idée par jour

Cette modestie, ce rappel de l'eutre, est permanent chez Pierre-Gilles de Gennes. Il cite plus volontiers ses maîtres que ses travaux. Le physi-cien Yves Rocard, le père de l'ancien premier ministre, «l'un des grands recréateurs de la science française après la guerre et l'intinteur de l'astrophysique en France». Pierre Aigrain, fondateur de la science des semi-conducteurs en France, qui « avait une idée par jour ». Anatole Abragam et Jacques Friedel, dont il admire « la rigueur de pensée » et déplore « qu'ils n'aient pas encore été hanarés par le Nobel ». Ses collaboratenra aussi, qu'il met systématique-ment en avant. Comme ce chercheur ment en avant. Comme ce chercheur qui se découvrit un jour, avec éton-nement, cosignataire d'une commu-nication scientifique qu'il n'avait pas écrite. « Je m'étais contenté de lui soumettre l'idée de départ, raconte-t-il. A la limite, je ne comprenais rien à l'article. » Pierre-Gilles de Gennes s'oublie donc, se met en marge. Il parle avec aisance, mais an nom des antres. « Au noint, se souvient un de antres. «Au point, se souvient un de ses amis, d'avoir refusé d'entrer à l'Académie des sciences tant que cer-tains scientifiques plus des que lui n'y seraient pas admis. » Ce n'est que contraint qu'il évoque sa propre tra-

Son enfance montagnarde dans les Hautes-Alpes, près d'Orcières, dans le Champsaur, où il a longtemps évité l'école et appris à lire evec sa mère dass les livres sur les cammère dass les livres sur les cam-pagnes de l'Empire. La famille de médecins dont il est issu. Une de ces dynasties analogues, hien qu'à une moisdre échelle, à celle des Lange-vin, des Bernouilli on des Friedel, où l'on devenait physicien, mathémati-cies du chimiste de robre en file. Son cien ou chimiste de père en fils. Son grand-père fut en effet l'un des fon-dateurs de l'hôpital Boucicaut, en de ses oncles professeur à Broussais, son père médecin à l'Hôpital américain, sa mère infirmière pendant la Grande Guerre, son fils chef de clini-que à la Pitté où l'un de ses cousins est professeur. Tous médecins. Sauf lui.

«Mouton soir», il a donc préféré s'orienter vers la physique plutôt que vers « cette filière médicale ». « Une des plus belles qu'on puiste proposer



à un gamin car on décide tardivemera de ce que sera son siyle de vie : recherche très fondamentale, vie hos-pitalière, médecine orientée vers le liers-monde ou... faire de l'argent » Les raisons de cette rupture? Peutêtre fant-il les chercher dans l'émerreillement d'un enfant pour les expérieuces du Palais de la déconverte, « une institution qui avec des petits moyens fait des choses importantes ». Peut-êne faut-il y voir aussi l'in-fluence de ses professeurs de lycée, « des gens de « première boure» qui, aujourd'hui, pourraient être des pro-

### Une génération d'enfants gâtés

Rétrospectivement, Pierre-Gilles de Gennes estime avoir eu de la chanco. «J'ai fait partie d'une géné-ration d'enfants gâtés. Trop jeunes pour avoir vraiment été marqués par la guerre, nous sommes entrès dans la vie active au moment précis où il y avait des choses à faire.» Un temps béni, où des chercheurs et des res-ponsables particulièrement actifs et asdacieux, comme Yves Rocard, evaient estrepris de relever la science française. C'est précisément à cette époque que Cécile de Witt, «jeune théoricienne d'aspect fragile», crée, dans les Alpes, l'école d'été de

physique théorique des Houches. Les jennes étudiants de dix-neuf

ou vingt ans pouvaient y côtoyer les plus grandes sommités scientifiques de l'époque, se souvient Pierre Gilles de Gennes. A commencer par l'Amé-ricain William Shockley, illustre Nobel, inventeur du transister, qui, le soir, a coiffé d'un énorme chau-dron, nous mimait des histoires de chevaliers hilarantes ». Et c'est dans cette amhiance bon enfant, racontei-il, « qu'on apprenait toute la science en deux mois. On travaillait jour et muit. C'était exténuant, mais extraor-

Après l'Ecole normale, le jeune homme complète cette formation déjá exceptionnelle su Commissariat déjá exceptionnelle au Commissariat ; à l'ésergie atomique (CEA), où il entre à l'âge de vingt-trois ans. Nous sommes eu 1955. Les premiers flux de heutrons qui sortent des «piles atomiques» attirent alors les meilleurs physiciens. Des hommes formés à l'école des chercheurs américains, danois et britanniques et qui, « une fois revenus en France, sont devenus pour nous de merveilleux fordevenus pour nous de merveilleux for-maleurs. Une chance que n'ont pas-eue nos prédécesseurs qui, à ce stade de leur carrière, ne-disposalent que de peu ou pas de livres, et n'avaient per-sonne à qui parier».

### Ne pas copier le patron .

Ces « formateurs » avaient nom Anatole Ahragam, Pierre Aigrain ou Jacques Friedel. A leur costact, le futur Nobel va s'épanouir et révêler ses qualités. « D'emblée, se souvient Jacques Friedel, il m'est apparu comme un étudiant ariginal, doté d'une forte volonté de foire les choses et d'une grande capacité à les réalisser. Très vile, il a affirmé son autonomie et, chose rare, s'est appliqué à ne mie et, chose rare, s'est appliqué à ne pas copier le patron. Il voulait faire ses propres affaires... C'est un peu unique. Car si j'ai eu des «thésards» brillants, ils ant souvent été classiques, restant dans les schémas qu'ils annient mants.

avaient appris.» Un jugement que besucoup parta-gest. A commencer par Hubert Curien, qui se souvient d'un autre «louche-à-tout organisé», orblié par les Nobel, Pierre Auger, capable de passer d'un domaine à l'autre et de tout laisser tomber un temps pour se consacrer à la... poésie! Comme lui, Pierre-Gilles de Gennes est un bonnête bomme. Avide de tout. Des honnête homme. Avide de tout. Des jeux de l'esprit comme de ceux du corps. Mens sana in corpore sano... Us cocktail que, pour des raisons de santé, il ne pratique plus autant qu'svant, le kayak sur la Durance et de syant, le tayat sur la Dujance en les rivières du Pays basque ayant cédé le pas à des randonnées plus tranquilles et à une planche à voile « très classique ». Son rêve : patiser sur les cansux gelés de la Hollande-après un séminaire de physique.

### La période · bleue

a se n'ai pas l'autentions longue, confesse-t-il. Deux heures de laius, confesse-t-il. Deux heures de laius, c'est le maximum de ma capacité. Après, il faut que je change, que j'aille ailleurs, comme je l'ai fait l'autre sois en bilant visiter en Suède la cathédrole romane de Lund pour croquir sis archanges. J'aime le dessin, la pahitique ahl possèder un Vernieur. Yer Gioranni Bellini ou un Bioasso, vicebres du Mandre de Ranne.

opique, cinne et ineoriteirs, resultat : deux ans plus tard la France, avait un rôle de leader. Il suffisait de se regrouper. Moi, dans l'histoire, je s'ai èté qu'une espèce de mouche du coche », dit-il en allumant un énième Secouer

optique, chimie et théoriciens). Résul

## le cocotier

Avec le même bosbeur, il se lance ensuite dans le physique des polymères que, selos Pierre Bergé, chef d'us département de recherche eu CEA, « il domine de la tête et des épaules depuis une quinzaine d'années. Son nom est partout : la formule de de Gennes, le concept de reptation de de Gennes, le concept de l'edhésion, à ces colles superdues qui permettent « d'accom-Avec le même bosheur, il se lance teresse à l'edhèsion, à ces colles superfines qui permettent «d'accomplir des prodiges» et dont les mécanismes sont toujours imcompris. «Là encore, dit-il, e'est l'inconnu qui m'attire. Quand je vois un écheveau bien enchevêtré, je me dis qu'il serait bien de trouver un fil conducteur. Tout n'est pas dans les théorèmes. contrairement à ce que croient trop d'étudiants, paralysés par l'éducation athématique française.»

Certains de ses amis le suivent dans cette course à la connaissance. dans cette course à la connaissance.
Mais, confie un chercheur, « tout le monde n'a pas son agilité d'esprit, sa puissance de travail. Il ne se rend pas toujours compte qu'on ne change pas de cap comme ça, sur un claquement de doigts, et que la recherche c'est souvent comme un pétrolier, il faut du temps avant de tourner. » Reste que çeux qui ont tenté l'aventure ne le resrettent pas. Ils réconnaisses. le regrettent pas. Ils reconnaissent cependant que sur changements périodiques de domaine de recherche sont parfois difficiles à vivre pour ceux qu'il abandonne ».

Il no prévient pas quand il part et laisse parfois « des gens sur la route». « C'est dommage pour les étudionts, estime Pierre Bergé, mais pas pour les physiciens confirmés qui sont souvent trop peu mobiles. » « Quand on secoue le cocotier, dit-il un tantinet cynique, il y a forcément des noix de coco qui tombent. » Un constat que se refuse pas Pierre-Gilles de Gennes, pour qui « quand un domaine devient mûr et que les jeunes commencent à avoir leurs idéer, il faut les laisser devenir majeurs. C'est une bonne chose. Quitter des groupes, des équipes, des enfants évite de garder des hiérarchies figées, avec un patron qui demeure toute sa vie sur le même sommet». li ne prévient pa

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR

## POINT DE VUE

## Prendre en compte la différence de l'infirmière

par le professeur Jean-Paul Cachera

'UNE des plus belles professions qui soient - csile d'infirmière – est conduite, sujourd'hui, en France, è descendre dans la rue pour clamer son amertume. Celles et ceux qui, jour et nuit, veillent et e'activent avec compétence at compassion su chevet de ceux qui nous sont chers - et un jour, certainement à notre propre chevet - sont abligés de défendre l'honneur de leur profession par la moyen qui leur répugne le plus. Coincée entre son sens professionnel et la nécessité, l'infirmière e aujourd'hui épinglé sur sa blouse blanche le mot que, secrètement, sile déteste : la grève.

-**ų €**.

Les infirmières, comme d'silleurs tous les médecins, sont en général pau douées pour organiser de grands mouvements revendicatris : le : matériat : our laquel elles travaillent allest ni le béton, al i acier, le transport, eu la courrier, mais l'hoieme malede. Ellse savent que cet homme, cette femme, act enfant qui souffrent et attendent tout, elles ne pourront réoliament les déleisser, ancore moins cr. faire des otages.

Qu'or. ; brenns hien garde : tout pouvoir public - de qualque chedience politique ou a soir - ou si cappe acut inquelles de puis à

donnerait l'impression d'atennoyer en misant sur le sens professionnel du corps infirmier, commettrait une greve errsur. Le crise qui frappe les professions de santé est réelle et profonde. Si on ne la traite pas, elle resurgira demain avec une plus grande ampleur.

N'ayons pas peur des mots : le seul, le vrai, l'incontournable prohlèma est celui des rémunérations. L'insuffisance de ces dernières condamne tout le reste per une réaction en chaîne : les écoles d'infirmibres se vident, les départs des hôpiteux s'eccélèrent, la charge qui pèse sur celles qui res-tent augmente et devient insupportable. Ainsi, le manque d'effectife d'infirmidies pose à l'edministration des problèmes insolubles. Aucuns reorganisation de l'hôpital ne pourra évacuer le fait simple et cruel que de nombreux poste: L'infirmières cont vecants den: lous les grands hopitaux, où i'on est aujoud'hui contraint à des expédients inedmissibles, comme le recours aux marchands de travail intérimaire.

Comment accepter paisiblement l'idéa qu'une jeune fille sortant de i'école d'infirmières trais ans après la baccelaurést puisse être un salaire tout juste supérieur au SMIC? Quelle erreur ne fait-on pae ainsi loraque l'on sait le prestige considérable dont jouit l'infirmière suprès de la population et lorsqui l'on voit tous les jours les témolgnagss de respect et de tendresse que le public lui prodigue dans nos hopitaux?

Non, l'infirmière et l'infirmier ne sont pas, ne seront jamais des. fonctionnaires comme les autres. Leur compétence, leur savoir-faire, les responsabilités qu'ile eseument, la dureté quotidienne d'un métier confronté sans trêve à le souffrance et à la mort méritent bien d'autree égerds que le 'emploi du canon à eau. Géret nos sociétés modernes

est une chose difficile. Les infir-mères le sevent. Mais checun sai: aussi qu'il y s des choix à faire. Consacrer beaucoup d'argent 3 de grends travaux nationaux. 2'est bien. Mals si, dans le même temps, les hôpiteux périclitent, faute d'infirmières, quelle sera, au bout du compte, l'opinion de la population française?

▶ Le professaur Jesn-Paul Cachera est chiergisa è l'hôbital Henri-Mondo: (Crétali) lère <u>Journe</u>e D'ECONOMIE

aucune forfanterie, j'ai le sentiment en science de travailler comme les

impressisantistes. Je ne fais pas de gros calculs. J'essale d'avoir une vision globale des choses, des impres-sions, et de ne pas m'attarder sur les

Comme Picasso, dit joliment un de ses amis, il a eu sa période bleue et sa période rose. « Selon les épo-

ques, il a suivi des thèmes d'études

très différents qui n'avaient pas forcé-

ment de rapports évidents les uns

qu'il pratique svec un rare bonheur et une audace incroyable. C'est ainsi qu'en 1961 il monte avec quelques

amis chercheurs, rencontrés dans la

marine pendant la guerre d'Algérie. un grospe expérimental sur les supraconducteurs. « l'états jeune et totalement naif. Rien n'a marché. Un

an d'angoisse. Jusqu'à ce que des col-lègues britanniques nous donnent un-petit coup de main pour faire fonc-tionner notre première jonction tun-

Après quelques années passées sur les supraconducteurs, Pierre-Gilles de Gennes s'intéresse aux cristaux

liquides, qui étaient à l'époque en vogue eux Etats-Unis. « En quelques

mois, nous avons monté à Orsay six ou sept équipes (cristallographie, réso-nance nucléaire, sciences des défauts,

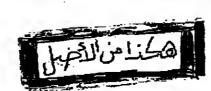
organisée par la Délégation à la Santé de la Ville de Clichy la Garenne

Santé est - il créateur de richesses? »

> samedi 7 décembre 1991 Theâtre Rutebeuf allées Léon Gambetta Clichy la Garenne Hauts de Seine

« le monde de la

Si vous souhaites, participer, téléphonez à la Délégation à la Sante : 47 37 41 51



## Le matin des molécules

Bien avant la cellule, c'est à l'échelle des macromolécules qu'apparaît la véritable unité du monde vivant

de notre envoyée spéciale

commencement était la génération spontanée. « Tels sont les faits : tout être vient à la vie non seulement à partir de l'accouplement des animaux, mais aussi à partir de la décomposition de la terre et du funier», écrivait Aristote. Près de viogt siècles plus tard, l'alchimiste Paracelse (1493?-1541) restait persuadé de pouvoir donner la vie à un homuncule, un être humeio mioiature entièrement conçu en laboratoire.

Lancés dans d'antres débats, Descartes et Newton, par leur silence même, continnèrent de soutenir la théorie aristotélicienne pendant la majeure partie du dix-septième siècle. Et il fallut attendre 1668 pour que Francesco Redi affirme, expénences à l'appui, que les asticots oe naissent pas spontanément de la viande en putréfaction. La gigantesque polémique déclenchée par ce médecin naturaliste devait durer deux siècles, jusqu'à ce que les tra-vaux décisifs de Pasteur, réalisés en 1862 dans les greniers de l'Ecole cormale supérieure de Paris, dont il vecait d'être nommé administratens, portent un coup définitif au dogme de la génération spontanée.

Depuis, les chercheurs cherchent, bébés, meis comment la vie, enjourd'hui représentée par des millions d'espèces, est apparue sur l'erre il y e environ 3,8 milliards d'années. « En deçà de cette limite, c'est le règne de la chimie minérale et organique. Au-delà, celul du vivant et de l'évolution des espèces. Dans les deux cas, les chercheurs disposent d'un terrain propice à l'expérimentation, rappelle Edward Brody, biologiste au centre de génétique moléculaire (Civil) aux origines sor-Yvette. Mais aux origines mêmes de la vie, le matériel expérimental est quasiment inexistant. »
C'est dire la teneur des débats, souvent théoriques et toujours passionoés, qui ont eu lieu la semaine dernière ou château de Blois sur le thème des « Frootières de la vie» (le Monde du 16 octobre).

En 1953, l'Américain Stanley Miller démontrait que l'on pouvait

produire certaines «briques» do vivant (les acides aminés) « dans les conditions plausibles de la Terre primitive», en soumettant dans un milive», en soumettant dans un ballon un mélange d'eau et de gaz à des décharges électriques. Depuis, les explorateurs du vivant ont obtenu peu de résultais concrets pour étayer leurs nouvelles hypo-thèses. Depuis que d'outres cher-cheurs ont remis en cause l'existence de cette « soupe primitive », préférant imaginer que les pre-mières réactions chimiques du vivant s'étaient peut-être produites sur des surfaces minérales, les mêmes arguments, bien souvent, se sont heurtés aux mêmes contre-

Mais, de temps à outre, une vraie découverte vient bouleverser les esprits et faire progresser le connaissance. Ce fut le cas evec les ribozymes ou «enzymes à ARN».

Des molécules organiques géantes qui se comporteot à la fois comme des acides oucléiques (ADN et ARN, porteurs de l'information génétique) et comme des protéines (responsables directs des réactions chimiques du vivant), dont la mise en évidence, survenue au début des années 80, est considérée par la plupart des spécialistes comme l'une des avancées récentes les plus fondamentales de la biologie (voir encadré ci-contre).

### L'œuf et la poule

Y avait-il des ribozymes à l'ori-giue de la vie? Rien o'est encore certain, mals la découverte de ces molécules très spéciales modifie considérablement les données du problème. D'abord parce qu'elles résolvent, en partie, le fameux paradoxe de l'œuf et de le poule (il faut des acides nucléiques pour fabriquer des enzymes, et il faot des enzymes pour fabriquer des acides nucléiques des acides nucléiques le foreits et entent uucléiques). Eosuite et surtout ques un oouveau matériel expérimental, dans un domaine qui, ou l'a vu. en est fort dépourvu.

« Jusqu'alors, le scénario que l'on pouvait imaginer à l'origine de la vie tenait en trois actes », explique André Brack, responsable d'une équipe de recherche au centre de biophysique moléculaire d'Orléans

(CNRS), qui vicot de cosigner uo molécules universelles du vivant ouvrage sur ce sujet (1). Premier acte : l'apparition de petites molécules organiques, provenant soit de l'espace, soit des constituants de l'etmosphère terrestre primitive, soit des deux à la fois. Deuxième ecte : l'organisation de ces molécules eo une structure porteuse d'une information biologique, capable de se reproduire et de se trans-

### Un monde d'ARN

Troisième acte : l'émergence des premières cellules cootenant des acides nucléiques et des protéines,

Vieux sane doute de plu-

sieurs millierds d'ennéee, lee

ribozymes - ou cenzymes à

ARN » - ont été découverts au

début des années 80. Dans

l'histoire de la hiologie molécu-

laire, c'était hier : hien eprès la

date de purification des pre-

mières enzymes (1926), ces

protéines essentielles qui cata-

ysent lee réactions chimiques

dee organiames vivants, Bien

après l'identification par James

Wetson et Francis Crick de la

structure de l'ADN (acide dés-

oxyribonucléique), support principal de l'information géné-

Bien après, donc, que la cor-

rélation « un gène, une pro-

téine » a été érigée en dogme,

le Canedien Sydney Altman

(université Yale) et l'Américein

Thomaa Cech (université du

Colorado), qui travaillent en 1982 sur le protozoaire Tetra-

vrent l'impensable : un frag-

ment d'ARN (acide ribonucleique) capelle de se

modifier tout eaul, sens le

secours d'eucune enzyme ni

d'énergie. L'ARN, que l'on

croyait jusqu'elors exclusive-ment dévolu à la transmission

DVMTOrmis, v d

tique (1953).

qui ouvrent la voie aux organismes que nous connaissons eujourd'hui.

Du long cheminement qui e mené des premières molécules organiques oux premières cellules, on ne coonaît pratiquement rien. Les ribozymes permettront-ils d'en preciser les étapes? La déconverte de ces ARN capables d'une nctivité catalytique a, en tout cas, donné lieu à une nouvelle et importante théorie, sur laquelle se concentre désormais une grande partie des recherches menant aux frontières de la vie. Une théorie selon laquelle uo véritable « moode à ARN » onrait précédé l'epparition de

le febrication des protéines

nourrait ainsi sa comporter kii

même comme une véritable

L'hypothèse, suggérée pour la première fois per les deux

chercheurs, est révolutionnaire,

Et ile la prouvent | En 1986,

Cech et Altman démontrent

que certaines molécules d'ARN, capables d'agir sur leur

propre structure ou celle d'eu-

tres fragments d'ARN, fonc-

tionnent hei et bien comme de

véritables catelyseurs, Cette

découverte leur vaut en 1989

le prix Nobel de chimie, tandis

que plusieurs équipes, un peu

pertout dans le monde, se

plongent à leur tour dans

l'étude de ces fescinants ribo-

zymes. Avec des perspectives

d'eutent plus prometteusea

que deux chercheurs austra-

liens, Jim Heseloff et Weyne

1988 à maîtriser leur synthèse

en laboratoire, ouvrant einsi la

voie à d'éventuelles epplica-tions médicales ou industrielles

(le Monde du 27 août 1988 et

du 5 août 1989).

hypothèse, que soutiennent désor-mais la majorité des chercheurs, certaios rappellent que l'ARN, aujourd'hui relégué an second plan dernère l'ADN chez la plupart des espèces vivantes, reste cependant le principal support héréditaire de plusieurs espèces virales : le virus de la poliomyélite, celui du sida, ou encore les rétrovirus impliqués dans certains cancers font partie de

cette famille de « virus à ARN». Si le monde constitué d'ARN n réellement présidé à l'origine de la vie, les témoins de cette époque loin-taine qui ont survécu jusqo'à nous se reveleraient alors, pour l'espèce humaine, singulièrem Un Nobel pour les ribozymes

Quoi qo'il en soit, l'idée d'un monde primitif peuplé de ribo-zymes a fait son chemin. Et les résultats s'accumulent. A la Scripps Clinic de La Jolla (Californie), aux Etats-Uois, le biochimiste Gerald Joyce Utilise ainsi les outils de la biologie moléculaire pour faire évo-luer, en accéléré, des ribezymes dans un tube à essai. Après maintes, manipulations, il obtient des molécules légèrement différentes, capables de réactions chimiques qu'elles n'effectuaient pas à l'origine.

l'ADN et des protéioes, et aurait joué un rôle extrêmement précoce

dans le développement des consti-tuants de la vie. A l'appui de cette

### Autoreproduction

« A l'échelle moléculaire, Darwin avait raison : selection + replication + mutation, cela donne bien une évolution», ironise-t-il. Mais les recherches de Gerald Ioyce sont peut-être d'une portée considérable, et il ne désespère pas de voir un jour des rihozymes capables de s'autoreproduire. L'expérience est d'ores et déjà en cours dans le laboratoire du biologiste Jack Szostak, à la Harvard Medical School de Boston (Massachusetts), qui tente de reconstituer in vitro des systèmes autoreproducteurs en partant des ribozymes actuels. Avec des résul-tats extrêmement: prometteurs, récemment publiés dans les revues Science et Nature (2), qui suggèrent que « des molécules prébiotiques d'ARN ont peut-être été capables de s'assembler en un complexe doué d'autoréplication ».

est d'accord : la vie, c'est ovant tout la reproduction. Mais si les ribo-zymes se révèlent capables de s'au-toreproduire, comme le laissent penser les travaux de Szosfak, ontpenser les travaux de Szustas, militété pour autant les premiers éléments organiques à développer cette capacité? La question est loin d'être tranchée, et le débat, à ce niveau, tourne vite à la qoerelle

d'étole.

Ainsi, à un Stanley Miller, aujourd'hai professeur à l'université de Californie (San-Diego), pour lequel virARN est déjà une molècule trap complexe pour avoir constitué le premier système autoréplicant », Christian de Duve rétorque en évoquant le hasard et la oécessité. Pour ce Prix Nobel de médecine 1974, professeur émérite à l'université de Louvain (Belgique), « même si les conditions qui ont permis l'apparition de la vie sur Terre étaient à nouveau exactement réunies, la vie nouveau exactement réunies, la vie n'apparaîtrait peut-être pas pour autant ». André Brack, quant à lui, ne croit pas beaucoup à un monde initial constitué d'acides nucléiques. Dans son laboratoire oriéa-nais, il continue de synthétiser des mini-protéines (des peptides), et pense que ces molécules ont pré-cédé l'apparition de l'ARN, qu'elles ont «préparé le terrain, sans doute en association avec un partenaire minéral, peut-être de la pyrite».

Plus pragmatique, le paléonlolo-gue William Schopf, professeur à l'université de Californie (Los Angeles), à qui l'on doit la datation des plus anciens micro-organismes fossiles connus à ce jour (3,5 milliards d'années), rappelle simplelards d'années), rappelle simple-ment que « la nature n'est pas com-partimentée ». Selou 'Inl, « la compréhension des mécanismes qui ant présidé à l'apparition du vivant impliquera forcément la collabora-tion étroite des géologues, des biolo-gistes, des chimistes, des physiciens, des paléoniologues et des astro-nomes ». Les détricheuss de la vic, désidément ont encore de beaux décidément, ont encore de beaux

**CATHERINE VINCENT** 

(1) L'Evolution chimique et les Origines de la vie, d'André Brack et François Rau-lin, Massou de paraltre), A line également : Apparation du vivant, de François Raulin. Presses Pocket, collection « Explora». Fautoréplication s.

(2) Nature, vol. 339 (15 juin 1989);
Car sur ce point, tout le moode Science, vol. 251 (29 mars 1991).

## La mort et le sacré

Le Musée de l'homme présente une exposition sur les « rites funéraires préhistoriques »

'HOMME est epparu en Afrique orieotale evec Homo habilis il y e 2,5 millions d'anoées. Mais les plus anciennes inhumetions conoues oe datent que d'environ 100 000 ans : elles ont été le fait de populations d'Homo sapiens sapiens, c'est-à-dire d'hommes modernes (un peu archaïques, il est vrai) dont on e retrouvé les sépultores à Skhul et à Qafzeb (sur le territoire actuel d'Israel). Elles ont ainsi «détrôné» les sepultures néandertaliences d'Europe et d'Asie occidentale dont les plus ancienoes ne remontent qu'à 80 000 ou 60 000 ans mais qui, iusqu'aux découvertes faites en

Israël au cours des dernières années, étaient les plus vicilles sépultures à nvoir été mises au jour.

L'homme a donc mis 2,4 millions d'années avant d'enterrer ses morts ou, en d'eutres termes, à se poser des questions métaphysiques. Dès les premières sépultures, en effet, on constate que, noo seulement le corps a été déposé dans une fosse (et non plus abandonné n'importe où), mais encore que des rites ont été observés : offrandes posées sur les corps ou à côté de ceux-ci, poudre d'ocre répaodue dans les tombes, parures ornant les morts, etc. Or, il est évident que ces rites n'auraient pas existé si l'homme n'evait pas commencé à s'interroger sur l'exis-

INED

Institut national d'études démographiques

Recrutement de

**CHERCHEURS** 

Deux concours sur litres el travaux sont ouverts à l'I.N.E.D. pour le recrutement de chargés de recherche de 1e et de 2e

classe (CRI et CR2). Ils sont ouverts aux candidats (hommes

ou femmes) de toute nationalité, titulaires d'un doctorat d'Etat

ou de 3º cycle ou d'un titre jugé équivalent. La répartition des

un poste de CRI pour un spécialiste en démographie et

épidémiologie ; les candidatures émanant de médecins sont

- six postes de CR2, ouverts à toutes les disciplines de l'éta-

blissement (notamment démographie, statistique, économie,

le 8 novembre 1991 à 17 heures, à l'INED, 66 bis, avenue

sociologie, histoire, géographie, génétique des populations). Les dossiers de candidature doivent être retirés avant

postes par discipline est la suivante :

Jean-Moulin, 75014 Paris, tél.: 45-40-45-60.

particulièrement souhaitées :

tence d'un eu-delà et sur la survie d'uo de ses principes constitutifs. Ce sur quoi l'homme actuel se pose toujours des questions...

ll est amusant de rappeier que la première tombe à evoir été découverte, eo 1908 à La Chapelle-aux-Saints (Corrèce), a suscité une querelle qui traduit bien l'état d'esprit de l'époque (la loi de séparation des Eglises et de l'Etat avant été votée en 1905) : il ne pouvait pas y avoir des rites de sépulture puisque l'homme préhistorique a était pas encore «contaminé» par la religion.

Contamine par la religion...

L'exposition du Musée de l'homme, «Rites funéraires préhistoriques, naissance du sacré», présente de nombreux objets et surtout vingt et un monlages très fidèles de sépultures convrant quelque cent mille ans (de 90 000 ovant Jésus-Christ on septième siècle de notre ère). Les trois sépultures les plus récentes, en effet, sont celles de Wisigoths et appartiement donc aux temps historiques.

### **Parures** et jouets

Dès la plus ancienne tombe pré-sentée au Musée de l'homme, onc de celles de Qaízeh, les rites oppa-raisent sons la forme d'un bois de cervidé qui n été posé sur le corps d'un adoissont. Bien après, ce sont quatre bâtons percés de bois d'élan et une longue lame de silex qui accompagnent le nieure princes accompagnent le a jeune prince » d'Arme-Candide (près de Finale-Ligure, Italie, 15 000 ans evant lésus-Christ), les galets plats alignés près de la tête d'un enfant ayant vécu il y o 10 000 ans (mis eu jour aussi à Arme-Candide), les objets de silex el les cointes en concentrations. Arene-Landide), les copess de suca el les pointes en os (contenus dans des sacs?) qui avaient été disposés il y a environ 12 (000 ans dans la tombe d'uo jeune homme do Val-Rosna (près de Bellumo, Italie). Sans parler de la position des corps qui, quelques dizaines de milliers d'antides content nature de milliers d'antides content nature des corps qui, nées ovant notre ère, répondait très probablement à des règles précises :



Squelette de l'homme adulte dit homme de Menton, découvert en 1872 par M. Rivière dans la grotte du Cavillon. Le crâne est omé d'une parure de coquillages et de « craches » (dents) de cerf perfordes qui devaient former une véritable résille.

allongé sur le dos mais les bras repliés le long du corps en sorte

Il y e aussi les parares dont cer-taices sonl somptaeuses. Plusieurs des adultes de Grimaldi (en Ligurie italienne, tout près de la frontière française) et la femme de la grotte de Paglicci (Pouilles) portaiect une résille et un bandeau ornés de coquillages et de « craches » (dents) de cerí percées confectionnés il y a

ans, enterré ansai à Arene-Candide (vers 8 000 ovant notre ère) avait été posé sur une cane ornée de quenes d'écurenil, mais on avait pris le soin de mettre dans sa tombe des « crayons » (des bâtonnets) de coulcur noir bleuté où l'on o envie de voir - probablement à tort - les joucts fovoris du petit mort. La femme juhomée besucoup plus récemment (oo début de l'âge du fer, vers 800 nvant Jésus-Christ) à de Chaillot, place du Troca-les jours, sauf le mardi, de 9 h 45 à 17 h 15, du 23 octo-

sepultures ne contiennent que des os. Ce qui est très sec. Pourtant, un on Ce qui est très sec. Pourtant, un certain nombre des tombes présenties à l'exposition sont très émouvantes parce qu'elles montrent que la souffrance, et le chagrin des hommes ont tonjours existé. Uoc des tombes de Qafzch, datant de quelque 90 000 ans evant notre ère, contient une femme aux pieds de laquelle on a posé un enfant. La femme de la grotte Romito (Calabre, vers 10 500 avant Jésus-Christ) tient dans son bras gauche un nain adulte aux fémurs déformés.

L'homme de Mondeval de Sora

ornements de bronze (coiffare, bra-celets, perles, etc.) et aussi d'ambre. Par définition, les très vieilles

adulte aux fémurs déformés.
L'homme de Mondeval de Sora (Dolomites italicones, vers 7 000 avant notre ère), qui était âgé d'une quarantaine d'années, était atteint d'ostéopathie déformante. Le squelette de Castellar (Alpes-Maritines, 4 500 ans avant Jésus-Christ) est cean d'un homme de 60 ans qui souffrait, à l'évidence, de la maladie de Kahler.

de Kahler.

A Roaix (Voucluse), on est dans l'horreur: il s'agit d'une tombe collective à deux niveaux où plusieurs dizaines d'individus de tous âges ont été jetés d'abord vers 2150, puis vers 2090 avant notre ère. On pense aux massacres de toute la popula-tion de villages, idée que renforcent les pointes de fièche encore fichées dans certains squelettes...

dans certains squelettes...

Très émouvantes sont les preuves de l'amour maternel (ou paternel) que l'on trouve dans certaines tombes d'enfants, comme celle de la Vela (près de Trente, en Italie): à côté d'un cafant d'énviron six ans, quelque six mille ans, de poser deux poteries miniatures à embouchure carrée reproduisant fidèlement la céramique typique de l'époque.

YVONNE REBEYROL

-----

- P42

in the

.- / "

. 25

12.15

PART

Service of the Co.

1949 - F. F.

عدوران ويوليد سيجاه

 $L_{AB}(M) = \frac{1}{2}M(1 - T)$ 

400

Same Deadle and

Same of the same o

Market Inc.

Agents on the

E. E. C.

فيتهج ووادر

A Maria Carlo

- **3062** - **3062** - Andrews

1.0

.

## Spot contre les plaies d'Egypte

La production agricole de la vallée du Nil est contrôlée par un satellite

milion et demi d'Egyp-tiens expatriés en Irak ou eu Kowelt sont rentrés au pays au moment du conflit du Golfe. Un afflux brutal qui aggrave d'autant l'un des problèmes majeurs de l'Egypte: l'engargement de la vallée du Nil. Cette enclave verdoyante perdue dans le désert est en effet le explosive qu'incontrôlée, mais elle abrite aussi la totalité des terres cultivables (4 millions d'hectares environ, soit quelque 4 % de la superfi-

Or, avec 18 % du produit national brut, l'agriculture constitue la pre-mière ressource de l'Egypte. Ce capital foncier, inestimable pour un pays en voic de développement, risquait donc de disparaître au rythme même de l'accroissement de l'urbanisation. Pour tenter d'enrayer - ou, au moins, de maîtriser - cette évolu-tion catastrophique, l'Egypta s décidé de miser sur les technologies les plus en pointe. Elle vient de lan-cer un projet ambitieux à vocation agricole basé sur des images prises par satellite. Un programme de 27 millions de francs, financé par la France dans le cadre de son aide au gouvernement égyptien, et mené par un consortium français dirigé par la société Spot Image (1).

### «Réagir en temps presque réel »

L'utilité, pour l'agriculture, des images prises par satellite n'est plus à prouver. Un spécialiste entraîné peut, en effet, tirer des informations précises sur la nature des cultures et sur les rendements des surfaces cultivées à partir de la comparaison de vues priscs à des périodes différentes et traitées en «fausses conleurs» sur un écran à haute défini-tion. « Par les méthodes classiques d'études statistiques, ces renseigne-ments ne sont généralement disponi-bles que très longtemps après les récoltes, explique M. Killmayer, de la société spécialisée Geosys. Avec notre système, le délai n'est que de quatre mois entre l'acquisition des images des champs pas encore mois-sonnés et le rendu des conclusions.

Les responsables de pays en voie de développement peuvent ainsi réagir pour organiser leur politique alimen-taire presque en temps réel, et en taire presque en temps reet, et en tout oas avant que les gens ne descendent dans la rue, poussés par la faim. » Ces techniques sont aussi très appréciées des économistes, qui peuvent, grâce à elles, anticiper sur les cours des denrées agricoles.

Les Egyptiens, eux, comptent les de près le grignotage des terres agri-coles par l'urbanisation. Le satellite leur fournira dans ce cas la rapidité de réaction indispensable pour cor-riger éventuellement les dérives les plus perverses. Ils entendent aussi contrôler les implantations agricoles nouvelles autour des zones nouvellement irriguées. Le projet ALIS (agri-cultural land information system), dont la mise en place s'effectuera en trois ans, porte sur l'établissement d'une cartographie de l'occupation des sols, d'une base de données statistiques sur les surfaces cultivées égyptiennes et sur la formation d'une équipe de huit personnes, dont un ingénieur spécialiste en

«L'objectif, explique M. Michel Pousse, responsable du projet à Spot Image, est de mettre à la disposition du ministère égyptien de l'agriculture un système d'information agricole, mais aussi l'environnement technique et humain nécessaire pour qu'ils puissent le gérer eux-mêmes.»

Aujourd'hui complètement opérationnel, et promis à un bel avenir si l'on en croit ses promnteurs, ce genre de système doit beaucoup aux fonctionnaires de la Communanté curopéenne. Depuis cinq ans, en effet, la CEE élabore des estimations mensuelles de production agricole basées uniquement sur des images fournies par le satellite français Spot et son concurrent américain Land-

## du « photo-interprète »

européen d'Ispra (Italie), le dispositif a été mis an point et perfectionné un peu «sur le tas», en fonction de l'expérience et des déboires rencon-

Geré par le centre de recherche

Mer Méditerranée

trés. « C'est ainsi. explique un expert, que nous pensions au départ que l'informatique nous permettrait de tout faire. Nous nous sommes très vite rendu compte que l'homme reste indispensable. Les logiclels sont. utiles pour préparer son travail, mais rien ne vaut l'ail exercé des « photointerprètes » pour explaiter une image. Ils sont devenus aujourd'hui des spécialistes très recherches, un peu à l'image des « oreilles d'or » qui, à bord des sous-marins, sont capables d'identifier les bâtiments enne-

mis ou son de leurs moteurs.» Les Européens ont pu anssi, à des qualités primordiales du satellite : son objectivité. Dans certaines régions et pour des cultures très subventionnées, la différence entre les surfaces cultivées déclarées et la réalité telle que la détectait l'oril impitoyable du satellite pouvait atteindre jusqu'à 30 %! De la même manière, affirme un expert, les campagnes menées en Afriqua à l'initiative du gouvernement français ont révélé « des erreurs d'un facteur deux à trois a sur les rendements des cultures tels que les mentionnaient les statistiques officielles.

### Un marché qui décolle

A côté de la cartographie - l'atilisation la plus évidente des photos aériennes ou par satellite, - ce genre d'applications, en plein développement, témnigne du décollage du marché de la télédétection. L'aménagement du territoire, la surveillance de l'environnement et surtout. la prospection géologique et minière constituent d'autres débouchés prometteurs. La firme Amoco et les grandes compagnies pétrolières figu-rent déjà paimi les bons clients de la société Spot Image, chargée da la

commercialisation des images du satellite Spot. Comme pour l'agricul-ture, les pays eu voia de développement sont aussi intéressés : la Mongolie vieut de signer avec Spot Image un contrat de 12 millions de francs axé essentiellamant sur ls

Après einq ans de fonctionnement, Spot Image contrôla environ la moitié du marché mondial, affirme son PDG, M. Gérard Bracbet. L'eutre part est détanue par Eosat, qui commercialise les images du satellite américain Landsat, seul concurrent de Spot ponr l'instant (même si les Soviétiques tentent une percée avec Soyouzkarta). Son chiffre d'affaires n'en reste pas moins fort modeste : 185 millions de france en 1990, et ne permet pas encore de couvrir les frais d'exploi-tatinn du système (210 millinns da francs en 1988) ni, a fortiori, le cout du développement des satallites. Mais il augmente de 35 % par an

« Pour l'instant, nous nvons l'impression de gratter seulement la sur-face », lance M. Brachet, qui constate avec satisfaction l'émergence d'un besoin en images satel-litaires, qu'il s'agit parfois, souligne-t-il, de savoir révéler oux utilisateurs potentiels. C'est ainsi, explique M. Brachat, que le contrat passé avec l'armée de l'air américaine (le Monde daté 26-27 mai), et complété récemment pour atteindre, au total, 6 millions de dollars (près de 35 millions de francs), a été obtenu su terme d'un long travail des équipes commerciales de la filiale américaine de Spot Image auprès du Tactical Air Command de l'US Air-

« Les cartographes militaires étaient persuadés que nos images n'étaient pas assez fines pour l'usage qu'ils voulaient en faire, Aujourd'hai, ils sont ravis, Mais le nouveau satellite américain Landsat, dont le lancement est prévu à la fin de l'an prochain, proposera des services concurrentiels.»

Lance le 22 février 1986, Spot-1, le pionnier, a cédé la place à Spot-2

d'images. Spot-3 devrait suivre fin 1992 (ou avant, en cas de besoin) et Spot-4 eu 1994. La continuité dn système devrait donc être assurée jusqu'à l'an 2000.

99 t 43

### La prochaine génération

Cela n'empêche pas Spot Image d'envisager une extention de ses rangs pour commercialiser les données des satellites de télédétection de nonvelle génération, comme l'européen ERS-1, lancé an juillet der-nier (le Monde du 17 juillet). Des images radar remarquables de qua-lité et des données altimétriques (ERS-1 est capable de mesurer la uteur des vagues à 10 centimètres près) ou radiométriques (mesure de la température de surface de l'océan). Les pays membres de l'Agence spatiale européenne n'ont, cependant, pas encore réussi à dégadont seront distribuées ces images. Les uns pronant une gratuité totale pour un usage réservé à la rechercha scientifique, d'autres étant partisans d'une commercialisation.

Le problème, reconnaît M. Sraebet, e'est que, « contrairement aux images classiques, où il existait un marché préexistant avec la photo aérienne, ces données nouvelles sont encore à la limite de la recherche scientifique ». Il sera donc ancore plus difficile aux commerciaux de convaincre les clients potentiels. Et si certains, comme les pétroliers, namifestent déjà leur intérêt, la rentabilité commerciale de ces nouveaux produits n'est probablement pas pour demain.

## JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Outre Spot Image, société chargée de la diffusion des images du satellite français Spot, et maître d'œuvre du projet, ce consortium comprend l'Institut géographique national (IGN) et les sociétés Geosys (pour l'inventaire cultural et les statistiques agricoles) et Sysame Ipour l'occupation des sols et les polentialités

## L'effet de Gennes

Auprès de Pierre Aigrain il a, dit-il, appris à faire vivre de petits groupes de chercheurs où « les gens soient heureux, se posent des questions et n'aient pas l'impression d'être écrasés par un a patron » qui commande tout et veut tout faire ».

Ces qualités en feront l'homme idéal pour prendre, en 1976, la tête de l'Ecole de physique et de chimie industrielles de la Ville de Paris sur laquelle veillent avec bienveillance les fantômes des Langevin, Joliot et Curie. De grands anciens. De ces hommes qui, comma Pierre-Gilles de Gennes, « s'intéressaient à tout ». « Quand nous sommes alles le voir, raconte Lucien Monnerie, directeur des études à l'Ecole, il n necepté d'emblée, ravi, disalt-il, de s'évader un peu de la tour d'ivoire du Collège de France. » Mais ravi aussi de ponvoir mettre rapidement en pratique ses idées sur la formation des ingé-

En quelques mois, il fait souffler un vent de révolution sur l'école, réduisant de 30 % le volume des plexe, le plus subtil ». Ses cours an

connaissances à acquerir ». Il suffit : t'etablissement.

## culture

Rien n'est encore acquis et Pierre-Gilles de Gennes eura besoin de tont son art du verbe pour convaincre administrations; édiles et politiques. Mais a c'est un conferencler exceptionnel, diseut ses amis. Il sait sedutre son auditoire, se mettre à sa partée, vulgariser autant que faire se peut et transmetqui découvre alors qu'on peut très . tre ainsi, sans en avoir l'air, le bien faire un très bon étudiant « en savoir le plus délicat, le plus com-

SCIENCE NUMERO SPECIAL

COMMUNICATION ORDINATEURS ET RESEAUX

de se concantrer sur quelques points-clés. « C'est une espèce de nettoyage de chez soi qu'il faut faire tous les quinze ans » Se remettre sans cesse en question comme dans la recherche et tenter de donner aux élèves cette triple culture que se devrait d'evoir a tout ingénieur un tant soit peu incisif». Aussi ne pense-t-il depuis dix ans qu'à ejouter un «B», comme biologie, aux «P» et «C» de la physique et de la chimie qui ont fait la renommée de

et JEAN-PAUL OUFOUR DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde ARTS ET SPECTACLES

POINT DE VUE exemples, et lançait parfais des idées nouvelles sous l'inspiration du

Collège de France, se sonvient Pierre Bergé, «j'y allais par plaisir pour le voir jongler nvec des concepts difficiles. A chaque moment, il Introduisait dans son discours de petites greffes, de couris

moment. Pour nous autres physi-

ciens, c'était une cure d'imagina-

tion, une source d'inspiration ».

Homme comblé, Pierre-Gilles de Gennes n'a que deux regrets. Celui de ne pas avoir rencontré deux grands noms de la littérature. Giono, qu'il adore et qu'il surait simé conneître, et Richard Friedman écrivain plus confidentiel. papier: pratiquement sans équa-tions, sur... l'hélium superfluide».

Et puis il y a aussi cet autre regret de ne pas avoir pu percer les secrets de la gravitation et ceux des « trous noirs », ces objats astronomiques combien exotiques qui dévorent toute la matière qui les entoure et ne laissant échapper aucune lumière. Sa curiosité dans ce domaine l'a

même conduit, reconte-t-il, à nne douloureuse expérience de gravitation , « J'étnis dans mon bain en train de lire un merveilleux ouvrage sur le sujet d'un ami américain. C'était assez dur et je me suis endormi. Et, tout naturellement, le bouquin est també, victime... bien sur de la gravitation. » Prenve s'il en est, dit-il avec malice, que « sauter d'un sujet à l'autre n'est guère faciles. Cela suppose a une grande gymnastique préalable, deux au trois ans sur les bancs de l'école pour s'imprégner du sujet ». Feute de cela, on dit n'importe quoi et l'a on s'imagine avoir le droit de commenter tous les problèmes de l'époque. Or les scientifiques. comme les philosophes, ne doivent être pris ni pour des oracles ni pour des gourous ou des prophètes ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

30 % par an pendant trols ens; - cette politique est remise en d'échelonner l'eugmentation de 15 % prévue pour 1991 (5 % en octobre et 10 % en avril 1992) et de ne rien faire de plus en 1992. Les expériences des pays compa rables au nôtre indiquent qu'il faut une augmentation forte et répétée pour dissuader durablement. Nous sssistons donc su sabatage du

moment où la CEE a renoncé à directive de 1987 prévayait uns taxation qui aurait contraint la France à une forte hausse. A la fin de 1989 un premier recul réduisait les taxes minimales. Le 24 juin un demier ebaissement du seul tradui-

## Qui fixe la politique de santé?

par Gérard Dubois, Claude Got, François Grémy, Albert Hirsch, Maurice Tubiana

'OPINION publique e pris conscience du coût humain et financier d'une consommation excessive de tabac et d'alcool. » C'est ce que nous s répondu Pierre Bérégovoy au nom da Françoia Mitterrand lorsque nous avons interrogé les candi-dats à l'élection présidentielle de 1988. Nous dautons de la convic-tion des responsables de l'économie et du budget:

 en février 1990, une réunion interministérielle a réglé les der-niers conflits sur les mesures de santé publique que nous avions proposées à la demande du ministre de la solidarité et de le santé, Clsude Evin. L'arbitrage de Michel Rocard a fixé la première augmentetion du tabac à 15 % pour 1991 alors que nous proposions

plan du gouvernement précédent dans un domaine Important de la santé publique:

- dans l'affaire des cigarettes Chevignon, Michel Charasse a semblé olus attentif au soutien ds la manufacture de cigarettes de Riom qu'su danger d'eseocier l'image d'un produit spprécié des jeunes à celle du tabac.

Cas abandone intervisonant au imposer en 1993 une politique de prix communs élevés du tabec. La sait la renonciation à une politique fiscale favorable à la santé.

li est parfois reproché aux experts de ne pas prendre clairement position, les cetestrophes de santé publique échappant alors à la res-ponsabilité des politiques qui les ont consultés. Conscients de la nécessité d'affirmer sans ambiguité nos connaissances et nos propositions, nous disons que:

plue important d'Europe chez les jeunes de 15 à 18 ans ; - le risque de cancer est d'autent plus important que le tebagisme

- les 65 000 morts prématurées provoquées par la tabec doubleront au coure des trante prochsines années si les jeunes maintiennent les niveaux de consommation

actuels; - la dissussion par une augmentation des prix est plus efficace chez les jeunes, qui ont des moyens limi-tée et une dépendence socore

réduite, que chez les adultes; - les dangers du tabegisme pas-sif sont maintenent prouvée. Nous proposons donc que l'ac-

croissement de 15 % par an pendant trois années soit un minimum : qu'il soit associé à une politique de protection de la liberté des non-fumeurs et à un financement à un niveau suffisant des actions de prévention, en particulier par une taxation des publicités pour le tabac encore possibles en 1992 et des publicités pour l'alcool, qui demeurent autorisées par la loi de janvier

Pour défendre ces propositions, nous posons les questione euivantes: .

- Qui fixe la politique de santé? MM. Bérégovoy st Charssse ou MM. Bienco et Durieux, qui se sont déclarés favorables à la poursuite du ptan Evin ? Que signifie l'absence de réunion eu niveau gouvernemental sur la partie fiscale du plan Evin-Ro-

- Pourquoi le ministère de l'éco- tre l'alcoofisme et le tabagisme.

vertueux de la lutte contre l'inflation ? Il est possible de faire une opération avec une faible incidence sur l'indice des prix en augmentant le prix du tabec et en réduisant d'autres taxes comme nous devons le faire d'ici à 1993?

- Pourquoi privilégier un indice - notre pays a le tabagisme le des prix qui donne un poids exces-sif au tabac (1,76 % dans l'indice, 1,12 % dans la consommetion de ménages)? Un indice est un outil, il est souhsitable qu'il soit celculé pour les consommetions de l'ensemble de le populstion (comme dans les autres pays européens), ce qui n'interdit pes d'utiliser un indice faisant référence à « des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé » et de surcroît non-fumeur pour calculer le SMIC.

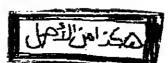
- Comment fonctionne notre démocratie ? L'eugmentation de 1991 était prévue dans les recettes budgétaires votées par le Parlement. Au cours de la discussion de la loi Evin, l'accord sur une forte augmentation dépassait largement la majo-rité gouvernementale. L'opinion publique est également majoritaire-ment favorable à cette politique (56 % dans un sondage de 1990).

- Quelle est la position du président de la République sur un problème de cette importance? Il vient de montrer de l'Intérêt pour les taxes sur les objets d'art, nous lui demendons d'intervenir sur une taxe concernant la vie de dizaines de mililers de personnes.

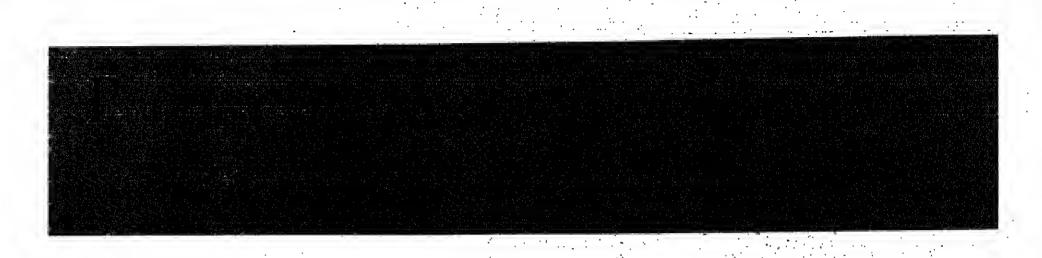
Comme nous l'avons fait dans le passé, nous allons poser ces questions jusqu'à l'abtention de réponses. Le gouvernement ne peut avoir une rigueur inflexible pour lut-ter contre l'inflation des dépenses de santé et renoncer à tenir son rôle dans la lutte contre le tabagisme.

card ? Traduit-alls l'abandan de cette politique per Matignon ou le déplecement du pauvoir Quei de Bercy ?

Description de l'écontral de l'éco



20 Le Monde • Mercredi 23 octobre 1991 •



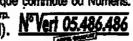


## **OPEN LINE**: LA MICRO-INFORMATIQUE COMMUNICANTE.

4.

Open Line® est opérationnel dès qu'EGT l'a installé. Et c'est déjà une performance de disposer, sans souci, d'une configuration optimale! Open Line est constitué d'un micro-ordinateur puissant, fiable et convivial sous Windows 3, des logiciels bureautiques dont vous avez besoin et d'une imprimante laser haut de gamme. Mais Open Line est surtout le premier système micro-informatique à offrir toutes les possibilités de la télécopie Groupe 3 ou 4, du vidéotex, du transfert de fichiers, des applications voix/données sur réseau téléphonique commuté ou Numéris. Open Line est une marque déposée par EGT. "Windows est une marque déposée par Microsoft Corp.

EGT est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).





26 Marchés financiers 27 Bourse de Paris

## BILLET

## Virage sur l'aile

En termes équestres, on direit e contourner l'obstacle » : dans le langage aéronautique, il s'agirait plutôt d'un virage sur l'aile : faute d'evoir pu racheter purement et simplement le canadien De Havilland en raison du veto, le 2 octobre, de la Commission de Bruxelles, le groupe français Aérospetiale et son allié italien Alenia travaillent à un nouveau montage, qui ne porterait pas ombrage aux principes de le concurrence, farouchement défendus par le très britannique Sir Leon Brittan. Officiellement, «il n'y a plus de projet d'acquisition». Le petron de l'Aérospatiale, M. Henri Martre, e du reste confirmé au président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, le retrait du dossier initial de rachat. Mais, cette affirmation est aussitôt suivie de propos riches de sous-entendus, selon lesquels e le problème est canadien, il regarde le gouvernent fédéral (canadien) et le gouvernement (provincial) de l'Ontario (...) Une société. comme la nôtre ne peut-être indifférente. Nous sommes · · · ouverts à toute coopération ». En fait, Paris n'e pas perdu espoir de faire l'opération De Havilland - industrieflement fort prometteuse dans le secteur .. des avions de transports régionaux. - toute la question étant de fake epparaître le tendem franco-italien moins gros qu'il n'est pour éviter d'achopper à nouveau sur un schémas envisagés a été de monter l'opération via une filiale afin de passer sous la barre des 5 milliards d'écus (35 milliards de francs) de chiffre d'affaires cumulé à partir de laquelle îl revient à la Commission de se prononcer sur une opération de concentration. Mais cette. formule n'a pas, semble-t-il, été

DOUTSUIVIE: Aujourd'hui, la solution sur laquelle les différentes parties travaillent est un mariage à trois, puisque l'Etat de l'Ontario rement concerné par le sort de De Havilland et de ses salariés puisque le constructeur y est installé) serait majoritaire aux côtés de l'Aérospatiale at d'Alenia, opérateurs minoritaires. Des précautions s'imposent pourtant, car le dossier est en cours de montage, la phase juridique n'étant pas encore entamée. Mais les ministres concernés en ont discuté. Si les conversations se formalisent, reste à savoir, enfin, si le seul habillage consistant à présenter le tandem franco-italien comme minoritaire suffire à convaincre Bruxelles et surtout Sir Leon. FRANÇOISE VAYSSE Lire en page 2 le point de vue de Laurent Cohen-Tanugi

## Les syndicats finlandais acceptent une baisse

des revenus des salariés Des syndicats représentant une majorité de salariés finlandais et les représentants des employeurs ont conche, le lundi 21 octobre, un accord qui réduira, pour vingt-deux mois à partir de janvier 1992, les revenus des salariés de 4,1 % en termes réels, tandis que les charges salariales des employeurs dimi ront de 6,5 %. Cet accord intervient an lendemain de la panione provoquée les 18 et 21 octobre sur les marchés des changes par des numeurs de dévaluation et après la plus grande manifestation syndicale qu'ait connue depuis 1956 Helsinki le 3 octobre (le Monde daté 6-7 octobre). Il est destiné à restauter la confiance dans l'économie andaise, qui connaît une grave ecession en raison notamment de la chute des échanges commerciaux avec l'Union soviétique. Grâce à cet accord, le produit national brut (PNB) finlandais, qui doit diminuer de 5 % à 6 % en 1991, devrait augmentar de 0,2 % en 1992 et d'environ 3,5 % en 1993. Unissant dix-nenf Etats européens

## La CEE et l'AELE vont mettre en place un espace économique commun

L'accord instaurant entre les douze membres de la Communauté économique européenne (CEE) et les sept pays de l'Association européenne de libre-échenge (AELE) (1) un espace économique européen (EEE) est enfin conclu. Les dix-neuf représentants, après bien des atermolements, sont en effet parvenus dans la nuit de kundi 21 à mardi 22 octobre à surmonter les trois principales difficultés qui les empêchalent d'aboutir depuis juin dernier : les droits de pêche à accorder dans les eaux, surtout norvégiennes, aux armements de la CEE, le financement par les pays de l'AELE d'un fonds de « cohésion » au profit des régions les moins nanties de la CEE, les conditions offertes par l'Autriche et la Suisse aux transporteurs routiers communautaires pour le transit elpin.

### LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondent

La longueur et l'apreté des pourparlers sur les questions en litige
out illustré la dévalorisation progressive dans l'opinion publique,
et au moins dans la classe politique, d'un projet - l'EEE - qui
était conçu à l'origine comme une
alternative possible à l'adhésion,
voire dans l'esprit des dirigeants
comme M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, comme un vœu pour tenter d'enrayer à temps la
multiplication des candidatures.

Sous cet angle politique, l'opération e échoré: l'Autriche est plus
que jamais déterminée à rejoindre
les Douze, la Suèdé est candidate,
la Finlande pourrait le devenir dès
l'ennée procheine. Il paraît peu
probable que la signature du nouveau traité, souvent considéré, à
tort ou à raison, comme instaurant
des relations, certes privilégiées,
mais néanmoins de seconde zone,
soit de nature à faire changer les
uns ou les autres d'avis.

### Une première période de transition

L'enseignement en est simple, et au reste déjà parfaitement assimilé par les Douze: l'EEE ne peut dispenser la Communauté d'engager rapidement (dès après le Conseil européen de Maastricht en décembre prochain) nue réflexion sur l'organisation d'une Communauté à quinze, à seize ou à vingt, et sur

Une telle évolution des esprits ne doit cependant pas conduire à négliger l'importance concrète de l'EEE, qui pent désormais apparaître, pour plusieurs des pays de l'AELE concernés, comme une première période de transition de nature à faciliter plus tard une adhésion pleine et entière. Les sept pays de l'AELE sont, et de loin, les principaux partenaires commercienx de la Communauté, à laquelle ils sont d'ores et déjà liés par des accords de libre-échange. En fait, les liens déjà innombrables entre les Sept et les Douze vont se resserrer et concerner, avec quelques dérogations (dont l'agricultore, mais les Français esperent bien cependant développer lenes exportations agricoles vers ces nouveaux partenaires), les quetre fameuses libertés qu'instaure le marché unique européen : los échanges de personnes, de biens, de capitaux, de services. Les pays de l'AELE, qui ont souvent anticipé l'accord, vont reprendre dans leurs législations respectives, comme l'ont fait les Douze depuis 1986/1987, les directives qui constituent l'armature du marché unique. Pour superviser, controler le fonctionnement harmonieux de

le fonctionnement de ses institu-

## mune sera même mise en place. PHILIPPE LEMAÎTRE

(1) L'Autriche, la Suisse, le Licchstenslein, la Suède, in Finlande, la Norvège, l'Islando.

l'accord, arbitrer les différends,

une charte inridictionnelle com-

.

Sur fond de manifestations paysannes

## Paris accepte de réformer la politique agricole commune mais demande des infléchissements

La France accepte de considérer les propositions présentées par la Commission suropéenne en juillet pour réformer la politique egricole commune (PAC) comme base de négociation entre les Douze, même si elle s'efforce d'obtenir sur certains points des « infléchissements substantiels » (le Monde daté 20-21 octobre). Telle était l'impression dominante, lundi 21 octobre à luxernbourg, où ételent réunis les douze ministres de l'agriculture, après que M. Louis Mermaz eut exposé sa manière de concevoir cette nécessaire réforme.

### LUXEMBOURG (Communantés européennes)

de notre correspondent

S'agissaot de la production de viande en pleine crise et à l'origine des débordements paysans actuels, la position de la France est même très voisine de celle de Bruxelles et pent se résumer en quelques mots : priorité absolne à l'élevage tradipriorité absolue à l'élevage tradi-tionnel herbagé. En ce qui concerne les céréales – an ecotre de la réforme dans le projet de la Com-mission et des préoccupations des interlocuteurs de la CEE dans l'Uragany Round, - la parenté entre la position de Paris et celle de Bruxelles est moins nette. Les Francais se montrent plus prudents et, en écartant à ce stade l'idée d'une baisse des prix de 35 %, privent très largement de sa substance le projet bruxellois. Daos celui-ei, tout découlait de cette baisse de 35 % sements directs pour la Commission; devant être intégralement compensée pour M. Mermaz), qui reidait leur pleine compétitivité aux céréales communautaires, permettait de reconquérir le marché intérieur envahi par les produits de substitu-tion étrangers, réduisait le coût des moyens de production des éleveurs.

M. Ray Mac Sharry, le commissaire enmpétent, n'en a pas été affecté, l'essentiel étant de se retrouver avec la France et d'autres sur modalités pratiques d'une entreprise qui va sensiblement modifier les mécanismes de soutien que les agriculteurs connaissent depuis treute ans. M. Mermaz a insisté sur la nécessité de ne pas se précipiter. Il souhaite une réforme progressive, où le remplacement des mécanismes de soutien anciens par des nouveaux s'échelonnerait sur cinq ans au liru des trois ans préconisés par la Commission. Il plaide aussi pour des baisses des prix d'intervention inférieures aux 35 % proposés pour les céréales, aux 15 % pour la viande bovine, aux 10 % pour le lait mais il ne fournit pas, à ce stade, d'indications sur l'ampleur des ajustements de prix qu'il estime souhaitables.

En termes de calendrier, sa vision coïncide avec celle de la Commission et sera sans doute partagée par une large majorité de délégations: l'idée est de parvenir à des orientations politiques communes d'ici à Noël, de façon que les intentions de

la Communauté soient claires et erédibles pnur les partenaires dn GATT, puis de se donner de cinq à six mois pour arrêter les modalités pratiques de la réforme.

Le souci de contrer une «option GATT», de ne pas se laisser imposer de l'extérieur une réforme qui risquerait alors de tourner le dos aux objectifs agricoles de la France (maintien d'une forte eapaeité exportatrice, refus d'une maîtrise de la production par des instruments purement quantitatifs et notamment des quotas, appui renforcé aux productions extensives et de qualité) est bien présent dans la démarche de M. Mermaz: « Mes propositions ne tournent pas forcèment le dos à celles de M. Mac Sharry, même si elles tendent à les infléchir de façon substantielle. Elles pourraient donc être l'occasion pour les Douze de se rassembler et de se présenter dans une bonne position lors de l'ultime phase de l'Uruguay Round.»

## Le gouvernement dénonce les violences

Les manifestations d'agriculteurs ont continué lundi 21 octobra. De nombreux barrages ont été installés sur les routes et des eamlons trens portant de le viande interceptés, afin de vérifier leurs chargements et d'empêcher l'importetion de viandes de pays de l'Est, dans le Centre (Creuse, Heute-Vienne, Puy-de-Dôme et Cantal), le Sud-Oueet (à Toulnuse) et la Bretegne (sur le route Nantes-Rennest

Mais les incidents violents ont, cette fois, été rares. Quelques dizaines d'egriculteurs se sont heurtés aux forces de police près de Thiers dans l'après-midi, une centaina à Dijon, dans la nuit, 250 à Bourges, où quatre agriculteurs étaient entendus par la police, après les manifestations de vendredi. En revanche, à Montauben, les 300 manifestants sont diapersés, bien qu'un seul des sept responsables syndieaux gardés à vue eit été

libéré; ceux-ci avaient été interpellés après l'incident Intervenu vendredi soir au dîner de l'Association du patrimolne culinaire et des arts de la table.

M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a condemné « les agissements inqualifiables» de certains agriculteurs contre des bâtiments des services des impôts; le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) evait menacé de déciencher une duisait. D'autre part, le premier ministre, M. Cresson, e feit savoir que les déplacements des ministres - qui avaient été l'objet de manifestetiona dea egriculteurs - se feraient désormais avec son autorisation. M. Man-gin, président du Centre national des jeunes agriculteurs, e déclaré le 21 octobre que « des mouvements extrémistes profitaient des événements et a'infiltraient sur le terrain», faisant notamment allusion au Front national.

## Soumis à de vives critiques

## Le président Bush envisage des mesures budgétaires pour soutenir l'activité aux Etats-Unis

Confronté à la perspective de le poursuite d'une croissence économique très feible eux États-Unis, le président Bush a fait savoir, lundi 21 octobre, que des mesures d'allègements fiscaux visant particulièrement les classes moyennes étaient actuellement à l'étude. Cette décision intervient elors que l'année fiscale 1992, entamée le 1= octobre, sera marquée par un accroissement du déficit budgétaire très supérieur à l'objectif fixé en 1990.

HOUSTON (Texas)

de notre envoyé spécial
« L'économic américaine es

« L'économie américaine est dans un état de grande faiblesse, ainsi que le démontrent les dernières statistiques nationales, et il en sera ainsi pendant les deux ou trois prochaînes années. A tel point que je n'escompte pas une croissance supérieure à 1 % à court terme. De toute évidence, la baisse des taux d'intérêt ne suffit pas à relancer la consomnation et l'activité, dans la mesure où les particuliers et les entreprises sont toujours dans une situation maximale d'endettement, et le plus préoccupant, pour nombre d'Américains, est la forte augmentation de la fixcalité à l'échelon local et des Etats. » Placés dens la bouche d'un agent immobilier de Boston, en Nonvelle-Angleterre, là où la récession ans, ces propos n'auraient rien de surprenant.

En revanche, prononcés à Houston, une ville désignée en septembre anméro an incontesté de toutes les métropoles américaines en termes de créations d'emplois — pour le sixième mois consécutif —, ils ont de quoi faire réfléchir. Surtout lorsqu'on les sait sortis de la bouche de M. Marc Shapiro, le patron de la Texas Commerce Bankshares, un établissement lié à Chemical Banking Corp. et qui affiche une augmentation de 52 % de ses bénéfices pour le troisième trimestre 1991, alors que l'ensemble du sectenr bancaire ne se départit pas de sa morosité.

En un an, l'ensemble de l'Etat

En un an, l'ensemble de l'Etat du Texas aura permis la cration de 75 000 emplois nouveanx. Dans le même temps, en revanche, à l'échelon national, 1,6 million de demandeurs d'emploi, provenant - fait nouveau - en grande partie du secteur des services, venaient grossir le nombre des chômeurs, estimé actuellement à quelque 8,5 millions de personnes, un peu moins de 7 % de la population active. Un pourcentage très élevé au regard de la tradition américaine, et d'autant plus préoccupant que seuls trois millions de ces chômeurs perçoivent des indemnités, pendant une durée limitée à vingi-six semaines maximum.

### Trois millions de chômeurs indemnisés

Le Congrès, à majorité démocrate, se proposait de prolooger cette périnde de vingt semaines avant que le président Bush ne mette son veto à la mi-octobre. An motif que cette rallonge, destinée aux deux millions de chômeurs en fin de droits, préseotée ioitielement par les démucrates mais aussi soutenne, sons une forme éduleorée, par les républicains, aloudirait le déficit budgétaire de 6,5 milliereds de dollars. Une dépense que la Maison Blanche juge incompatible avec le fameux accord quinquennal laboriensement élaboré à l'automne dernier entre les parlementaires des deux bords et l'administration, lequel prévoit une réduction d'an per moins de 500 milliards de dollars du déficit budgétaire fédéral sur cette période de cinq ans.

D'ores et déjà, l'année fiscale 1992 a démarré, le 1º octobre, avec un «trou» budgétaire établi à 348 milliards de dollars par l'administration, supérieur de 70 milliards par le Congressional Badget Office, les services spécialisés du Capitale. Encore ees chiffres ne tiennent-ils pas compte d'une absence de reprise économique à l'automne, confirmée par les statistiques de ces derniers jours sur la production industrielle (plate), l'inflation (en augmentation), le déficit commercial (creusé), les mises en chantier (en baisse) et des pertes d'emplois qui s'annonceat « bien plus nombreuses avant qu'intervienne une reprise robuste», si l'on en croit la récente déclaration de M® Lyan Martin, secrétaire à l'emploi anprès de M. George Bush.

Face au mécontentement reflété par les sondages, que provoque la politique économique du président Bush, et dont son vice-président, M. Dan Quayle, s'est fait l'écho à l'issue d'une série de déplacements dans l'Amérique profonde, l'administration, consciente de l'enjeu à un an de l'élection présidentielle (prévue eo oovembre 1992), a décidé de réagir. En s'efforçant de marchander avec l'opposition parlementaire, bien décidée à en découdre sur le chapitre de la justice sociale, un accord budgétaire qui, depuis plusieurs mois, a pris l'an de toutes parts. Ne serait-ce qu'à la suite, par exemple, des incessantes rallouges does à l'apurement sans fin du scandale des eaisses d'éparque (Sarings and Loans).

A l'issue d'un entretien avec les leaders du Parti républicain au Congrès, d'une rencontre avec le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, et avec des chefs d'entreprise «amis», suivie d'une séance de remue-méninges avec ses principaux conseillers économiques auxquels s'étaient joints certains fidèles – parmi lesquels le secrétaire au commerce, M. Robert Mosbacher, appelé à jouer un rôle-clé dans la campagne électurale, – M. Bush a envoyé son directeur au budget, M. Richard Darman, sur les plateaux de télévision. Il s'agissait tout d'abord pour ce dernier de démentir toute idée de «renégoclation» du sacro-saint accord budgétaire de 1990 avant d'admettre qu'il fallait en passer par là sous la forme d'«un nouveau train de mesures visant à réduire les dépenses budgétaires» afin de parvenir à relancer «la crojssance économique» annoncée par le président.

### Les dividendes de la paix

En attendant la présentation officielle, dans les prochains jours, du projet fiscal visant à relancer l'activité économique, les fuites savamment orchestrées ont permis d'apprendre que ce dispositif reposait essentiellement sur une dimi-nution de la taxation des plus-values, agrémentée notamment de l'instauration de comptes d'épargne familiaux et de crédits d'impôts pour la recherche et le développement. Les contre-feux aussitôt mis en place par l'opposition democrate ont contraint la Maison Blanche à surenchérir en anconçant, le 21 octobre, par la voix du porte-parole, M. Marlio Fitzwater, des mesures spécifiques d'ellégements d'impâts pour la elasse moyenne américaine, parti-culièrement pénalisée par la crise

économique. Un bon moyen de répliquer à M. Lloyd Bentsen, le président de la commission des finances du Sénat, où il représente l'Etat du Texas, et l'ane des figures de proue du Parti démocrate, qui avait dévoilé la veille un package de 72,5 milliards de dollars de diminutions d'impôts, profitant aussi à la middle-class, en échange... d'une baisse de 5 % des dépenses militaires! Une perspective qu'il sait parfaitement inacceptable en l'état par les sénateurs républicains.

républicains.

Prudemment, la Maison Blanche a fait savoir qu'il était encore trop tôt pnur déterminer quelle ampleur pourraient prendre les « dividendes de la paix ». Et confirmé qu'à ses yeux, l'allésement de la pression fiscale sur les plus-values, synonyme de la création de richesses destinée à être injectées dans l'économie eméricaine, était un bien meilleur moyen de rétablir sa santé. A la différence de la positinn adoptée l'année dernière lorsqu'ils s'étaient are-bontés pour refuser cette « injustice sociale destinée seulement aux riches», les démocrates semblent, cette fois-ci, plus conciliants. A condition de pnuvnimarquer des points sur les deux dossiers qu'ils comptent faire avancer à l'oceasioo des joutes électurales: la santé à laquelle o'ont plus droit, selon eux, les plus défavorisés, et l'emploi, redevenu incontestablement un excellent thème électoral.

En attendant de pouvoir doter les candidats démocrates qui se sont officiellement lancés dans la bataille d'un programme économiquo généreux mais crédible, susceptible de compenser le réelle absence de stature politique que leur reproche l'opioion publiquo américaine,

SERGE MARTI

## FRUCTIFRANCE

Sicav du Groupe des Banques Populaires

## TRANSFORMATION EN SICAY MIXTE

A compter du 16 décembre 1991, le Groupe des Banques Populaires proposera à sa clientèle et à l'ensemble des investisseurs l'une des toutes premières SICAY françaises à double catégorie d'actions. Les Banques Populaires offriront en effet aux actionnaires de FRUCTIFRANCE

et à ses futurs souscripteurs la possibilité de cholair, à tout moment, en lonction de leur souhait et de leur situation fiscale entre: · les actions C de capitalisation pour lesquelles les revenus seront capiti nar incompration dans la valeur de l'action

elas actions D de distribution pour lasquelles les revenus de la SICAV seront distribués sous forme d'un dividende annuel auquel est attaché l'avoir fiscal

Créée en octobre 1978, FRUCTIFRANCE est une SICAV du Groupe des Banques Populaires orientée vers le marché des actions françaises. Avec un actif net de 2,75 milliards de francs au 30 septembre 1991 et près de 80.000 actionnaires, FRUCTIFFIANCE est largement diffusée tent auprès des Banques du Groupe que de nombraux autres établissements de la Place. Du 1" au 30 novembre 1991, ses actionnaires courrent opter pour l'échange de leurs actions actuelles contre un nombre identique d'actions nouvelles de distribution (actions D). Ceux qui n'auront pas déclaré ce choix se verront

attribuer des actions de capitalisation (actions C) qui présenteront les mêmes caractéristiques que les actions anciennes. L'échange sera réalisé le 16 décembre 1991 sans trais, ru imposition pour

Par le suite, les actionnaires pourront obtenir à tout moment l'échange de leurs actions de distribution contre des actions de capitalisation ou inverser dans les conditions prévues par la SICAV.

Cet échange sera effectué sur la base de la panté du moment et sera soumis

au régime fiscal des plus-values de cession de valeurs mobilères. Les demandes relatives à l'option initiale visée plus haut et à tout échange ultérieur pourront être déposées auprès des établissaments placeurs de FRUCTIFRANCE: BANQUES POPULAIRES, CREDIT FONCIÉR DE FRANCE, BANQUE DU PHENIX, BANQUE OBC ODIER BUNGENER COURVOISIER, BANQUE PARISIENNE DE CREDIT, BANQUE FRANÇAISE DE CREDIT



UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

## Schlumberger

### RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE 1991 CHIFFRE D'AFFAIRES ET BÉNÉFICE EN PROGRESSION

Le maintien de la croissance de l'activité pétrolière hors d'Amérique du Nord a contribué à une augmentation de 33% du bénéfice net et du bénéfice net par action, respectivement de 196 millions de dollars et de 0,82 dollar, par rapport à la même période de 1990. Le bénéfice set du troisième trimestre inclut 46 millions de dollars, soit un gain de 0,19 dollar par action, provenant de la cession de titre de participarion, et une charge de 0,10 dollar par action, pour la restructuration du secteur pétrolier en Amérique du Nord. Le chiffre d'affaires est de 1,47 milliard de dollars contre 1,32 milliard de dollars au troisième trimestre de 1993 soit ture apprentation de 11%. dollars au troisième trimestre de 1990, soit une augmentation de 11%.

Pour les neuf premiers mois de 1991, le bénéfice net, qui comprend les deux éléments exceptionnels, est de 510 millions de dollars contre 421 millions de dollars l'année dernière, soit une augmention de 21%. Le bénéfice not be action est de 2.14 follars, en progression de 21%. Le chiffre d'affaires est de 4,53 milliards de dollars, en hausse de 18%.

Malgre la baisse de 9% du nombre d'appareils de forage en activité dans le monde, le chifre d'affaires des services pétroliers a progressé de 17%, soit 9% sur des bases comparables. La diminution du nombre d'appareils de finage a eu lieu principalement aux Etats-Unis, où la restructuration des finage a eu lieu principalement aux Etats-Unis, où la restructuration des opérations a nécessité le départ de nombreux employés et la fermeture de plusieurs bases. L'inganisation est désormais structurée pour correspondre au

Euan Baird, président-directeur général, a noté que les inquiérudes au sujet des approvisionnements en pétrule, particulièrement eux d'Union Soviétique, apparaissent au moment où la demande mondiale reprend, après la stagnation du premier semestre. Cette situation conduira l'industrie pétrolière à redoubler d'efforts pour trouver de nouvelles réserves de pétrole dans les prochaines années. Les services pétrolières de Schlumberger ne manqueront pas de bénéficier de cette tendance.

bon niveau de remunération avec une fiscalité avantageuse.

paiement depuis le 26 septembre 1991.

**OUI AUX SICAV** 

**DU CREDIT LYONNAIS** 

TRILION

TRILION, SICAV à revenu trimestriel, vous procure chaque trimestre un revenu d'un montant régulier grâce à l'acompte sur dividende qui vous est distribué.

TRILION étant investie principalement en obligations françaises, votre épargne bénéficie d'un

L'Assemblée Générale Ordinaire du 23 septembre 1991 a approuvé les comptes de l'exercice

F 436.61 assirti d'un impôt deja verse au Trésor (crédit d'impôt) de F 11,62 pour les personnes physiques et de F 10,98 pour les personnes morales.

Ce dividende a été partiellement mis en paiement sous la forme de trois acomptes

premier acompte, le 18 décembre 1990, d'un mantant net de F 104,50 assorti d'un

crédit d'impôt de F 1,20 pour les personnes physiques et de F 1,19 pour les personnes

deuxième acompte, le 15 mars 1991, d'un montant net de F 106,00 assorti d'un crédit

- troisième acompte, le 18 juin 1991, d'un mantant net de F 109,00 assorti d'un crédit

Le solde d'un montant net de F 117,11 par action assorti d'un crédit d'impôt de F 4,42 paur les personnes physiques et de F 3,79 paur les personnes marales est mis en

d'impôt de F 3,00 pour les personnes physiques et les personnes morales,

d'impôt de F 3,00 paur les personnes physiques et les personnes morales.

## **ECONOMIE**

CONJONCTURE

Selon le rapport annuel de l'INSEE

## La croissance des services s'est fortement ralentie

Les services tirent-ils encore la croissance? Le rapport annuel présenté per l'INSEE lundi 21 octobre à la commission des comptes des services, invite à se poser la question. La progression de l'activité des services, déià déclinante an 1990, e été suivie d'une baisse de 0,2 % eu premier semestre 1991. Le «rebond s de 1,4 % au deuxième trimestre se prolonge-

Le coup d'arrêt a été particulièrement marqué pour les services aux entreprises. Le resournement de conjoncture est apparte d'abord dens l'intérim, dout l'estivité e baissé de 5,2 % en valeur an premier semestre, eprès des progressions de 11,4 % eo 1990 et de 26,1 % en 1989, dans la publicité (-2 % eu premier semestre, après une croissance de 3,6 % en 1990 et de 6,9 % en 1989) et les services liés à l'immobilier. Quelques branches seniement y échappeni : l'expertise comptable, qui conserve une bonne progression, les études de marché et le nettoyage industriel (+ 6 %).

Dans les services sux ménages, les deux sectenrs mejeors, les hôtels-cafés-restanraots, le enmmerce et la réparation automobile, ont rebondi après une baisse en début d'année, mais sans retrouver le oiveau d'activité de 1990. La crise du tourisme, consécutive à la guerre do Golfe, a fait tomber de 3,6 % en volume le chiffre d'affaires de l'hôtellerie et de la restauretion, déjà étale en 1990. Celui de la réparation et du com-merce eutomobile a baissé de 2,6 % en volume après une très faible crossance en 1990 (0,3 %).

## Diminution des créations nettes d'emplois

Par suite de ce ralentissement, les créations nettes d'emplois ont diminue: 20000 sur le premier estre 1991 contre 35000 trimestre en moyeone eo 1990. Dans l'intérim, les effectifs ont même baissé de 8 000 au deuxième trimestre. En revanche, la concurrence plus vive a provoqué une pression plus forte sur les prix, qui se sont rapprochés de l'évalution générale des prix (notamment pour les restaurants).

Dejà, en 1990, les services evaient été tnuebés d'abord par l'essaiblissement de la demande des entreprises (+ 5,9 % enntre + 9,8 % en 1989) puis par un tas-sement de celle des ménages (+ 4,3 % contre + 5,1 % en 1989). Sculs les services de santé avaient continué leur expansion : + 9,1 % en valume paur le médeeine ambulatoire et + 6,4 % pour les cliniques privées malgré la quasi-

d'entreprise, notamment dans les services anx entreprises, avaient stagné anssi en 1990, même si clies demeuraient plus onmbreuses que dans les autres secteurs de

: L'empini aveit erû (+ 4,2 %), mais moins vite qu'en 1989 (+ 5,2 %) et 1988, mais les situations étaient diverses selon les secteurs. Pour les non-salariés, no ralentissement entamé en 1989 e'est amplifié en 1990 (+ 1,5 % contre + 2.9 % l'année précédente). Chez les salariés, l'intérim (+ 6 % contre + 20 % en mnyenne de

stabilité des prix. Les créatinns 1985 à 1989) a chuté, les effectifs revenant fin 1990 an-dessous du niveau de fin 1989. Ralenties dans la publicité, les créations d'emplois evaient continué à progresser régulièrement dans les cabinets de services et d'organisation (+ 12,5 %), les études de marché (+ 12,2 %) et le nettoyage (+ 6,2 %); elles s'étaient même occélérées dans l'expertise comptable (+ 2,8 % en 1989, + 4 % en 1990) et pour les euxiliaires des assurances (+ 3.5 % en 1989. + 4,1 % en 1990).

## Un excédent plus faible pour les échanges extérieurs

Selon le repport de la Banque de France sur lea échanges extérieurs de services en 1990, l'excédent de cee échengee, qui, traditinnellement, compense le déficit du commerce. extérieur, s'est rétréci de 35 % en 1990, tombant de 44,4 à 28 milliards de francs : à peine le niveau de 1988 mais sur des flux considérablement plue éle-

Cette belsee est eurtnut imputable à celle des revenus du capital (un déficit de 10 milllerde de frenes au lieu d'un excédent de 2 milliards), sur un flux égelement craissant. Elle e'accompagne aussi d'un ren-versement de la situation des transports (avec un déficit de 0,3 millerd, lee transporte aériens ont le plue faible résul-tat des dix demières années) et d'un moindre gain des lance-ments de satellites,

En revanche, l'excédent des échanges touristiques e sugmenté, les recettes progressant

que le chiffre d'effeiree de l'hôtellerle-resteuretinn. Cet 'excédent augmente surtout (de 25 %) avec la CEE, la Suisse et l'Autriche. Il s'ecernit meme avec l'Italie tandis que le déficit avec l'Espegne se rédult. En revanche, l'excédent des échanges avec les Etats-Unic a diminué, la crise du Golfe ayant incité des le début les Américeins à restreindre leure vovages en Europe.

Les investiscemente directs françois à l'étrenger pour les services ont encore augmenté censiblament en 1990, atteignant 104,3 millierds de francs (+ 28,5 %), Plus de la monié continuent à être réalisés par les banques et les assurances. Mais ceux des secteurs récupération, commerce et réparation en progression continue, ont presque doublé par rapport à 1989, atteignant 7,6 milliards

## **TRANSPORTS**

Pour « abus de position dominante »

Air Littoral porte plainte auprès de la Commission européenne contre Air France et Amadeus

MONTPELLIER

de notre correspondant

La compagnie montpelliéraine Air Littoral a déposé une plainte, lundi 21 octubre, auprès de la Commission européenne à Bruxelles contre Air France et Amadeus pour «abus de position dominante» et «violation du code de conduite européen régissant les systèmes de réservation informati-

Le litige porte sur Amadeus, le système de réservation informatique fondé par Air France, Lufthansa, Iberia et SAS, avec lequel Air Littoral avail signé un contrat en 1989 et qui s'était substitué à l'ancien système Alpha 3, géré par Air France. Ce système duit permettre les réservations de toutes les compagnies adhérentes. Or Air Littoral, qui accuse une baisse du tanx de remplissage de 25 %, reproche à Air France de ne pas jouer le jeu. jouer le jeu.

A Nous avons eu des plaintes de passagers à qui l'on avait dit que certains vols n'existalent pas alors qu'ils ont bien eu lieu ou qu'ils existalent avec des horaires diffe-rents. Cela parce que la mise à jour de notre catalogue n'était pas faite correctement », explique le directeur d'Air Littoral, M. Marc Dufonr.

« Auparavant, la mise à Jour de notre programme était instantanée. Désormais, assure M. Dufour, on nous demande trois semaines à un nois demande trois semaines à un mois; dans le transfert d'Alpha 3 au système Amàdeus, Air Litioral a été traité d'une manière qui lui porte préjudice, alors que d'autres compagnies bénéficiaires n'ont pas été lésées, »

## EN BREF

D Le conseil d'administration de Kanguros rejette l'OPA de Arjo-Wiggins-Appleton. - Le conscil d'administration de la société espagnole Corporacion Comercial Kangurns SA a rejeté, londi 21 octobre, les conditions de l'of-fre publique d'achat (OPA) faite la semaine dernière par la société des Paqueteries d'Ivry, filiale du hol-ding franco-britannique Arjo-Wiggins-Appletnn (le Mande du 19 octobre). Kanguros, qui n'a pas pour l'instant l'intentinn de lancer de coutre-OPA, a estimé insuffisant le prix praposé de 2 700 pesetes per cetinn (145,8 francs). Spécialisée dans la distribution de produits papetiers et de fournitures de bureau, la société espagnole a réalisé an premier semestre un bénéfice avant impôt de 298 millions de pesetas (15 millinns de francs eoviron) onur un chiffre d'affaires de 5,4 milliards de pesetas.

Electroménager : Tefal (groupe iEB) va reprendre l'activité « mémage» de Tournes. – Le spé-cialiste de l'anti-adhésif Tefal SA ciaiste de l'anti-adhésir Terai SA (groupe SEB) a annuncé, lundi 21 octobre, la signature d'un protocule d'accord evec Terraillon, filiale du groupe Bernard Tapie finances, puur le reprise, eu l'e décembre 1991, de l'ectivité «ménage» de Tourius. Ce projet d'acquisition, non encore finalisé, ne concerne que les articles de ne concerne que les articles de ménage grand publie en elumi-nium et porte sur les éléments cor-porele et ineurparels de cette branche (70 millinns de francs de chillre d'affaires) de la société. L'avenir des soixante-huit emplois et du site de production de Thur-nus serait préservé. Le groupe SEB affirme n'être pas intéressé par les autres activités de Termillon

o Rectificatif. - Dans l'article « Les assiégés de la City tentent de se défendre», para dans nos éditions du 22 octobre, une malencontreuse erreur laisse supposer que la compagnie pétrolière Ultramar a lancé une offre publique d'achat sur son concurrent Lasmo. Il s'agit bien évidemment de l'inverse, comme nous l'avions annuncé dans le Munde du 18 octobre.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

## **AFFAIRES**

## L'ancien promoteur Dominique Bouillon achète la station de sports d'hiver Isola 2000

M. Dominique Bouillon, ancien

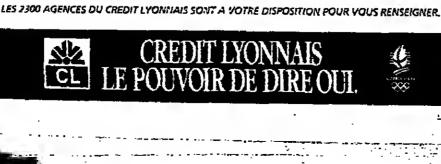
patran de la Finencière des Champs-Elysées, qu'il a cédée à la banque Indosuez au début de l'an-née, vient d'acquérir avec l'appui de la Société de banques occidentales (groupe Crédit lyonnais) la totalité des actions d'un holding luxembnurgenis, la SIADS, qui détient l'intégralité du capital de la Société pour l'aménagement et la promotion de la station d'Isola 2000 (SAPSI). Le prix de la transaction n'a pas été commu Lancée par des capitanx britanuiques, rénovée par le groupe liba-asis Aboukhater, la plus moderne des stations de sports d'hiver des Alpes-Meritimes (8 700 lits) revient donc dans le giron de la promotion immobilière elassique, La SAPSI exploite et commercialise trois mille lits et plus de deux cents oppartements ainsi qu'un bôtel quatre étoiles. Elle exploite aussi les 24 remontées mécaniques et 125 kilomètres de pistes . Elle dispose de droits à construire pour 125 000 mètres carrès. Ses actifs snnt évalnés à 300 milliona de

### Mannesmann vent prendre le contrôle de l'équipementier automobile VDO

Deux mois après le rachat de la société Boge, numero un des amor-tisseurs en Europe, le groupe sidé-rutgique allemand Mannesmann e annoncé son intention d'acquérir avant la fin de l'année la majorité du capital de l'équipementier automobile VDO Schindling. Cette nouvelle acquisition permettra à Mannesmann, dont le chiffire d'affaires dans l'équipement atteint 3,6 milliards de deutschemarks (11,2 milliards de francs), d'accélérer son entrée parmi les grands de ce second entrée parmi les grands de ce sec-teur, aux côtés de Valeo.

Déjà présent dans le secteur des transmissions et des boîtes de vilesses evec les sociétés Fichtel et Sechs, ainsi que dans les amortis-seurs depuis le récent raebat de Boge, Mannesmann investit à pré-sent dans l'électronique. VDO réalise en effet la quasi-totalité de ses 2,2 milliards de DM de chiffre d'affaires dans le secteur de l'équipement, et notamment dans l'instrumentation de tableaux de bord. Un spécialiste très convoité puisque Siemens était également parmi les repreneurs potentiels. La reprise de 51 % du capital de VDO doit encore attendre le feu vert de l'office des carteis alle-mands. Dans ce cas, elle donnera naissance à un nouveau géant de l'équipement entomobile evec nn chiffre d'affaires évalué d'nres et déjà 6 miliards de DM.











Société anonyme au capital de F 2000 866 950 Siège social: Tour TOTAL - 24, cours Michelet 92800 Puteaux (Hauts-de-Seine) RCS. Namerre B 542051180

## **AUGMENTATION DE CAPITA OCTOBRE 1991**

EXTRAITS DE LA NOTE D'OPERATION MISE À LA DISPOSITION DU PUBLIC À L'OCCASION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE F 2000866950 À F 2145866950 PAR L'ÉMISSION DE 2 900 000 ACTIONS "B" NOUVELLES DE F 50 NOMINAL

Cette note d'opération ne peut être utilisée que dans le cadre de l'offre en France. Un document de référence, comprenant le rapport d'activité de l'exercice 1990, les renseignements financiers, le capital et l'actionnariat, les renseignements de caractère général et les filiales de la Société fait partie intégrante de la présente note d'opération.

Des exemplaires sont disponibles auprès des Établissements désignés pour recevoir les souscriptions.

PRIX D'ÉMISSION

PANSFORTS

The little

ا الازس

. .:

.

**X** 

The second second

Miles of the Lead

AMERICAN STREET

Same a security

१ क्यांकारकार व के केरल

1221-12-12

المراضع المحاسيين

· ·

ş .... -...

----

F 903 à libèrer en espèces, soit avec une prime d'emission

JOUISSANCE DES ACTIONS NOUVELLES:

EN BOURSE:

16 janvier 1991.

SOUSCRIPTION DU PUBLIC: Du 22 octobre 1991 au 24 octobre 1991 inclus. PLACE DE COTATION: COURS EXTREMES

Bourse de Paris (Règlement Mensuel). 1989 Plus haut: F 584 - plus bas: F 357.

1990 Plus haut : F 734 - plus bas : F 508. 1991 Dernier cours connu: F 919, cours d'ouverture le 21 octobre 1991.

DERNIER DIVIDENDE

VERSÉ LE 24 JUIN 1991 : .F 23 (hors avoir fiscal).

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION

En vertu de l'autorisation et des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires lors de sa réunion du 5 juin 1990, le Conseil d'Administration de TOTAL, dans sa scance du 21 octobre 1991, a décide d'augmenter le capital social d'un montant nominal de F 145 000 000 pour le porter de F 2000 866950 à F 2145 866950 par l'emission de 2900000 actions "B" nouvelles de F 50 nominal chacine à souscrire en numéraire

Le Conseil d'Administration a prevu une majoration eventuelle du montain de cette augmentation de capital d'un montant nominal maximum supplémentaire de F:10000000, par emission complementaire d'au maximum 200 000 actions "B" nouvelles.

PRIX D'ÉMISSION

Ces actions seront emises au prix de F 903 par action. dont F 50 représentant le capital nominal et F 853 la prime d'émission -

PRODUIT BRUT DE L'EMISSION ET ESTIMATION DU PRODUIT NET DE L'ÉMISSION

. Brut : F 2619 millions. • Nex: F 2 530 millions environ compre tenu des charges representées par : - la rémonération des intermédiaires financiers : environ

F 80 millions.

les frais légaux et administratifs : environ F 9 millions. JOUISSANCE

Ces actions nouvelles seront créées jouissance du 1er janvier 1991 Elles seront, des leur création, soumises à toutes les dispositions des statuts et seront éraièrement assimilées aux actions anciennes.

En consequence, dans les repartitions des bénéfices qui pourront être effectuées au titre de l'exercice commencé le 1<sup>st</sup> janvier 1991 et au titre des exercices ultérieurs, comme an cas de remboursement total ou partiel de leur capital nominal, ces actions recevront le même montant net que celui qui pourra être reparti aux actions anciennes.

RESTRICTIONS CONCERNANT LES ÉTATS DAMÉRIQUE

Les actions constituent la tranche française de l'émission nom pas été enrepistrées au titre de l'"United States Securities Act of 1933" (le "Securities Act") en vue de leur offse ou de leur vente dans le cadre de leur distribution initiale. En consequence, ces actions ne pourrontcirconi offertes ni vendues aux Étaus-Unis sauf dans le catre d'operations bénéficiant d'une exemption a l'emegistrement prèvu par le "Securities Act".

Sous réserve de certaines exceptions, chaque Erablisse-ment garant s'est engagé à ne pas offrir et à ne puis vendre ces actions aux Érats-Unis. En outre, pendant une periode de quarante jours à

compter de la date du début de l'offre, toute offre ou vente aux Étais-Unis par tout intermédiaire de quelque mature qu'il soit et que celui-ci ait ou non participé au

placement des actions vendues initialement dans la tranche française, pourra être en infraction avec l'obligaponderemised'un prospectus vise par le Securities Act." Le prospectus faisant partie de la Déclaration d'Enrexistrement déposée ainnès de la "United States Securités and Exchange Commission" pourts être utilisé pour satisfaire l'obligation de remise d'un prospectus mentionnée ci-avant. Les termes unlisés dans ce paragraphe out été traduits à partir du Réglement S du Securities Act" et auront le même sens que celui qui leur est donné par ce meme réglement.

SOUSCRIPTIONS

Les actionnaires ayant renoucé à leur droit préférentiel de souscription lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 juin 1990; les 2900000 actions nouvelles feront l'objet d'un placement public, en France et sur le marché international, du 22 octobre 1991 au 24 octobre 1991 inclus et aux États-Unis, le 24 octobre 1991 :

• 800 000 actions constitueront la tranche de placement française,

600 000 serious constitueront la tranche de placement internationale.

• 1500000 actions constitueron: la tranche de placement aux États-Unis: en conformité avec les pranques du marché américain, le montant minimum de la tranche (1500000 actions) pourra être porté à 1700 000 actions en fonction de la demande.

Par ailleurs, en fonction de la demande sur chacun des marchés, afin de satisfaire tout ou partie des demandes excédéntaires de l'une ou de deux des trois tranches de placement, il pourrait être utilisé des titres qui n'auraient pas été alloués dans l'une ou les deux autres tranches.

PARTICIPATION DE L'ETAT

L'Etar ne souscrira pas à la présente émission. Il maintiendra sa participation dans le capital de TOTAL en demandant le remboursement de TSDIRA. Ce remboursement portera sur un maximum de 1669 231 TSDIRA. LIEUX DE SOUSCRIPTION ·

Les souscriptions seront recueillies, en France, sars frais aux guichets des sièges, succursales et agences des Établissements suivants:

Banque Paribas, Crédit Lyonnais, Banque Indesuez. Banque Nationale de Paris, Société Générale, Lazard Frères & Cic, Caisse Nationale du Crédit Agricole. Caisse Centrale des Banques Populaires, Caisse des Depots et Consignations, Banque de Neuflize-Schlamberger-Mallet, Crédit Commercial de France, Banque du Phénix, Banque Worms, Compagnie Financiere Barclays-de Zoete-Wedd, Compagnie Frianciere de CIC et de l'Union Européenne, Crédit du Nord. Demachy Worms & Cie, J.P. Morgan et Cie SA, Banque Eurofin, Crédit National, Benque Arjil, Compagnie Financière Edmond de Rothschild-Banque. Les notes d'information concernant l'opération, y

compris les documents de référence, seront tenus à la disposition du public dans ces Etablissements.

VERSEMENT

Lors de la souscription, il devra être versé pour chaque action souscrite une somme représentant la totalité du montant nominal et de la prime d'emission. DEPOT DES FONDS

Les fords provenant des souscriptions seront déposes chez

FORME DES ACTIONS NOUVELLES

Ces actions seront délivrées, au choix des souscripteurs. sous la forme nominative ou au porteur. Conformément aux dispositions de l'Article 94-II de la Loi n° 811160 du 30 novembre 1981 (Loi de Finances pour 1982) et du Décret n° 83.359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom : chez l'intermédiaire de leur choix pour les tiares au

o chez l'émesteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

Il est rappelé que l'émetteur a désigné comme manda-taire chargé de la tenue des comptes d'actionnaires la BANQUE PARIBAS.

sion des actions onevelles aux opérations de la SICOVAM, de CEDEL S.A. et d'EUROCLEAR sera demandée des la clôture de l'apération. Elles seront inscrites en compte dans un délai de 2 mois

après la cloure de la souscription.

COTATION

Les actions nouvelles seront admises à la Cote Officielle. de la Bourse de Paris après la clôture de l'opération. Dès le 25/10/91, elles feront l'objet de négociations au comptant sous forme de promesses d'actions. Elles seront negocices sur le marché à Règlement Mensuel dans un délai de 15 jours maximum suivant la clôture de l'opération.

Les actions nouvelles feront également l'objet d'une demande d'admission au London Stock Exchange où le titre TOTAL est actuellement coté.

Les actions nouvelles seront cotées au New York Stock Exchange sous la forme d'ADS (American Depositary Shares). Il sera émis 8 ADS pour 1 action.

La tranche française fait l'objet d'une garantie de placement par un groupe de banques dirigé par la BANQUE

La tranche internationale fait l'objet d'une garantie de placement par un groupe de banques dirigé par CRÉDIT SUISSE FIRST BOSTON, et la tranche de placement aux Exits-Unis par un groupe de banques dirige par LEHMAN BROTHERS.

Si l'un ou l'autre contrat de garantie de la tranche de placement aux États-Unis ou de la tranche de placement international venait à être résilié, le contrat de garantie de la tranche française serait résilié de plein droit.

RÉGIME FISCAL DES ACTIONS NOUVELLES

En l'état actuel de la législation, le régime fiscal applicable est le suivant :

1) SOCIÉTÉ ÉMETTRICE :

tibles à hauteur de 53,4% des bénéfices imposables pendant 6 exercices en vertu des dispositions de l'Article 214 A du Code Général des Impôts. Les dividendes. alloués aux actions nouvelles détenues par des Sociétés déterant une participation de 10% au moins du capital ou dont le prix de revient de la participation est au moins égal à F 150 millions, sont exclus du bénéfice de la déductibilité: sauf renonciation de ces dernières au régime des Societés mères.

2) ACTIONNAIRES: a) Résidents français

Personnes physiques

Les dividendes d'actions françaises sont pris en compte pour la détermination du revenu soumis :

· à l'impôt sur le revenu; • à la contribution complémentaire de 1% (article 204 A

à la contribution sociale généralisée de 1.1% (articles 132 et 134 de la Loi de Finances pour 1991 du 29 décembre 1990);

• au prélèvement social de 1% (reconduit, pour les revenus percus en 1990, par l'article 43-I de la Loi de Finances rectificative pour 1990 du 29 décembre

Ce prélèvement est susceptible d'être reconduit pour les revenus percus en 1991

Par ailleurs, ces dividendes bénéficieront avec les revenus d'obligations françaises, d'un abattement global et annuel de F 8000 pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées quel que soit leur age, et de F 16 000 pour les couples maries soumis à une imposition COMMUNITE.

Les contribuables nes avant le 1º janvier 1932 et encore en activité peuvern demander à continuer de bénéficier des dispositions du Ture I de la Loi o" 78-741 du 13 juillet 1978 (Article 6 - détaxation du revenu investi en actions).

Personnes morales passibles de l'impôt

Les dividendes perçus sont imposables dans les conditions de droit commun des lors qu'ils ont bénéficie de la déductibilité fiscale au niveau de la Société distributrice. Toutefois, les personnes morales détenant plus de 10% du capital de la Société distributrice ou dont le prix de revient de la participation est au moins égal à F 150 millions, et susceptibles de bénéficier du régime des Societés mères, pourront s'en prévaloir a condition d'en exercer l'option, ce qui conduira la Société distributrice à renonder à la déductibilité fiscale des dividendes versées à ces personnes morales. b) Non residents français

Les dividendes distribués par des Sociétés dont le siège social est situé en France font en principe l'objet d'une retenue de 25% lorsque le domicile fiscal ou le siège des bénéficiaires est situé hors de France. Mais cene retenue à la source peut être réduite, voire supprimée et un droit au remboursement d'une partie de l'avoir fiscal peut leur être accorde, en application des conventions fiscales

INCIDENCE DE L'EMISSION SUR LA SITUATION DE L'ACTIONNAIRE

Dans l'hypothèse où un actionnaire détenant actuellement 1 % du capital émis de TOTAL ne souscrirait pas à la présente émission, il verrait sa part dans le capital passer à la BANQUE PARIBAS, 3, rue d'Antin - 75002 Paris. 0,900%, soit une diminution de 0,100% pour une émission ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD

de 2,9 millions d'actions nouvelles, et à 0,893 %, soit une diminution de 0.107 > pour une emission de 3.1 millions

d'actions nouvelles.

Sa quote-part dans les capitaux propres de la Société mère qui est d'environ F 217 millions (F 446 par action, sur la base des éléments comptables au 30 juin 1991 avant affectation des résultats du 1ª semestre 1991, passerait à environ F 228,7 millions, soit F 443 par action (après prise en corapte de l'augmentation de capital pour un montant net de F 2530 millions) et à environ F 229.4 millions, soit F 443 par action (après prise en compte de l'augmentation de capital pour un montant net de F 2 705 millions).

Sa quote-part dans les capitaux propres consolidés qui est d'environ F 352 millions (F 724 par action) sur la base des éléments comptables au 30 juin 1991 avant affectation des résultats du 1ª semestre 1991, passerait à environ F 356.6 millions, soit F 691 par action (après prise en compte de l'augmentation de capital pour un montant net de F 2 530 millions) et à environ F 356,7 millions, soit F 689 par action (après prise en compte de l'augmentation de capital pour un montant net de

F 2705 millions). Le montant de la présente émission, prime d'émission comprise, soit F2 619 millions, représente 5.7% de la capitalisation boursière de la Société, telle qu'elle résulte de la moyenne des 20 séances de Bourse du 23 septembre au 18 octobre 1991 inclus, pour une emission de 2.9 millions

d'actions nouvelles. Ces chiffres doivent être portés respectivement à F 2 799 millions et 6.1 % de la capitalisation boursière pour

une émission de 3,1 millions d'actions nouvelles. L'évolution de la valeur boursière de l'action, indépendamment de tout autre élément conjuncturel, est notamment fonction de l'évolution de la capacité bénéficiaire de la Société. Celle-ci devant être favorablement influencée par l'augmentation des fonds propres, la présente émission, toutes choses égales par ailleurs, devrait avoir une incidence positive sur la valeur boursière de l'action.

BUT DE L'ÉMISSION

Cette opération s'adresse aux marchés traditionnels du titre TOTAL en France et en Europe.

Elle vise également, pour la première fois, le marché des USA, sur lequel TOTAL souhaire développer la diffusion de son titre. À cette occasion. TOTAL a demandé son admission au New York Stock Exchange. Les fonds obtenus à la suite de l'augmentation de capital contribueront à financer les activités du Groupe.



PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION

À notre convaissance, les données de la présente note et du document de référence enregistré le 25 avril 1991 par la Commission des Opérations de Bourse sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission

de nature à en altérer la portée. Le Président-Directeur Général Serge TCHURUK

Nous avons procèdé à la vérificación des informations financières et comptables données dans la présente note d'information en effectuant les diligences que nous avons estimées occessaires selon les normes de la profession.

Les comptes consolidés des exercices 1988, 1989 et 1990 ont fait l'objet d'un audit par nos soins. Les situations intermédiaires consolidées aux 30 juin 1990 et 1991 ont fait l'objet d'un examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations financières et comptables présentées.

Les Commissaires aux Comptes Cabinet Cauvin, Angleys, Saint-Pierre, Revifrance, 12, rue de Madrid - 75008 Paris Représenté par M. Amirkhanian.

Frinault-Fiduciaire, 8, rue de Bellini - 75016 Paris Représenté par M. Barthes de Ruyter.

VISA DE LA COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE

Par application des Art. 6 et 7 de l'Ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967. la Commission des Opérations de Bourse a appose sur la presente note, le Visa nº 91-397 en date du 21/10/1991

Un document de référence a été enregistré sous le nº R 91-005 par la Commission des Opérations de Pourse le 25 avril 1991 La notice légale sera publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le 24/10/1991

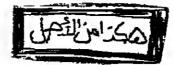
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements

complementaires sur TOTAL peut, gratuitement et sans engagement, obtenir le document de référence sur simple demande adressée à : TOTAL, Tour TOTAL 24, cours Michelet 92800 Puteaux.

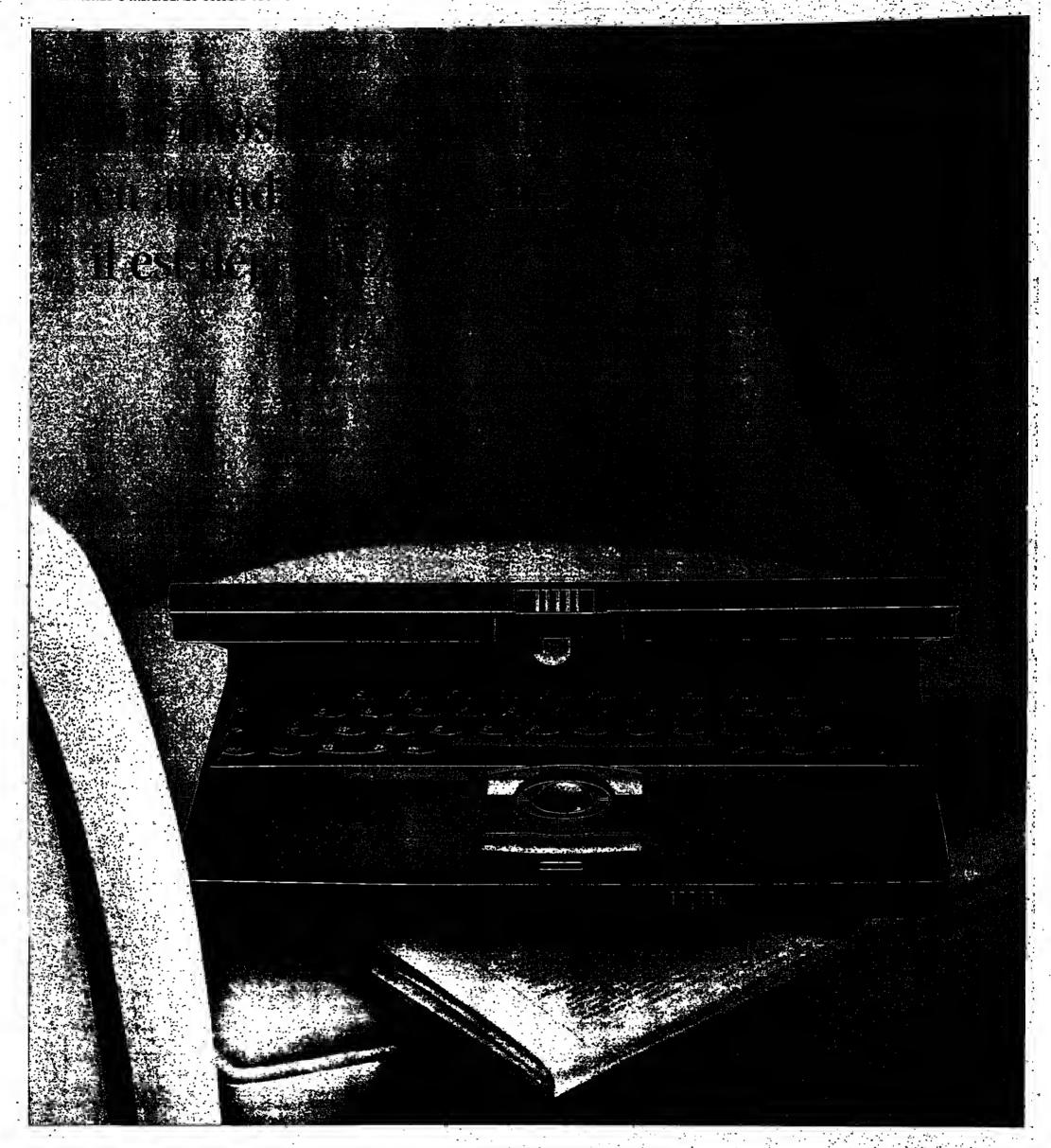
Pour toute information sur l'opération :

Nº Vert 05 22 24 26





24 Le Monde • Mercredi 23 octobre 1991 •



PowerBook associent à un niveau de puissance extrêmement élevé toute la simplicité d'utilisation Macintosh. Tirant pleinement parti du système 7, ils offrent un trackball, des écrans très rapides et un confort de frappe inconnu jusqu'à ce jour. Conçus pour communiquer, ils se connectent à tous les périphériques et grâce à leur Port Local Talk s'intègrent à tous réseaux Mac. Apple Talk Remote leur permet de communiquer à distance et même d'avoir accès aux sites centraux.

Avec le fax modem, envoyer une télécopie se fait aussi simplement que lancer une impression...

Il y a tant à dire que la vraie révélation vous l'aurez en venant chez IC. Là, vous vous demanderez comment vous avez fait pour vous en passer. Vous choisirez celui des trois Macintosh PowerBook qui deviendra votre inséparable compagnon. En devenant client chez IC, vous bénéficierez de plus de 10 ans d'expérience Apple, des conseils et des services du premier distributeur Apple d'Europe. A bientôt.

(1) 42 72 26 26





10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32 IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 78 62 38 38



## COMMUNICATION

## Un entretien avec M. Georges Kiejman

« La télévision ne s'adresse pas qu'au consommateur » nous déclare le ministre délégué à la communication

La gouvernement doit prochainement défendre devant le Sénat la nouvelle loi sur les quotes télévisés violemment critiquée par les chaînas privéea (la Monda daté 13-14 octobre). Dans l'antratian qu'il nous a accordé, M. Georges Kiajman, ministre délégué à la communication, défend la réglemantation at la rôle da l'Etat comme garants de la qualité des programmes.

STACES

in Little

Warre Air Fast

· 102/5

The second second

« Votre loi sur les quotes est attaquée de toutes parts : inapplicable économiquement pour les uns, inacceptable parce que trop dirigiste pour las autres. Que répondez-vous à ce front commun des chaînes privées?

- J'observe d'abord que ce froot n'est pas si commun! Les chaînes oot souvent des positions contraires. En réalité, clles sont d'abord férocement concurrentes entre elles et comptent sur le mar-ché pour dire lesquelles doivent survivre, Leur point d'accord, c'est qu'elles ne veuleot au fond aucusc reglementation ou qu'elles récla-ment uoc réglementation sur mesurc, cc qui o'a alors plus

» La vraie question est de savoir si l'Etat peut se désiotéresser de la télévision. Ma réponse est clairement non. Aujourd'hui, la télévision est le lieu où se forgent l'éducation, le goût, la culture et, pourquoi ne pas le dire, la conscience nationale des Français et de course qui agnisent à l'âtre. ct de ceux qui aspirent à l'être. C'est un puissant outil d'égalité des chances culturelles, d'unifica-tion du pays donc de justice sociale et de maintien d'une identité française dans ce qu'elle a de meilleur, ses valeurs de fraternité. La télévision de s'edresse pas ocment est attaché à une certaine. qualité des programmes : ce n'ese pas être répressit que de vouloir cooscrver des types d'émissiods que la loi dn marché ne peut proteger ou qu'elle ne protège pas toujours, y compris à la télevision publique: D'uoc manière générale, réglementation oc doit d'ailleurs pas être répressive, du moins doitelle être incitative.

- Mais peut-on instaurer la qualité par décret?

- Il ne s'agit pas d'enrégimenter, mais de se préoccuper du genre d'émissions que choisissent de pro-grammer les chaînes. Unc. deux ou trois soirées de variétés ou de séries américaines par semaine, c'est bien, mais à la quatrième je me demande ce que vont devenir me demande ce que vont devenir les films, les grands magozines d'ioformations et toutes les émissions qui ne s'adressent pas forcément au public le plus large. Audelà des quotas de production qui drainent de l'argent vers la création, il faut donc maintenir des quotas de diffusion, qui imposent aux chaînes de faire des émissions de qualité aux heures de grande éconte, celles pendaot lesquelles le public peut exercer son choix.

> « Une réglementation souple ».

public peut exercer son choix.

» l'observe d'ailleurs que cette démarche réglementaire n'est pas franco-française. Elle est adoptée partout où il y a une culture à défendre, La directive Télévision sans frontières de la CEE, comme la enovention transfrontières des 25 pays du Conseil de l'Europe (dont le Parlement devrait autoriser la ratification au printemps prochain) imposent un minimum de règles, sur un nombre d'euvres européennes, sur les quotas et les délais de diffusion des films, sur la place de la publicité, etc. La régle-mentation ne peut à elle seut sus-citer des relevas mais alle pout les citer des talents, mais elle peut les protéger. Je reste partisan d'une réglementation souple, respectée parce que respectable.

- Trop de protection, n'est-ce pas nuire au dynamisme de la création?

- Les nouvelles règles imposent aux heures de grande écoute 40 % d'œuvres francophones (au lieu de 50 %) et 60 % d'œuvres euro-péennés (et non plus seulement communantaires Ellès ent maiss ecotraignantes qu'il o y parait, pareo que ces œavres européenoes incluent désormais celles des pays... de l'Est, et que ces pourcentages sont apprécies par rapport au total des œuvres, et non de l'ensemble de la grille. Est-ce trop demander que les spectateurs aient, quelques soirs par semaine, des œuvres françaises ou européennes disponi-bles à 20 h 30?

- Maia les cheines privées

règlas las ampéchs de vivrs comme entreprisas, et que c'ast eu secteur public de rem-plir cas missions culturelles...

 On ne peut pas accepter que les télévisions, publiques et privées, soient des entreprises comme les autres. Ce o'est pas le profit qui me choque, c'est qu'en son nom on ne vise que des records d'Audimat. Il est normal que les télévisions publiques assument le plus d'obligations. Mais on doit attendre de toutes les chaînes, qui exploitent une ressource nationale et d'ailleurs rare - les fréquences -



un minimum d'exigence envers leurs publics, qui ne passe pas for-cément par l'Audimat. Je regrette evidemment les déficits de la Cinq ou de M 6, mais ils constituent un investissement qui est le prix à payer pour exploiter ccs fréquences. Sinon, autant faire payer les autorisations et affermer directement les chaînes aux Américains.

Mais la loi ne devrait-elle pas tenir compte des situations différentes des chaînes?

- La loi oc doit pas avantager du fait que certaines passent plus d' «œuvres», ao sens défini par la loi. Nous allons entrer dans une procedure parlementaire, je crois beaucoup à la coopération entre le gouvernement et le Parlement sur ce terrain. A cette occasion, on pourrait envisager que la loi laisse place à un pouvoir de réglementation du gouvernement, qui lui permettrait de tenir compte des caractéristiques de la programmation de chaque chaîne. Oo pourrait même envisager que, convena-blement encadré, ce pouvoir de réglementation son délégué à l'au-

regementation son delegue n l'autorité la plus compétente, en l'occurrence le Conseil supérieur de
l'audiovisuel (CSA).

» Mais il ne peut être question
d'un hlane-seing au CSA; la pente
naturelle de son activité l'amène à prendre en considération, parfois de manière excessive, les doléances des chaînes. De toute façon, il est oormal que le gouvernement attende pour se déterminer de voir ce que souhaite le Parlement. Nous avons à oous déterminer entre deux pôles : permettre aux télévisions d'entreprendre, tout en exigeant qu'elles n'entreprenneot

- Sarlaz-vous opposé à ce que le Parlement rétablisse une seconda coupure publicitaire dans les fictions de la Cinq et

- C'est un amendement parle-mentaire qui avait aholi cette deuxième coupure, à laquelle TF ! avait contractuellement renoncé d'elle-même. lors de l'attribution de son autorisation d'émettre. Ce que le Parlement fait, il peut le défaire. Je m'en remets à sa

- Que pensez-vous des cou-pures publicitaires dans car-taines émissions des cheines publiques, comme le demande M. Hervé Bourges?

- Un peu de publicité, c'est uo signe de vie, mais trop de publi-cité... Ce o'est pas parce que le président commun des deux chaines publiques demande cette coupure que le gouvernement doit s'incliner. Le service public doit faire entendre sa différence. A ce stade de ma réflexion, je préfére-rais qu'on ne coupe pas les émis-sions des chaînes publiques.

- Le CSA souhaite plus de pouvoir sur ces chaînes publiques. Étes-vous prêt à l'accordes?

- Dans le cadre d'une resonte plus vaste, restituant à l'Etat l'en-semble des droits et prérogatives d'un actionnaire, pourquoi pas?

> « Un des combats de la gauche» Etes-vous satisfait des télé-

visions publiques? - Les hommes ne sont pas en cause, ils sont de grande qualité.
Pourtant, pourquoi ne pas dire
que je suis parinis décu par les
chaînes de service public? Je oc mécocoais pas leurs difficultés. Leurs dirigeants sont courngeux pour tout ce qui touche à la respour tout ce qui touche a la res-tructuration mais en matière de programmes, le service public rea-contre des obstacles : le prix des retransmissions spontives a atteiot des mootants effarants, les images du patrimoine national soot mises à l'encan au plus offrant. Il en vo ainsi de la dernière grotte sous-marine découverte au large de

Marseille. Tout cela me choque. » Mais il reste que le service public a aussi sa part de responsa-bilité dans les choix qui sont les siens. Trop de magazines eulturels sont actuellement supprimés sans qu'on les remplace par leurs équiqu'on les rempiace par teurs equi-valents améliorés. Il ne m'impar-tient pas de faire les grilles de pro-grammes mais je suis amhitieux pour le service public. J'attends énormément de lui.

- Mais avec quels moyens?

- L'Etat doit faire un effort exceptionnel. Le monde politique n'a hélas pas pris conscience des enjeux culturels de la télévision, au-delà des journaux de 20 houres Le premier geste de Jules Ferry avail été de faire doubler le hud-get de l'école. Or, l'éducation ne passet-elle pas aujourd'hni autant par la télévision que par l'école? Nous devons sortir du dédain hudgétaire à l'égard des télévisions publiques. 260 milliards de francs pour l'éducation, ce n'est pas trop; mais 10 milliards pour tout le sec-teur public de télévision, c'est dérisoire. Il faut accroître de manière considérable son budget, voire le doubler dans les prochaines années. C'est une des ambitions que je m'assigne au sein du gouvernement. Cultivez un homme et vous avez toutes les chances d'en faire un démocrate : en ce sens, la télévision a son rôle à jouer, au même titre que l'école. » Tout le monde à sa responsabilité dans ce grand combat cultucel. La télévision, devant laquelle uo enfaot passe plus d'heures qu'en classe, peut être un fantastique moyen de réduire les inégalites culturelles, c'est-à-dire d'accroître l'égalité des chances face à la vie. Ce devruit être le combat de tous. Ce devrait être au moins l'un des grands combats de

Une initiative de la télévision sénégalaise

## « Fann-Océan » ou l'anti-« Dallas »

L'anti-«Dellas» est né : il est sénégalais at a'appella e Fenn-Océana. Les premiers épisodes de ce feuilleton venu du Sud sont en cours de tournage à Dekar depuis le 23 septembre. L'idée de réaliser un feuilleton qui soit à l'opposé des séries américaines de type «Dellas», abondamment diffuaéaa par laa téléviaions d'Afriqua, data da 1986. «La jeunesse du tiers-monde ne peut pas vivre éternellement à Delles ou sur le côte ouest des Etats-Unis, fait remerquer M. Mactar Sylla, producteur délégue de l'Of-fice de radio-télévision du Séné-gal (ORTS). Nous devans montrer nos propree réalités. » e Fann-Océan» est réaliste, il n'y a ni mythe ni légende», confirme le rénlisataur, Mahama Johnson. Traoré, déjà réputé pour saa longs-métrages comme Diegue bi («la Femme») ou Njangaan («les Disciples») primés eux Festivals

de Cannes et de Taormina. Ecrite par un ancien ambassadaur aénégalais, M. Marnadou Seyni Mbengua, eFann-Océan» nom d'un quartier résidentiel de Dakar - est una comédia da mœurs qui réunit de nombreux ingrédients de la société africaine. Ella ralata laa méaayanturas conjugales et familiales d'un usu-rier, Massata Cissé, qui a meille à

partir avac sa troisièma jauna épouse. Avant de se lancer dans la fabrication de ce premier feuil-leton africain au long cours - une première tranche de six épisodes de cinquante-deux minutes est en préparation, - les initiateurs du projet ont essuyé plusieurs refus de la part des producteurs. Finalement, ils ont trouvé un accueil favorable à la RTBF, la télévision belge francophone. Le budget du feuilleton s'élève à 180 millions de francs CFA, soit 3,6 millions de francs : une somme énorme pour une télévision africaine mais dérisoira si on la compara au coût d'una aéria comma Riviara > (210 milliona de francs...). Ce budget est couvert per l'ORTS, la RTBF et l'Agence-da coopération culturelle at technique française (ACCT).

L'ORTS envisage, bien sûr, de vendre son feuilleton à d'autres chaînes africaines, qui ont déjà manifesté leur intérêt. Mais l'Office voudrait aller plus loin at vendra catta coproduction à des téléviaiona auropéannaa, mais aussi faire naître une sorte de «Fann-Océan mania» en lançant daa porte-clafs, daa tee-ahirts, atc. Et fairs un malhaur au MIP-TV de Cannes, lieu où se vendent les droits des séries et evril 1992. - (AFP.)

## **BIBLIOGRAPHIE**

## Les messagers de la perestroïka

Messagers et acteurs de la peres- l'ensemble de l'Union, ni à l'étrantrolka, les médias soviétiques ont ger». Car la nouvelle vague de changé sous Mikhail Gorbatchev. presse radicale – celle des Komer-Et ils continueront de changer sans lui, voire contre lui. Le moindre des mérites de l'ouvrage de Géorgui Vatebnadze, les Médias sous Gorbatchev (1), o'est pas de retracer les atermoiements, les ambiguités, les aller-retour de ces changements, au travers d'une multitude de citations et de documents.

Cc parcours foisonnant, à l'instar de la réalité observée, a l'avan-tage d'éviter le manicheisme dont ont trop souffert ces médias. Ainsi Vntchnadze salue bien sûr l'abolition de la censure, mais note qu'elle a « cèdé lo place aux pratiques d'une dure pression économique». Et, à l'heure d'un empire plus éclaté que jamais, il souligne la dichotomic en matière d'infor-mation entre le « centre » et la périphérie : «En fult. toutes les Républiques de l'URSS, à l'excep-tion de la Russie, subissent un blocus informationnel. Les opinions de leurs habitants ne peuvent parvenir ni aux Républiques voisines, ni à

çant ou Nezavissimulo Gazeta, qui succède à la première vague réformatrice des Ogoniok ou Nouvelles de Moscou - reocontre des obsta-cles aussi «durs» que le prix du papier, ou uoe distribution de presse encore lavorable aux

Le sociologue Vntchnadze, s'il éclaire le rôle central de l'écrit daos le mouvement des idées, c'oublie en rien les luttes de pouvoir autour des médias électroniques et offre d'intéressantes ouvertures sur l'opinioo publique dans l'Union, et sa mesure par des sondages encore balhutiants. Ce pano-rama d'unc renaissance difficile, celle de la liherté d'expression, inaugure la collection « Communi--cation et Médias ».

M. C. I.

(t) Les Médius sous Gorbatchev, de Géorgui Vatchnadze, Editions de Espace curopéen, coll. « Communication et Médias », préface de Dominique Wolton, 484 p., 160 F.

## **EN BREF**

in Le measuel Croissance célébre son trentième anniversaire avec un anméro spécial. – Pour lêter ses trente ans, le mensuel Croissance des jeunes nations, qui dépend des Publications de la Vie catholique (PVC), devenn en mai 1990 Crois-sance, le monde en développement, publie uo ouméro spécial intitulé Trente ons de croissonce, trente rnisons d'espèrer pour le tiers-monde. Créé eo mai 1961 par Georges Hourdin, fondateur de lo Vie catholique, le mensuel, consa-cré aux pays du Sud et à leur développement, compte aujourd'hui viogt-deux mille ahonnés paynnts, doot 52 % oot entre vingt-cinq et quarante-cinq ans, et 70 % militent dans une associa-

 Nonvelle formule ponr Snd-Osest Dimanche. - La nouvelle formule de Sud-Ouest Dimanche (SOD) a débuté le 6 octobre. Le magazine du quotidien Sud-Ouest comporte deux cahiers indépendants et complémentaires, la maquette ayant été rénovée, dont uo supplément télévision du groupe Hacbette, personnalisé grace à douze pages régionales. Ce. cahier de programmes restera Inhriqué par l'imprimerie d'Ha-chette Hélio-Corbeil et de sera dooc pas transféré, comme la direction générale d'Hacbette l'avait iodiqué, dans sa nouvelle imprimeric madrilène Helio Color (Ic Monde du 11 septembre). Le oouveao SOD correspond à une stratégie de reconquête des locteurs. Les ventes de SOD, qui étaient passées de deux 240 000 à 300 000 exemplaires de 1980 à 1989, se sont effritées, avec 287 697 exemplaires vendus en 1990. SOD espère séduire les 40 % de lecteurs du quotidien qui ne lisent pas l'hebdomadaire. -

D Philippe Labarde directeur de la rédaction de la Tribune de l'Expansion. - En raison de divergeoces sur la préparation de la nouvelle formule de la Tribune de l'Expansion, Jcao-Michel Quatrepoint quitte la direction de la rédaction de ce quotidien et du même coup le groupe Expansion. Il scra rem-placé, à compter du 4 oovembre, par Philippe Labarde, qui a déjà occupé ces fonctions entre 1984 et 1986, puis entre 1987 et février

D Le défieit d'Antenne 2 sera supérieur de 100 millions de francs aux prévisions. — Le comité d'entreprise d'Antenne 2 a été informé d'un déficit prévisionnel de 395 millions de francs pour l'année, soit 100 millions de plus que le budget initial ne prévoyait. Ce déficit est notamment dû au coût du plan social (entre 120 et 120 et 120 millions de francs) qui a déià 180 millions de francs), qui a déjà catrainé le départ de plus de trois cents salariés. Le comité d'entreprise a voté contre le licenciement économique de deux salariés pro-

## LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'OISEAU DE COMPAGNIE de Paris

(Concours des plus beaux oiseaux domestiques), organisés par l'AOP France, exposent les 1", 2 et 3 novembre 1991 salle Saint-Pierre, 7 bis, rue du Moulm Vert, 75014 Paris Mº Alésia, vendredi 1º, de 14 h à 18 h 30, samedi 2 et dimanche 3 de 10 b à 18 h 30.

## Selon le rapport de M. Fansten L'Etat ne saurait réglementer l'audiovisuel

culture française, intervenir sur le contenu des programmes de télévision, il doit a'an donner les movens. Telle est l'argumentation développée par M. Michel Fansten, directaur délégué de LMK Images, dans un rapport remis à M. Georges Kiejman, ministre délégué à la communication, à la demande du ministère. Conclusion du rapporteur : il n'est pes de réglementation viebia sans vislan stratágiqua (et surtout financière) à long

Alors que les patrons de chaîne partent dans le désordre à l'assaut de l'obligation qui leur est faite par le gonvernement de diffuser 40 % d'œuvres originales françaises aux houres de grande écoute, M. Michel Fansten, producteur et nutenr d'un rapport intitulé «Situation et perspectives du sec-teur de la production et des pro-grammes à l'antomne 1991 »; prend, lui, le parti inverse. Puisque les pouvoirs publics veulent avoir un droit de regard sur les programmes de télévision, qu'ils mettent les chaînes en position de satisfaire à ces obligations, expli-que-t-il. Il suggère ainsi que des financements soient débloqués pour donner à l'industrie des programmes les moyens d'une mise à niveau internationale. Si une stratégie financière à long terme p'accompagne pas la réglementation, le système risque l'implosion.

Ce rapport dense, bourré de tableaux, peut se lire à plusieurs niveaux. Tout d'abord, il contribue à une histoire des relations entre le pouvoir et la télévision. Il monire aussi que, saute d'une réelle stratégie réglementaire, le secteur public pâtif de la concurrence des

Bien que les statistiques fiables années 80. les ressources des producteurs ont diminué dans une proportico inverse à l'offre d'images des diffuseurs. Alors que la concurrence a obligé les chaînes à redéployer les budgets en direc-tion des émissions à fort potentiel -d'audience (émissions de variétés cssentiellement), elles n'avaient plus les moyens d'iovestir dans des programmes nouveaux.

### Rediffusions massives

Pour pallier cette insuffisance. financière, elles ont pratiqué une politique de rediffusion massive et ont constitué des stocks de pro-grammes étrangers achetés à bas prix sur le marché. Les conséquences ont été paradoxales : le volume horaire des productions originales a été accru (même si l'effort a surtout porté sur des productions bas de gamme comme les sitcoms, les téléromans...), mais la participation financière des diffuseurs à ces mêmes productions a diminué. Entre 1984 et 1985, les chaînes finançaient 65 % à 70 % des devis, contre moins de 32 %

Plus intéressent encore, M. Fansten montre que ce désengagement des chaînes du secteur de la production n'est pas lié aux résultats financiers du diffuseur. Alors que l'écart se creusait entre les situations finaocières respectives de TF i et d'Antenne 2, les deux chaînes ont suivi la même logique. Elles ont imposé au producteur une réduction de leur participation financière que celui-ci n'était pas en mesure de éfuser. Selon le rapporteur, et dimini-

sans vision stratégique à long terme Si l'Etat veut protéger la que la situation faite aux chaînes tion des investissements moyens du de télévision force le secteur de la diffuseur par heure de programme production à la stagnation.

diffuseur par heure de programme constitue une tendance forte e. La situation ne pent être inversée fassent curieusemeot défaut en qu'en assortiasnnt les quotas de matière audiovisuelle. M. Fansten montre comment, à partir des contraintes fioancières. Bien montre comment après en la contrainte de la contraint de sens que si les quotas soot modulés. Ohliger la Cinq à investir autant que TF1 la conduirait droit à un dépôt de hilan. Pareooséquent, les quotas n'ont de sens que si l'environnement économique de chaque chaîne est pris en compte.

Autremeot dit, puisqu'il n'est pas question pour l'Etat de laisser le marché imposer sa toi, puisqu'il n'est pas question de laisser les chaîces, étrangier les producteurs, autant ntiliser les quotas intelli-gemment, plaide M. Fansten, Le gonvernement doit done assortir ses exigences d'une relance de l'investissement. Le compte de soutien aux industries de programmes doit être réformé, les SOFICA (sociétés de finaocement da cinéma et de l'audiovisuel) incitées à intervenir dans le financement d'œuvres de télévision et les aides financières et fiscales accordées à l'industrie devraient être étendues à l'aodiovisuel.

Dernier volet de sa démonstra-tion, M. Fansten estime que seul le secteur public peut jouer un rôle pilote dans la relance de la production. Comme sa situation finaocière actuelle l'en empêche, c'est à l'Etat de lui en donner les moyens. Les modalités de co financement extraordinaire a peuvent donner matière à débat; mais son ordre de grandeur est incontournable : c'est celui du montont actuel des exonérotions de redevances, soit 2 à 2,5 milliards de francs. Une pilule que M. Michel Charasse, ministre du budget, devrait avoir du mal à avaler.

YVES MAMOU

Propos recueillis par 40 % de la MICHEL COLONNA D'ISTRIA ne lisent (Corresp.)

## La COB utilise son pouvoir de sanction

Pour la première fois depuis l'obtention de ses nouveaux pouvoirs l'an dernier, la Commission des opérations de Bourse (COB) vient de sanctionner une firme pour pratique contraire eu règle-ment relatif à l'utilisation d'information privilégiée. Dans son bulletin du mois de septembre, celle-ci révèle qu'une emende d'un montant de 800 000 francs vient d'être infligée à la Compa-gnie foncière de la Banque d'arbitrage et de crédit (CFB) eprès une enquête sur le marché du titre de la Sicomi Paris-Bail entre le mais d'août et le mois de septembre 1990.

24

Le 10 septembre 1990, la CFB acquiert, par la levée de contrats optionnels, au prix unitaire de 350 F environ, 2,8 millions d'actions Paris-Bail représentant 80,1 % du capital. Cette acquisition est effectuée auprès de filiales des groupes d'assurances Zurieh, GMF et PFA. Le même jour, elle achète 96 771 actions qui lui sont cédées directement par les mêmes vendeurs. Conformément au règlement du Conseil des Bourses de valeurs la CFB assore, cotre le 19 septembre et le 9 octobre 1990, une garantie de cours à 350 francs par titre.

Le marché des actions Paris-Bail ayant enregistré dès le 21 août un volume plus important qu'à l'ordi-naire, une enquête sur le marché du titre était ouverte le 24 septembre. Celle-ci révéla notamment qu'entre le 2 juillet et le 7 septembre, la CFB avait été le principal acheteur de titres avec 17 866 ections sur 24 235, soit environ les trois quarts.

1

Sur cette même période, plus préci-sément entre le 21 et le 24 août, la COB constatait que des achats effec-tués par la CFB étaient susceptibles de constituer une pratique contraire ao règlement relatif à l'utilisation d'une information privilégiée.

En conséquence, la COB reproche à la CFB d'avoir acquis, au cours de ces quatre jours, 7 175 titres Paris-Bail à des prix compris entre 278 et 285 F, avant que le public ait pris econaissance d'une opération de maintien de cours à 350 F sur Paris-Bail, et d'avoir effectué ainsi une plus-value estimée à 484 425 F.

De son côté, in CFB, citée par la commission, ne conteste pas l'acqui-sition des titres entre le 21 et le 24 août mais précise que celle-ci o'était qu'un simple placement financier et affirme qu'elle o'était pas en possession d'informations pri-vilégiées : l'aboutissement des conversations qu'elle avait alors avec les sociétés du groupe Zurich était encore incertain. Selon la COB, le encore incertain. Seion la COB, le principe d'une cession par le groupe Zurich d'actions Paris-Bail à la CFB était arrêté, dés le 21 août, au prix de 350 francs l'action, donc bien avant que les négociations o'aboutissent, le 28 août, à la signature d'un protocole d'accord entre les vendeurs et l'acquéreur du bloc de contrôle.

Eo se référant aux lexles. Famende infligée – qui représente le double des gains réalisée par la CFB – est relativement modérée. Elle aurait pu aller jusqu'an décuple du profit réelisé par l'iotéressée. En revanche la ponée de cette action est importante puisque le gendarme de la Bourse, jusqu'en juillet 1990, o'avait pas de tels pouvoirs de sanction. De son côté la CFB e décidé de faire appel.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## **NOUVELLES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT**

Le Conseil d'Administration de la SILIC s'est réuni le 17 octobre 1991, sous la présidence de Monsieur André MOULY, pour examiner l'activité de la société.

Les comptes de la société au 30.06.1991 font apparaître un résultat courant avant impôt de 100 948 997 F contre 81 891 066 F soit une progression de 23,27 %; toutefois, compte tenu de la cession de terrain intervenue sur le site de PARIS-NORD VILLEPINTE dégageant une plus-velue après lumpôt de 3 041 101 F et de l'impôt sur les sociétés d'un montant de 10 081 285 F, le résultat net de SILIC au 30 juin 1991 s'élève à 93 910 565,55 F contre 82 325 640 16 F.

Les loyers prévisionnels de l'exercice 1991 devraient être de l'ordre de 256,6 millions de francs. En l'état actuel des hypothèses retenues, le résultat de l'exercice devrait permettre de servir un dividende de l'ordre de 52,82 F, avoir fiscal compris. (Dividende 1990 : 50,60 F.)

Le Conseil d'Administration a artêté le plau triennal d'investissements (1992-1994) qui s'élève à 800 millions de francs qui permettra à SILIC de renforcer son patrimoine de bâtiments d'activités pour assurer son développement dans les prochaines années. Ce programme sera financé sur la trésorerie propre de SILIC et par des concours bancaires.

Dans le cadre de ce plan, le Conseil d'Administration a, lors de la même séance, décidé l'acquisition d'un patrimoine composé de hair bâtiments d'activités entièrement construits et loués, sur le site de COLOMBES confirmant ainsi la volonté de SILIC de maintenir sa spécificité sur ce type de produit.



TELEFLEX LIONEL-DUPONT, coté ao comptant de la Bourse de Paris, vient de prendre le contrôte de la société américaine DEVTEC per achat d'actions et souscription à une augmentation de capital. Sa participation s'élève à 60 %. Les actionnaires fondateurs conservent une participation minoritaire dans DEVTEC et continueront à apporter leur colla-

DEVTEC, dont le siège est à Hartford (Connecticut), a réalisé en 1990 ue chiffre d'affaires de 200 millions de francs et emploie 182 personnes. Créée en 1966, DEVTEC dispose aux Etats-Unis, en France et en Asie d'un réseau commercial dans le domaine des matériels d'assistance aéro-

DEVTEC détient 3 filiales de production :

ACE, dans le Connecticut, spécialisée dans les démarreurs de réac-teurs, les climatiseurs et les générateurs électriques.

NORDCO, en Californie, qui fabrique notamment des tapis à bagages, des escaliers pour passagers, des plates-formes élévatrices,

DEVTEC TAIWAN dont la production est identique à celle de

En outre, sa filiale française BABB Co. située près de Versailles, commercialise les matériels de DEVTEC et fabrique des produits de contrôle de la qualité des métaux.

Par cette acquisition, le groupe TELEFLEX devient l'un des leaders mondiaux dans le matériel d'assistance aéroportuaire. De nombreuses synergies existent entre DEVTEC et les 3 filiales de

matériel de pistes aéroportuaires du groupe : ALBRET, ERMA el TRACMA :

les réseaux commerciaux se complètent et assurent à leurs produits une distribution à l'échelle mondiale,

la complémentarité des produits permet aux deux sociétés de propo-ser à leurs clients une gamme plus étendur,

des économies d'échelles, en matière de recherche, développement et

de commercialisation, seront réalisées,

le groupe TELEFLEX disposera d'unités de production performantes aux Etats-Unis (1" marché mondial) et en Asie (marché en

THE THE PROPERTY WE KNOW AND ADDRESS OF THE PROPERTY OF THE PR

NEW-YORK, 21 octobre

Ventes bénéficiaires

Après avoir établi la semeine écoulée de nouveeux recorde d'attitude, Wall Street a prêté la fitanc lundi 21 octobre à dee ventes bénéficieires. Le marché américain n'e capendant pas trop mai résisté, réusaissant à regagner dans la daudème partie de la séence une partie du terrain pardu. A la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles u établissait à 3 060,38 evec une parte limitée à 19,77 points (-0,54 %). Au plus bas de la journée, il était reveru à 3 042,49. Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 2 122 valeurs traitées, 1 015 ont beissé, 616 seulement ent monté et 491 n'ont

arrivaient è expiration. Mele le Bourse new-vortaise à aussi été affectée par le beisse du marché obligateire at la hausse à 9,07 % du randement de l'emprunt à trente ans, en liaison avec les craintes d'une reprise de l'inflation aculevéee per le possible réduction des impêts et taxes.

la maintien au-dessus de 9 % de ce rendoment pourrait avoir des effets négatifs sur le marché des actions. Cela étant, des spécialistes assureiant que lee intuntions d'achets restalent potentiellement importantes. Preuve de la prudence ambiante : l'ectivité a nettement diminué, el 153,77 millions de titres seulement ont changé de main contre 204,03 millions vendred demier.

	VALEURS	Cours du 18 octobre	Cours de 21 actobre		ľ
	Alcoz	- 84	63 7/8	Н	ŀ
	ATT	39	38 5/8	l. I	ł
	Bosing	60	49 3/4	П	ı
ì	Chase Markattan Bank	16 1/2	19 .	П	ı
	Du Pont de Nessours	46 3/8	45 K/B	ł	ŀ
	Eastresq Kodek	46 6/8	44 7/8	н	ı
	E000	61 7/2	61 1/4	H	ł
	Ford	29 1/4	29	ı	ı
	General Electric	71 3/8	71	ł	ı
	Georgi Motors	37 7/8	37 1/4	П	ı
	Goodyeer	44 3/8	44 7/8	П	1
	IBM	100 3/8	100 1/4	П	ı
	III	58	57 3/8	П	ı
	Mobil Cill	71 3/8·	71 3/4	H	ı
	Pfeet	68 3/4	67.3/8	Н	ı
	Schlamberger	69	88	н	ı
	Taunco	65 7/8	66	11	ı
1	UAL Corp. ex-Allegia	134 1/2	133	. 1	ı
	Union Cartido	20 1/8	20	11	ı
ľ	United Tech	47 118	47 314	11	١
	Westinghouse	16 3/4	16 1/4	H	ı
	Xerox Corp	62 1/8	61 1/2	ı	1

## LONDRES, 21 octobre

## Net recui

Lee veleurs ont terminé la séance en nette beisse, lundi 21 octobre au Stock Exchange. A le clôture, l'Indice Footsle des cant grendes velours e perdu 25,4 points, soit 1 %, à 2 575,7. Le volume des échanges e est confracté à 386 3 milliose de des 386,3 millions de dtres contre 549,9 millions vendredi.

Le tendeuce e été uffectée par un sondage plaçant les tra-vaillistes devant les conserva-teure dens les intentions detaure dene lee intentions de-vote et par les chiffree déce-vants des ventes de détail, qui sont restés inchangés pour le mois de septembre. L'ouverture en forte baisse de Wall Street. en raison des récente gains qui aveient poussé la marché eméri-cain vera des records exhedits cain vera des records ebsolus, est venus accelérer la baisse du est venus accelerer la balase du Stock Exchenga en fin du

 Démission du chairman de l'in-dustrial Bank of Japan. – Assumant la responsabilité des fiens entre son établissement et l'auteur présumé d'une gigantesque escroquerie ban-caire, le président du conseil d'administration de l'Industrial Bank of Japan (IBI), M. Kaneo Nakamura, u Japan (183), M. Kaneo Nakamura, u démissionne mardi 22 octobre. Il pourrait être remplace par le prési-dent actuel de la banque, M. Yo Kurosawa. M. Kurosawa avait reconnu à la fin août devant la Parlement que sa banque et ses filiales avaient necordé l'an dernier des prêts pour un montant de 1,8 mil-liard de dellars (plus de 10 milliards de fianes) à une restauratrice insol-vable d'Osaka, arrêtée depuis pour usage de faux.

PARIS, 22 octobre

Poursuite de la baisse

La Bourse de Paris restait sur la 
pente descendante mardi dans un 
marché très celme préoccupé par 
l'évolution des taux d'intérêt, du 
mark et per la climat politique et 
social. En racui de 0,52 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 afficheit 
en début d'après-midi une beisse 
quasi enelogue (- 0,49 %). L'indice 
CAC 40 se meintensit à 1 837,23 
vers 14 heures. Dans les déclarations faites merdi metin à la radio 
per M. Frençois Mitterrend, les 
milleux boursiers n'ont rien retenu 
susceptible de modifier leur sentiment. Les opérateurs continuent en ment. Les opérateurs continuent en priorité à observer le marché des changes, où le mark resteit natte-ment au-dessus des 3,41 francs

ment au-dessus des 3,41 france merdi matin. La liquidation des opérations nouées pendent le mois d'octobre sur le marché à règlement mensuel ast evencée eu 23 octobre au lieu du 24, date prévue dace le celendrier de la Bourse, e annoncé la Société des Bourses françaises (SBF). Le transfert du marché à règlement mensuel sur Refit, système de règlement-livraleon, est à l'origine de cette modification des échéences. En revanche, les dates de liquidations des mois boursière de novembre et de décembre demounovembre et de décembre demeu-rent en revanche inchangées, pour les 22 novembre et 23 décembre, L'OPA lancée per Quadral sur la CSEE (Compagnie des signaux et d'entreprises électroniques) e

connu un nouvel épisode avec la décision du tribunal de commerce de Paris mardi metin. Le président de cette instance e renvoyé Qua-drai devant le cour d'appet, refusant de mettre sous séquestre les actions de la CSEE achetées par le holding italien Finneccanics et de lui interdire tout echet eupplé-

	VALEURS	Cours da 18 octobre	Cours de 21 actobre		ľ
	Alona	· 84	53 7/8	Ш	ŀ
	ATT	39	38 5/8	,	,
	Rosing	60	49 3/4	rı	ı
	Chase Markattan Bank	16 1/2	19	П	ı
	Du Pont de Nessours	46 3/8	45 5/8	ιI	١.
	Easterna Kodak	45 6/8	44 7/8	П	Г
	F000	61 7/2	61 1/4	łi	Ļ
	Ford	29 1/4	29	H	ı
	General Electric	71 3/8	71	ı	
	Georgi Motors	37 7/8	37 174	1	l
		44 3/8	44.7/8	H	ı
	Goodynar	100 3/8	100 1/4	11	
	IBM	B8	57 3/8	н	
	Щ	71 3/8	713/4	ı	
	Mobil Cil			П	
	Plex	68 3/4	67.3/8	Н	
	Schkenberger	69	88	Н	
	Taxacci	85 7/8	56	IJ	
i	UAL Corp. ex-Allegia	134 1/2	133	łl	
	Union Cartide	20 1/8	20	11	
	United Tack	47 18	47 314	۱ ۱	ı

A Tokyo comme à Now-York, des prisee de bénéfices ont contraint le marché à faire volte-fice, mardi 22 octobre. Et l'indice Nikkel, qui aveit refranchi vingt-queire heures plus tôt la barre dee 25 000 pointe, est revenu un peu au-dessoue en a'inscrivant à 24 954,99 eprès evoir eédé 92,15 pointe (-0,25 %).

TOKYO, 22 octobre

Prise de bénéfices

(-0,25 %).

D'une feçon assez générale, la rendance est apparos essez résistante. De fait, besucoup e'attendent à une prochaine balsas des taux d'intérêt. C'est l'evie de M. Michio Ochi, directeur général de l'Agence de planification économique. Du coup, des profeselonnele estiment que le berré des 25000 points sera un niveau de résistance. Ce qui n'empêche pas des investisseurs de prendre leurs bénéfices.

Feit symptometique d'un bon climet : l'ectivité a est accrue evec 500 millions de titres échen-gés contre 400 millions lundi.

VALEURS	Cours du 21 octobre	Cours du 22 ocadore
Akai	t (160 ·	1 060
probleme	1 170	1 180
C-2 Dark	1 530	1 007
Hoods Hoters	1.590	1500
Materiality Factor	1 530	1 530
Microbichi Harry	745	739
Suny Corp.	5 060	E 080 ·
Toyota Motors	1 500 .	1 800

## FAITS ET RÉSULTATS

ci Total vs resforcer ses fonds pro-pres de 2,62 milliards de francs. ~ Total a lancé lundi 21 octobre une augmentation de capital de 2,9 mil-lions d'actions qui va lui permettre de renforcer ses fonds propres d'au moins 2,62 milliards de francs. Le groupe a précisé que le conseil d'administration a fixé à 903 francs l'ac-tion le prix unitaire des nouvelles actions dei scroot émises, avec jouissance as 1º janvier 1991. Total avait ennoncé le 2 octobre cette opération, perallèlement à sa nde d'admission à la Bourse de New-York. L'Etat ne souscrira pas à l'émission de nouvelles actions de Total, selon un avis publié par la Société des Bourses françaises (SBF). Toutefois, il maintiendra sa partici-pation dans le capital de Total en demandant le remboursement de ses titres subordonnés à durée indéterminée remboursables en actioes

Salomon cède 10 % de ses filiales japonaises. - Salomon, le fabricant français d'articles de sport (pour le ski et le golf) a cédé 10 % du capital de ses deux filiales japonaises, dans la perspective de leur entrée en Bourse de Tokyo. L'acquéreur est la société Jafco, première société de

réalisée au prix de 88 millions de francs, génére pour le groupe fran-cais une plus-value nette de l'ordre de 60 millions qui sem comptabili-sée dans le courant de l'exercice en

cours.

D. La Banque populaire suisse augmente de 80 % ses provisions pour risques. — La Gauque populaire suisse (GPS) a augmenté de 80 % ses provisions pour risques pour l'exercice en cours, qui pasacut de 125 millions de francs suisses l'an demier à 225 millions pour 1991 (855 millions de francs), a annoncé le directeur général de la BPS, M. Rolf Beeler, lundi 21 octobre à Genève. M. Beeler ne a'est pas prononcé sur le résultat escompte en fur d'année, mais n reconnu que, au d'année, mais o reconnu que, au trame des neuf premiers mois de l'année, la OPS enregistrait un fort ralentissement de la croissance géné-rale et une progression faible des affaires commerciales et hypothé-caires. La moitié des provisions sera affaires commerciales et hypothe-caires. La moitié des provisions sera affectée aux affaires hypothécaires, qui s'élevaient à 11,76 milliards de francs suisses au 30 septembre. G Offre publique de retrait aur

Dickson Constant (toile à bâche). --Le groupe textile nordiste A. Dewavrin fils et Cie lance une offre pub que de retrait (OPRI sur sa filiale à 95%, Dickson Constant, a annoncé lundi 21 octobre la Société des Bourses françaises (SOF). Dickson Constant, plus ancien groupe textile européen encore en activité (il a été foodé en 1707) devrait ainsi disparaître de la cote officielle du marché au complaol de Lille. Employael quelque 930 saleriés, Dickson Constant a réalisé l'an der-nier un bénéfice de 17 millions de francs pour un chiffre d'affaires de près de 400 millions. Il table cette près de 400 millions. U mote cente année sur des ventes de l'ordre de 750 millions. Implantée à Wasque-hai (Nord), la société est le premier producteur mondial de toiles à store. Plus généralement, elle est spécialisée dans la fabrication de tissus enduits (pour auvents, baches,

## **PARIS**

Second marché (effection)							
VALEURS	Cours préc	Dernier	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours		
Alcard Cibles	3770	3830	Instanto, Hötelikre	820	615		
Amadt Associes	298	298	Internt. Computer	154 50	154		
BAC	127		(PBM	. 72	72		
Boue Varnes	817	815	Loca investis.	239			
Bairon (Ly)	348	345	Locardic	72	70 50		
Bolseet Lyon	233	235	Matrix Comm	103 80	100 70		
CAL-de-fr. (CCI)	888	1880	· Molex	168			
Calburnon	396	396	Publ.Filipacchi	390	370		
Cardif	692	704	Razal	510	490		
CEGEP.	140	140 10	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	319	316		
CFP1	290	285	S.H.M	182	177		
CNUM.	935	. 935	Select Invest (Ly)	98 80	- 101 50		
Codetour	295	290 50	Seribo	370			
Conforana	765	765	S.M.T. Goupil	130			
Creates	178	180	Sopra	269-80	265		
Desphin	405	400 10	TF1	350	348 50		
Deirpas	1250	1240	Thermador H. (Ly)	293 20	298		
Demochy Worms Cie	321	333 80 d	Unilog	219	218		
Deventry	932	960 .	Viel at Cie	88			
Deville	285	269	Y, St-Laurent Groupe	859	882		
Dollaros	144	141					
Editions Belfond	· 248	245					
Europ. Propulsion	. 260	255					
Firstor	134	133					
Frankoperis	117 20	119					
GFF (group ton f.)	145 10	144	LA BOURSE	SUR M	INITEL		
Grand Livre	434	430					
Grayograph				TΔF	7F7 I		
Groupe Origny	. 195	195	11 -75 46 12 1		<del></del>		
	195 930	.195 930	36-1	5	LONDE		
Guntol			30-1	5 TAP	IONDE		
	930	930	36-1	5 u i	IONDE		

Notionnel 10 %.	Cotation e	ATIF n pourcentag contrats: 9	je du <b>21 octo</b> 15 348	brè 1991
COURS		ÉCHÉ	ANCES	
	Déc. 91	Ma	rs 92 ·	Juin 92
Dernier Préoblent	107,22 107,48	167	7,26 7,50	197,86 107,74
	Options	sur notiona	ei .	
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE
I MIZE AT ANTHONY	Déc. 91	Mars 92	.Déc. 91	Mars 92
107	0,70	1.25	0.51	0,85

	CA	C 40	) A	· T	ER	M	E.	
7 374							٠.	
	1:	Octobre		· ·	Novem	bre	T	D

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dersier	1 856	1 872	1 889
Précédent	1 882	1 895,50	1 906

## CHANGES Dollar : 5,7885 F 1

. Les opérateurs attendant l'annonce d'une possible baisse des impôts aux Etats-Unis, le dollar s'échangeait en hausse, mardi 22 octobre sur le merché des 22 octobre sur le merene des changes curopéens. A Paris, le billet vert, en hausse à 5,7885 au fixing contre 5,7545 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCFORT 21 octobre 22 octobre Dollar (ca Dbl) ... 1,6844 1,6970 TOKYO 21 octobre 22 octobre Doller (ca yem). 130,60 131,45

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) Paris (22 octobre)\_\_\_ ... 87/8-9%

## **BOURSES**

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

18 octobre 21 octobre Valeurs françaises . 121 119,90 Valeurs étrangères . 116,10 117 (SBF, base 100 : 31-12-81) Indice général CAC 491,70 493,84 (SBF, base 1 000 : 31-12-87) Indice CAC 40 \_\_\_\_ 1864,20 1 845,97

-

ie.

B. ..

NEW-YORK (Indice Dow Jones) 18 octobre 21 octob \_\_ 3 077,14 3 060,38 FRANCFORT t8 octobre 21 octobre \_ 1 563,25 1 572,68 TOKYO 21 octobre 22 octob

Nikkei Dow Jones - 25 016,81 24 954,66 Indice général \_\_\_\_\_ 1 892,12 1 884,27

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS	DU JOUR	UM	UN MOIS		DELDX MORS		MO13
	+hes	+ hant	Sep.+	ou die	Reg. +	ou dip	Sep.+	ou dép
\$ EU \$ cas Yes (100) _	5,7840 5,1336 4,4005	5,7850 5,1376 4,4830	+ 187 + 34 + 98	+ 197 + 52 + 107	+ 365 + 73 + 197	+ 385 + 100 + 219	+ 1050 + 286 + 693	+ 1110 + 361 + 746
DM	3,4108 3,0278 16,5640 3,8936 4,5597	3,4140 3,0296 16,5740 3,8976 4,5649	- 14 - 8 - 40 + 26 - 91 - 138	+ 1 0 + 10 + 38 - 73	- 38 - 10 - 60 + 49 - 162 - 230	- 8 + 5 + 30 + 70 - 136 - 185	- 59 - 44 - 190 + 144 - 495 - 532	- 6 + 4 + 90 + 196 - 430

## TAUX DES FUROMONNAIES

S E-U Yes DM Florin FR (189) SS L (1 660) E Font:	5 1/4 6 5/8 9 2 3/4 9 7 1/2 99 7/8 10 9/16 8 7/8	5 34 6 34 9 14 9 38 7 57 11 10 11/16	5 3/16 6 7/16 9 1/16 9 1/8 9 1/8 10 1/8 10 1/2 8 15/16	8 3/16	5 3/16 6 5/16 9 1/8 9 1/8 9 3/16 8 1/16 8 7/16 9 1/8	5 5/16 6 3/8 9 1/4 9 1/4 9 7/16 8 3/16 11 1/4 10 9/16 9 1/4	5 3/8 5 15/16 9 5/16 9 5/16 9 1/4 8 1/8 11 1/4 16 1/4 9 1/4	5 1/2 6 1/16 9 7/16 9 7/16 9 1/2 8 1/4 11 5/8 10 3/8 9 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinér par une grande banque de la/place.

## Le Monde-MI **ENTREPRISES** à 22h15 sur RTL

Mardi 22 octobre : diagnant de Centre de renconse et d'initative pour le développement locat de Monde locatives» publie le 23 octobre une angolte sur les services de proximité.

Mercredi 23 octobre : Jeen Perrin président du Syndicat national des agences de voyages (SNAV)



•• Le Monde • Mercredi 23 actobre 1991 27

MARCHÉS FINANCIERS

<b>BOURSE DU 22 O</b>	CTOBRE				Cours relevés à 13 h 47
Company VALEURS Cours Premier Descrier % cours +-		glement mens	uel	Compen- union VALEURS	Cours Premier Demier % cours +-
Sept	261   288   -1 24   320	Saul. Cleb	+ 0 15 365 Sogness 370 50 370 + 1 43 1570 Some Allih 1394 1298 - 0 12 760 Sower Persign 1336 1332 - 0 10 12 760 Sower Persign 1336 1332 - 0 10 12 80 Sower Persign 1336 1332 - 0 10 12 80 Sower Persign 1336 1332 - 0 10 12 80 Sower Persign 1336 1332 - 0 10 12 80 Sower Persign 1336 1332 - 0 10 12 80 Sower Persign 1336 1332 - 0 10 12 80 Sower Persign 1336 1332 - 0 10 12 80 Sower Persign 1336 1332 - 0 10 12 80 Sower Persign 1336 1332 - 0 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 1	Deminist   1-   160	104 40
148 CMB Packs 143 50 143 141 90 -1 32 720 Lating 640 Color 892 891 899 -0 81 395 Lating COMP	236 50   336   336 80   -021   1680		+030 255 Beenha 234 50 235 10	235 10 + 0 20 1 66 Zaanbia Cop	21/10
VALEURS % % du VALEURS Cours Der préc; co	pier Cours Dernier	VALEURS Cours Demier préc. cours	VALEURS Emission Rachet VAL	EURS Frais incl. net	VALEURS Emission Rachat
Color	Marché   1990	AEG	Areack	28 47   27 78   Pos   Pos	Section
Initia (1000 lires)	Pièce Fr (10 f)	SEPR 1150 349 3250 3250 1300 1300 1300	Francic-Regions	838 51 6822 86 63111 57 62385 80 962 87 943 99 1866 07 1127 87 131 40 127 88	INANCIÈRE Renseignements : 46-62-72-67

Denni Gde. Gde. Gde. Gde. Gde. Suide Suide Norwi Autric Espai Carne Japon

Dans l'espace, sur mer et à la DGSE

## La France va accroître dès 1992 ses moyens de renseignement

accroître son effort pour le recherche du renseignement, comme le ministre de le défense, M. Pierre Joxe, en e publiquement manifesté l'intention. Outre la décision de créer. eu printempe prochain, une direction du renseignement militaire (le Monde du 26 eeptembre), qui doit proposer une organisetion plus centrelisée dee moyens humains et techniques en ce domaine, et le projet de majorer de 17,5 % les crédits consacrés è l'observation et à la communication d'origine spatiale, deux autres faits - nouveeux - vont dens le même sens: d'une part, l'eutorisation donnée à le marine de rechercher une coque pour y embarquer des moyens d'écoute, et,. d'autre part, la hausse très sensible du budget elloué à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) en 1992.

Depuis 1964, la marine nationale arme un ancien cargo, lancé en 1958 sous le nom de Médoc et acquis par elle après avoir été rebaptisé Berry. Ce navire de 2 700 tonnes à pleine charge est bourré d'électronique, Officiellement, il a été présenté comme un batiment d'expérimentations diverses. En réalité, il sert de navire d'espionnage électronique, pour l'interception et l'écoute des transmissions de toute sorte ou pour celles des émissions-radars. Le Berry a été modernisé en 1974 saire de remplacer ses équipe;

Pour 1992, la marine a été autorisée à réserver, au sein de ses cré-dits d'équipement, quelque 80 mil-lions de francs à la recherche – et donc à l'achat ultérieur – d'une nouvelle coque susceptible d'embarquer des moyens plus modernes de la guerre électronique. Il s'agit du programme dit Berry-NG (nouvelle génération). Si la marine fournit l'équipage, les techniciens du renseignement et les spécialistes linguistiques à bord, pour faire fonctionner les matériels et exploiter, en première analyse, les inforntations recueillies, appartienment au Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERMI, qui

En 1992, le Frence devrait dépend de l'état-major des armées. et à la DGSE, qui œuvre pour tout le gouvernement sous le contrôle du ministre de la défense.

> Des emplois de haute qualification

La DGSE, précisément, devrait voir son budget pour 1992 - de l'ordre de 989,8 millions de francs - augmenter de 9,7 % par rapport à celui de 1991. Cette bausse est sans commune mesure avec celle de l'ensemble dea crédits militaires, qui croîtront de 0,5 % dans le même temps. Sans compter les fonds secrets à la disposition du premier ministre (quelque 448,2 millions de francs en 1992, en augmentation de 4 %), dans lesen augmeniation de 4 %, dans les-quels elle peut puiser pour des opérations ponctuelles dument autorisées par l'Elysée et par le chef du gouvernement, la DGSE a donc un budgel qui croît plus vite et plus fort que celui des armées.

Ce sont, au demeurant, les crédits d'équipement (soit 466 mil-lions de francs) qui sont en bausse très nette par mpport à ceux de 1991, avec pas moins de 12,3 % d'augmentation. Plus de la moitié de ces engagements de dépenses concernent la modernisation de l'informatique (avec l'achat de puissants moyens de calcuis) et de recherche électromagnétique, quand un quart de ces mêmes centres ou des stations destinés au recueil du renseignement. De ce point de vue, par exemple, la DGSE n'a pas perdu tout espoir, en dépit d'une action judiciaire en cours pour cause d'atteinte à l'environnement, de pouvoir déployer ses antenoes en Camargue.

En revanche, les crédits de fonctionnement en 1992 (soit 523,8 millions de francs) enregis-trent une hausse de 7,6 %, qui est inférieure à celle des dépenses d'équipement de la DGSE mais: reste notablement plus forte que la croissance des mêmes cré-dits affectés à l'ensemble des armées. La raison eo est que, contrairement aux trois armées qui doivent .consentir à une nouvelle défintion de leurs effectifs, la DGSE pourra, l'an prochain, embaucher jusqu'à cent sept fonc-tionnaires civils supplémentaires (le Mande du 19 septembre). Parmi ces recrutements prévus, plus de la moitié se feront au niveau des postes de chef d'études et de délégués, qui sont des

emplois hiérarebiquement impor-tants dans la grille propre à la DGSE, Le «patron» de la DGSE, M. Claude Silberzahn, a obtenu par ailleurs la nomination, à ses côtés, d'un directeur, M. Jerôme Ventre, ingénieur général des télé-communications de son état, qui est notamment charge des ques-tions techniques.

### Une recherche tons azimuts

Cette eugmentation des effectifs de la DGSE participe d'un plan à plus long terme, qui prévoit d'accroître d'un millier d'hommes et de femmes la corporation des agents français du renseignement. Au total, les services secrets devraient rénnir l'an prochain quelque quatre mille fonction-naires civils et militaires, parmi lesquels cinq ou six cents relevent du service dit «action», composé de « clandestins » civils, et de cadres du 11º régiment paracbu-tiste de choc (RPC) basé à Cercottes (Loiret).

Traditionnellement, ces embauches au profit de la DGSE sont longues et délicates à mener à bien. Civils et militaires se mon-irent soucieux d'obtenir que toute affectation dans les services secrets ne soit pas, ensuite, un handican à une carrière normale au sein de leur administration d'origine. Le contexte international, avec le délitement de l'empire soviétique et la désorganisation du KGB, compli-que sans doute la situation. A service secret si la « meoace » longtemps tenue pour principale, doit avoir désormais plulot ten-daoce à s'estomper? La DGSE consacre 80 % de son temps et de ses effectifs à la quète du rensei-gnement à l'étranger et 20 % au double secteur du cootre-espionnage et du cootre-terrorisme lequel demeure une activité à 100 % de la Direction de la surveillance du territoire (DST). Pour autant, cette recherche de l'information extérieure par la DGSE se veut aujourd'hui tous azimuts : militaire, naturellement, mais davantage encore de nature économique, iodustrielle, bancaire scientifique, technologique, com-merciale ou financière. C'est sur ces créneaux-là que les spécialistes, parce qu'ils ne sont pas légion, sont les plus sollicités par les services secrets.

JACQUES ISNARD

 Disparition du colonel comman-dant la base aérienne de Metz. -Le colonel Roger Pertuiset, com-niandant la base aérienne de Melz. qui accueille depuis le début de la semaine un exercice de l'OTAN, a disparu, dimanche 20 octobre, de son domicile, qu'il avait goitté en tenue de jogging. Sa voiture de fonction, qu'il avait empruntée, a été retrouvée vide non loin de Jouy-aux-Arches (Moselle). Agé de quarante-quatre ans, cet officier aurait laissé, selon des sources militaires à Paris, des messages dont la teneur dénoterait un état dépressif. Les recherches cutreprises n'avaient pas abouti mardi 22 octobre en tin de suatinée.

## **CATASTROPHES** Incendie en baie de San-Francisco

L'incendie qui a pris naissance, dimanche 20 octobre, dans les collines de la baie de San-Fran cisco, en Californie, a pris des proportions dramatiques dans la journée de lundi. Pousse par le vent dans les secteurs de Berkeley et Oakland, le feu a fait au moins quatorze morts, dont une famille de einq personnes prisonnières des flammes dans leur maison. Il a détruit quelque deux mille véhi cules en stationnement, plusieurs centaines de maisons et entraîné l'évacuation de plus de cinq mille persoones.

L'HERMÈS Editeur Fél. (1) 4d 34 07 70

L'essentiel sur **ECONOMIE DE** L'ENTREPRISE

par Français MCREAU et Jean-Luuis ROMF YER

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Seguier:75006 PARIS

## **ENVIRONNEMENT** Grève des impôts locaux à Montchanin

Le 15 octobre dernicr, le tréso-rier-payeur de Saône-et-Loire n'a pu recouvrer la taxe d'habitation de la commune de Montchanin de la commune de Montchanin:
I 100 foyers fiscaux font la grève
des impôts locaux avec la bénédiction de leur maire, M. Pierre Corneloup (RPR). Motif: les travaux d'urgence annoncés sur la décharge de Montchanin se font attendre.

Le trésorier-payeur général dénonce «un appel public à la grère, délit passible, d'une amende et de prison». Il précise par aîl-leurs que les pénalités de retard ne pourront être annulées, sauf sur ordre ministériel. L'exploitant de la décharge. Elipol, du groupe Elf-Aquitaine, vient d'annoncer le demarrage de travaux d'urgence pour le 1 décembre et la nominapour le 1 decembre et la nomina-tion d'un cabinet de contrôle, mais les habitants de Montchanin exi-gent l'élimination des 700 m³ d'or-dures ménagères extraits du site lors de l'enquête sur les fûts de dioxinc - (Carresp.)

## SPORTS

σ FΟΟΓΒΑΙΙ.: dépôt de blian du Brest Armorique. - Le Brest Armorique Irétrogradé en deuxième division en début de sai-son) a déposé son bilan, lundi 21 octobre, devant le tribunal de grande instance de Quimper. Le parquet de ce même tribunal s'était saiss d'une enquête préala-ble sur la situation financière du club et un expert avait été nommé. Il ne faisait pas de doute qu'une procédure de redressement serail demandée. Mais le président du dub, Me Alain Guilloux, n'a pas attendu cella décision prevue pour vendred. Le déficit est éva-lué à 150 millions de francs. —

## **PARIS**

## Polémique · après l'abattage des arbres du quai Branly

Le conseil de Paris a mandaté, lundi 20 octobre, le maire de la ville pour déposer un recours devant le tribunul administratif et engager une action au pénal pour procédure illégole el voies de finit » après l'ubattage, vendredi main 18 octobre, de 109 arbres, quai Branly à Paris-7e) sur déci-sion du préfet de région, préfet de Paris (le Monde du 19 octobre) afin de permettre l'ouverture du chantier du Centre international de conférence, voulu par le prési-dent de la République.

Le texte a été voté à l'unanimité des élus RPR et UDF et de l'uni-que conseiller écologiste, la gauche n'ayant pas participé au vote. Pour le maire de Paris, l'abattage des arbres n été effectué « sur ordre du gouvernement, sans concertation e avant même que la lettre du préfet demandant à la Ville de modifier le plan d'occupa-tion des sols ne parvienne à son destinataire, et avant la signature du permis de construire.

du permis de construire.

Selon M. Chirac, il s'agit « d'un acte de vandalisme, illégal, perpetré par l'Etat sous la protection de la police ». Le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, a estimé, pour sa part, que « quel que soit le maître d'auvre, l'Etat ou la Ville, le fait accompli et l'absence de concenation ne sont pas une politique », et il s'est élevé « contre les méthodes utilisées » quai Branly.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements: 46-62-74-43

## CARNET DU Monde

## **Naissances**

Véronique PIERRÉ Eric FLAME

ont le regret de faire part du décès de

Ferdinand, Bendyk, Pietro

le 3 octobre t991.

41, rue de Poitou, 75003 Paris.

## <u>Décès</u>

M≪ Guy Jouveau du Breuit, M= Paul Jouveau du Breuil, M. et M= Fabrice Jouvean da

Breuil, et leurs enfants, Le docteur Yvain Jouveau du Greuil et Mar.

et leurs enfants. ses enfants et petits-enfants. M. André Jouveau du Breuil,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

## Paul du BREUIL,

écrivain, philosophe et historien des religions, esseur d'anthropologie orient membre de sociétés savantes françaises et étrangés et de l'Académie des sciences d'outre-mer président de la Société d'études zoroastriennes,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le samedi 19 octobre 1991, à l'âge de cinquante-

La rérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 23 octobre, à 10 h 30, en la cathédrale américaine, 23, avenue George-V, Paris-8, ou l'on se réunira.

Met Geneviève Gabison.

M~ Marie-Françoise Gabison

sa fille, Olivier Gros, son petil-fils, M. et Ma Zacharie Jaffe,

es sœur et beau-frère, M. et M= Léon Ajzenman et leurs enfants, Ses neveu et nièce, Les familles Lebhar et Busch,

ont la tristesse de faire part du décès o Elie, Georges GABISON.

chevalier de la Légion d'honneur, croix du combattant, croix de guerre 1939-1945, croix du combattant volontaire de la Résistance, médaille de l'ordre républicain du Mérite civil et militaire,

survenu le 11 octobre 1991, à l'âge de

Le défunt ayant fait don de son corps à la science, il n'y a pas eu d'obsèques.

Ils convient pour un dernier hom-mage, qui aura lieu à la synagogue, 24, rue Copernic, Paris-I & le samedi 26 octobre, à 19 heures.

29, rue Galande, 75005 Paris. 8, rue Philippe-de-Metz, 92270 Bois-Colombes.

- La famille Hallard

et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel HALLARD, ingenieur A.M.,

survenu le vendredi 18 octobre 1991,

Les obsèques auront lieu le mercredi 23 octobre, à 11 heures, au cimetière nouvean de La Celle-Saint-Cloud

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Me Pierre Aaron,

El ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre KRAEMER-RAINE, survenu le 15 octobre 1991.

75, rue de Longchamp, 75116 Paris.

- M~ Joël Le Gall,
née Solange Choisnard,
son épouse,
M. et M≪ Alain Rogère,
M. et M≪ Perse Le Gall,
M. et M≪ Bernard Grémaud,
M. et M≪ Jean-Armel Le Gall
et leurs enfants. et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, ont in douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Joël LE GALL, professeur émérite à la Sorbonne

le dimanche 20 octobre 1991, dans sa La cérémonie a eu lieu en l'église de

Verrières (Orne), le mardi 22 octobre. Une messe sera célébrée ulté-ieurement à Paris.

Ni fleurs ni couroanes.

La Mazure, 61110 Vernères. 14, rue Carmeb, 94240 L'Hay-les-Roses.

- Le président de l'Université de Bourgogne, Le directeur de l'Unité de formation et de recherche sciences humaines, Le personnel enseignant et adminis-ratif de la Faculté de lettres.

M. Jost LE GALL,

professeur émérite à la Sorbonne ancien professeur d'histoire ancier à l'Université de Bourgogne, doyen de la Faculté de lettres de l'Université de Bourgogne de 1966 à 1968.

Les obsèques ont eu lice le mard 22 octobre 1991, à 15 beures, en l'église de Vernères-Rémalard (Orne).

- Le directeur et le personnel du Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre (FIRS), Ses collègues et amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Michel REVERSAT, chef de service économique,

survenu le 18 octobre 1991.

- Le président et les membres du conseil d'administration de Fonds d'in-tervention et de régularisation du mar-ché du sucre (FIRS),

ont la tristesse de faire part du décès de Jean-Michel REVERSAT. chef du service économique,

 Nous apprenons le décès, survenu le jeudi 17 octobre 1991, de Alexandre TER-SARKISSOFF.

dont les obsèques seront célébrées, le mercredi 23 octobre, à 11 heures, en l'église orthodoxe Saint-Nicolas, à

[Mé la 14 décembre 1911 à Paris, Alexandre Ter-Sarkissoff, sprès avoir quitté le Marce, rejoint les Forces trainsisses litres (FFL) à Londres des le 18 juillet 1940, il et envoyé, en adut 1940, à Agadir pour monter las résens de rensaignement. Dénoncé, il est condeniné à vingt ans de traveux forcés et il sars potatiment emprésonné à Saint-Etienne et à Riore. C'est de la prison de cette ville du Puy-de Déme qu'il parvient à s'évader le 19 décembre 1943 pour gagner la Résistance dans la Loire. En avril 1944, il rejoint Alyer vis l'Espagne et, le hois auivant, il commande la 2-commande de France. En novembre 1944, il est affacté à la 13-deni-brigade de Légion étrangère (DBLE) au sein de laquelle, cumme chef du 1y-batailou tactique, il participa aux campagnes des Vosges et des Alpas, su coura desquelles il sera blessé, il est fait compagnes de la Lidération, le 20. Lauvier 1946, comme capitalne à la 13- DBLE. Titulaire de la crèix de guerre 1939-1946 et de la médaille de la Résistance lave resette), Alexandre Ter-Sarkiesoff était officier de la Légion d'houseur.] [Né la 14 décembre 1911 à Paris, Alexan

## Remerciements

Isabelle de La Rochefoucauld, Le duc et la duchesse de La Rochefoucauld,

Le comte et la comtesse de La Rochefoucauld, M= Solange Fasquelle,

profondément touchés des marques d'affection et de la sympathie que vous leur avez (émoignées à la saite du rap-pel à Dieu, le 20 septembre 1991, de la

duchesse de LA ROCHEFOUCAULD,

et dans l'impossibilité d'y répondre personnes qui se sont associées à l'anr deuil.

– La famille, Et ses amis,

très touchés par les marques de sympa-thie qui leur ont été manifestées à l'occasion du décès de M. Pierre LESPINE,

expriment à tous leur sincère recon-

J.-M. Labeyrie, 55, boulevard Soult, 75012 Paris. Guy Lespine. 39, avenue des Fauvertes, 33700 Mérignac.

GRAVEVR . Chevalières armoriées

Cartes de visite

le prestige de la gravure 47, Passage des Panoramas 75002 PARIS T&L: 45.08.86.45 - Fax: 42.36.34.48

Pour toutes vos

commandes de fleurs Naissance, baptême, liançailles, mariage et décés Le Fleuriste de Vaugirard

Livraiaons à domicile, Peris. bantieue et grande bantieue.

131, rue de Vaugirard, 75015 PARIS ·Tél. : 47-34-56-09 .

## Messes anniversaires

- Pour le premier anniversaire du

Erie de GOUTEL,

une messe sera célébrée à son inten-ition, le vendredi 25 octobre 1991, à 13 h 30, en la nouvelle église Saint-Honoré, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

<u>Anniversaires</u>

- Le 23 octobre 1989, disparaissait Alain LANDRÉAT,

Se famille, ses amis et collègues de la SNCF ont une pensée particulière

- If y a neuf mas, mourait

Elisabeth WEINER.

« Mais peut-être la personne est devenue comme un air de temps de neige, qui entre par la fenêtre... » Henri Michaux.

## Nous deux encore.

- Le cabinet d'avocats Ashurst. Morris, Crisp, Broadwalk House, 5 Appold Street, London, EC2A 2HA, recherche les filles de M= Mabel Leroy, née Taylor (veuve de Charles Léon Joseph Leroy), décédée le 13 jan-vier 1968 et qui habitait à « Pérade-nyn », 5, ruc des Oliviers, Le Cannet, Nice,

Ecrire à l'intention de M. D.D.

nès et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carriet du Monde », som priés de bien vouloir nous com-muniquer leur numéro de référence.

## **CARNET DU MONDE**

40-85-29-94 ou 40-65-29-96 Tarif : la ligne H.T. 

Communicat, diverses ..... 95 F Thèses étudiants Les Egnes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

**MOTS CROISÉS** PROBLÈME Nº 5834 123456789 

XI HORIZONTALEMENT I. Ne fut pas un homme sens principes. - II. Donne le moyen de filer. Comme le dindon de la farce. - III. Rendre délicate tonte epproche. Sont de bois. - IV. Pronom. Peut recevoir certainea chaînes. - V. Attraper sans saisir. Peut, à la fois, priver de dessert et apporter la «terte». - VI. Note. Moyens de tenir bon. - VII. Sus-cite des réactions. Ne saurait être le mot de la fin. - VIII. Qui n su rester simple. - IX. Vraiment pas heureux. - X. Mauvais élèvé. Pour les gars de la marine. - XI. Mange comme un cochon. Laisse entrer

## VERTICALEMENT

1. Est aux arrêts. Le bec dans l'eau. - 2. Il est facile de lui faire perdre la boule. Feit jouer. -3. Employée pour faire des tours. Ses coupa ne font pes de mal. -- Ses coupa ne ront pes de mai. - 4. Jeune messager. - 5. Chaîne crétoise. De quoi faire rougir. - 8. Réfléchi. Se fera désagréablement entendre. - 7. Dut changer de mode de vie. Est au violon. - 9. Cui ses dons partin. B. Qui est donc partin. Adverbe.

9. Qui peuvent être poussés à la révolte. Source de lumière.

Solution du problème n. 5833 **Horizontalement** 

I: Libetions - II. Eclaircie - III. Poirée - IV. Inn ; thé - V. Noirci ; et - VI. Es : aéré - VII. Tas ; ii. - VIII. Bagetelle - IX. Ceé ; ceil. - X. Cénacle - XI. Tu : suif XI. Tu ; suif.

· Verticalement 1. Lépine ; bock. - 2. Iconostase. - 3. Bilni; agent. - 4. Aar; reea; au. - 5. Tierce; toc. -6. Ire ; irréels. - 7. Oc ; lieu. -8. Niche ; III. - 9. Se ; étale ; if. GUY BROUTY

# Littoral Panie apre

Commission

" Air France

Amagen

0

---

751

1

2

 $(-1)^{n+1} = (-1)^{n+2}$ 

 $|\mathcal{D}_{k}| = k |\mathcal{D}_{k}| \cdot k^{-1/2}$ 

المناسب المعالم المعالم المعالم الماري

is a second American

 $\frac{1}{2} \frac{f_{\alpha}}{f_{\alpha}} \left( \frac{f_{\alpha}}{f_{\alpha}} \right) = \frac{1}{2} \frac{f_{\alpha}}{f_{\alpha}} \left( \frac$ 

2 12 E

200 Company of the Compan

Wind Control of

with the way out the

. 16

12 . 17

والمستعدد المستعدد

April 1945 4 - 4

Section Company

Section 1985 of the section of the s

And the second s

1 23 44-1

# SITUATION LE 22 OCTOBRE 1991 A O HEURE TU

PREVISIONS POUR LE MERCREDI 23 OCTOBRE 1991



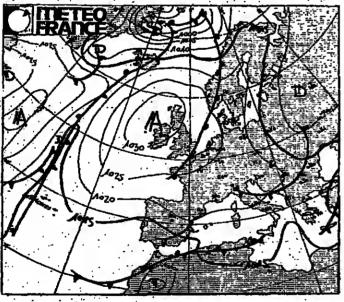
Mercredi : nvages au nord, solell au sud, - De la Haute-Normandie au Nord-Pas-de-Calels Jusqu'aux Ardennes, le ciel restere couvert avec quelques faibles pluies ou chutes de neige au desaus de 600 mètres. Plus qu'à l'Alsaca et à la Franche-Comré, le ciel sere très nuegeux le metin, avec quelques éclaircles l'après-midi. Au sud de la Loire jusqu'au Sud-Quest et au Sud-Est le temps sera bien enso-

resteront accrochés sur les Pyrénées éclaircles prédomineront sur le Corse.

de - 2 degrés à 4 degrés en gánéral, et de 6 degrés à 10 degrés sur le Sud-Est et en Corse. Les températures maximales attehi-dront 9 dégrés à 12 degrés sur le moi-

tié nord et 13 degrés à 17 degrés sur la moitié sud. Sur les régions est, elles folité. Les brouillards seront parfois ne dépasseront pas 7 degrée à tehaces dans les vallées. Les nueges 8 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 24 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU



PROCESS   19	ACCIO 19 10	TOURS 11 3 B	
ARRITY 13 3 C PORTEA FITZE 23 23 D MADRID 15 1 MARRIEST 15 6 N ALGRE 19 10 MEXICO 19 12 NEST 15 6 N ALGRE 19 10 C MILAN 14 1 1 ARRIVER 11 3 A MONTREAL 9 0 DIRERS 9 2 D RATEINES 25 13 N MONTREAL 9 0 DIRERS 10 3 D RECELLINE 24 A N MONTREAL 9 0 DIRERS 10 3 D RECELLINE 24 A N METT-TORE 14 7 REMORES 10 9 D RECELLINE 24 A N METT-TORE 14 7 REMORES 6 2 D REGILLE 18 10 3 D RECELLINE 10 3 D REMORES 6 2 D REGILLE 18 10 3 D REMORES 6 2 D REMORES 34 20 B REDUZIAVEIBO 24 20 MARTES 13 2 D DELE 32 13 D REMORES 13 2 D DELE 32 13 D STOCKHOLM 21 24 ARRIVES 13 2 D DELE 32 13 D STOCKHOLM 21 24 ARRIVES 13 2 D DELE 32 13 D STOCKHOLM 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 3 3 2 2 3 3 3 2 3	REITZ 13 3	DODEN'S BUILD SO OF D	
ARBORATY   12   2 D   ETRANGER   MARRASCE   19   11		I NAME AND AS A DEPARTMENT	
DURGES 9 2 D  REST 13 6 N  ALGER 19 10 C  MILAN 14 -1 1  ARN 12 4 C  AMSTERDAM 11 3 A  MONTEGAL 9 9  REST 13 N  MONTEGAL 9 9  REST 13 N  MONTEGAL 9 9  REST 13 N  MONTEGAL 9 10  REST 13 N  REST	DOGATY 19 9 1		MARRAKECH 19 11 (
REST   15 6 N   ALGER   19 10 C   MILAN   14 -1			
ARN 12 4 C AMSTERDAM 11 3 A MONTREAL 9 0 1 1 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1		ALGER 19 10 C	
IDERGRIDE	EN 12 4 6	AMSTERDAM 11 3 A	MONTRÉAL 9 0
Second   S	PREORING 11 · 3 ·	ATHENES 25 IS N	
REMOBER 10 9 D SECRED 7 3 C OSLO 5 5 5 ELE 1 1 8 ESTIN 9 2 D PALMADEMAI 18 5 ELE 1 1 3 3 5 PERM 18 6 1 1 5 ELE 1 1 3 3 5 PERM 18 6 1 1 5 ELE 1 1 1 3 5 PERM 18 6 1 1 5 ELE 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	SHUIT-PR 5 4	BANGRUA ZJ ZA P	I CHARLES
1   1   1   1   1   1   1   1   1   1	PHOPLE 10 4		
TABLE   13   13   14   15   15   15   15   15   15   15	1.0	*   ondiment	
YOR 2 2 3 12 CAPRE 34 20 B RIO DE INVEREO. 24 20 ARCENTA 23 3 25 D DELFE 32 12 D DELFE 32 12 D STOCKHOLM. 2 - 2 SHARDATES 13 2 D DELFE 32 12 D STOCKHOLM. 2 - 2	CCCC - 5 2 3	1 ARTHURLES 10 3 B	
ARSHILE 13 F. D. COFFENHAGUR 6 - 2 C ROMES 17 9 ANCT 2. 3 6 DALAR 33 25 D SHOADOUR 31 24 ANCTS 13 2 D DELH 32 18 DECEMBER 20 11 N RE 15 3 N DECEMBER 20 11 N ARSHIONTS 16 5 B CONCEVE 10 3 D STOCKHOLM 2 - 2 AU 10 3 B BONGKONG 27 22 D TOKYO 27 14 AU 10 3 B BONGKONG 27 22 D TOKYO 27 14 AU 10 3 B BONGKONG 27 22 D TOKYO 27 14 AU 10 3 B BONGKONG 27 22 D TOKYO 27 14 AU 10 3 B BONGKONG 27 17 D VARSOVIE 6 2 TESTIENNE 9 2 C LESSONGE 13 19 D VENISE 14 7	BK P P P P P P P P P P P P P P P P P P P	1 1 20 B	
ANTES 13 2 D DELFI 32 18 D STOCKHOLM 2 2 2 18 D STOCKHOLM 2 2 2 18 D STOCKHOLM 2 2 2 11 N STOCKHOLM 2 2 2 1 1 N STOCKHOLM 2 2 2 N STOCKHOLM 2 N STOCKHOLM 2 2 N ST	BSMHS - 4 . 13 . 1		
RCE 15 8 N DERBA 20 11 N SYUNGY 33 25 ARES-MONTS 19 5 B GENEVE 10 3 D SYUNGY 34 14 AU 10 3 B BONGKONG 27 22 D TOKYO 24 14 ERPIGNAN 12 8 D STANDOL 30 18 N TUNES 20 11 ERPIGNA 12 8 D STANDOL 30 18 N VARSOVIE 6 2 ESTERNE 9 2 C LISBONNE 13 19 D VENISE 14 7	NO 2 3 1	B DAKAR 33 25 D	
ARES-MONTS 19 5 B GENEVE 10 3 D STURES 24 14 AU 10 3 B HONGKONG 27 22 D TOKYO 24 14 EPPIGRAN 12 8 D STANBUL 30 18 N TUNES 20 11 EPPIGRA 13 2 B JEDISALEM 27 17 D VARSOVIE 6 2 EPIGRAN 9 2 C LISBONNE 13 19 D VENISE 14 7			Tracestorment -
AU 10 S B BONGKONG 27 22 D TUKYU 24 14 15 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16			Of Divide manner to an a
82P(ENAN 12 8 D STANSOL 30 18 H TUNE 6 1 18P(ENE 13 2 B JERUSALEM 27 17 D VARSOVE 6 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1			10010
PETERNE 9 2 C LISBORNE 18 19 D VENISE 14 7	RPICNAN 12 8 1	18 N	1002
I 6 15 D C 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1			T/UM/V1/20
TRASBOURG 9 2 C LONDRES 12 2 B VILTULE	ETIENNE 9 2		1 4 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
	RASBUURG 9 2	12 - 2. B	YHEVIE

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure legal moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support sechnique spècial de la Météorologie nationale)

Le Monde ARTS et SPECTACLES

## RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

## L'apollon du box-office

y e chez ki un petit côté mediste-au-peys-des-effets-epécieux. Tout dans le mâchoire, carrée, dans le visage, carré, dens l'esprit, cubique. Travail, discipline, patrie.

Amold Schwarzenegger, l'ange exterminateur, le roi de la fiction-spagnetti, est l'epollon du box-office, le plus grand acteur de ce temps. Puisque le mieux payé. Ses films ne sont pas des succès, mais des triomphee, ses cachets pas des cachets, mais des sommets, sa vis pas une vie, mais un roman.

Arnold Schwarzenegger, qui fut Hercule à New-York, Conen le Barbere et Conen le destructeur, Predator le premier et Predator le Et cela donna quoi? De le gui-

pour « Ciné Stars », l'invité de Michel Drucker. C'est une bien jolie ámission, « Ciné Sters », comme une revue de cinéme de papa, uniquement vouée à la pro-motion des étoiles et de leur dernière œuvre. Les questions sont le miel coule doucement entre

gens de bonne compagnie. Enfin1 Michel Drucker evait, en face de lui, la star des stars, et qui le sait, un modèle en ecier trempé de rêve sméricain, un homme qui, sous eon coffre énorme de M. Univers, cache l'intelligence d'un raider de le gloire.

pas une phrase dérangeante, le calme plat d'un entretien è l'eau

Ce fut dommage, cer on aurait aimé en savoir plus. Et sur ce fils de gondarme autrichien, adepte du culturisme, venu, comme un most de faim, è le conquête des Erats-Unis, « le pays ou les rêves deviennent réelité ». Et sur les temps de gelère, de selle de musculation, de plastique cultivée à l'engrais, sur ces jours où il posait «à moitié nu» ou sur ces quatorze ens qui furent nécessaires pour que les réalisateurs

On eureit voulu l'entendre,

Amold Schwerzenegger, conseiller du président Sush pour la santé et le sport, parler de le violence extrêma de certains de ses films, les bone comme lee nenards. Et de l'influence que cela pouveit avoir sur une jeunassa menacéa précisément a par la violence, la drogue et l'alcool ». Comme on aurait souhaité qu'il reconte, autrement qu'avec un vocabulaire de Sissi eux Amériques, son entrée, par mariege, dans le club trèe fermé des Kennedy.

· C'était trop espérer d'un homme venu vendre Terminator 2, «le meilleur film qui ait jamais été faits. Selon l'avis

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles 

▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 22 octobre

TF 1	
------	--

20.40 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA : Cannes-Di-name de Moscou, en direct de Cannes. 22.40 Magazine : Ciel, mon mardi ! 0,30 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.45 Mardi soir : Good Morning Vietnern. Film eméricain de Berry Levinson (1988). Avec Robin Williams, Forest Whitaker, Tung Thanh Tran.

22.55 Débat : Radio folie.

## FR 3

20.45 Téléfilm : Largo Desolato. L'aventure intérieure d'un philo 22.20 Journal et Métée.

22.45 Merdi en France. Programmes des télévisions régionales 23.40 Magazine : Océaniques. Moscou : trois jours en août, de lossif Pas-

.0.30 Musique : Carnet de notes. Jazz. Violento, par Caratini, Seytelman, Moselini et Ducret.

## **CANAL PLUS**

## 20.35 Cinéma ; Music Box. BBB Film américain de Constamin Costa-Gevrae (1989). Avec Jessica Lenge, Armin MuellerStehl, Frederic Forrest.

22.30 Flesh d'informations. 22.40 Cinèma : Tuer n'est pas jouer. m Film britannique de John Glan (1987). Avec Timothy Datton, Maryam d'Abo, Jeroen Krabbe (v.o.).

LA 5 20,50 Cinéma : Top Gun, s Film américain de Tony Scott (1986). Avec Tom Cruise, Kelly McGillis, Val Kilmer.

22.45 Magazine : Ciné Cinq. 23.00 Téléfilm : La Feu de la passion. 0.40 La Club du télé-achat.

20 40 Táláfilm : Cristàra da La difficile intégration d'une famille austra-tienne dans un petit village de Nouvelle-Zé-lande.

22.25 Documentaire : 60 Minutes.
La Colonie de la torture, de Jamie Doran.
Le Chili de Pinochet.

23.15 Magazine : La 6º Dimension. Japon : main basse sur la planète. 23.45 Six minutes d'informations.

21.00 Théâtre : La Soulier de satin. Pièce de Paul Claudel, mise en scène d'Antoine Vitez (4e journée).

FRANCE-CULTURE

20.45 Série : Portraits d'Alein Cavalier. 4, La

LA SEPT

De 11 h à 11 h 20 Espace éducation, en collaboration avec la Monde: « Comment définir aujourd'huil les métiers de l'innovation ? », avec Henri Guillauma, directeur de l'ANVAR.

20.30 Archipel médecine, Höpltal dans la ville ou ville dens l'höpital? 21.30 Les longues peines. Débat, evec frèns Terrel, Jean-Jacques De Felice, Antoine

## FRANCE-MUSIQUE

20.00 Haiku.

de famille sens emploi joue au billerd.

## Mercredi 23 octobre

## TF 1

17.00 Série : 21 Jump Street. 17.55 Spécial sport : Football Coupe de l'UEFA : Auxerre-Liverpool. 19.45 Divertissement : Pas folles les bêtes (sous réserve de prolongations). 19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).

20.00 Journal, Tapis vert et Météo. 20.50 Variétés : Sacrée soirée. 22.50 Magazine : En quête de vérité. Les Enfents bulles : Morts pour rien : Face à

face.

O.00 Spécial sports : Football.
Coupe d'Europs des clubs champions (résumé) : Senfice Liebonne (Portugal) - Arsenal FC (Angleterre) : FC Barcelone (Espagne) - FC Kaiserslautem (Allemagne).

1.20 Journal, Météo et Bourse.

## A 2

14.35 Documentaire : Opération Terre. Se Majesté la lionne ; fleid motoneige en Sibérie (2º partie). 16.00 Hanna Barbera Dingue Dong. 17.00 Magazine : Giga. 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettree

junior. 18.35 Magazine : Défendez-vous. 18.45 Série : Mister T. 19.10 INC.

19.10 INC.
19.15 Jeu : Question de charme.
19.45 Divertissement :
La Caméra indiscrète.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Bonjour la galère.
Una comédie sur le thèms de la séparation,
d'eprès le roman de Philippe Adier.
22.15 Magazine : Direct.
L'Europe de la haine.
23.30 1.2.3 Théâtre.

23.35 Magazine : Musiques eu cœur de toutes les musiques. Spécial «voix noires». 0.35 Journal et Météo.

## FR 3

14.55 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale. 17.00 Jef. 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.30 Jeu: Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journel de la région. 20.00 Un livre, un jour.
L'Afrique des explorateurs, d'Anne Hugon;
les Momies, de Françoise Ounand et Roger

20.10 Divertissement : La Classe. 20.45 Magazine : La Marche du siècle. Les élus locaux, la démocratie locale.

22.20 Journal et Météo. 22,35 Histoire de voir. August Sander. 22.40 Série : Gabriel Bird.

### Tu aimeras ton prochain, de Stephen L. Posey, avec James Earl Jones, Laile Robins. 23.30 Traverses. Las Femmes de Kadhafi. La condition féminine en Libye.

0,25 Musique : Camet de notes. Jazz. Hempton, par le François Faure Trio:

## **CANAL PLUS**

15.30 Téléfilm : Pulsion fatale. 17.05 Les Nuls... l'émission. 18.00 Canaille peluche. --- En clair jusqu'é 20.30 ---

18.30 Ça.cartoon. 18.50 Le Top. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.05 Sport : Football.
Coupe d'Europe des clubs champions :
Marseille-Sparta de Prague, en direct.
22.20 Sport : Football.
Coupe d'Europe de l'UEFA : Lyon-Trabzon-spor.

Coupe a Europe spor.

Spor.

O.10 Cinéma : Voir l'éléphant. 

Film français de Jean Marbour (1990).

Avec Françoise Amout, Jean Marc Thibault,
Bernard Menaz.

1.25 Cinéma : Le Beis des emants. D Fibn français de Claude Autami-Lara (1959). Avec Enika Rembarg, Laurent Terzieff, Fran-ccise Rosay.

## LA 5

15.55 Série : L'Enquêteur. 16.50 Youpil l'école est finie.

17.40 Megazine : Bebylone.
Spécial Spielberg.
18.10 Magazine : Jouons les pin's.
18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.

20.40 Journal des courses.
20.50 Histoires vraies.
Un entevement crapuleus.
Une sorcide affaire de trafic d'enfants. 22.35 Débat : Vol et trafic d'enfants. 23.40 Série : Hitchcock présente. 0.10 Journal de la nuit.

14.50 Magazine : 6. Avenue (et à 15.25,17.30,18.00). 15.00 Magazine:

La Tête de l'emploi. 17.00 Magazine : Nouba. 17.40 Jeu: Zygomusic. 18.05 Série : Mission impossible.

19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie. 19.54 Six minutes d'Informations. 20.00 Série : Cosby Show. 20.30 Magazine : Mode 6.

20.40 Téléfilm: Partie gagnante.

Pour éponger ses dettes, une jeune mère

## 22.40 Lee Nuits magnétiques. La rencontre (1).

20.30 Concert (donné le 19 octobre à l'Abbatiale d'Ambronay): Messs en si mineur 8WV 232, de 8ach, par le Chœur de la Bachgesellschaft de Salzbourg et la Concert des nations, dir. Jordi Savall.

23.07 Poussières d'étoiles. Plein clel-Studio 116. Archives : Acousmathèque nº 122, de

## 22.20 Téléfilm : Sale affaire. Enlèvements d'enfants et trafic d'organes.

23.45 Magazine : Vénue. 0.15 Six minutes d'informations. 0.20 Megazine : Dazibao.

## 0.25 Boulevard des clips. LA SEPT

17.10 Magazine : Avis de tempête. De Sylvie Jézéquel et Alain Charoy.
18.55 Flash d'informations (et à 20.55, controlle de la controlle de l 23.00).

19.00 Documentaire : Histoire parallèle. 20.00 Documentaire: Paris, roman d'une

20.50 Le Courrier des téléspectateurs. 21.00 Documentaire : Le Rêve perdu de Nicolas Vessilievitch Kazakov. 2. Natacha, Tatiana et Lena. 23.05 Cinéme : La Chant des sirènes, ma Film canadien de Patricia Rozema (1887).

0.25 Court métrage : Apprends-moi é denser. 0.50 Court métrage : La Confession.

## FRANCE-CULTURE

De 11 h à 11 h 20, Espace Education, en collaboration avec le Monde: « Du côté des employeurs, profile et évolution des exigences », evec Pierre Baylet, Télécom Paris, et Jean-René Lyon, de le société AXA.

20.30 Antipodes. Le roman francophone au

21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canade et de la Suisse. 22.00 Communsuté des radios publiques de (angue française. Entre la temps et l'étemité (2).

22.40 Les Nuits magnétiques.

Du jour su lendemain. Avec Jeen-Claude Pirotte (Fond de cale : l'Epreuve du jour).

0.50 Musique: Code. Nocturnes sane noc-tuelles, musiques autour des poèmes de Vivre evant l'éveil, d'Emily Dickinson.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 octobre au Palais de Concert (donné le 6 octobre au Palais de la musique et des congrès): Helle Nacht pour grand orchestre, de Dillon; Ata pour grand orchestre, Dox-Orkh, concerto pour violon et orchestre, de Xanakis, par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Arturo Tamayo; soi.: Irvine Arditti, violon.

23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club. En direct de l'hôtel Coubertin à Clermont-Ferrand. Vincent Herring, Jesse Davis, Donald Hamson, saxophones alto, Danald Brown, piano, James Ganus, contrebasse, Tony Reedus, batterie, et la chanteuse Vanessa Rubio.

de notre correspondant

**ecc** 

raci

vea

tio

ext.

Aux visiteurs qu'il reçoit à Caracas, le président exilé Jean Bertrand Aristide répète que son retonr en Haîti est proche. La conjugaison des pressions inter-nationales et de la mobilisation populaire eura bientôt raison du apetit groupe de militaires put schistes dirigés par le général Cédras » et du gonvernement qu'ils ont mis en place, affirme le président renversé par un san-glant coup d'Etet il y a lrois

En dépit de le violente répres-sion qui continue de frapper les partisans du Père Aristide ainsi que les organisations de jeunes et de paysans dans les provinces, la résistance s'organise. Une trentaine d'organisations, dont la Fédération nationale des étu-

diants, la Confédération natio-nale des enseignants et le syndi-cat des chanffenrs de Port-au-Prince, ont appelé à une grève générale de vingt-quatre beures le 30 octobre.

La résistance armée a également fait son apparition : selon la télévision nationale, trois gué-rilleros de l'Armée révolutionnaire pour la libération d'Haîti ont été tués lors d'un accrochage avec des soldats à Petit-Goâve, à 70 kilomètres au sud de Port-au-

Alors que le « président provi-soire » Joseph Nérette, installé par les militaires, est tombé malado, l'armée demeure le prin-cipal obstacle ou retour du president Aristide. La tbèse de la « mutinerie des petits soldats » que les officiers supérieurs n'auraient pu contrôler apparait une nouvelle fois comme un rideau

Selon divers témoignages concordants, il semble en fait que deux complots se sont chevauchés. Les premiers à passer à l'action, les partisans de Roger Lafontant, l'ancien chef des «tontons mocoutes », ont rallié le deuxième conpaprès que leur leader eut été assassiné par un

militaire dans sa cellule. Une dis-parition qui a laissé le champ libre au général Cédras et au deux nouveaux bommes forts

Quant an colonel Alix Sylva, présent an côté du général Cédras aux premières beures du coup, il a préféré prendre ses distances et gagner les Etats-Unis. « Le colo-nel Sylva, très proche des Amèri-cains, est gardé en réserve au cas où les choses tourneralent mal », estime un diplomate.

Le président Aristide faisait confiance au général Cédras. Peu avant le coup, il lui avait demandé de traiter des informa-tions sur un complot en prépara-tion », raconte M. René Préval, le premier ministre du Père Aris-tide, réfugié dans la clandestinité. Pourtant les indices inquiétants se multipliarent: « Nous n'avians partiquement plus de munitions et pratiquement plus de munitions et le Grand Quartier général (l'état-major) refusnit d'honorer nos réquisitions », se rappelle le capi-taine Dany Toussaint, l'un des rares officiers restés fidèles au Père Aristide, qui commandait l'unité chargée d'assurer la pro-tection du président.

JEAN-MICHEL CAROIT

## La justice ordonne aux grévistes de l'usine de Cléon

de libérer les accès

Le tribunal de grande instance de Rouen a ordonné, lundi 21 octobre, aux responsables CGT de l'usine Renault de Cléon (Seino-Maritime) de libérer les accès de l'entreprise. Le tribunal n'a pas prévu d'astreinte mais a autorisé la direction à faire appel à la force publique si les syndicalistes n'éva-cusient pas les entrées de l'établis-sement, qui compte 5 600 salaciés, dans les vingt-quatre heures.

Depuis le 17 octobre, l'accès est interdit aux camions mais les nongrévistes peuvent pénétrer dans les locaux, où la production est fortement ralentie à la suite d'un arrêt de travail lancé par la CGT afin d'obtenir la réouverture de négociations salariales. Ces perturbations ont amené la direction à asspendre, lundi 21 octobre dans l'appendre. ont amené la direction à suspendre, lundi 21 octobre dans l'après-midi, la production de l'usine de Sandeu-ville, près du Havre, qui ne peut recevoir un nombre suffisant de moteurs et de boîtes de vitesses pour les Renault 25 dont elle assure la production. Les heures perdues devront être récupérées par les 7500 salariés.

Enfin, alors que l'usine Renanit du Mans poursuit ses débrayages tournants, Manbenge construction entomobile (MCA), filiale de la faire Renault régie Renault, e annoncé que près de 2000 des 2850 salariés seront placés mardi en chômage techni-que. SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Ca sent mauvais

le pays à feu et à sang, si en plus l'Europa, cette salope, veut couler nos fromagea, la Cresson aura intérêt à les planquer, ses ministres. Au cabinet. Non, c'est pas de la blegua l L'ami Coffe s'en étranglait d'indignation hier soir dans les studios de RTL, et le cParisien » en fait sa suna » ce matin. Ils aont sur le point da le signer, à Bruxelles, l'arrêt de mort du munster, du reblochon, du cantel, du brie da Meaux et autres produits du terroir fabriqués de façon artisanale. Au leit cru.

Cru. Paa pasteurisé. Et alle se reconnaît au premier coup d'œil, cette belle et molle pâte jauna, pas blanche, pas standardisée, pas aseptisée et vandue sous plastique dans les hypermarchés, de Copenhague à Munich, Tout ça sous prétexte d'hygiène et d'harmonisation. Un fromage commun au goût commun, voilà ce qu'ils veulent, les grands lobbies du fromage industriel.

Et je te flanque à la poubelle 148 000 tonnes par an de pont-l'évêgue, de coulommiers et da Et je t'étale sur toutes les saledes mélangées au menu des bistros grecs des grosses tranches de feta fabriquées dana le Schieswig-Holstein i Et je te trafique du requefort doux, pas moisi, surtout pas, pour palais néerlandais sans papilles i Et je te balance un gorgonzola danois dans le Caddle de la ménagère londonierme.

Elles ont bon doe, les normes bactériologiques I Vous savez de quoi elle la soupçonne, notre saint-marcellin, la CEE? De fermanter l Ca fait des germes. Qu'ella s'occupe donc da ses escalopes de dinde, de ses charcuteries et de ses laitues à la salmonete, avant de venir nous chetouiller les oreilles an s'attaquant au giorieux souvenir du général de Gaulle et de aes trois cent. soixante-cinq fromages. Dont le camembart, directement visé, lui aussi. Ça, j'osais même pas vous la dire. Le camembert, oui, qui fête cette année son bicentenaire. C'est la Révolution qui l'a vu naître, et croyez-moi, s'il doit mourir, la Révolution on la refers. Le béret basque en bataille et la baguetta sous le bras l

Mestal 7 St

the Carry of

Turbe, per

MAR 332 -- 3

ME CENTE SETT OF

with the Elice.

MODEL TO

\$ 1882 : 27 " "

index tests :

and to be seen the second

and the second

10isees-1-

Nominate 22 of the all

Name has now you

Mark 1227 - 22 - 22

Mark ex J

THE SERVICE OF THE PERSON OF T

BB52≈ ; ; ;

e fiere

The Cartie of the Control of the Con

Page 1 Track

Marie Wall

Back (SEE 15) SEE MAN

September 19

CE 2 12 1 7 17 1

American Services

BOOK INSC. CO.

Contlastes

## Les réactions après les déclarations du président de la République

n M. Jack Lang, porte-parole aux grincheux, plus que jamais le président à la pêche! Pugnacité et sérénité : c'est une belle leçon de

rolonté et d'énergie. » ... u M. Pierre Mauroy, premier secrétoire du parti socialiste: «Confiance et détermination. Face aux tensions sociales et aux interaux tensions sociales et aux interrogations des Français qu'il à lucidement analysées, le président de la République a rappelé le sens de l'intérêt général et de la solidarité. Il a mobilisé les énergies afin de surmonter une crise de sinistrose que la réalité ne justifie pas. Souli-gnant à la fois l'extgence du dialo-gue et le respect indispensable de l'ordre public, il a pris la mesure des adaptations nécessaires pour la garante de notre système de santé, des adaptations nécessaires pour la garantie de notre système de santé, comme pour l'avenir de l'agricul-ture et du monde rural»

a M. Alain Juppé, socrétaire géné-ral du RPR: «On peut se deman-der à quoi ce genre de causerie peut bien servir. Le président nous a explique que le gouvernement ne pouvait pas grand chose à la crise sociale et politique que vit aujour-d'un notre pays. L'ai eu le senti-ment que l'on avait affaire à une présidence un petit peu au bout du

D M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assem-blée nationale : « Rien dans les propos du président de la Républi-que ne répond récliement au pro-jond mécontentement social qui monte du pays. Ce qu'attendeut les infirmières et les personnels de santé ce ne sont pas de bonnes paroles, prodiguées depuis des aspirent à voir satisfaire leurs revendications, qui realent une véritable politique de gauche, que

Depuis 1894 DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÈTEMENT avec la garantie d'un grand matere sailles COSTUMES MESURE

3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnell TAILLEURS, JUPES, VESTES **MANTEAUX ET PARDESSUS** 

LEGRAND Tailleur

de se rassembler et agir avec

D. M. Jean-Marie Le Pen, prési dent du Front national : «François, Mitterrand se porte bien, son premier ministre et son gouvernement aussi. La France, elle, se porie mai et elle le dit. Cela prouve que le socialisme vit comme un parasite sur le corps malade de la nation.
(...) Après onze ans de socialisme. n'ayant rien résolu des question litiques, sociales et économique mi concernent les Français, ce président de gauche en est réduit à s'approper sur la police pour gouver-ner. François Mitterrand a boucle la boucle : il est redevenu ministre de l'intérieur de la Quatrième que suivante, celle où le peuple retrouvera le droit à la parole.»

to M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC: « Quelle décep-tion! De bonnes paroles pour les infirmières, des menaces pour les agriculteurs, aucune inflexion de la politique économique. Des lampistes seront punis pour avoir tiré sur les infirmières, mais par contre, les ministres sont félicités, M. Béré-goroy en tête. [...] La seule réponse est, maintenant, la mobilisation, pour permettre au corps social tout entier de manifester puissamment son mécontentement et sa volonté de changement, »

M. Mitterrand a reca Lacumbe à l'Elypée. -M. François Mitterrand a reen, mardi matin 22 octobre, à l'Elysée, M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agri-coles (FNSEA). Le principe de cette entrevue avait été arrêté avant l'annonce de l'intervention, le matin même, du président de la République sur les ondes de

► En échange de 150 F, vous pourriez vous offrir per exemple ces métroges: 2 fois 2,50 m de tissus myissanis à 30 F le metre, donc 2 robes nouvelles. Et tout est à l'avenant : excitant.

nouveau, libre, élégant. Oubliez enfin la contrainte des onix la prétention des boutiques, etc.! Er venez rencontrer

"La Mode-Liberté" depuis 30 f le mêtre 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARI

L'ESSENTIEL

**SECTION A** 

Economia et politique : « Du bor usaga des crises », par Marcel retour de l'exception françaisa », par Laurent Cohen-Tanugi ...... 2

La préparation de la conférence de paix au Proche-Orient ..... Libération

au Liban M. Jesse Turner, détenu depuis envier 1987 .....

La préparation du congrès du RPR M. Chirac at M. Juppé présentaront un programme de gouverne

Le procés des frères Chaumet Le parquet requiert das peines

L'Europe das rinéastas Dos réalisateurs européens réunis

quatrième version Un garçon, un chian... Un film pour les vacances ....

Marchands du templa», par Bertrand Poirot-Delpech...... 15

SCIENCES • MEDECINE

L'effet de Gennes e Le matin de es e La mort et le sacré e « Qui fixe la politique de santé ? » par Gérard Dubois, Claude Got François Grémy, Albert Hirsch Maunce Tubiana ...... 17 à 19

SECTION B La réforme de la politique agricole commune et les manifestations paysannes.....

Ralentissement dans les services Le rapport annuel de l'INSEE... 22 LA COB sanctionne une société financière Première application des pouvoir nouveaux confiés à la Commission

Services

des opérations de Bourse ...... 26

Abonnements Carnet ...... Marchés financiers .... 26-27 Météorologia ...... Mots craisés. Racio-Télévision ....

La télémetique du Monde : 3615 LEMONDE 3815 LM\_

Le numéro du « Monde » daté 22 octobre 1991

La fin du sommet de Harare

## L'Afrique du Sud n'est plus un sujet de contentieux entre Londres et ses partenaires du Commonwealth

sont achevés lundi 21 octobre dans la capitale du Zimbabwe. L'Afrique du Sud a encore été au centre des débats mais. cette fois, il s'agissait da se prononcer sur la levée des sanctions contre ce pays et non plus sur leur meintien ou leur renforcement.

HARARE

de notre envoyé spécial

Ce sujet qui opposait tradition-nellement M. Thatcher aux autres représentants du «club», ne fot donc pas une source de conflit. Le successeur de la « Dame de fer». M. John Major, s'en est bien trouvé. La Grande-Bretagne a senlement précisé qu'elle n'était q pas d'accord » avec les recommanda tions qui prévoient de lever les sanctions économiques et financières sous condition. Le premier ministre britannique a souligné étrangers dans la restauration de la ince en Afrique du Sud.

La conférence du Commonwealth, après avoir levé les sanctions de « peuple à peuple » 10u-chant directement les individus (le Monde du 20-21 octobre), a précisé que l'embargo sur les armes ne saurait être levé avant a la mise en place d'un gouvernement post-

## Le Japon décide la levée des sanctions économiques contre Pretoria

Le gouvernement japonais a décidé, mardi 22 octobre, de lever la quasi-totalité des sanctions économiques imposées à l'Afrique du Sud. La décision a été prise en tenant compte de «l'évolution positive de l'Afrique du Sud vers l'étani d'un système démocratique libre de toute discrimination raciale », a indique le gouverne-

Les sanctions économiques avaient été imposées progressivement par le Japon depuis 1969. Après l'abrogation en juin des dernières lois sur l'apartheid par le Parlement sud-africain, le Japon avait fait un premier geste en levant les restrictions portant sur les échanges culturels, éducatifs et

Le Japon, premier parteneire commercial de l'Afrique du Sud jusqu'en 1988, n'occupait plus que la cinquième place l'en dernier. derrière l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, avec un commerce dans les deux sens s'élevant à 3,3 milliards de dollars. ~

Les travaux du vingt-huitième apartheid démocratique et responsommet du Commonwealth se sable». Les sanctions économiques et financières ne devraient être sapprimées qu'après « l'adoption d'une nouvelle Constitution ». Enfin, les chefs de gouvernement du Commonwealth suggerent que les mesures frappant le commerce et les investissements soient levées dès qu'un processus garantissant à « tous les partis » la possibilité de « participer pleinement aux négo-ciations » nura été engagé.

Les membres du Commonwealth condamnent le violence, demandent au gouvernement de faire le nécessaire pour y mettre fin, et déplorent «le financement d'organisations politiques » (le mouve-ment inkatha, à dominante zoulone, et son syndicat). Le Commonwealth, qui se déclare prêt à favoriser les négociations, a andé à son secrétaire général l'ancien ministre des affaires étrangères nigérian Emeka Amyaoki, d'effectuer des que pos-sible une mission en Afrique du Sud. M. Emyaoki a confirmé avoir en des entretiens avec des représentants du gouvernement de Pretoria, du Congrès national africain (ANC) et du Congrès panafricain (PAC). Sous la pression du Canada, de la Grande-Bretagne et tales, la question des droits de l'homme a été abondamment discutée. Vingt-neuf pays membres sur cinquante n'ont toujours pas signé les deux conventions des et politiques et sur les droits économiques, sociaux et culturels. Le Commonwealth demande à ces

pays de le faire sans tarder. La proposition de lier directement l'aide économique à la démocratie et au respect des droits de l'homme n'a pas reçu l'écho escompté par les Britanniques et les Canadiens, M. Major n'a pas insisté outre-mesure. Il est vra qu'il avait déjà fort à faire pour essayer de faire onblier les es Thatcher» et les déclarations intempestives de la «Dame de Fer » qui evaient fini par remettre en question le leadership

de Londres au sein du Common-FRÉDÉRIC FRITSCHER

DÉS JANVIER 92 ETUDIEZ USA Dans une grande université de Californie ou Floride.

Pour un stage linguistique ou pour des écudes (BA, Master, MBA, Pb D). Année : 60 000 F env. Semestre: 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. duiversity Studies in America French Office, 57, rue Charles-Laffitte 92200 Neutry (1) 47-45-09-19

## Reprise des négociations salariales dans la fonction publique

Les négociations salariales dans la fonction publique, suspendues depuis le 17 octobre, deveient reprendre, mardi 22 octobre, à 16 heures, entre le gouvernement et les syndicats de fonctionnaires. Cette décision est intervenue su lerme d'une « mission bons offices » réalisée par M. Bernard Pêcheur, directeur général de la fonction publique. Lors de la dernière réunion, M. Jean-Pierre Sois son, ministre de la fonction publique, aveit proposé une série ver de 6,1 % le niveau des traite ments entre 1991 et début 1993. Ces hausses intégraient l'inflation prévue co 1991-1992, ainsi qu'un apurement partiel du contentieu

## EN BREF

□ AFGHANISTAN : libéretion d'un otage américais. - Un citoyen américain retenu en otage depuis le 7 juillet par une organisation rebelle afghane a été libéré le 20 octobre, M. William Lewis, un vétérmaire travaillant pour Global Partuership, une organisation bri-tannique spécialisée dans l'étude de projets de développement, avait été enlevé par des combattants chiites bostiles au régime de Kaboul dans la région de Ghazni, au sud-ouest de la capitale. On demeure sans nonvelles, en revanche, d'un antre Américain enicvé en même temps que M. Lewis. - (AFP, Reuter.

o ÉTATS-UNIS : visite da président Havni à Wachington. - Le chef de l'Etat tehécoslovaque, M. Vaclav Havel, est arrivé lundi 21 octobre à Washington, pour une visite officielle de trois jours.

a PÉROU : des affrantements entre guérilleros out fait au moias 50 morts. - Au moins 50 personnes ont été tuées ces derniers jonrs lors de combats entre rebelles du Sentier lumineux et du mouvement Tupac Amaru dans la région du Hualiaga central, princi-pale zone de production de la coca du Pérou, oat indiqué lundi 21 octobre les autorilés.

u La reprise d'Enromarché par Carrefour. - Le ministère de l'économie et des finances, qui avait examiné le rachat d'Euromarché par Carrefour en vertu de l'ordonnance du le décembre 1986 sur la concurrence et la concentration économique, a donné son feu vert à l'opération, moyennant la ces-sion de plusieurs magasins (moins de dix en fait). Cette autorisation nier. La chaîne a dû s'engager à rétrocéder des magasins là où l'addition des forces de vente de Carrefore et d'Encomarché pouvait aboutir localement à « une situotion pouvant difficilement être compensée par l'accès de nouveaux intervenants à ce marché», scion un communiqué da ministère publié lundi 21 octobre.

années, mais des actes du gouver-nement (...). Ce qu'attendent les paysans, ce ne sont ons des menaces à peine voilées, mais des mesures concrètes de Paris et de Bruxelles leur permettant de vivre dignement de leur travail (...). Ce qu'attendent les salariés qui vont manifester le 24 octobre, les jeunes, les chômeus, les retraités, toute la propulation. tes chomeus, les retraites, toute la population, cc ne sont pas de beaux discours sur l'Europe, mais une autre politique (...). Devant la surdité du pouvoir, exprimée encore par le chef de l'Etat, il n'y a pas d'autre possibilité pour les gens qui

à partir de 2 690 F PANTALONS 896 F VESTONS 1 795 F

INIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

27, rue do 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61. Du tomb au sumed de 10 h à 18 h

to line: 3 ar v.s (P. III ... to the rise-Maria 12 See 2 V. Indiana Co. St. Sec. The second second